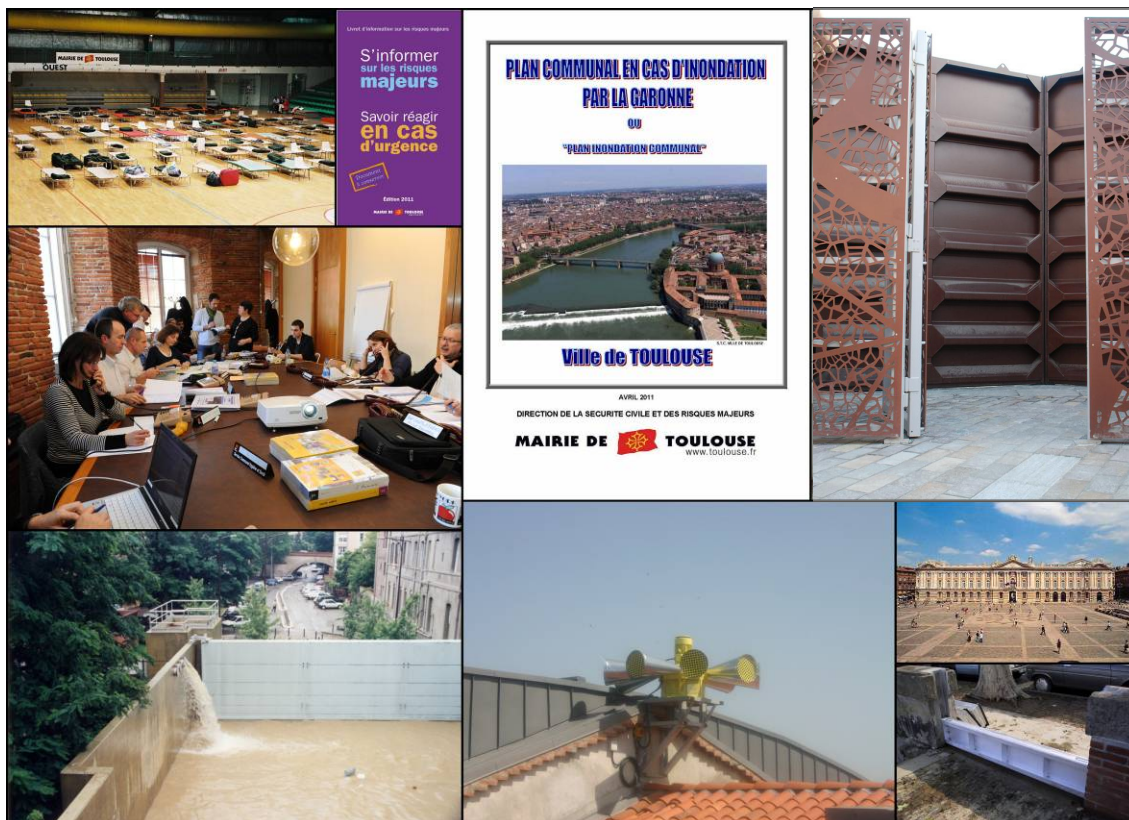


PLAN COMMUNAL DE SAUVEGARDE



VILLE DE TOULOUSE

Octobre 2018

DIRECTION DE LA SECURITE CIVILE ET DES RISQUES MAJEURS

Document réalisé et conçu par :

La Direction de la Sécurité Civile et des Risques Majeurs

Ville de TOULOUSE
1, rue des Pénitents Blancs
31000 TOULOUSE



PREFACE

En cas d'évènement majeur, la Loi de « Modernisation de la Sécurité Civile » du 13 août 2004 confirme que **le Maire reste le Directeur des Opérations de Secours (DOS) sur sa commune**. Pour cela, les services municipaux et métropolitains mettent en œuvre un certain nombre d'actions et de moyens.

Si l'évènement dépasse le cadre de compétence de la commune, le Préfet prend le relais et se substitue au Maire en tant que DOS. Il s'appuie alors sur le COS (Commandant des Opérations de Secours) pour la conduite des opérations de secours et sur le Maire pour le volet "sauvegarde des populations".

Le Plan Communal de Sauvegarde (PCS) définit l'organisation prévue par la commune pour assurer l'alerte, l'information préventive, la protection et le soutien de la population. Il détermine, en fonction des risques connus, les mesures immédiates de sauvegarde et de protection des personnes, fixe l'organisation nécessaire à la diffusion de l'alerte et des consignes de sécurité, recense les moyens disponibles et définit la mise en œuvre des mesures d'accompagnement et de soutien de la population.

En effet, la bonne organisation et une préparation des services de la Mairie sont essentielles pour que la gestion de l'évènement puisse se faire dans les meilleures conditions, les exercices et retours d'expérience étant par ailleurs le meilleur moyen de tester les dispositifs et d'en assurer une amélioration continue.

Le Plan Communal de Sauvegarde n'est qu'une version synthétique de cette organisation, déclinée ensuite d'une façon plus opérationnelle pour chacun des risques majeurs, puis pour chacun des risques par les Services municipaux et par les Services de la Métropole concernés, au bénéfice de la commune de Toulouse.

Il fait l'objet des mises à jour nécessaires à sa bonne application et d'une révision tous les 5 ans au minimum. Alors que le premier PCS de la commune a été approuvé le 24 juin 2013 puis mis à jour le 10 décembre 2015, une nouvelle édition était nécessaire afin de tenir compte des nombreuses évolutions, notamment en matière de risques et dispositifs prévus pour y faire face, avec tout particulièrement l'ajout relatif à l'éventualité d'une inondation par l'Hers et ses affluents et l'ajout des risques terroriste et de pollution de l'air ambiant.

Et parce que la préparation à la gestion des crises est une responsabilité partagée, qui incombe aux pouvoirs publics mais également à chaque citoyen, il appartient également à chaque Toulousain, chaque responsable d'établissement sur le territoire de la commune de s'organiser pour se protéger, ainsi que protéger ses proches, ses salariés et tous les publics accueillis. Pour cela, il est nécessaire de connaître les risques, les moyens d'alerte, les consignes de sécurité et les lieux de mise à l'abri : ils sont précisés dans le Plan Communal de Sauvegarde, mais encore dans les Livrets et le Document d'Information Communal sur les Risques Majeurs présents en Mairie et sur le site internet risquesmajeurs.toulouse.fr. Tout comme sont élaborés des Plans Particuliers de Mise en Sûreté dans les établissements scolaires, les familles pourront élaborer leur Plan Familial de Mise en Sûreté (mis à disposition au Capitole et en mairies de quartier) et les établissements leur Plan d'Organisation de Mise en Sûreté.

Le risque zéro n'existe pas et nous le savons que trop. C'est pourquoi en matière de prévention, notre effort se doit d'être maximal.

A handwritten signature in black ink, reading "Jean-Luc Moudenc". The signature is written in a cursive style with a long horizontal stroke at the end.

Jean-Luc MOUDENC
Maire de Toulouse
Président de Toulouse Métropole

TABLEAU DES MISES A JOUR

Version initiale du PCS	Date	Juin 2013 (arrêté municipal du 24 juin 2013)
--------------------------------	-------------	---

[illegible]

AVERTISSEMENT

Le présent document concerne la partie consultable par le public de l'organisation communale en cas d'évènement, en lien avec les services de Toulouse Métropole.

A ce document, arrêté par le Maire de TOULOUSE et qui constitue **LE PLAN COMMUNAL DE SAUVEGARDE**, s'ajoutent par ailleurs différents documents à visée opérationnelle pour les services en charge de la mise en œuvre de cette organisation. Ces documents restent confidentiels et ne sont donc pas consultables par le public.

A titre d'information, ces documents complémentaires sont constitués des éléments suivants :

- **LES GUIDES D'INTERVENTION ET DE COORDINATION DES ACTIONS COMMUNALES FACE AUX DIFFERENTS RISQUES**
- **LES MOYENS COMMUNAUX ET LES ENJEUX (DONT LES ETABLISSEMENTS SENSIBLES)**
- **LE PLAN DE CONTINUITE D'ACTIVITE**
- **LES ANNUAIRES ET PROCEDURES**

ARRETE DE LA MAIRIE DE TOULOUSE,

ARRETE PORTANT APPROBATION DU PLAN COMMUNAL DE SAUVEGARDE DE LA VILLE DE TOULOUSE

Le Maire de TOULOUSE,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2212-2 et L2212-4 relatifs aux pouvoirs de police du Maire,

Vu le Code de la Sécurité Intérieure et notamment ses articles L731-3 et L742-1, ainsi que ses articles R731-1 à R731-10 relatifs au Plan Communal de Sauvegarde,

Considérant que la commune de TOULOUSE est comprise dans le champ d'application :

- du Plan Particulier d'Intervention de la Société ARIANEGROUP sur l'Ile d'Empalot, approuvé par l'arrêté préfectoral du 22 décembre 2017,
- du Plan Particulier d'Intervention des Sociétés ESSO SAF et STCM à Fondeyre, approuvé par l'arrêté préfectoral du 25 juin 2018,
- du Plan Particulier d'Intervention de la Société LINDE FRANCE, Zone Industrielle du Bois Vert à PORTET-SUR-GARONNE, approuvé par l'arrêté préfectoral du 23 décembre 2015,

Considérant que la commune de TOULOUSE est dotée d'un Plan de Prévention pour les Risques Naturels prévisibles suivants :

- mouvements de terrain sur les coteaux de Pech David, PPR Mouvement de terrain approuvé par l'arrêté préfectoral du 15 juillet 1998,
- mouvements différentiels de terrain liés au phénomène de retrait-gonflement des sols argileux, PPR Sécheresse approuvé par l'arrêté préfectoral du 25 octobre 2010,
- inondation, PPRi approuvé par l'arrêté préfectoral du 20 décembre 2011 et modifié par l'arrêté préfectoral du 18 juillet 2018,

Considérant qu'outre ces risques naturels et industriels précités, la commune de TOULOUSE est également exposée aux risques météorologiques, aux risques de rupture de barrage, aux accidents de transport de matières dangereuses, au risque nucléaire, au risque de nombreuses victimes lors d'actes terroristes, de mouvements de foule ou d'accidents divers, aux risques sanitaires notamment en cas d'épisode de pollution de l'air, ainsi qu'aux risques de coupure ou de défaillance de l'alimentation en eau, électricité ou hydrocarbures,

Considérant qu'outre l'obligation réglementaire, en application de l'article L731-3 du Code de la sécurité intérieure, faite aux communes dotées d'un Plan de Prévention des Risques Naturels prévisibles approuvé ou comprises dans le champ d'application d'un Plan Particulier d'Intervention de réaliser un Plan Communal de Sauvegarde, il est important de porter à la connaissance du public l'organisation prévue par la commune pour assurer l'alerte, l'information préventive sur les risques majeurs, la protection et le soutien de la population en cas d'événement,

Considérant la délibération du conseil municipal en date du 24 mai 2013 ayant pris acte des travaux d'élaboration du Plan Communal de Sauvegarde et mandatant le Maire pour poursuivre ces travaux,

Considérant que la seconde version du Plan Communal de Sauvegarde approuvée par arrêté municipal du 10 décembre 2015 nécessite une révision pour intégrer les dispositions prévues en cas de crue de l'Hers et de ses affluents, d'accident sur le site de la Société STCM à Fondeyre, de pollution de l'air et d'actes terroristes, ainsi que pour tenir compte de nombreuses autres évolutions,

ARRETE

Article 1 : L'arrêté municipal n°15-0864 du 10 décembre 2015 est abrogé.

Article 2 : Le Plan Communal de Sauvegarde de la commune de TOULOUSE, annexé au présent arrêté, est approuvé.

Article 3 : Le Plan Communal de Sauvegarde est consultable en Mairie (au Capitole et dans l'ensemble des Mairies de Quartier), ainsi que sur le site internet de la Ville de TOULOUSE.

Article 4 : Le Plan Communal de Sauvegarde fera l'objet des mises à jour nécessaires à sa bonne application et d'une révision tous les 5 ans au minimum.

Article 5 : Ampliations du présent arrêté ainsi que du plan annexé seront transmises en particulier à Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne, Madame la Directrice du Service interministériel des affaires civiles et économiques de défense et de la protection civile (SIRACEDPC), Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendies et de Secours, Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique et Monsieur le Directeur Départemental des Territoires.

Article 6 : Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique et Monsieur le Directeur Général des Services sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Le présent arrêté sera transmis à Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne, affiché en Mairie et retranscrit au recueil des Actes Administratifs. Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des formalités de publicité

Publié par affichage en Mairie
le : 23 OCT. 2018

Déposé à la Préfecture
le : 23 OCT. 2018

Publié au RAA le :

Fait à Toulouse, le 23 OCT. 2018

Le Maire,

Jean-Luc MOUDENC

SOMMAIRE

GLOSSAIRE DES SIGLES.....	10
----------------------------------	-----------

PARTIE A : CONTEXTE REGLEMENTAIRE ET ORGANISATION NATIONALE POUR LA GESTION D'EVENEMENT	11
--	-----------

1 - REGLEMENTATION RELATIVE AUX ROLES DU MAIRE ET DU PREFET DANS LA GESTION DE CRISE.....	13
1.1 - Code général des collectivités territoriales	13
1.2 - La Loi n°2004-811 du 13 août 2004 dite Loi de « Modernisation de la Sécurité Civile » et le Code de la Sécurité intérieure	14
2 - LES STRUCTURES DE COMMANDEMENT.....	15
2.1 - Le niveau communal et le rôle de l'intercommunalité.....	15
2.2 - Le niveau départemental	15
2.3 - Le niveau zonal.....	15
2.4 - Le niveau national.....	15
3 - LA PLANIFICATION.....	16
3.1 - Le Plan ORSEC	16
3.2 - Le Plan Communal de Sauvegarde (PCS).....	16
3.3 - Le Plan Intercommunal de Sauvegarde (PICS)	16
3.4 - Les Plans Particuliers d'Intervention (PPI)	16

PARTIE B : LA COMMUNE DE TOULOUSE : PRESENTATION.....	19
--	-----------

1 - LE TERRITOIRE	21
2 - LA POPULATION	21
3 - LES ACTIVITES ET EQUIPEMENTS.....	22
4 - LES TRANSPORTS.....	23
5 - LES RISQUES MAJEURS SUR LE TERRITOIRE	24

PARTIE C : L'INFORMATION PREVENTIVE SUR LES RISQUES MAJEURS.....	27
---	-----------

1 - LES OBJECTIFS	29
2 - LE DOSSIER DEPARTEMENTAL DES RISQUES MAJEURS (DDRM)	29
3 - LE DOCUMENT D'INFORMATION COMMUNAL SUR LES RISQUES MAJEURS (DICRIM) ...	30
4 - LE LIVRET D'INFORMATION SUR LES RISQUES MAJEURS	32
5 - L'AFFICHAGE DES RISQUES ET DES CONSIGNES DE SAUVEGARDE	33
6 - LA CARTOGRAPHIE INTERACTIVE	40
7 - LES REPERES DE CRUE.....	40
8 - L'INFORMATION DES ACQUEREURS ET DES LOCATAIRES	39
9 - LE PLAN FAMILIAL DE MISE EN SURETE	39
10 - AUTRES ACTIONS ET MOYENS D'INFORMATION.....	41

PARTIE D : L'ORGANISATION COMMUNALE EN CAS D'EVENEMENT MAJEUR.....	43
---	-----------

1 - LES SERVICES MUNICIPAUX ET INTERCOMMUNAUX	45
1.1 - Les compétences de la ville et de la Métropole.....	45
1.2 - L'organisation des services de la ville et de Toulouse Métropole	46
2 - LES ASTREINTES DE LA VILLE DE TOULOUSE ET DE LA METROPOLE.....	48
2.1 - L'astreinte de la Direction de la Sécurité Civile et des Risques Majeurs	50
2.2 - L'astreinte de la Direction Générale	48
2.3 - L'astreinte du Cabinet du Maire	51

2.4 - L'Elu d'astreinte et l'Elu chargé de la Sécurité Civile et des Risques Majeurs.....	51
2.5 - Les services communaux d'astreinte.....	51
2.6 - Les services métropolitains d'astreinte.....	52
3 - LES ORGANISATIONS SUIVANT LE TYPE D'EVENEMENT.....	52
4 - LA DIFFUSION DE L'ALERTE EN INTERNE.....	52
4.1 - L'alerte vers la hiérarchie et les élus.....	54
4.2 - Modalités de diffusion de l'alerte interne.....	53
5 - LE POSTE DE COMMANDEMENT COMMUNAL.....	55
5.1 - Localisation.....	55
5.2 - Equipement et modalités de mise en place.....	56
5.3 - Composition et organisation.....	57
6 - MOYENS DE COMMUNICATION INTERNES.....	61
6.1 - Les lignes et moyens téléphoniques internes.....	61
6.2 - Les moyens radios.....	61
7 - L'ALERTE ET L'INFORMATION DE LA POPULATION.....	62
7.1 - Les sirènes du Réseau National d'Alerte.....	62
7.2 - Les sirènes des sites industriels à risque.....	62
7.3 - La Police municipale.....	62
7.4 - Les Panneaux à Messages Variables (PMV).....	63
7.5 - Les Directions gestionnaires ou en charge d'établissements ou de populations sensibles.....	65
7.6 - Le plan d'alerte et d'urgence.....	65
7.7 - Le système d'alerte en masse.....	65
7.8 - Les autres sources d'information.....	67
8 - LES PRINCIPES DU PLAN COMMUNAL DE SAUVEGARDE.....	70
8.1 - L'organisation communale dans le cadre des missions de sauvegarde du Maire.....	70
8.2 - Une organisation sous forme de fiches.....	74
8.3 - Schématisation des modalités de prise en charge des sinistrés.....	73
8.4 - Cas particulier de l'accueil ou de l'hébergement.....	77
9 - LE PLAN DE CONTINUITE D'ACTIVITE.....	82
9.1 - Principe du Plan de Continuité.....	82
9.2 - Cas du Plan de continuité en période de pandémie grippale.....	82

PARTIE E : LE DIAGNOSTIC DES RISQUES ET LES STRATEGIES D'ACTIONS.....85

RISQUES NATURELS..... 88

INONDATION.....	88
1 - DIAGNOSTIC DES ALEAS.....	88
1.1 - Inondation par la Garonne.....	88
1.2 - Inondation par le Touch.....	91
1.3 - Inondation par l'Hers et ses affluents.....	93
2 - RECENSEMENT DES ENJEUX.....	95
2.1 - Population concernée.....	95
2.2 - Etablissements sensibles.....	96
2.3 - Activités économiques.....	96
3 - STRATEGIES D'ACTIONS DU MAIRE EN CAS DE CRUE DE LA GARONNE.....	97
3.1 - Différents niveaux d'alerte des services.....	98
3.2 - La fermeture des ouvertures restantes sur le corps des digues.....	98
3.3 - La fermeture des lignes du Métro.....	102
3.4 - L'interdiction d'accès aux zones inondables.....	102
3.5 - L'alerte des populations et des établissements sensibles dans les zones inondables protégées ou non par les digues.....	102
3.6 - L'évacuation des zones inondables et l'hébergement.....	104
3.7 - La fermeture des ponts sur la Garonne.....	106
3.8 - La fermeture des parkings souterrains.....	106
3.9 - Le retour à la normale.....	106

4 - STRATEGIES D'ACTIONS DU MAIRE EN CAS DE CRUE DU TOUCH OU DE L'HERS ET DE SES AFFLUENTS	138
4.1 - Stratégies en cas de crue du Touch	138
4.2 - Stratégies en cas de crue de l'Hers et de ses affluents	143
5 - CONSIGNES COMPORTEMENTALES	150
MOUVEMENTS DE TERRAIN	151
1 - DIAGNOSTIC DES ALEAS	151
2 - RECENSEMENT DES ENJEUX	153
2.1 - Population concernée	153
2.2 - Etablissements sensibles	153
2.3 - Activités économiques	153
3 - STRATEGIES D'ACTIONS DU MAIRE	154
4 - CONSIGNES COMPORTEMENTALES	155
RISQUES METEOROLOGIQUES (dont tempêtes)	156
1 - DIAGNOSTIC DES ALEAS	156
2 - RECENSEMENT DES ENJEUX	157
3 - STRATEGIES D'ACTIONS DU MAIRE (HORS CANICULE ET GRAND FROID)	157
3.1 - Avant	158
3.2 - Pendant	159
3.3 - Après	162
4 - STRATEGIES D'ACTIONS DU MAIRE EN CAS DE CANICULE	163
4.1 - La tenue d'un registre nominatif des personnes vulnérables et le recensement des moyens	165
4.2 - Les interventions en fonction des niveaux d'alerte	168
5 - STRATEGIES D'ACTIONS DU MAIRE EN CAS DE GRAND FROID	170
6 - CONSIGNES COMPORTEMENTALES	172
RISQUES TECHNOLOGIQUES	175
ACCIDENT SUR LE SITE INDUSTRIEL D'ESSO SAF OU DE STCM	175
1 - DIAGNOSTIC DES ALEAS	175
2 - RECENSEMENT DES ENJEUX	178
2.1 - Population concernée	178
2.2 - Etablissements sensibles	178
2.3 - Activités économiques	178
3 - STRATEGIES D'ACTIONS DU MAIRE	179
4 - CONSIGNES COMPORTEMENTALES	183
ACCIDENT SUR LE SITE INDUSTRIEL DE ARIANEGROUP	185
1 - DIAGNOSTIC DES ALEAS	185
2 - RECENSEMENT DES ENJEUX	187
2.1 - Population concernée	187
2.2 - Etablissements sensibles	187
2.3 - Activités économiques	187
3 - STRATEGIE D'ACTIONS DU MAIRE	188
4 - CONSIGNES COMPORTEMENTALES	190
ACCIDENT SUR LE SITE INDUSTRIEL DE LINDE FRANCE	192
1 - DIAGNOSTIC DES ALEAS	192
2 - RECENSEMENT DES ENJEUX	194
2.1 - Population concernée	194
2.2 - Etablissements sensibles	194
2.3 - Activités économiques	194
3 - STRATEGIES D'ACTIONS DU MAIRE	195
4 - CONSIGNES COMPORTEMENTALES	196

RUPTURE DU BARRAGE DE CAP DE LONG.....	197
1 - DIAGNOSTIC DES ALEAS	197
2 - RECENSEMENT DES ENJEUX.....	198
3 - STRATEGIES D' ACTIONS DU MAIRE.....	198
4 - CONSIGNES COMPORTEMENTALES	199
RUPTURE DU BARRAGE DE LA GANGUISE/ESTRADE	200
1 - DIAGNOSTIC DES ALEAS	200
2 - RECENSEMENT DES ENJEUX.....	201
2.1 - Population concernée	201
2.2 - Etablissements sensibles	201
2.3 - Activités économiques	201
3 - STRATEGIES D' ACTIONS DU MAIRE.....	202
4 - CONSIGNES COMPORTEMENTALES	203
TRANSPORT DE MATIERES DANGEREUSES	204
1 - DIAGNOSTIC DES ALEAS	204
2 - RECENSEMENT DES ENJEUX.....	206
3 - STRATEGIES D' ACTIONS DU MAIRE.....	206
4 - CONSIGNES COMPORTEMENTALES	207
ACCIDENT NUCLEAIRE	208
1 - DIAGNOSTIC DES ALEAS	208
2 - RECENSEMENT DES ENJEUX.....	208
3 - STRATEGIES D' ACTIONS DU MAIRE.....	209
4 - CONSIGNES COMPORTEMENTALES	212
RISQUES TERRORISTES.....	213
ATTENTATS	213
1 - DIAGNOSTIC DES ALEAS	213
2 - RECENSEMENT DES ENJEUX.....	213
3 - STRATEGIES D' ACTIONS DU MAIRE.....	213
4 - CONSIGNES COMPORTEMENTALES	215
SECOURS A PERSONNES.....	219
NOMBREUSES VICTIMES.....	219
1 - DIAGNOSTIC DES ALEAS	219
2 - RECENSEMENT DES ENJEUX.....	219
3 - STRATEGIES D' ACTIONS DU MAIRE.....	219
RISQUES SANITAIRES.....	225
CANICULE	225
GRAND FROID	225
POLLUTION DE L' AIR	226
1 - DIAGNOSTIC DES ALEAS	226
2 - RECENSEMENT DES ENJEUX.....	227
3 - STRATEGIES D' ACTIONS DU MAIRE.....	227
4 - CONSIGNES COMPORTEMENTALES	230
PANDEMIE GRIPPALE	231
1 - DIAGNOSTIC DES ALEAS	231
2 - RECENSEMENT DES ENJEUX.....	231

3 - STRATEGIES D'ACTIONS DU MAIRE.....	232
3.1 - La réponse sanitaire	233
3.2 - La continuité de la vie sociale et économique	234
3.3 - L'information, la formation, la communication	235
4 - CONSIGNES COMPORTEMENTALES	236

VARIOLE (ATTENTAT)	237
1 - DIAGNOSTIC DES ALEAS	237
2 - RECENSEMENT DES ENJEUX.....	237
3 - STRATEGIES D'ACTIONS DU MAIRE.....	237

EPIZOOTIES	239
1 - DIAGNOSTIC DES ALEAS	239
2 - RECENSEMENT DES ENJEUX.....	239
3 - STRATEGIES D'ACTIONS DU MAIRE.....	239

RISQUES LIES AUX RESSOURCES.....	241
---	------------

COUPURE OU DEFAILLANCE DE L'ALIMENTATION EN EAU, ELECTRICITE OU HYDROCARBURES	241
1 - DIAGNOSTIC DES ALEAS	241
2 - RECENSEMENT DES ENJEUX.....	241
3 - STRATEGIES D'ACTIONS DU MAIRE.....	241

PARTIE F : DISPOSITIF OPERATIONNEL - RECAPITULATIF ET ETAT D'AVANCEMENT 245

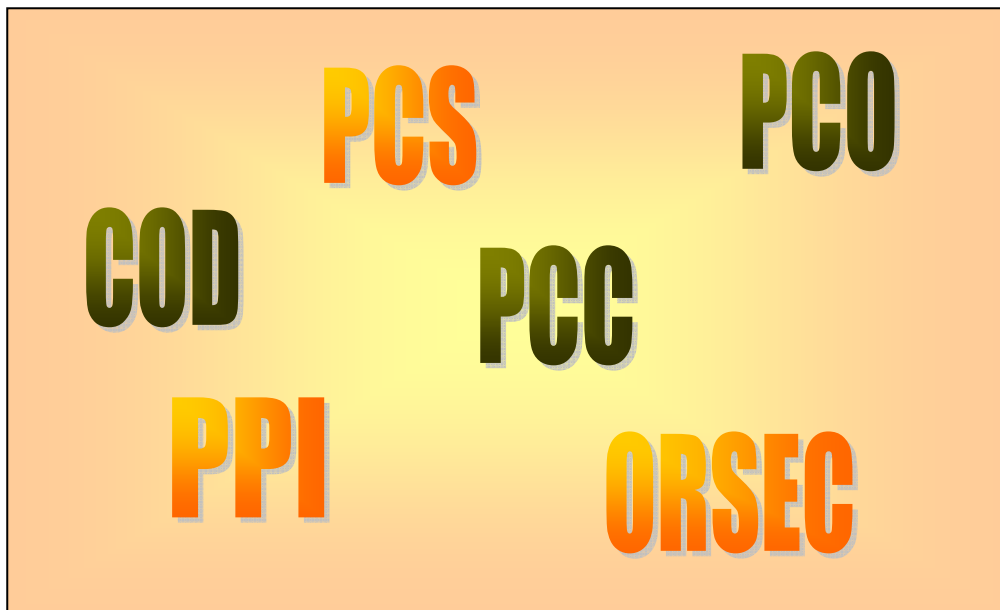
1 - LES GUIDES DE COORDINATION DES ACTIONS DES SERVICES FACE AUX RISQUES MAJEURS IDENTIFIES	247
2 - LA LISTE DES MOYENS COMMUNAUX ET DES ENJEUX	250
2.1 - Les moyens communaux.....	250
2.2 - Les enjeux.....	254
3 - LES ANNUAIRES ET PROCEDURES.....	256
3.1 - Les annuaires, organigrammes et cartographies	255
3.2 - Les procédures	260

Une partie G sera ultérieurement consacrée au Retour à la normale en présentant plus spécifiquement le dispositif de relogement, l'indemnisation des victimes...

GLOSSAIRE DES SIGLES

ARS :	Agence Régionale de Santé
ASF :	Autoroutes du Sud de la France / VINCI Autoroutes
CCAS :	Centre Communal d'Action Sociale
COD :	Centre Opérationnel Départemental
COGIC :	Centre Opérationnel de Gestion Interministériel de Crise
COS :	Commandant des Opérations de Secours
COZ :	Centre Opérationnel de Zone
CUMP :	Cellule d'Urgence Médico-Psychologique
DDRM :	Dossier Départemental des Risques Majeurs
DDT :	Direction Départementale des Territoires
DICRIM :	Document d'Information Communal sur les Risques Majeurs
DIRSO :	Direction Interdépartementale des Routes du Sud-Ouest
DOS :	Directeur des Opérations de Secours
DREAL :	Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et de l'Urbanisme
DRH :	Direction des Ressources Humaines (mutualisée Ville et Toulouse Métropole)
DSCRM :	Direction de la Sécurité Civile et des Risques Majeurs (Ville de Toulouse)
DSM :	Directeur des Secours Médicaux
EDF :	Electricité de France
EPI :	Equipement de Protection Individuelle
ERDF :	Electricité Réseau Distribution France
ERP :	Etablissement Recevant du Public
GDF :	Gaz De France
ORSEC :	Organisation de la Réponse de Sécurité Civile
PCA :	Plan de Continuité d'Activité
PCC :	Poste de Commandement Communal
PCO :	Poste de Commandement Opérationnel
PCS :	Plan Communal de Sauvegarde
PHEC :	Plus Hautes Eaux Connues
PIC :	Plan Inondation Communal
PICS :	Plan Intercommunal de Sauvegarde
PLU :	Plan Local d'Urbanisme
PMA :	Poste Médical Avancé
PMV :	Panneau à Message Variable
PPI :	Plan Particulier d'Intervention
PPRN :	Plan de Prévention des Risques Naturels
PPRT :	Plan de Prévention des Risques Technologiques
RIL :	Répertoire Immobilier Localisé (donnée INSEE)
RNA :	Réseau National d'Alerte
SAIP :	Système d'Alerte et d'Information des Populations
SAMU :	Service d'Aide Médicalisée d'Urgence
SDIS :	Service Départemental d'Incendie et de Secours
SCHAPI :	Service Central d'Hydrométéorologie et d'Appui à la Prévision des Inondations
TIGF :	Transports Infrastructures Gaz France
TM :	Toulouse Métropole
TMD :	Transport de Matières Dangereuses
UVB :	Unité de Vaccination de Base

PLAN COMMUNAL DE SAUVEGARDE



PARTIE A :

CONTEXTE REGLEMENTAIRE ET ORGANISATION NATIONALE POUR LA GESTION D'ÉVENEMENT

MAIRIE DE



TOULOUSE

www.toulouse.fr

PARTIE A : CONTEXTE REGLEMENTAIRE ET ORGANISATION NATIONALE POUR LA GESTION D'EVENEMENT

PARTIE B : LA COMMUNE DE TOULOUSE : PRESENTATION

PARTIE C : L'INFORMATION PREVENTIVE SUR LES RISQUES MAJEURS

PARTIE D : L'ORGANISATION COMMUNALE EN CAS D'EVENEMENT MAJEUR

PARTIE E : LE DIAGNOSTIC DES RISQUES ET LES STRATEGIES D'ACTIONS

PARTIE F : DISPOSITIF OPERATIONNEL - RECAPITULATIF ET ETAT D'AVANCEMENT

1 - REGLEMENTATION RELATIVE AUX ROLES DU MAIRE ET DU PREFET DANS LA GESTION DE CRISE

1.1 - LE CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

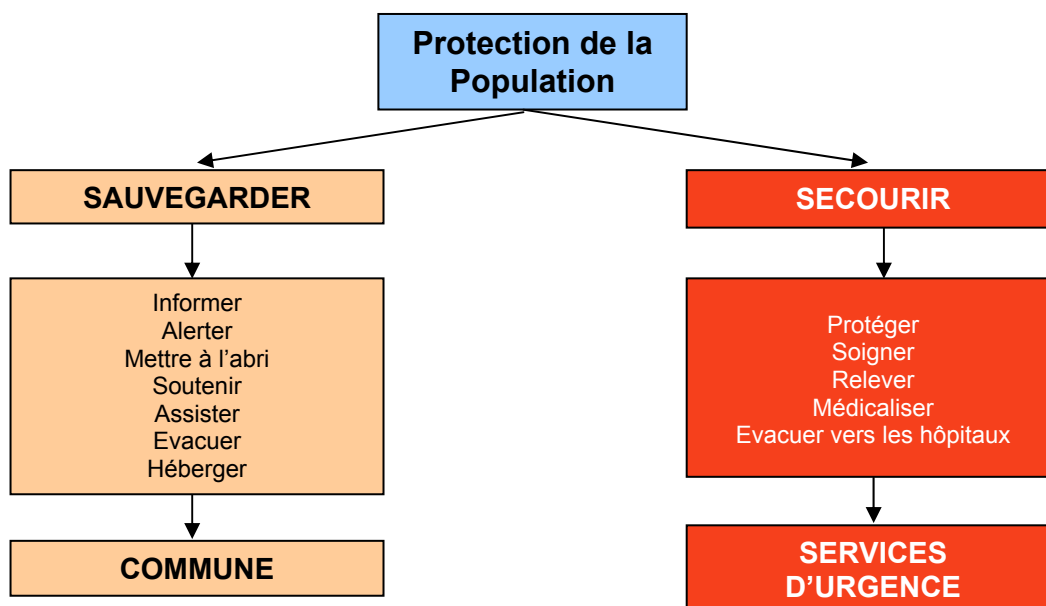
Dans sa commune, le Maire est le chef de la Police Municipale¹. L'article L. 2212-2 du Code Général des Collectivités Territoriales précise que « **la police municipale a pour objet d'assurer le bon ordre, la sûreté et la salubrité publiques...** » et qu'il appartient au Maire de « **prévenir, par des précautions convenables, et de faire cesser, par la distribution des secours nécessaires, les accidents et les fléaux calamiteux** ainsi que les pollutions de toute nature, tels que les incendies, les inondations, les ruptures de digues, les éboulements de terre ou de rochers, les avalanches ou autres accidents naturels... » et de « **pourvoir d'urgence à toutes les mesures d'assistance et de secours et, s'il y a lieu, de provoquer l'intervention de l'administration supérieure...** »

L'article L. 2212-4 précise également que « **en cas de danger grave ou imminent, le Maire prescrit l'exécution des mesures de sûreté exigées par les circonstances** ».

Le Maire doit donc mettre en place toutes les mesures de prévention des risques nécessaires et assurer la sauvegarde et la prise en charge des besoins immédiats de la population lors de la survenance d'un événement grave. Après la crise, le Maire doit rapidement organiser ses services afin d'assurer un retour à la normale avec le relogement et l'aide à l'indemnisation des sinistrés.

Le Maire est le Directeur des Opérations de Secours sur sa commune (DOS). A ce titre, il a la possibilité de demander l'intervention des moyens des Services Départementaux d'Incendie et de Secours² (SDIS) pour réaliser les actions de secours adaptées aux différentes situations. Néanmoins, si la situation dépasse son cadre de compétence, le Préfet devient à son tour le DOS. Le Maire reste toutefois à la disposition du Préfet afin de réaliser les missions qui lui sont confiées et doit également coordonner la continuité des Services municipaux tout au long de la crise.

La distinction doit être faite entre missions de **secours** et de **sauvegarde** : les secours sont assurés par les services qui en sont expressément chargés. **Le Maire a toujours la charge de la mise en œuvre des mesures de sauvegarde.** Il exerce, en outre et selon les circonstances, la direction des opérations de secours. Le schéma suivant précise cette distinction :



¹ Article L2212-1 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT)

² Article L2212-4 du CGCT

1.2 - LA LOI DE « MODERNISATION DE LA SECURITE CIVILE » ET LE CODE DE LA SECURITE INTERIEURE

La Loi n°2004-811 du 13 août 2004 dite Loi de « Modernisation de la Sécurité Civile » (abrogée et codifiée dans le Livre VII du Code de la Sécurité intérieure depuis mai 2012) a redéfini le rôle de chaque acteur de la Sécurité Civile et proposé de nouveaux outils de Sécurité Civile. Les *Plans Orsec* départementaux, zonaux, et maritimes permettent aux différents Préfets de prévoir une réorganisation générale des secours à l'échelle de leur territoire de compétence. De plus, ces plans permettent de recenser les moyens publics disponibles et mobilisables en cas de crise majeure.

Afin de les compléter, un *Plan Communal de Sauvegarde* (PCS) a été créé par l'article 13 de la Loi (article 731-3 du Livre VII du Code de la Sécurité intérieure). Le décret n°2014-1253 du 27 octobre 2014 a abrogé le décret d'application n°2005-1156 du 13 septembre 2005. Il est codifié dans la partie réglementaire du Code de la sécurité intérieure.

Ainsi, confié aux Maires et obligatoire dans les communes concernées par un *Plan de Prévention des Risques Naturels* (PPRN) approuvé ou un *Plan Particulier d'Intervention* (PPI), **le Plan Communal de Sauvegarde définit, sous l'autorité du Maire, l'organisation prévue par la commune pour assurer l'alerte, l'information, la protection et le soutien de la population au regard des risques connus. Il intègre et complète les documents d'information élaborés au titre des actions de prévention.** Le PCS complète les plans Orsec de protection générale des populations.

Certains principes concernant la Direction des Opérations de Secours sont également réaffirmés. Sur sa commune, le Maire reste le Directeur des Opérations de Secours (DOS) jusqu'à ce que le Préfet prenne le relais en cas d'évènement dépassant le cadre de compétence de la commune. Le Préfet, en tant que DOS, s'appuie donc sur le COS (Commandant des Opérations de Secours) pour la conduite des opérations de secours et sur le Maire pour le volet "sauvegarde des populations".

Cette Loi, aujourd'hui codifiée dans le code de la sécurité intérieure, a donc permis de reformuler un schéma général d'organisation des secours, aussi bien à l'échelle nationale qu'au plus près des citoyens, c'est-à-dire à l'échelle communale. Elle assure ainsi une liaison et une implication de tous les acteurs de la Sécurité Civile.

Le PCS, qui est adapté aux moyens dont la commune dispose, comprend en particulier :

- **le document d'information communal sur les risques majeurs,**
- **le diagnostic des risques** et des vulnérabilités locales,
- **l'organisation assurant la protection et le soutien de la population** qui précise les dispositions internes prises par la commune afin d'être en mesure à tout moment d'alerter et d'informer la population et de recevoir une alerte émanant des autorités,
- **les modalités de mise en œuvre de la réserve communale de sécurité civile** quand cette dernière a été constituée. Ces réserves, composées de personnes volontaires issues de la commune, seront mobilisées en cas de crise afin d'apporter une réponse de proximité adéquate et de trouver des solutions rapides aux problèmes rencontrés.

L'objectif principal est de redonner toute sa place à l'engagement responsable du Maire, en fournissant des éléments concrets du PCS concernant les missions essentielles de sauvegarde (et non de secours qui relèvent des sapeurs pompiers) et l'organisation de la commune en cas de catastrophe majeure. Ainsi, le Maire devient un acteur de la Sécurité Civile, susceptible de participer dès les premiers instants au traitement de la crise, mais aussi en appui aux dispositifs départementaux de secours. C'est lui qui est à l'initiative de l'élaboration du PCS et en informe le conseil municipal. Le PCS réalisé ou mis à jour fait l'objet d'un arrêté.

Enfin, le PCS devra être mis à jour au maximum tous les 5 ans, et des exercices devront être réalisés régulièrement afin de tester l'action et la réaction des différents acteurs impliqués dans la gestion de crise. Cette disposition, logique pour les professionnels des secours, est indispensable pour favoriser l'appropriation par les utilisateurs des dispositifs élaborés.

2 - LES STRUCTURES DE COMMANDEMENT

2.1 - LE NIVEAU COMMUNAL ET LE ROLE DE L'INTERCOMMUNALITE

Au niveau communal, le Directeur des Opérations de Secours est le Maire. Afin de pouvoir répondre efficacement aux différentes crises pouvant survenir sur son territoire, il dispose d'un **Poste de Commandement Communal (PCC)** qui lui permet de coordonner les actions de ses services pour la sauvegarde des populations (alerte, évacuation, hébergement...). L'outil opérationnel de référence pour la gestion de crise associé à cette structure est le **Plan Communal de Sauvegarde (PCS)**.

S'il en était décidé ainsi, l'intercommunalité aurait comme rôle, en cas d'évènement, de mettre à disposition de la commune les moyens et services relatifs aux compétences qui lui auraient été transférées. D'autre part, elle pourrait éventuellement fédérer l'ensemble des communes adhérentes autour de sujets particuliers : soutien aux communes durant la réalisation des plans communaux de sauvegarde, information et formation des élus, du personnel, des citoyens...

Quelque soit l'implication de l'intercommunalité dans la gestion des risques majeurs des communes qui la compose, il n'y a aucun transfert des pouvoirs du Maire ; la gestion d'un évènement ne peut-être assurée que par celui-ci.

2.2 - LE NIVEAU DEPARTEMENTAL

Lorsque l'ampleur de l'incident dépasse l'échelle ou la compétence de la commune, le **Préfet de Département** devient le Directeur des Opérations de Secours. Il a la possibilité d'activer le **Centre Opérationnel Départemental (COD)** qui permet la coordination des actions de l'ensemble des services de secours et des acteurs de la gestion de crise (Service Départemental d'Incendie et de Secours ou SDIS, Service d'Aide Médicale d'Urgence ou SAMU, Services de l'Etat, Gendarmerie,...). Sur le terrain, au plus près du sinistre, est mis en place le **Poste de Commandement Opérationnel (PCO)** qui assure le relais entre le COD et le terrain. L'outil opérationnel de référence pour la gestion de crise associé à cette structure est le **Plan ORSEC Départemental**.

2.3 - LE NIVEAU ZONAL

Si les moyens d'un département pour faire face à un incident deviennent insuffisants, ou si un incident s'étend sur plusieurs départements, le **Préfet de Zone** devient le Directeur des Opérations de Secours. Pour coordonner les actions à mener il dispose d'un **Centre Opérationnel de Zone (COZ)** et a la possibilité de mettre en œuvre le **Plan ORSEC de Zone** qui est l'outil opérationnel de gestion de crise associé à cette structure.

2.4 - LE NIVEAU NATIONAL

Enfin, sous tutelle de la Direction Générale de la Sécurité Civile et par conséquent du Ministre de l'Intérieur, le **Centre Opérationnel de Gestion Interministériel de Crise (COGIC)** peut apporter son soutien au dispositif déjà mis en place, voire prendre la direction des opérations de secours si la situation nécessite une organisation ou une prise de décision au niveau national.

3 - LA PLANIFICATION

3.1 - LE PLAN ORSEC

Le Plan ORSEC est l'outil opérationnel de gestion de crises des Préfets. Signifiant **O**rganisation de la **R**éponse de **S**écurité **C**ivile, le plan a pour but de mobiliser et coordonner, sous l'autorité unique du Préfet, les acteurs de la sécurité civile au delà du niveau de réponse courant ou quotidien des services. Il prévoit ainsi la mise en place d'une organisation opérationnelle permanente et unique de gestion des événements touchant gravement la population. Il constitue un outil de réponse commune aux événements quel que soit leur origine : accident, catastrophe, terrorisme, sanitaire...

3.2 - LE PLAN COMMUNAL DE SAUVEGARDE (PCS)

Le Plan Communal de Sauvegarde est l'outil opérationnel de gestion d'événements des Maires. Il a pour but de prévoir une organisation générale des services municipaux pour mener les actions nécessaires à la sauvegarde de la population. Il constitue un outil de réponse commune aux événements quel que soit leur origine : accident, catastrophe, terrorisme, sanitaire...

3.3 - LE PLAN INTERCOMMUNAL DE SAUVEGARDE (PICS)

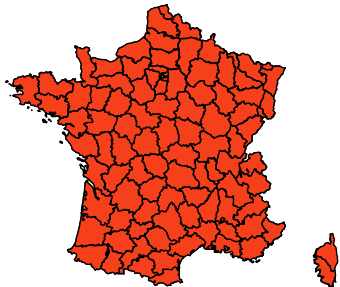
Le Plan Intercommunal de Sauvegarde définit l'organisation de la gestion des événements pour chaque commune et l'intercommunalité, permettant ainsi de mettre à disposition l'ensemble de ses moyens. Il a pour but de définir une organisation générale permettant de coordonner les moyens des services municipaux quel que soit l'origine de l'aléa (accident, catastrophe, terrorisme, sanitaire...) et l'impact du phénomène (une ou plusieurs villes sont touchées).

3.4 - LES PLANS PARTICULIERS D'INTERVENTION (PPI)

Mis en place par le Préfet, les plans particuliers d'intervention (PPI) visent à organiser les secours en cas de sinistre survenant dans certains établissements, notamment les sites industriels classés Seveso AS (Autorisation avec Servitudes) et les grands barrages, lorsque ces sinistres sont susceptibles d'avoir des conséquences hors de l'enceinte de l'établissement pour lesquels il ont été élaborés.

LES DIFFERENTS NIVEAUX DE GESTION DE CRISE :

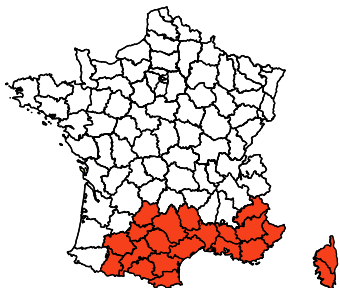
Niveau national : France



Commandant des Opérations de Secours :
Ministre de l'Intérieur

Structure Opérationnelle :
**Centre Opérationnel de
Gestion Interministériel de Crise
COGIC**

Niveau zonal : Zone de Défense et de Sécurité Sud

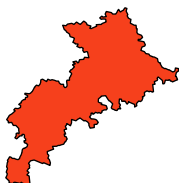


Commandant des Opérations de Secours :
Préfet de la Zone de Défense et de Sécurité Sud

Structure Opérationnelle :
**Centre Opérationnel de Zone
COZ**

Outil Opérationnel :
Plan ORSEC de Zone

Niveau Départemental : Département de la Haute-Garonne



Commandant des Opérations de Secours :
Préfet du Département de la Haute-Garonne

Structure Opérationnelle :
**Centre Opérationnel Départemental
COD**

Outil Opérationnel :
Plan ORSEC Départemental

Niveau Communal : Ville de Toulouse



Directeur des Opérations de Secours :
Maire de Toulouse

Structure Opérationnelle :
**Poste de Commandement Communal
PCC**

Outil Opérationnel :
**Plan Communal de Sauvegarde
PCS**

PLAN COMMUNAL DE SAUVEGARDE



PARTIE B :

LA COMMUNE DE TOULOUSE : PRESENTATION

MAIRIE DE



TOULOUSE

www.toulouse.fr

**PARTIE A : CONTEXTE REGLEMENTAIRE ET ORGANISATION
NATIONALE POUR LA GESTION D'EVENEMENT**

PARTIE B : LA COMMUNE DE TOULOUSE : PRESENTATION

**PARTIE C : L'INFORMATION PREVENTIVE SUR LES
RISQUES MAJEURS**

**PARTIE D : L'ORGANISATION COMMUNALE EN CAS
D'EVENEMENT MAJEUR**

**PARTIE E : LE DIAGNOSTIC DES RISQUES ET LES STRATEGIES
D'ACTIONS**

**PARTIE F : DISPOSITIF OPERATIONNEL - RECAPITULATIF
ET ETAT D'AVANCEMENT**

Les informations relatives à TOULOUSE, son territoire, sa population, les activités et équipements sont extraites notamment du diagnostic du Plan Local d'Urbanisme (1^{ère} modification du PLU de Toulouse Métropole approuvée le 10 novembre 2016) disponible sur le site internet de la Ville : www.toulouse.fr et pour partie du dossier « Toulouse métropole en chiffres – 2017 » (www.toulouse-metropole.fr).

1 - LE TERRITOIRE

Préfecture de la Haute-Garonne, TOULOUSE est également la Capitale de la nouvelle Région Occitanie qui a fusionné Midi-Pyrénées et Languedoc-Roussillon.

Le territoire de Toulouse représente une superficie de l'ordre de 11.800 ha, parmi les plus importantes des grandes villes françaises (2^{ème} après Marseille).

Le site de Toulouse et de son agglomération se présente sous la forme d'une large cuvette dissymétrique traversée par la Garonne qui y joue un rôle structurant majeur.

A l'Ouest, sur la rive gauche, c'est une topographie de plaine qui l'emporte. La vallée de la Garonne est composée de larges plates-formes alluviales étagées et faiblement entaillées par les affluents de la Garonne : la Sauronne et le Touch.

A l'Est, sur la rive droite, les coteaux molassiques sont découpés en blocs par les vallées de l'Hers, de la Saune, de la Marcaissonne et la Sausse et offrent, au-delà du territoire communal, un paysage plus vallonné ouvrant sur les terreforts du Lauragais.

A l'entrée de la Ville, au Sud, la Garonne se divise en deux bras autour de l'Île du Ramier qui offre un paysage verdoyant mais aujourd'hui contrasté : industries chimiques, équipements sportifs et digues de béton rectilignes côtoient un site arboré.

2 - LA POPULATION

Toulouse, quatrième ville française, rassemble 466.297 habitants (INSEE RP 2014), **avec 243.184 actifs résidents** parmi la population des 15 ans et plus (INSEE RP 2014). Son armature commerciale est complète avec un centre-ville qui concentre près de 2.500 commerces, tandis que 3 zones commerciales accueillent les grandes surfaces aux entrées de la ville (Basso-Cambo, Purpan, Gramont). La vie sociale et culturelle, encouragée par la présence d'environ 102.000 étudiants dans l'enseignement supérieur, contribue à une attractivité renouvelée.

Toulouse conserve un environnement peu dense, grâce à la préservation d'espaces naturels, et d'espaces boisés classés, notamment autour d'un important réseau de cours d'eau.

En dépit de sa faible densité moyenne, **le territoire de Toulouse est largement urbanisé**. Cette urbanisation s'est développée autour du centre ancien, sur la rive droite de la Garonne par protection des inondations, puis sur la rive gauche, et en rejoignant les noyaux villageois le long des infrastructures routières. Ces 8 villages se sont également épaissis, tandis que les activités se sont essentiellement regroupées sur un arc nord-ouest, sud-est, ainsi qu'au nord de la ville.

Pour autant, Toulouse demeure une ville très intégratrice, si l'on considère **la diversité des origines de la population toulousaine**.

La Ville de Toulouse connaît l'accroissement démographique le plus important des villes de France derrière Montpellier, avec + 6,8 % de population entre 2010 et 2015 (+ 30.139 habitants)

L'agglomération toulousaine s'est considérablement « étalée » ces dernières années, tant sur le plan géographique qu'administratif. L'unité urbaine, fondée sur le critère de la continuité du bâti, compte 73 communes dans sa configuration actuelle avec 935.440 habitants en 2014 (746.919 habitants en 2014 pour Toulouse Métropole qui compte 37 communes).

3 - LES ACTIVITES ET EQUIPEMENTS

L'immensité du territoire communal permet d'accueillir des industries de pointe, consommatrices d'espaces. Plus récemment, l'ambition européenne, puis internationale des programmes d'aviation civile, de découverte spatiale, et de hautes technologies en matière d'information et de communication, impose Toulouse comme un centre stratégique qui doit disposer des infrastructures et équipements complémentaires nécessaires (universités, centres de recherche...).

Le secteur aérospatial constitue non seulement le socle majeur de l'économie toulousaine et de son développement métropolitain, mais c'est également la clef de voûte de l'industrie régionale. Il constitue l'élément moteur pour quelques 350 établissements industriels et 200 prestataires de service. Il oriente également l'activité dans de nombreux autres domaines, dans l'industrie comme dans le tertiaire.

Les TIC (Technologies de l'Information et de la Communication) sont nées de la convergence entre l'électronique, l'informatique et les télécommunications ; elles intéressent aujourd'hui la médecine, l'enseignement, la radiodiffusion numérique, le télétravail, et représentent 10 000 emplois à Toulouse. Figurant parmi les premiers centres français en microbiologie, biotechnologie, électronique médicale, **le Pôle santé toulousain** représente également 5 000 emplois. Au centre d'une région agricole, connue pour la qualité de ses produits, Toulouse s'est fortement positionnée sur le créneau de la sécurité alimentaire, au travers de l'INRA, du Lara et plus récemment de l'Agrobiopôle. La ville accueille également **des grands groupes agroalimentaires**. D'autres secteurs d'activités, parfois très anciennement implantés, contribuent à la vitalité économique toulousaine (dans les domaines des médias, groupes de presse et d'édition, le textile, l'habillement et le bâtiment).

L'ampleur des migrations quotidiennes entre le domicile et le lieu de travail des habitants témoigne du rapport évident entre la ville-centre et l'agglomération.

Les plus grandes entreprises sont concentrées sur TOULOUSE et la première couronne et on observe des spécialisations par zones : logistique au nord, commerce au sud, hautes technologies au sud-est et à l'ouest, aéronautique autour de l'aéroport, services tertiaires sur Toulouse.

Les universités, les grandes écoles et toutes les formations supérieures ne cessent d'augmenter leurs effectifs. Toulouse compte près de 102.000 étudiants venant pour l'essentiel de la Région.

Les grands hôpitaux ont une vocation régionale voire nationale, à l'exemple de l'Oncopôle et de toutes les activités associées, liées au traitement du cancer.

Les grands équipements culturels et de loisirs accueillent des manifestations de niveau national et international. Outre les musées et les grands théâtres (Théâtre du Capitole, Halle aux Grains, Musée des Augustins, Muséum d'Histoire Naturelle...), la ville s'est dotée de nouveaux équipements : la Cité de l'Espace en 1997, le Théâtre de la Cité (Théâtre National de Toulouse) en 1998, le Zénith en 1999, le Centre d'Art moderne et contemporain des Abattoirs en 2000, le Casino théâtre Barrière de Toulouse en 2007. En complément du centre des Congrès Pierre Baudis, le Parc des Expositions actuellement installé sur l'île du Ramier va être déplacé et totalement repensé sur le site d'Aussonne à proximité de l'aéroport de Toulouse Blagnac.

Enfin, l'agglomération dispose pour les loisirs et les activités sportives de détente de **4 grandes zones récréatives** (Pech-David, les Argoulets, Sesquières, la Ramée...) réparties aux 4 points cardinaux de son territoire.

4 - LES TRANSPORTS

En termes de grandes infrastructures de transports, **Toulouse est au centre de réseaux routiers et ferroviaires en étoile, et au croisement des axes autoroutiers Bordeaux-Narbonne-Barcelone et Bayonne-Montpellier-Lyon.** L'usage de la voiture particulière représente 70% des déplacements, en légère diminution au profit des transports en commun qui ont été fortement améliorés : desserte ferroviaire (notamment via les gares des Arènes et de Colomiers), métro (lignes A et B), tramway (ligne T1 prolongée avec la ligne Garonne, ligne T2 ou Envol reliant le centre ville à l'aéroport Toulouse Blagnac), bus en sites propres... et ont été complétés par diverses offres permettant une alternative à la voiture individuelle : vélo en libre service, pistes cyclables, zones piétonnes, autopartage, covoiturage... L'amélioration du réseau de transport en commun permet aussi d'améliorer la qualité de l'air.

Par ailleurs, la réalisation de la LGV (Ligne Grande Vitesse) Bordeaux-Toulouse, dans le cadre du Grand Projet Ferroviaire du Sud-Ouest (GPSO) permettra à terme de relier Toulouse à Paris en 3 heures 10. D'ores et déjà, Toulouse Métropole travaille à la programmation du futur pôle d'échanges multimodal de Toulouse Matabiau et intègre l'aménagement de la ligne existante entre Saint-Jory et Toulouse Matabiau dans le système de mobilité du Nord de la Métropole.

La situation de carrefour entre réseaux routiers importants conduit au transit sur la rocade toulousaine des flux longue distance (nationaux et internationaux) qui contribuent à la saturation du trafic sur la rocade toulousaine.

Aussi, afin de répondre à la dynamique de croissance métropolitaine, il est nécessaire de donner la capacité d'accueillir 500.000 nouveaux déplacements par jour d'ici 2025, soit l'équivalent de l'usage du périphérique ou du réseau Tisséo actuel.

Le réseau bus est en cours de développement avec l'offre Linéo (10 LINEO d'ici 2020). Cette offre complète la desserte assurée par le métro et le tramway, pour constituer un réseau structurant métropolitain attractif et fiable. Ses points forts : une fréquence attractive, une amplitude 5h15 à 00h30 calée sur le métro et le tramway, une accessibilité des arrêts à 100%, et une fiabilité des temps de parcours, grâce à un système de priorité aux feux.

En 2019, la ligne A doublera sa capacité actuelle, ce qui permettra une augmentation significative de la fréquentation qui pourra passer de 220.000 à 400.000 voyageurs/jour.

En 2020-21, le futur téléphérique urbain sud reliera l'Oncopole à l'Université Paul Sabatier.

Enfin, Toulouse Aerospace Express est un programme qui associe la 3ème ligne de métro et la ligne Aéroport Express. Il permettra d'optimiser le réseau structurant, de Colomiers à Labège, en empruntant l'Est Toulousaine et rejoignant ainsi les lignes A et B du Métro existantes ainsi qu'un prolongement de la ligne B pour une connexion à Labège. L'objectif pour la mise en service a été fixé à 2024.



5 - LES RISQUES MAJEURS SUR LE TERRITOIRE

L'ensemble des risques majeurs répertoriés est présenté plus en détail dans la partie E du Plan Communal de Sauvegarde (Diagnostic des risques et stratégies d'actions), tout comme dans le Document d'Information Communal sur les Risques Majeurs (voir Partie C – L'information préventive sur les risques majeurs).




Pour autant, la cartographie ci-après présente les risques identifiés sur le territoire communal (voir également la cartographie interactive sur www.plan.toulouse.fr).

LEGENDE :

Mouvements de terrain :

-  Aléa fort d'instabilité (zone rouge du PPR ou g1)
-  Aléa modéré d'instabilité (zone bleue du PPR ou g2)








Transports de matières dangereuses :

-  Par voie routière (voies principales)
-  Par voie ferrée
-  Par canalisation (gaz naturel : zone des effets létaux)

Risque industriel :

-  Périmètre d'application des consignes de sauvegarde en cas d'accident

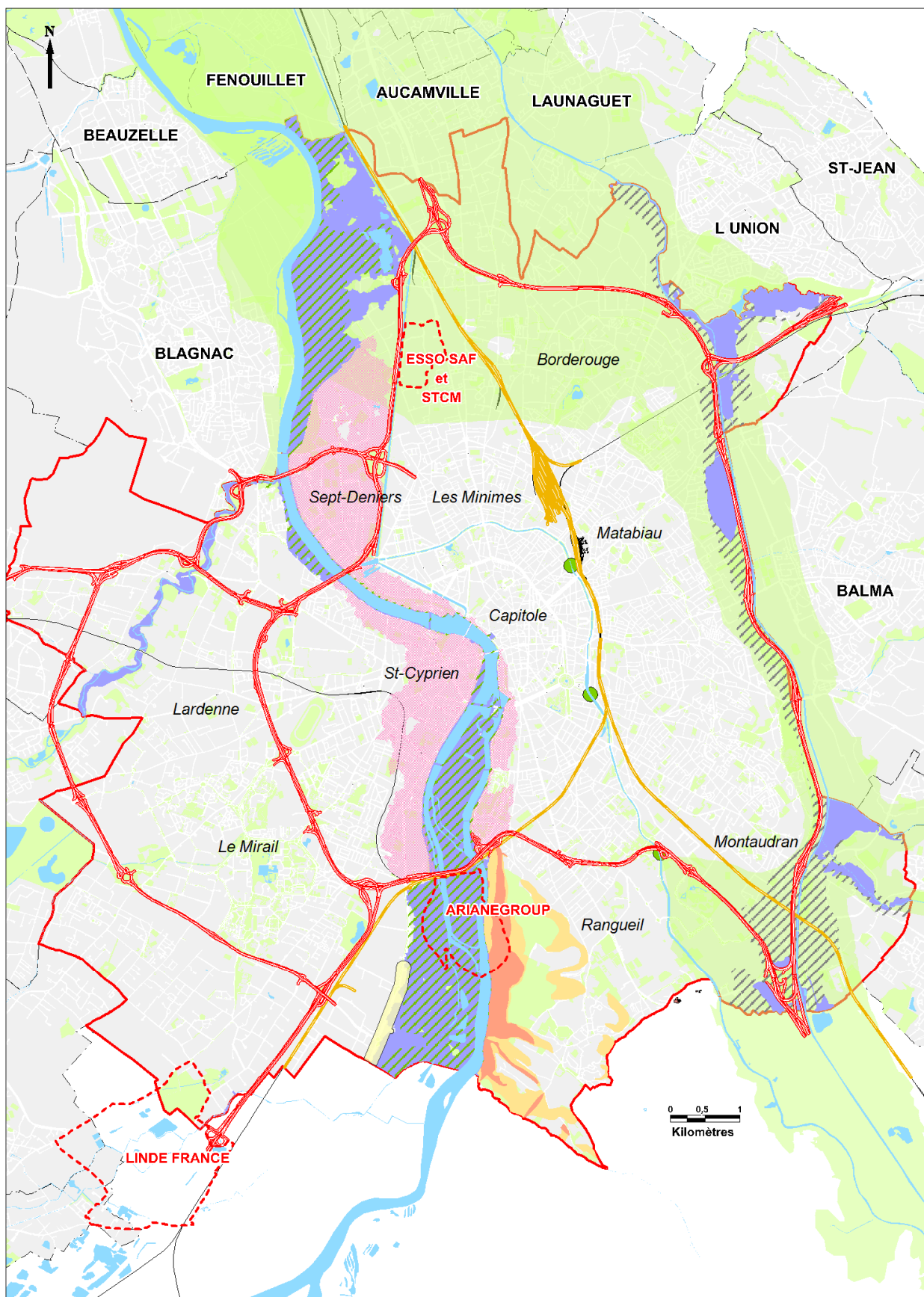
Zones inondables :

-  Zone inondable non protégée par les digues (PPRi)
-  Zone inondable protégée par les digues (PPRi)
-  Zone de crue historique de l'Hers (PPRi)
-  Par rupture du barrage de Cap de Long (Hautes-Pyrénées - Etude EDF 1997)
-  Par rupture du barrage de la Ganguise (Aude - Etude BRL 2013)
-  Point de débordement du canal en cas de rupture du barrage de la Ganguise (Aude)
-  Limite communale

PPR : Plan de Prévention des Risques

Mise à jour : octobre 2018

CARTOGRAPHIE DES RISQUES MAJEURS A TOULOUSE



PLAN COMMUNAL DE SAUVEGARDE



PARTIE C :

L'INFORMATION PREVENTIVE SUR LES RISQUES MAJEURS

MAIRIE DE



TOULOUSE

www.toulouse.fr

**PARTIE A : CONTEXTE REGLEMENTAIRE ET ORGANISATION
NATIONALE POUR LA GESTION D'EVENEMENT**

PARTIE B : LA COMMUNE DE TOULOUSE : PRESENTATION

**PARTIE C : L'INFORMATION PREVENTIVE SUR LES
RISQUES MAJEURS**

**PARTIE D : L'ORGANISATION COMMUNALE EN CAS
D'EVENEMENT MAJEUR**

**PARTIE E : LE DIAGNOSTIC DES RISQUES ET LES STRATEGIES
D'ACTIONS**

**PARTIE F : DISPOSITIF OPERATIONNEL - RECAPITULATIF
ET ETAT D'AVANCEMENT**

1- LES OBJECTIFS


L'information préventive sur les risques majeurs est un droit pour le citoyen et un devoir pour le Maire. L'objectif est double :

- rendre le citoyen conscient des risques majeurs auxquels il peut être exposé. Informé sur les phénomènes, leurs conséquences et les mesures pour s'en protéger et en réduire les dommages, il sera ainsi moins vulnérable...
- rendre le citoyen acteur de sa propre sécurité (il pourra ensuite se préparer avec le Plan Familial de Mise en Sécurité).








2 - LE DOSSIER DEPARTEMENTAL DES RISQUES MAJEURS (DDRM)

Le Dossier Départemental des Risques Majeurs est un document préfectoral (article R125-11 du Code de l'Environnement) consignait toutes les informations essentielles sur les risques naturels et technologiques majeurs au niveau du département, ainsi que sur les mesures de prévention et de sauvegarde prévues pour limiter leurs effets. Il recense toutes les communes à risques du département, dans lesquelles une information préventive des populations doit être réalisée.



Le DDRM est consultable au Capitole, dans les Mairies de quartier à TOULOUSE et sur le site internet de la Préfecture. Il est régulièrement remis à jour.





PRÉFET DE LA HAUTE-GARONNE

Dossier départemental sur les risques majeurs de la Haute-Garonne

Décembre 2016

Préfecture de la Haute-Garonne, Service interministériel régional des affaires civiles et économiques de défense et de protection civile (SIRACEDPC)



La loi de modernisation de la sécurité civile du 13 août 2004 place le citoyen au cœur du dispositif de sécurité civile.

Ainsi, « les citoyens ont droit à l'information sur les risques majeurs auxquels ils sont soumis dans certaines zones du territoire et sur les mesures de sauvegarde qui les concernent »¹. Il s'agit de l'information préventive sur les risques majeurs.

Et « toute personne concourt par son comportement à la sécurité civile. En fonction des situations auxquelles elle est confrontée et dans la mesure de ses possibilités, elle veille à prévenir les services de secours et à prendre les premières dispositions nécessaires »².

Le Dossier Départemental sur les Risques Majeurs (DDRM) est une des premières phases de mise en œuvre de l'information préventive, il précise les risques présents dans le département auxquels chacun peut être confronté un jour, et les communes concernées par ces risques.

Il permet également de prendre connaissance de la conduite à tenir en cas de danger immédiat pour les personnes, les biens et l'environnement.

Parce qu'il est difficile de supprimer totalement les effets liés aux risques, il est nécessaire pour chaque citoyen d'acquiescer une culture du risque et de s'approprier les réflexes qui lui sont inhérents.

Dans le contexte que connaît actuellement la France, il est d'autant plus nécessaire que nous soyons des citoyens engagés face aux risques majeurs (être formés aux gestes qui sauvent, devenir sapeur-pompier volontaire, intégrer la garde nationale, la réserve communale de sécurité civile...).

Je souhaite que ce DDRM soit accessible à tous et vous apporte les informations utiles afin que les risques majeurs deviennent la préoccupation de chacun pour que nos comportements et nos choix permettent d'y faire face.

Face aux risques, soyons tous acteurs, soyons des citoyens engagés !

Pascal Mailhos
Préfet de la région Occitanie
Préfet de la Haute-Garonne

¹ article L.125-2 du code de l'environnement
² article L.721-1 du code de la sécurité intérieure

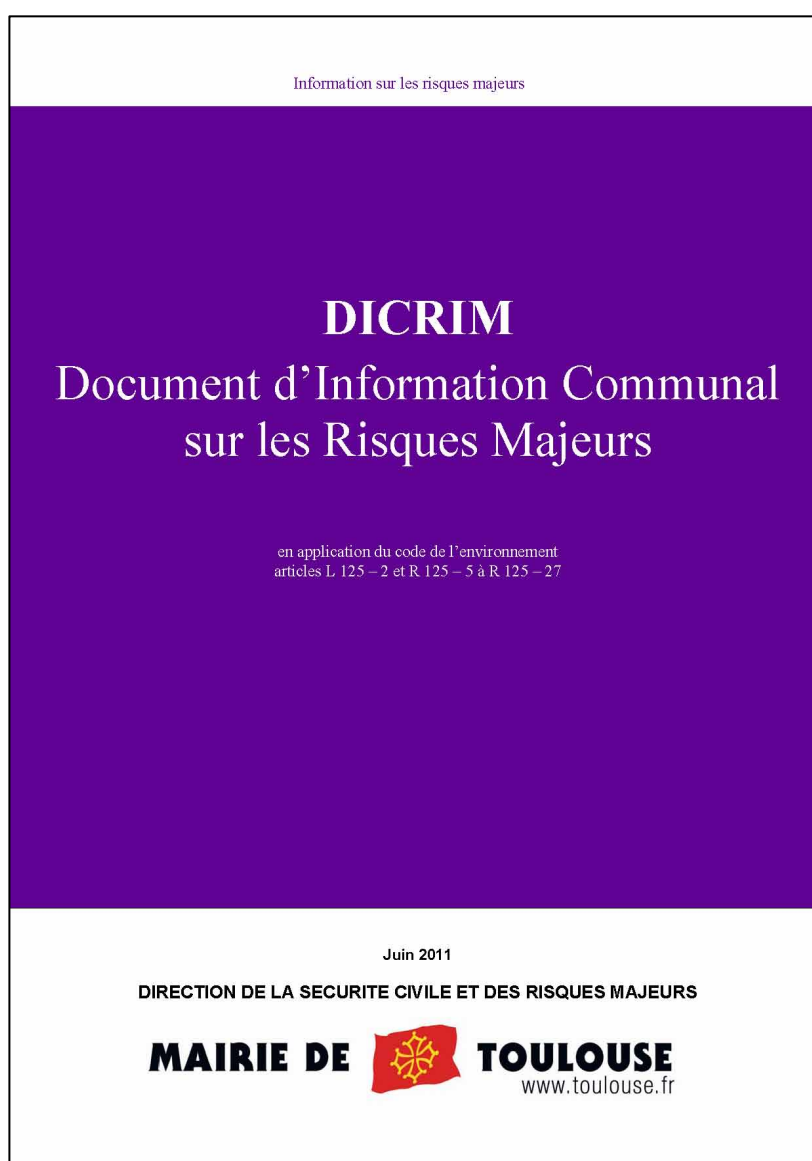
3 - LE DOCUMENT D'INFORMATION COMMUNAL SUR LES RISQUES MAJEURS (DICRIM)

Le Document d'Information Communal sur les Risques Majeurs a été édité en juin 2011, en application du décret du 11 octobre 1990 et des articles R125-5 à R125-27 du Code de l'Environnement.

Elaboré à partir des informations disponibles transmises par le Préfet, il contient en particulier :

- **la connaissance des risques** naturels et technologiques dans la commune,
- **les mesures de prévention et de protection prises par la commune,**
- **les mesures de sauvegarde** à respecter en cas de danger ou d'alerte,
- **le plan d'affichage de ces consignes de sécurité,**

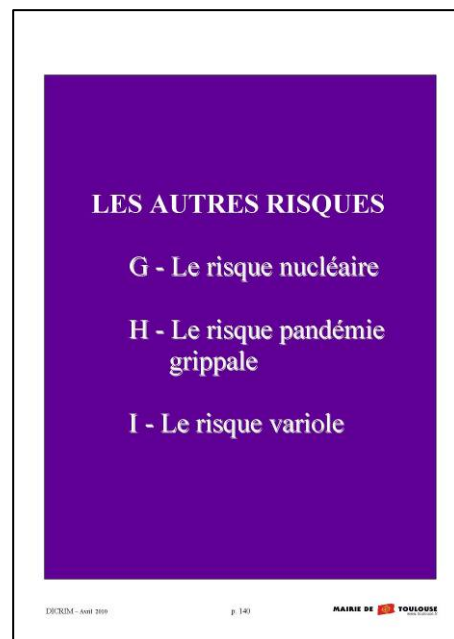
ainsi que toutes informations jugées utiles pour le citoyen.



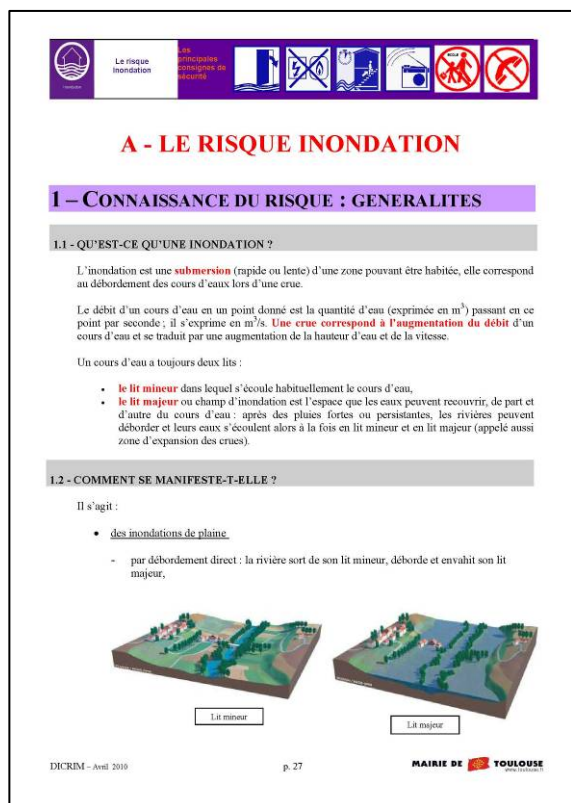
Il fera l'objet d'une prochaine mise à jour.

PCS - PARTIE C – L'INFORMATION PREVENTIVE SUR LES RISQUES MAJEURS

Les risques actuellement présentés dans le DICRIM de TOULOUSE sont les suivants :



Le document se veut détaillé et illustré :



Il est consultable :

- en libre accès en mairie (Capitole et Mairies de quartier),
- depuis le site internet de la Ville de Toulouse www.risquesmajeurs.toulouse.fr
- depuis le site www.georisques.gouv.fr

4 - LE LIVRET D'INFORMATION SUR LES RISQUES MAJEURS

Le Livret d'information sur les risques majeurs est une **version synthétique du DICRIM** (24 pages), **accessible à tous**. Il a initialement été distribué sous forme de Supplément « Risques majeurs », détachable et à conserver, avec le magazine communal « A TOULOUSE » du mois de novembre 2011 et a été révisé depuis en 2016.

Il est disponible en mairie (Capitole et Mairies de quartier) et téléchargeable depuis le site internet de la Ville.



5 - L’AFFICHAGE DES RISQUES ET DES CONSIGNES DE SAUVEGARDE

Conformément aux articles R 125-12 à 14 du Code de l’Environnement qui précise que les consignes de sécurité figurant dans le DICRIM sont portées à la connaissance du citoyen par voie d’affiche, une affiche des risques et des consignes de sauvegarde a été élaborée pour TOULOUSE à partir du modèle national (arrêté du 9 février 2005). **Les modalités d’affichage ont été définies par arrêté municipal du 4 juillet 2011** (articles 2 et 3), sur la base de la carte des risques majeurs de 2011.

Ces affiches ont été envoyées au mois de novembre 2011 aux établissements d’activités et syndicats de copropriété des immeubles de plus de 15 logements se trouvant dans les zones de risques identifiés, pour mise en place au niveau des accès dès lors que les conditions d’affichage sont celles de l’arrêté municipal. L’affichage est également obligatoire dans les terrains aménagés de camping ou de stationnement de caravanes regroupant plus de 50 personnes sous tentes, ou de 15 tentes ou caravanes à la fois.

Dans tous les cas, **tout exploitant ou propriétaire d’un établissement sur TOULOUSE peut assurer cet affichage.**

Les affiches sont disponibles :

- au Capitole,
- dans l’ensemble des mairies de quartier de la Ville,
- en téléchargement depuis le site internet de la Ville.

NB : l’affiche distribuée en 2011 n’indiquait pas la possibilité d’écouter France Bleu Toulouse. Une convention a en effet été passée ultérieurement entre la Préfecture et le Groupe Radio France suite à l’arrivée de cette nouvelle station. L’affiche initiale a été modifiée en conséquence et remplacée sur les points de mise à disposition au public.

Aujourd’hui, une nouvelle modification s’impose puisque France Bleu Toulouse est devenu France Bleu Occitanie et s’écoute désormais sur 91.8

Ville de Toulouse

Département de la Haute-Garonne



Risque d’inondation



Glissements de terrains



Aval d’un barrage



Tempêtes



Activités industrielles



Transport de matières dangereuses



Conduites fixes de matières dangereuses

en cas de danger ou d’alerte

1. Abritez-vous *Take shelter* Resguardese

2. Écoutez la radio *Listen to the radio* Escuche la radio

France Bleu Toulouse 90.5 FM
France Inter 87.9 FM ou 88.1 FM

France Info 105.5 FM
Sud Radio 101.4 FM

3. Respectez les consignes *Follow the instructions* Respete las consignas

N’allez pas chercher vos enfants à l’école

Don’t seek your children at school
No vaya a buscar a sus niños a la escuela

Pour en savoir *plus*, consultez

> le site Internet, www.toulouse.fr et www.prim.net
 > dans les mairies, le Document d’Information Communal sur les Risques Majeurs (DICRIM)

MAIRIE DE

TOULOUSE

www.toulouse.fr

République Française
Liberté Egalité Fraternité

Ville de TOULOUSE

DIRECTION DE LA SECURITE CIVILE ET DES RISQUES MAJEURS

**ARRETE PORTANT MODALITES D’AFFICHAGE DES RISQUES MAJEURS ET
CONSIGNES DE SAUVEGARDE**

Le Maire de Toulouse,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'article L. 125-2 du Code de l'Environnement,

Vu les articles R. 125-9, R. 125-10, R. 125-12 à 14 du Code de l'Environnement,

Vu la loi n°2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages,

Vu la loi n°2004-811 du 13 août 2004 relative à la modernisation de la sécurité civile,

Vu l'arrêté ministériel du 9 février 2005 relatif à l'affichage des consignes de sécurité devant être portées à la connaissance du public,

Vu l'arrêté préfectoral du 14 octobre 2009 approuvant le Dossier Départemental des Risques Majeurs,

Vu l'arrêté préfectoral du 31 décembre 2010 dressant la liste des communes du département concernées par les risques naturels et technologiques majeurs,

Considérant que la commune est en particulier exposée aux risques majeurs suivants : risques d'inondation, risques de mouvements de terrain, risques industriels, risques de rupture de barrage, mais également risques liés aux transports de matières dangereuses et risques de tempêtes,

Considérant qu'il convient de porter à l'information du public les consignes de sauvegarde en cas d'événement majeur, par voie d'affiches,

ARRETE

ARTICLE 1 :

Les consignes de sécurité figurant dans le Document d'Information Communal sur les Risques Majeurs sont portées à la connaissance du public dans les conditions fixées par le présent arrêté.

PCS - PARTIE C – L'INFORMATION PREVENTIVE SUR LES RISQUES MAJEURS

ARTICLE 2:

L'information relative aux consignes de sécurité est réalisée, sous forme d'affiche, dans les catégories de locaux et terrains listés ci-après et situés dans les zones de risques. Les plans d'affichage et le modèle de l'affiche sont joints en annexe au présent arrêté.

1° Dans les zones inondables non protégées par les digues, les zones inondables par rupture de barrage, les zones à risques mouvements de terrain et les zones à risques industriels, cette information est obligatoire pour :

1-1° les Etablissements Recevant du Public, au sens de l'article R. 123-2 du code de la construction et de l'habitation, lorsque l'effectif du public et du personnel est supérieur à cinquante personnes ;

1-2° les immeubles destinés à l'exercice d'une activité industrielle, commerciale, agricole ou de service, lorsque le nombre d'occupants est supérieur à cinquante personnes ;

1-3° les locaux à usage d'habitation regroupant plus de quinze logements.

2° Dans les zones inondables protégées par les digues, cette information est obligatoire pour tous les établissements sensibles répertoriés.

3° L'information est obligatoire pour les terrains aménagés permanents pour l'accueil des campeurs et le stationnement des caravanes soumis à permis d'aménager en application de l'article R. 421-19 du code de l'urbanisme, lorsque leur capacité est supérieure soit à cinquante campeurs sous tente, soit à quinze tentes ou caravanes à la fois.

Enfin, l'information est possible, sur l'initiative de tout exploitant ou propriétaire, pour tout local ou terrain situé sur le territoire communal et ne répondant pas aux critères fixés ci-dessus.

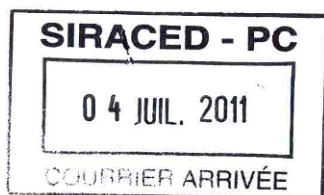
ARTICLE 3 :

Les affiches sont fournies par la Ville de Toulouse et mises en place par l'exploitant ou le propriétaire des locaux ou terrains cités à l'article 2. Elles sont apposées à l'entrée de chaque bâtiment, s'il s'agit des locaux mentionnés aux 1° ou 2° alinéa de l'article 2 et à raison d'une affiche par 5.000 mètres carrés, s'il s'agit des terrains mentionnés au 3° alinéa.

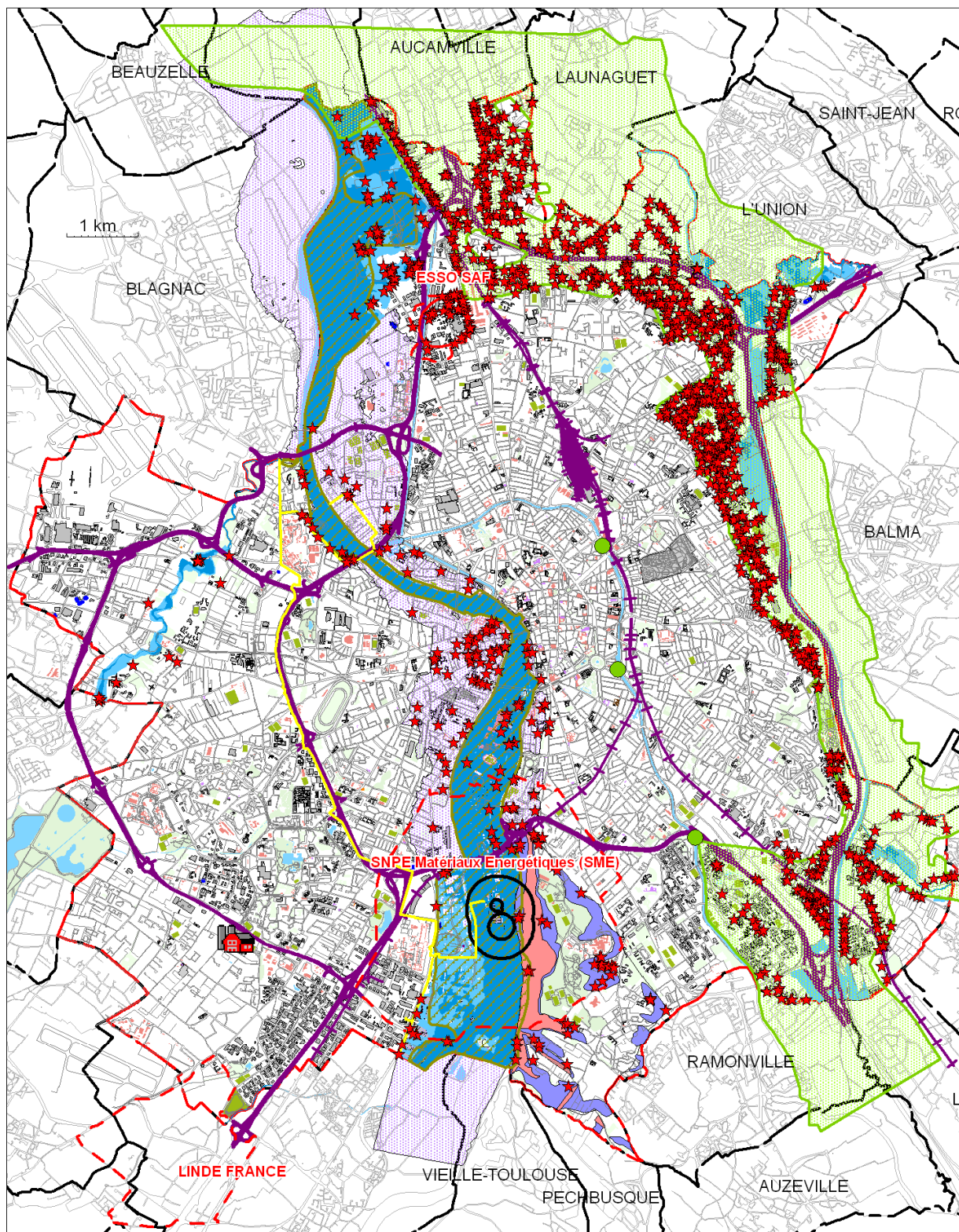
Cette affiche est par ailleurs disponible à l'accueil de l'Hôtel de Ville, ainsi que dans l'ensemble des mairies de quartier de TOULOUSE. Elle est également téléchargeable depuis le site internet de la Mairie de TOULOUSE (www.toulouse.fr).

ARTICLE 4 :

Le Directeur Général des Services et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.



**CARTE DES POINTS D'AFFICHAGE DES CONSIGNES DE SAUVEGARDE
POUR LES IMMEUBLES D'ACTIVITES ***



Légende :

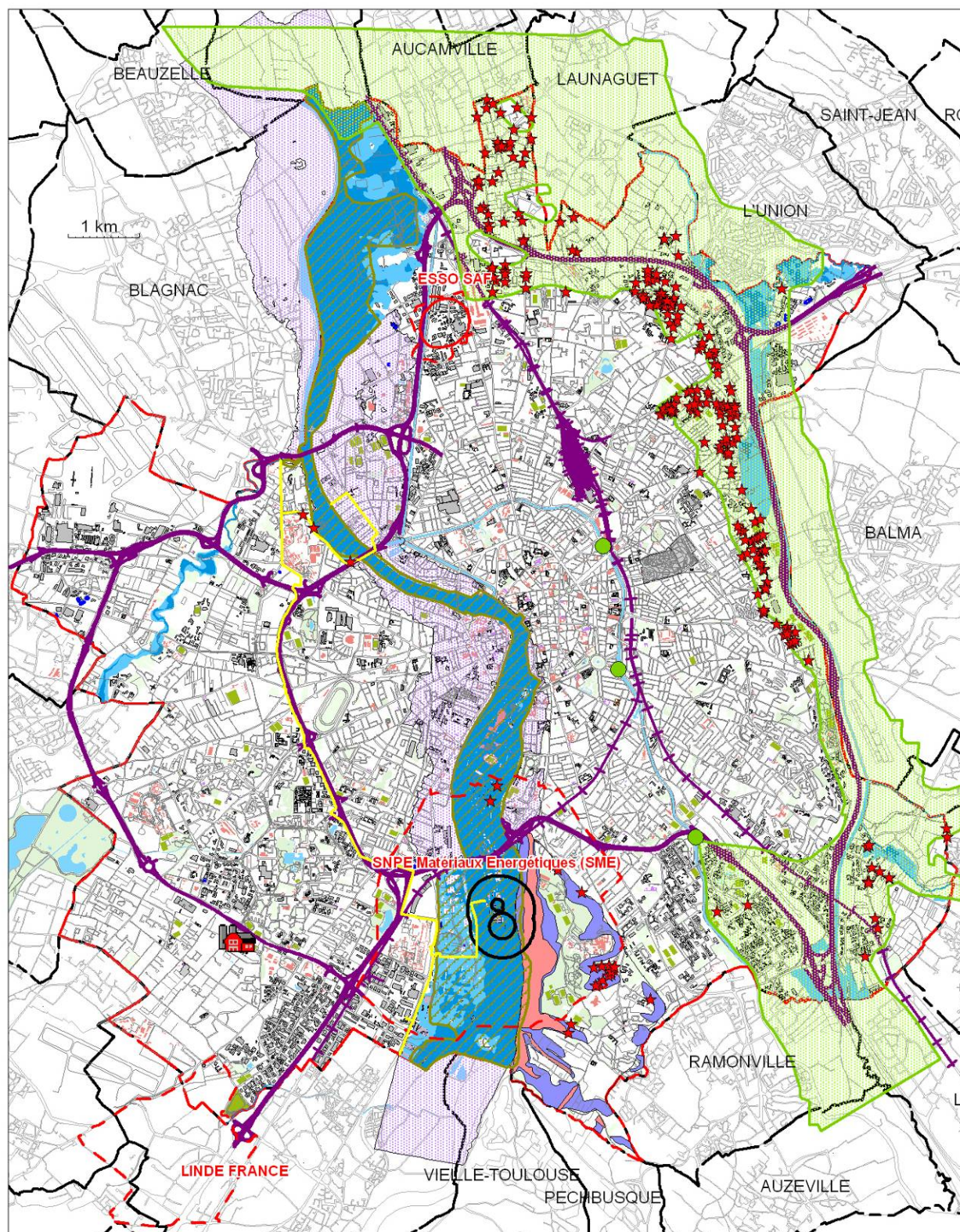
- ★ Point d'adresse destinataire de l'affiche communale
(immeubles d'activité, quelque soit l'effectif du personnel et du public accueilli)

Juin 2011

*NB : les points d'affichage ont été définis
sur la base de la carte des risques majeurs
de 2011 (réactualisée en juin 2014)*

* NB : carte indicative. Pour en savoir plus, voir les modalités de l'affichage des consignes de sauvegarde à TOULOUSE

**CARTE DES POINTS D'AFFICHAGE DES CONSIGNES DE SAUVEGARDE
POUR LES IMMEUBLES DE PLUS DE 15 LOGEMENTS ***



Légende :

★ Point d'adresse destinataire de l'affiche communale pour mise en place (immeubles d'habitation de plus de 15 logements)

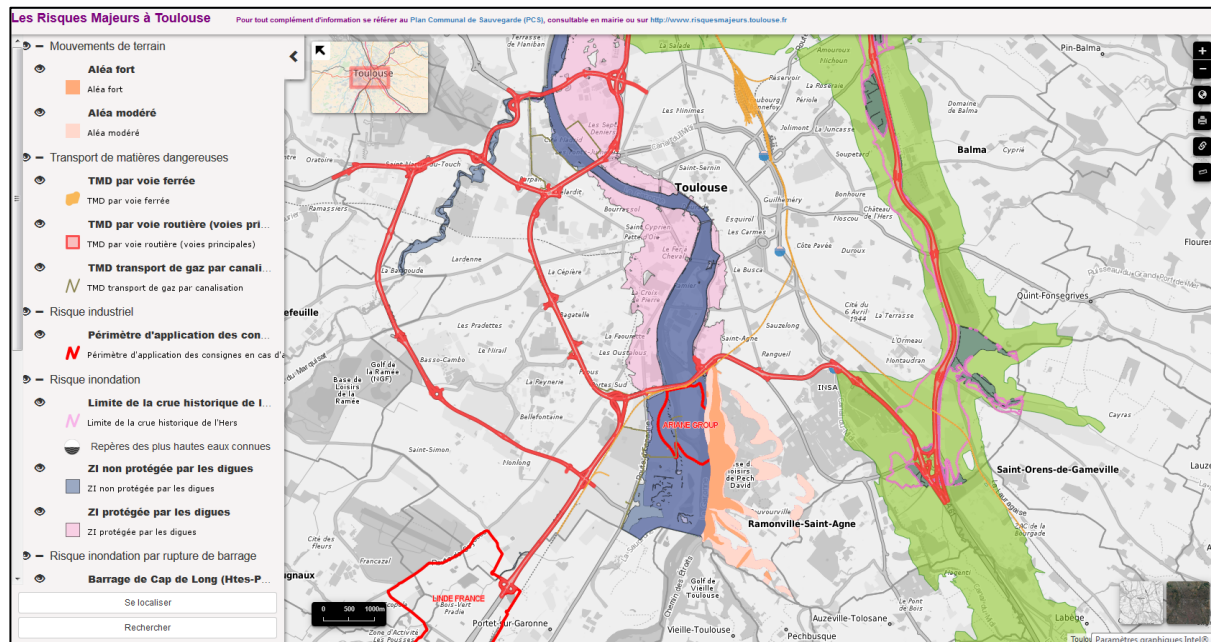
Juin 2011

* NB : carte indicative. Pour en savoir plus, voir les modalités de l'affichage des consignes de sauvegarde à TOULOUSE

NB : les points d'affichage ont été définis sur la base de la carte des risques majeurs de 2011 (réactualisée en juin 2014)

6 - LA CARTOGRAPHIE INTERACTIVE

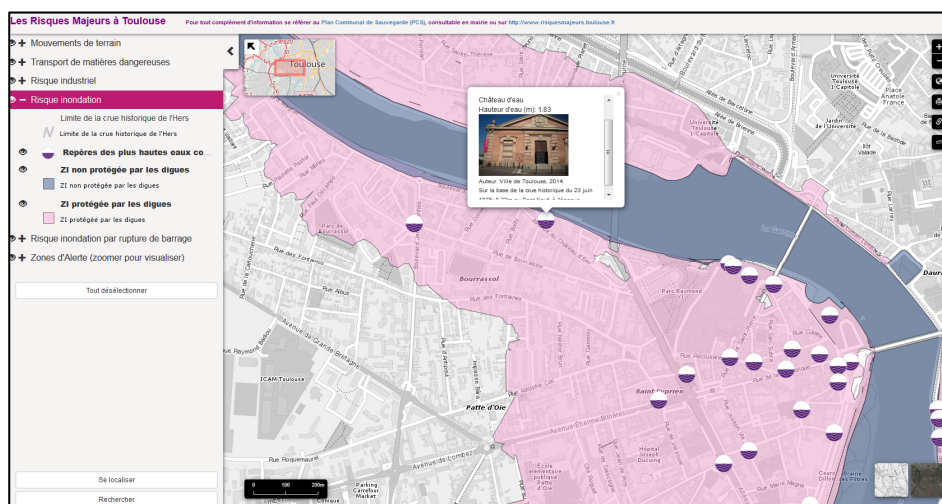
Une instance « Risques Majeurs » du plan dynamique interactif de Toulouse sur www.plan.toulouse.fr permet d'identifier les risques qui concernent une adresse donnée et d'identifier, le cas échéant, la zone d'alerte correspondante.



7 - LES REPERES DE CRUE

En zone de crue historique, 33 repères de crue répondant au modèle réglementaire ont été mis en place entre fin 2013 et 2014, en collaboration avec les services de l'Etat compétents. Ces panneaux indiquent la hauteur atteinte par la Garonne lors de la crue du 23 juin 1875.

L'emplacement et les photos des repères sont disponibles sur l'instance « Risques Majeurs » du plan dynamique interactif de Toulouse www.plan.toulouse.fr, ainsi qu'en open data. Des photos d'anciens et de certains nouveaux repères de crue sont également présentées sur www.flickr.com.



- un état des risques et pollutions (aléas naturels, miniers ou technologiques, sismicité, potentiel radon et sols pollués), fondé sur les informations transmises par le Préfet de département (destiné à être annexé au contrat de vente ou de location),
- le cas échéant, des cartographies et des informations propres à l'immeuble : sinistres indemnisés, prescription et réalisation de travaux.

[illegible]

3 Cette obligation concerne les biens immobiliers bâtis ou non bâtis situés :

- dans le périmètre d'exposition aux risques délimité par un plan de prévention des risques technologiques ayant fait l'objet d'une approbation par le Préfet ;
- dans une zone exposée aux risques délimitée par un plan de prévention des risques naturels prévisibles ou des risques miniers résiduels approuvé par le Préfet ou dont certaines dispositions ont été rendues immédiatement opposables en application de l'article L. 562-2 du Code de l'environnement ;
- dans le périmètre mis à l'étude dans le cadre de l'élaboration d'un plan de prévention des risques technologiques, d'un plan de prévention des risques naturels prévisibles ou de risques miniers résiduels prescrit par le Préfet ;
- dans une des zones de sismicité 2, 3, 4 ou 5 mentionnées par les articles R 563-4 et D 563-8-1 du Code de l'environnement ;
- dans un secteur d'information sur les sols,
- dans une commune à potentiel radon significatif (niveau 3)

Cette fiche d'Information Acquéreur et Locataire (IAL) et les informations concernant TOULOUSE sont en particulier accessibles :

- sur le Site internet www.risquesmajeurs.toulouse.fr
- au Service des Autorisations d'Urbanisme (site Carmes)
- sur le site internet des Services de l'Etat www.haute-garonne.gouv.fr/Publications/Information-acquereur-locataire-IAL et www.georisques.gouv.fr

9 - LE PLAN FAMILIAL DE MISE EN SÛRETÉ

Le PFMS, Plan Familial de Mise en Sûreté, est un support permettant aux familles et habitants de se préparer face aux risques et de connaître les bons comportements à adopter pendant et après un événement. Il a été distribué sous forme de supplément détachable et à conserver, avec le magazine communal « A TOULOUSE » du mois d'octobre 2016.

Il est disponible en mairie (Capitole et Mairies de quartier) et téléchargeable depuis le site internet de la ville.



10 - AUTRES ACTIONS ET MOYENS D'INFORMATION

Diverses autres actions d'information préventive sur les risques majeurs ont été menées :

- une sensibilisation aux risques majeurs auprès d'élèves de classes de CM1 et CM2 et la distribution en 2017 d'un dépliant précisant le rôle des différents acteurs en cas de crue à l'ensemble des élèves des classes de CM1 et CM2 des écoles élémentaires publiques et privées de Toulouse,



Mairie de Toulouse

- un Forum sur les risques majeurs le 21 septembre 2016,



Mairie de Toulouse



PCS - PARTIE C – L'INFORMATION PREVENTIVE SUR LES RISQUES MAJEURS

- des campagnes d'information sur le risque industriel majeur autour des sites SEVESO : documents élaborés par les industriels et distribués par la Mairie dans les périmètres d'application des Plans Particuliers d'Intervention, voire à leurs abords...

D'autres actions ponctuelles sont menées telles que l'émission de télévision « la Ville devant Soi » du 23 février 2012 (diffusée sur TLT) portant tout particulièrement sur le sujet « Des risques à Toulouse, prévenir pour mieux réagir » ou la vidéo présentant l'exercice communal de novembre 2012 sur le risque inondation (accessible depuis You Tube).

L'ensemble des informations relatives aux risques majeurs se trouvent sur le site de la ville www.risquesmajeurs.toulouse.fr

#toulouse
MAIRIE DE TOULOUSE

Rechercher OK

En un clic La Mairie Services Vos quartiers Projet urbain

FLASH INFO : Parapluie égaré ? Clefs perdues ? Le service des objets trouvés peut vous aider...

Prévention - Sécurité / Risques Majeurs

PRÉVENTION ET SÉCURITÉ

- Actus
- Allo Toulouse
- Vidéoprotection
- Police municipale
- Toulouse reste tranquille
- Commission des libertés publiques et de la tranquillité publique

Risques Majeurs

- Les risques majeurs à Toulouse
- Organisation de la Ville
- Documents et numéros utiles
- Se préparer avant un événement
- Pendant un événement : les bons comportements
- Après un événement
- Acquéreurs locataires. Fiche état des risques
- Réagir en cas d'attaque terroriste

> RISQUES MAJEURS

La ville de Toulouse est exposée à plusieurs types de "risques majeurs" qui donnent lieu à l'élaboration d'une organisation communale, en conformité avec l'organisation préfectorale, et de consignes de sauvegarde destinées à protéger et sauvegarder au mieux la population.

Les principaux risques majeurs à Toulouse

La ville de Toulouse est exposée à plusieurs types de "risques majeurs" : inondation naturelle ou par rupture de barrage ou de digue, les risques technologiques, les mouvements de terrain, la...

Organisation de la Ville

Ces risques majeurs donnent lieu à l'élaboration d'une organisation communale, en conformité avec l'organisation préfectorale, et de consignes de sauvegarde destinées à protéger et sauvegarder la...

Documents et numéros utiles

Pour avoir sur cette page tous les documents publiés par la Ville de Toulouse concernant la gestion des risques majeurs, ils sont disponibles en téléchargement. À retrouver également des numéros...

Savoir réagir en cas d'urgence

En famille

Se préparer avant un événement

Si la prévention, la protection et la sauvegarde contre les risques majeurs font partie des actions municipales, chaque citoyen a aussi un rôle à jouer en se préparant à ces situations.

Pendant un événement : les bons comportements

Pour avoir les consignes à respecter en cas de survenance d'un danger ou d'une alerte.

Après un événement : les bons réflexes

Une fois le danger passé ou l'alerte terminée, il est recommandé d'adopter les réflexes suivants. Les points sont fournis de questions/réponses.

Informations acquéreurs locataires

Depuis le 1er juin 2009, les propriétaires, vendeurs et bailleurs doivent se soumettre à une double obligation, sous leur seule responsabilité et sous intervention...

PLAN COMMUNAL DE SAUVEGARDE



PARTIE D :

L'ORGANISATION COMMUNALE EN CAS D'EVENEMENT MAJEUR

MAIRIE DE



TOULOUSE

www.toulouse.fr

**PARTIE A : CONTEXTE REGLEMENTAIRE ET ORGANISATION
NATIONALE POUR LA GESTION D'EVENEMENT**

PARTIE B : LA COMMUNE DE TOULOUSE : PRESENTATION

**PARTIE C : L'INFORMATION PREVENTIVE SUR LES
RISQUES MAJEURS**

**PARTIE D : L'ORGANISATION COMMUNALE EN CAS
D'EVENEMENT MAJEUR**

**PARTIE E : LE DIAGNOSTIC DES RISQUES ET LES STRATEGIES
D'ACTIONS**

**PARTIE F : DISPOSITIF OPERATIONNEL - RECAPITULATIF
ET ETAT D'AVANCEMENT**

En 2015, la Communauté urbaine devient Métropole (en application de la loi de Modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ou Maptam du 27 janvier 2014), avec de nouvelles compétences : gestion du crématorium, gestion des aires d'accueil des gens du voyage, gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations (GEMAPI, janvier 2016). Sa population est de près de 747.000 habitants (donnée INSEE 2014).



La Ville de Toulouse conserve un certain nombre de compétences : la délivrance des permis de construire (le développement urbanistique devant être conforme à plusieurs documents supracommunaux), la gestion des écoles maternelles et élémentaires, la vie locale (animation, culture, sport...), la gestion des jardins et espaces verts. Le Maire conserve bien entendu la sécurité publique et son pouvoir de police (état civil, Police municipale, Droits de Place, hygiène et salubrité, sécurité civile...).

1.2 - L'ORGANISATION DES SERVICES DE LA VILLE ET DE TOULOUSE METROPOLE

La Ville de Toulouse et la Métropole disposent d'une organisation commune comprenant des Directions :

- propres à la Ville de Toulouse (compétences Ville de Toulouse),
- mutualisées (Ville de Toulouse et Métropole),
- propres à la Métropole (compétences métropolitaines) ;

Ces différentes Directions sont regroupées par domaines relevant chacun d'un Directeur Général puis du même Directeur Général des Services :

- Culture,
- Enfance, Education et Sports,
- Solidarités,
- Sécurités (dont la Direction de la Sécurité Civile et des Risques Majeurs),
- Réglementation,
- Finances et Administration Générale,
- Ressources Humaines
- Modernisation,
- Services Techniques,
- Aménagement
- Gouvernance, International, Economie et Emploi
- Action territoriale.

La Direction de la Communication et le Cabinet sont directement rattachés au Maire de Toulouse/ Président de Toulouse Métropole.

L'organigramme ci-après schématise cette organisation. Il est régulièrement amené à évoluer.

En mars 2018, les services de la Ville de Toulouse sont ainsi organisés autour de 16 Directions (hors missions spécifiques) et ceux de la Métropole autour de 4 Directions (comprenant les différents Pôles territoriaux et la Coordination opérationnelle de Proximité), auxquels s'ajoutent 27 Directions mutualisées (Ressources Humaines, Immobilier, Communication par exemple). A ces Directions sont rattachés d'autres Etablissements Publics et en particulier le Centre Communal d'Action Sociale.

Le personnel municipal⁴ représente près de 13.100 agents, celui de la Métropole près de 5.200 (les agents mutualisés étant répartis entre ces chiffres). Les effectifs du CCAS ne sont pas inclus ici.

⁴ Y compris non permanents et remplaçants (données avril 2018).

Organigramme général de la Ville et de la Métropole
en date du 18 septembre 2018



2 - LES ASTREINTES DE LA VILLE DE TOULOUSE ET DE LA METROPOLE

2.1 - L'ASTREINTE DE LA DIRECTION DE LA SECURITE CIVILE ET DES RISQUES MAJEURS

La Direction de la Sécurité Civile et des Risques Majeurs (DSCRM) de la Ville de Toulouse assure une astreinte disponible 24h/24 et 7j/7, afin de pouvoir :

- **assurer une vigilance face aux différents risques** (en particulier par l'intermédiaire du site internet « Vigicrues » pour ce qui concerne le risque de crue » et via différentes données et alertes météorologiques fournies dans le cadre d'un marché de prestations météorologiques),
- **déclencher la mise en œuvre des plans si nécessaire,**
- **répondre à tout moment aux sollicitations** des services de secours (Service Départemental d'Incendie et de Secours, Police Nationale en particulier) ou des services municipaux et de la Métropole. **L'astreinte de Sécurité Civile concerne avant tout la sauvegarde des personnes et des biens et a pour objectif la mobilisation et la coordination des moyens de la Ville ou de la Métropole, les plus appropriés à la gestion de la situation** (hébergement d'urgence, problème de solidité sur un immeuble,...).

L'astreinte est composée de cadres A (ingénieurs) ou B (techniciens), se relayant chaque semaine, en lien avec le Directeur de la Sécurité Civile et des Risques Majeurs. Elle est joignable en permanence pour tout événement majeur ou événement considéré comme suffisamment « important » et nécessitant une information de l'Elu chargé de la Sécurité Civile et des Risques Majeurs, du Cabinet du Maire, de la Direction Générale, voire de la Direction de la Communication. Si besoin, le Directeur apporte également son expertise dans la gestion de ces événements.

L'astreinte dispose de différents documents constituant des annexes opérationnelles confidentielles du Plan Communal de Sauvegarde dont :

- des annuaires des différents services de la Ville et de la Métropole (avec les coordonnées des principaux intervenants),
- des annuaires des différents organismes et intervenants extérieurs,
- la liste des manifestations déclarées et prévues sur le domaine public pour la semaine à venir avec les coordonnées des organisateurs (dont manifestations avec chapiteaux ou manifestations en zones inondables non protégées par les digues),
- des plans et diverses procédures à suivre en fonction des événements ou demandes (procédures enrichies régulièrement des Retours d'Expérience des astreintes réalisées),
- un certain nombre de guides communaux de coordination des actions des services face aux différents risques majeurs identifiés.

L'astreinte de la DSCRM est également le point d'entrée des services préfectoraux pour toute alerte d'un événement majeur nécessitant de déclencher un plan d'urgence préfectoral avec la mise en place du Centre Opérationnel Départemental, voire d'un Poste de Commandement Opérationnel. Elle réceptionne également les messages de changement de niveau de vigilance au regard du risque inondation ou d'événements météorologiques par exemple (automate d'appel de la Préfecture).

L'astreinte est équipée d'un véhicule affecté à cet effet, d'un smartphone (avec accès internet) et d'un ordinateur portable avec clef 4G, ordinateur disposant de tous les éléments nécessaires à la gestion de crise (ces éléments sont mis à jour régulièrement et abondés progressivement).

PCS - PARTIE D – L'ORGANISATION COMMUNALE EN CAS D'EVENEMENT MAJEUR

L'ensemble des appels en direction de l'astreinte doit transiter par une même entité (actuellement Allô Toulouse), pour maintenir une parfaite continuité dans le schéma d'alerte de l'astreinte, même si il devait y avoir un changement de numéro (panne du téléphone portable de l'astreinte). Allô Toulouse connaît en effet, outre le numéro portable de l'astreinte :

- le nom du cadre d'astreinte pour chaque semaine (astreinte du vendredi 14h00 au vendredi 14h00 suivant),
- ses coordonnées professionnelles ainsi que ses coordonnées personnelles (téléphone fixe du domicile et téléphone portable personnel).

2.2 - L'ASTREINTE DE LA DIRECTION GENERALE

La Direction Générale assure une astreinte 24h/24 et 7j/7 afin de pouvoir, si besoin, prendre des décisions sur la base d'options techniques proposées par la Direction de la Sécurité Civile et des Risques Majeurs ou par toute autre Direction. Si nécessaire, elle informe ou alerte les autres membres de la Direction Générale éventuellement concernés dans leur domaine de compétence, voire le Directeur Général des Services.

2.3 - L'ASTREINTE DU CABINET DU MAIRE

Le Cabinet du Maire assure également une astreinte 24h/24 et 7j/7. Il alerte ou informe le Maire, l' élu d'astreinte et le ou les Maires(s) du ou des quartiers concernés en cas d'évènement important. Si nécessaire, le membre d'astreinte du Cabinet du Maire alerte ou informe le ou les élu(s) éventuellement concerné(s) dans le cadre de leur délégation, voire le Conseiller du Maire en charge des relations presse. Il accompagne le Maire dans la diffusion de l'information auprès du grand public et des médias.

2.4 - L'ELU D'ASTREINTE ET L'ELU CHARGE DE LA SECURITE CIVILE ET DES RISQUES MAJEURS

L' élu d'astreinte permet, si besoin, de représenter le Maire sur place et ce 7j/7, 24h/24. Bien entendu, l' élu chargé de la Sécurité Civile et des Risques Majeurs peut se rendre sur place si l'évènement requiert sa présence, tout comme les autres élus concernés (maire de quartier, délégation).

2.5 - LES SERVICES COMMUNAUX D'ASTREINTE

Outre l'astreinte de sécurité civile, différentes directions et services municipaux (dont certains mutualisés avec la Métropole) disposent d'un système d'astreinte ou de fonctionnement 24h/24, afin de pouvoir répondre en permanence à certains impératifs de service (un grand nombre de Directions sont par ailleurs susceptibles d'être jointes en dehors des heures de travail) :

- Allô Toulouse qui dispose d'une plate-forme avec plusieurs opérateurs à l'écoute 24h/24 et 7j/7 et permet d'entrer en relation avec les différents intervenants,
- la Police municipale (PC Vidéo et Directeur d'astreinte 24h/24),
- l'Immobilier et Bâtiments (diverses astreintes 24h/24 : bâtiment, équipements techniques, électricité, logistique...),
- les Sports et Bases de Loisirs,
- les Solidarités et la Cohésion Sociale,
- la Petite Enfance,
- le CCAS (astreinte de Direction),
- la Mission Sécurité Sûreté,
- les Pompes Funèbres (astreinte Chambre funéraire)...

2.6 - LES SERVICES METROPOLITAINS D'ASTREINTE

La Métropole dispose elle aussi d'un dispositif d'astreinte avec en particulier :

- **une astreinte 24h/24 et 7j/7 de la Direction Générale des Services Techniques de la Métropole** (astreinte organisée par le Service Sécurité de la Coordination Opérationnelle de Proximité) pour la mobilisation et la coordination de la mise en œuvre des moyens des services techniques de la Métropole (DGST),
- une astreinte voirie des Pôles territoriaux (astreinte d'exploitation, de sécurité et de décision). Le Pôle Centre dispose d'une astreinte de sécurité pour le territoire de TOULOUSE, pour toutes les interventions de terrain « courantes » à faire hors heures ouvrables (apports de barrières...),
- une astreinte des Jardins et Espaces Verts⁵ pour la Ville de Toulouse (élagueur astreinte 24h/24 et 7j/7),
- une astreinte Cycle de l'Eau (eau potable, assainissement),
- diverses astreintes pour les problématiques d'éclairage public (Infrastructures Travaux Energies), de signalisation et de carrefours à feux (Mobilités Gestions Réseaux),

Différentes astreintes sont encore organisées, notamment – pour toute la période de l'année susceptible de présenter un risque de crue - une équipe « crue » composée de 5 groupes de 40 personnes (Direction Générale des Services Techniques de la Métropole) se relayant chaque lundi.

3 - LES ORGANISATIONS SUIVANT LE TYPE D'EVENEMENT

En fonction du type et de la gravité de l'évènement (dont l'évaluation est faite en concertation entre le cadre d'astreinte et le Directeur de la Sécurité Civile et des Risques Majeurs), sa gestion est organisée suivant trois niveaux :

- **Le niveau 1, qui correspond aux évènements « courants » et au fonctionnement normal des services.** Ils sont gérés directement par les services et les acteurs habituels de sécurité publique et civile (pompiers, Police Nationale ...), soit à partir d'un signalement direct, soit par l'intermédiaire de Allô Toulouse dont le fonctionnement est assuré 24h/24. Ces derniers activent les services de la Ville de Toulouse et de Toulouse Métropole concernés suivant un référentiel établi (exemples : déclenchement d'alarme dans un bâtiment communal, problèmes divers sur le domaine public ou sur installations techniques ...).
- **Le niveau 2, qui correspond aux évènements « importants » à « très importants » (ne nécessitant pas de structure de coordination et/ou de commandement).** Ces évènements sont soit détectés par la veille de l'astreinte de sécurité civile (vigilance vis à vis des risques météorologiques et de crue), soit remontés à l'astreinte de sécurité civile par les différents acteurs ou services (exemples : incendie nécessitant ou pas un hébergement d'urgence à l'hôtel voire en gymnase, risque bâtementaire mettant en danger le domaine public ou des tiers, crue de faible importance...).

Ils sont gérés directement par le cadre d'astreinte de la DSCRM, en relation avec les Directions concernées (si besoin via l'astreinte « plans d'urgence » de la Direction Générale des Services Techniques de la Métropole pour la mobilisation des moyens de la DGST) et en liaison si nécessaire avec le Directeur de la DSCRM (pendant et en dehors des heures ouvrées).

⁵ Direction mutualisée depuis la Ville

PCS - PARTIE D – L'ORGANISATION COMMUNALE EN CAS D'ÉVÈNEMENT MAJEUR

- **Le niveau 3, qui correspond aux événements « majeurs ».**
 - o **Cas 1 : l'évènement ne nécessite pas l'ouverture du Poste de Commandement communal :**

Hors heures ouvrées : le Directeur, l'astreinte et les cadres de la DSCRM prennent en charge la gestion de l'évènement, en relation avec les Directions concernées.

Pendant les heures ouvrées : une cellule de gestion de l'évènement se monte dans le service de la DSCRM. Elle est susceptible de se décomposer en trois entités :

- o une cellule de décision qui évalue la situation et priorise les actions à mener,
- o une cellule de coordination des actions à mener et qui suit leur mise en œuvre,
- o une cellule d'appel qui alerte les établissements sensibles qui pourraient être impactés.



Cellule de coordination à la DSCRM (avant mise en place du Poste de Commandement Communal) et cellule d'appel de la DSCRM lors de l'exercice communal du 22/11/2012 : crue de la Garonne



Mairie de Toulouse

- **Cas 2 : l'évènement nécessite la mise en œuvre du Poste de Commandement Communal) :**

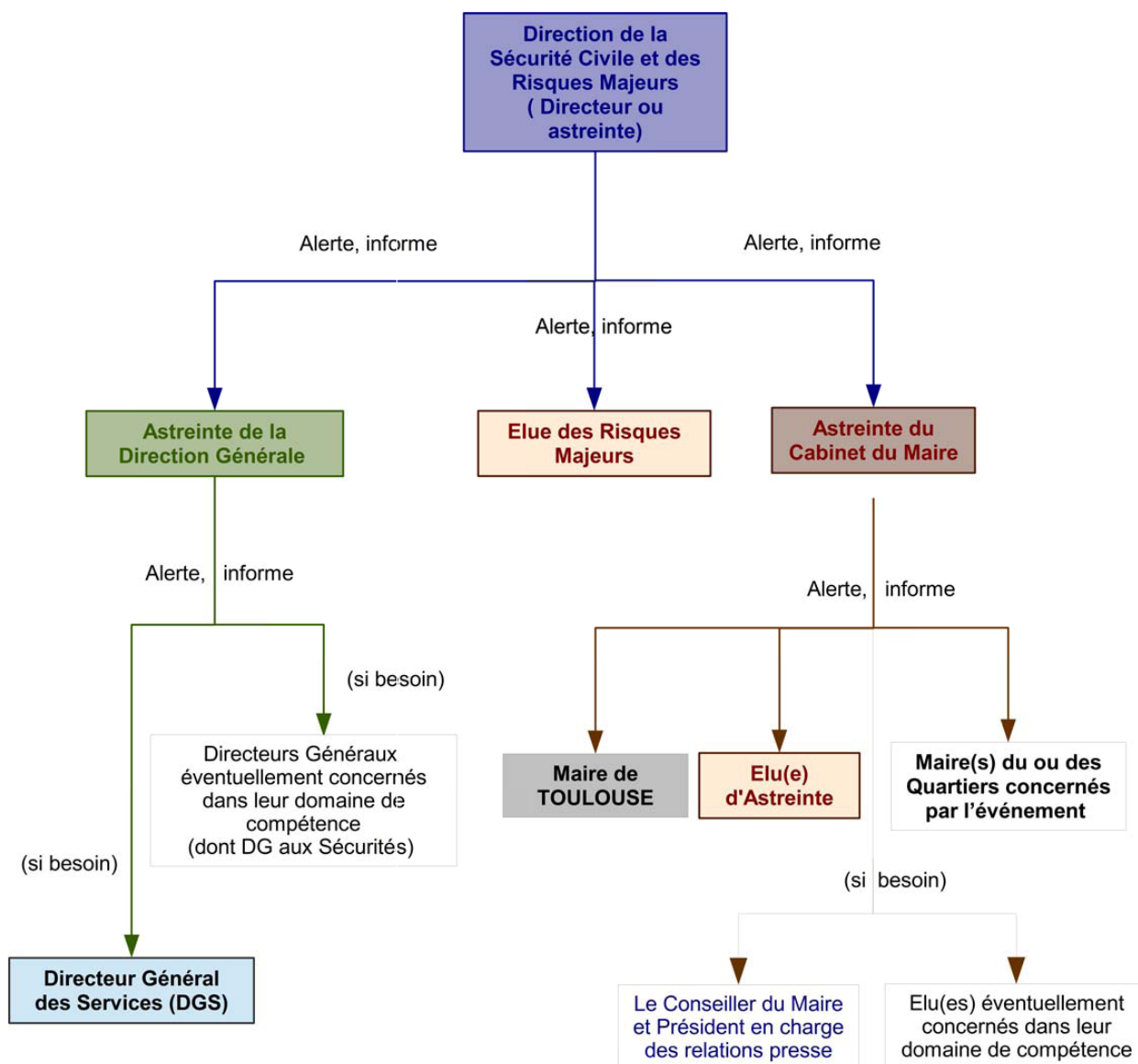
Le PCC est monté lorsque l'évènement nécessite la mise en œuvre d'importantes équipes et/ou la coordination de nombreux services. Il est installé au Capitole et exceptionnellement au plus près du lieu de l'évènement (cf EMPALOT en 2003).

4 - LA DIFFUSION DE L'ALERTE EN INTERNE

Alors que l'astreinte de Sécurité Civile réceptionne l'alerte (via le Centre de Traitement des Appels du Service Départemental d'Incendie et de Secours, le Centre d'Information et de Commandement de la Police Nationale, l'automate d'alerte ou les services de la Préfecture), elle doit aussitôt relayer cette alerte auprès de la hiérarchie, les élus et les services si nécessaire.

4.1 - L'ALERTE VERS LA HIERARCHIE ET LES ELUS

Le schéma d'alerte est présenté ci-dessous, tandis que les rôles respectifs de chacun ont été indiqués au chapitre 2 pour chacune des astreintes.



4.2 - MODALITES DE DIFFUSION DE L'ALERTE INTERNE

La rapidité de mise en œuvre du Plan Communal de Sauvegarde est directement liée à l'efficacité de la diffusion des messages d'alerte.

C'est pourquoi a été mis en place un système permettant l'utilisation de la messagerie de la Ville de Toulouse et de la Métropole (mutualisée) **pour assurer une diffusion rapide des messages d'alerte aux responsables et agents concernés des deux collectivités** (alerte interne, fonction de chacun des plans mis en œuvre), **durant les horaires de travail**.

Ce système permet en effet de :

- pouvoir bénéficier de la fiabilité et la disponibilité de la messagerie, avec un minimum de risque de défaillance,
- utiliser l'infrastructure en place dont la rapidité est sans aucune comparaison possible avec l'envoi de fax successifs ou l'appel des personnes.

Les messages d'alerte se limitent à quelques lignes de texte, sans pièce jointe.

Ainsi, **dans le cadre de la préparation aux différents événements susceptibles de survenir**, les étapes suivantes ont été réalisées :

- **Création et stockage de modèles de messages variables suivant les types d'alerte** (différents niveaux d'alerte crue, alertes en cas d'accident industriel, nucléaire...). Ces messages sont visibles et accessibles uniquement par des utilisateurs bien identifiés de la Direction de la Sécurité Civile et des Risques Majeurs (DSCRM, dont les différents membres du groupe en charge de l'astreinte) et modifiables (cf. pré-alerte et alerte crue : ajout de données sur les prévisions, au cas par cas).
- **Création de listes de destinataires** (suivant les événements) permettant d'éviter une perte de temps dans la recherche des destinataires concernés par l'alerte. Chacun d'entre eux est identifié au préalable par les directions concernées (la liste des contacts par service est fournie à la DSCRM et susceptible de varier en fonction de l'évènement).

Ces listes de diffusion sont utilisables uniquement par certains utilisateurs clairement identifiés de la DSCRM (dont les différents membres du groupe astreinte de sécurité civile).

Elles sont destinées à alerter les services chargés de la mise en œuvre des plans, mais également à informer certains autres services (destinataires en copie). Par exemple, en cas de déclenchement par le Préfet du Plan Particulier d'Intervention des Sociétés ESSO SAF ou STCM et par conséquent la mise en œuvre du plan communal de coordination des services correspondant :

Destinataire du message : @Accident-ESSO_STCM

Destinataire en copie : @Accident-Industriel-Info

- Mise en place d'une boîte à lettres centralisée « Alerte DSCRM » permettant en particulier :
 - l'accès aux listes de diffusion spécifiques aux alertes,
 - l'accès à la diffusion totale sans limitation aucune,
 - de stocker les dossiers de classement des accusés de réception/lecture alimentés suite à l'activation de filtres (pré-établis, ou modifiés sur le moment). Ceci permettant un accès facilité pour le pointage des accusés de lecture.

PCS - PARTIE D – L'ORGANISATION COMMUNALE EN CAS D'EVENEMENT MAJEUR

En cas d'alerte pendant les horaires de travail, un membre du groupe de l'astreinte de la DSCRM doit assurer la diffusion de l'alerte :

- la décision d'envoi appartient au Directeur de la Sécurité Civile et des Risques Majeurs, hors événement exceptionnel (Directeur Général alors impliqué),
- le message pré-défini, éventuellement adapté voire rédigé lors de l'évènement, est envoyé avec une importance haute, depuis la boîte de messagerie «Alerte DSCRM »,
- des appels téléphoniques sont effectués en parallèle auprès des Directions les plus concernées.

Il appartient à chaque Directeur d'organiser l'alerte au sein de ses services avec tout autant de rapidité.

Afin de permettre à chaque membre du groupe astreinte de sécurité civile de s'exercer à la diffusion de ce type de message (paramétrage en particulier), un essai mensuel est organisé à tour de rôle tous les premiers mercredis de chaque mois, en matinée. Ce message est envoyé sur une liste de diffusion (@EssaisMensuels) comprenant l'ensemble des destinataires de toutes les alertes confondues. Ces essais mensuels permettent également de repérer d'éventuelles mises à jour à faire dans les listes de diffusion (via les accusés de réception) et d'exercer chacun à recevoir ce type de message.

ALERTE RISQUE MAJEUR

! ESSAI MENSUEL!

Ceci est l'essai mensuel du système interne d'alerte Risque Majeur par la messagerie Outlook. Vous pouvez supprimer ce message après réception. Merci pour votre collaboration.

(Pour) le Directeur de la Sécurité Civile et des Risques Majeurs

Enfin, **la Mairie de Toulouse et Toulouse Métropole disposent d'un marché de prestations météorologiques leur permettant de recevoir différents types d'alerte** (risque de vents forts, d'orages, pluies importantes, neige,...) par messageries sur des listes de diffusion créées en fonction de chaque type de phénomène prévu (alertes par SMS et fax également) : tous les services et agents concernés sont directement destinataires de ces alertes.

5 - LE POSTE DE COMMANDEMENT COMMUNAL

5.1 - LOCALISATION

Le Poste de Commandement Communal (PCC) est situé dans les locaux du Capitole.



Mairie de Toulouse - Patrice Nin



Mise en place du Poste de Commandement Communal lors de l'exercice communal du 22/11/2012 : crue de la Garonne



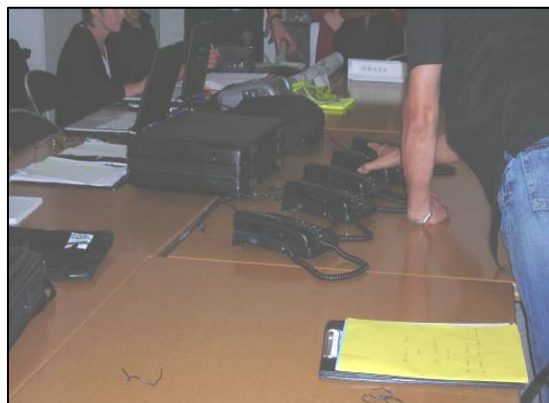
Mairie de Toulouse

5.2 - EQUIPEMENT ET MODALITES DE MISE EN PLACE

Habituellement utilisée comme lieu de réunions, la salle du Poste de Commandement Communal peut être rapidement équipée par la Direction du Numérique : les agents du Service Téléphonie, qui est situé au Capitole, peuvent ainsi déployer le PCC en 20 minutes, après ordre de mise en place, pendant les heures ouvrées.

Hors heures ouvrées, un délai complémentaire est nécessaire pour assurer la mise en place du PCC.

L'ensemble des matériels (téléphonie, radios et bureautique) restent à disposition sur place, dans une armoire « PC Crise ».



Mairie de Toulouse

Mobilisation du service Téléphonie pour la mise en place d'un PCO dans un bâtiment municipal (exercice préfectoral ESSO SAF – 14/10/2008)

Les moyens disponibles sont en particulier les suivants :

- **Moyens téléphoniques :**

- 10 téléphones fixes analogiques branchés sur les lignes de France Télécom,
- 10 téléphones fixes numériques branchés sur les lignes internes Mairie (5 lignes depuis le site Capitole passent par le réseau téléphonique, 5 lignes depuis le site de Valade passent par le réseau informatique),
- 1 fax

- **Moyens informatiques :**

- 8 lignes destinées aux accès internet pour des ordinateurs portables,
- une connexion wifi sécurisé et disponible sur l'ensemble du Capitole,
- un vidéo projecteur installé en permanence.
- une imprimante-scanner-photocopieur

- **Moyens bureautiques :**

- des annuaires municipaux et France Télécom.
- des chevalets pour identifier chaque service, fonction ou personne autour de la table,
- du petit matériel de bureau (papier, stylos, feutres Véléda, ...)
- 1 orthophoto de Toulouse Métropole, des plans plastifiés, des tableaux de suivi d'actions plastifiés.

- **Moyens organisationnels :**

- un listing des numéros de téléphone des différents postes,
- une procédure écrite d'armement du PC,
- des guides opérationnels avec des procédures par aléas qui définissent les missions de chaque service et les cartographies associées aux aléas et enjeux.

- **Moyens secourus :**

- 1 groupe électrogène pour pallier aux coupures électriques,
- 1 onduleur pour protéger les moyens informatiques des coupures électriques,
- deux bases radios-téléphones (voir chapitre sur les moyens radios)

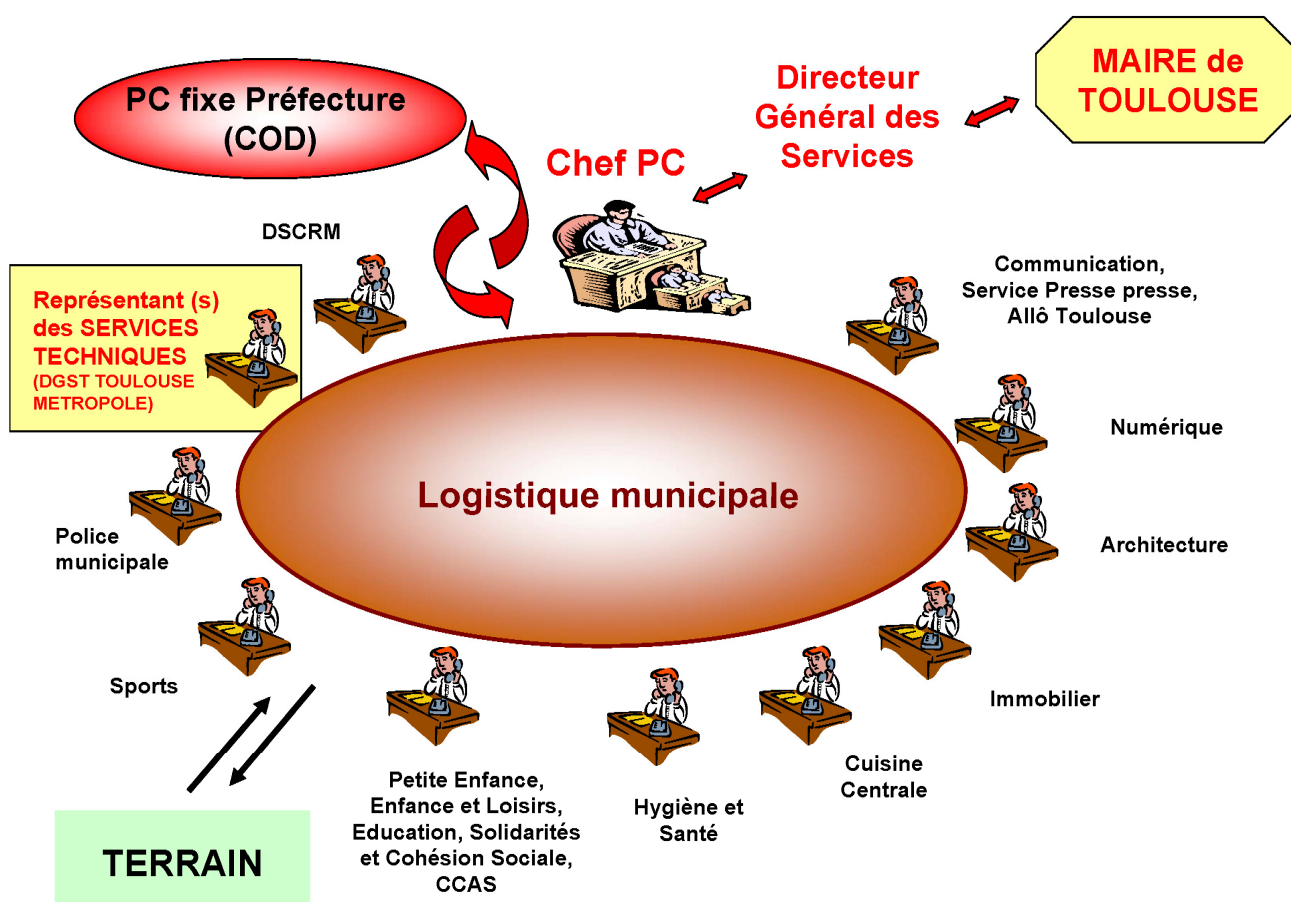
A noter que la cellule intermédiaire de la Direction de la Sécurité Civile et des Risques Majeurs, sur le site des Pénitents Blancs, est composée d'une salle équipée de 5 lignes téléphoniques et connexions au réseau internet.

5.3 - COMPOSITION ET ORGANISATION

Le schéma ci-après présente l'organisation des Services au sein du PCC et les interactions avec les équipes de terrain d'une part, mais également avec les services techniques de la Métropole, eux-mêmes organisés autour d'une cellule de crise basée à Marengo, et le Centre Opérationnel Départemental de la Préfecture (un représentant de la Ville se rendant sur place à la demande du Préfet).

La composition du PCC est variable en fonction de l'évènement ; elle est éventuellement définie dans les différents guides communaux de coordination des actions des services face à un risque majeur identifié (constituant la partie opérationnelle du PCS) ou définie lors de l'évènement par le Directeur de la Sécurité Civile et des Risques Majeurs ou son représentant.

L'organisation est également décrite dans les fiches « cellules » présentées dans la suite du document.



PCS - PARTIE D – L'ORGANISATION COMMUNALE EN CAS D'ÉVÉNEMENT MAJEUR

Le schéma suivant précise l'organisation entre le Poste de Commandement Communal et la Cellule de crise des services techniques de Toulouse Métropole (DGST), elle-même en relation avec les différents services techniques composant cette DGST, les délégataires de certains services publics (fourniture d'eau potable et assainissement en particulier) et les équipes de terrain chargés de la mise en œuvre de moyens humains et/ou matériels à la demande du Maire.

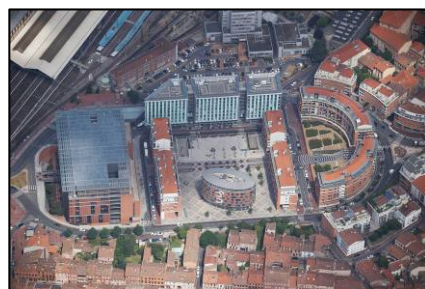
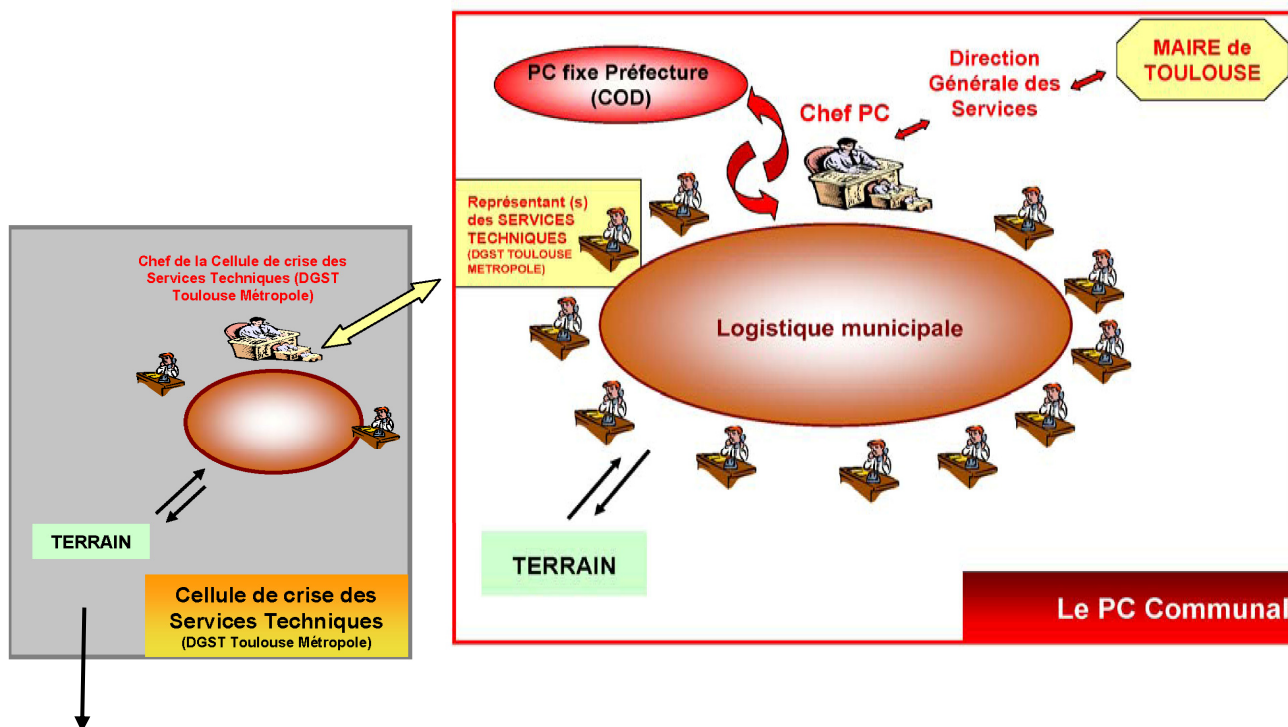


Photo Dominique VIET

La cellule de crise de la Métropole à Marengo Oval



Toulouse Métropole



Mairie de Toulouse

Cellule de crise des Services Techniques (Toulouse Métropole) lors de l'exercice communal du 22/11/2012 : crue de la Garonne

6 - MOYENS DE COMMUNICATION INTERNES

6.1 - LES LIGNES ET MOYENS TELEPHONIQUES INTERNES

Le réseau téléphonique municipal et intercommunal (Ville de Toulouse et Métropole) est composé de :

- 8.475 lignes sur un réseau privé interne, répartis de la manière suivante :
 - o 2 045 postes analogiques
 - o 3 006 postes numériques
 - o 2 511 téléphones IP (via le réseau internet)
 - o 3 006 postes numériques
 - o 913 postes DECT (téléphone sans fil numérique, usage local)
- environ 2.000 lignes sur le réseau public (avec des postes analogiques),
- 2.500 lignes mobiles :
 - 1.800 GSM (téléphones mobiles)
 - 700 Smartphones



6.2 - LES MOYENS RADIOS

Le réseau de radio municipal et intercommunal (Ville de Toulouse et Métropole) est actuellement **en cours de migration** vers une infrastructure mutualisée existante avec Tisséo.

Le système de communication est donc composé d'une part de 1.100 postes analogiques historiques, qui fonctionnent sur un réseau 3 RP⁶ avec deux antennes relais sur le territoire communal. De plus la police Municipale est elle équipée d'environ **350 nouveaux terminaux numériques** à la norme Tetra⁴.

Les moyens radios jouent deux rôles majeurs :

- ils constituent au quotidien le moyen de communication des opérationnels (Police Municipale, Pôles territoriaux,...)
- ils permettent de palier aux dysfonctionnements des moyens téléphoniques filaires et GSM.

L'ensemble de ces moyens mobiles permet ainsi de rester en contact avec l'ensemble des réseaux et flottes de la ville en situation normale et sur une fréquence spécifique pour la gestion de situations dites « anormales », en cas de défaillance des moyens téléphoniques fixes et GSM.

Deux bases radio sont par ailleurs positionnées au Poste de Commandement Communal. Une base est également prévue pour la cellule de crise de la Direction Générale des Services Techniques de la Métropole, tandis qu'une autre se trouve au Centre Opérationnel Départemental.

⁶ 3 RP (réseau privé radio à ressources partagées) : les canaux ne sont pas réservés à un groupe déterminé d'utilisateurs. Chaque terminal peut utiliser chacun des canaux du système.

La norme TETRA est un standard européen de radiocommunication numérique à ressources partagées permettant d'assurer sur le terrain les communications entre différentes entités.

7 - L'ALERTE ET L'INFORMATION DE LA POPULATION

L'alerte de la population est susceptible d'être assurée par différents moyens :

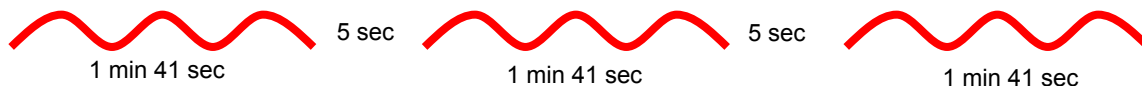
7.1 - LES SIRENES DU RESEAU NATIONAL D'ALERTE

Le Réseau National d'Alerte a pour but d'alerter la population en cas de danger immédiat.



Sirène sur le toit du Capitole

Le Signal National d'Alerte est un son modulé, montant et descendant et réparti en 3 séquences :

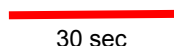


L'audition de ce signal permet à chacun de prendre les mesures immédiates de protection : **mise à l'abri et écoute des consignes à la radio ou à la télévision**, avec en particulier :

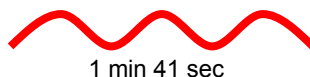
- **Sud Radio (101.4 FM)**
- **France Bleu Occitanie (91.8 FM)**
- **France Info (105.5 FM)**
- **France Inter (87.9 FM ou 88.1 FM)**
- **France 3 Sud**

Le Préfet de la Haute-Garonne a en effet conclu des conventions avec ces différents médias radios et télévisés afin d'assurer la diffusion des informations et consignes en cas d'alerte.

Le signal de fin d'alerte est caractérisé par un son continu, en une seule séquence :

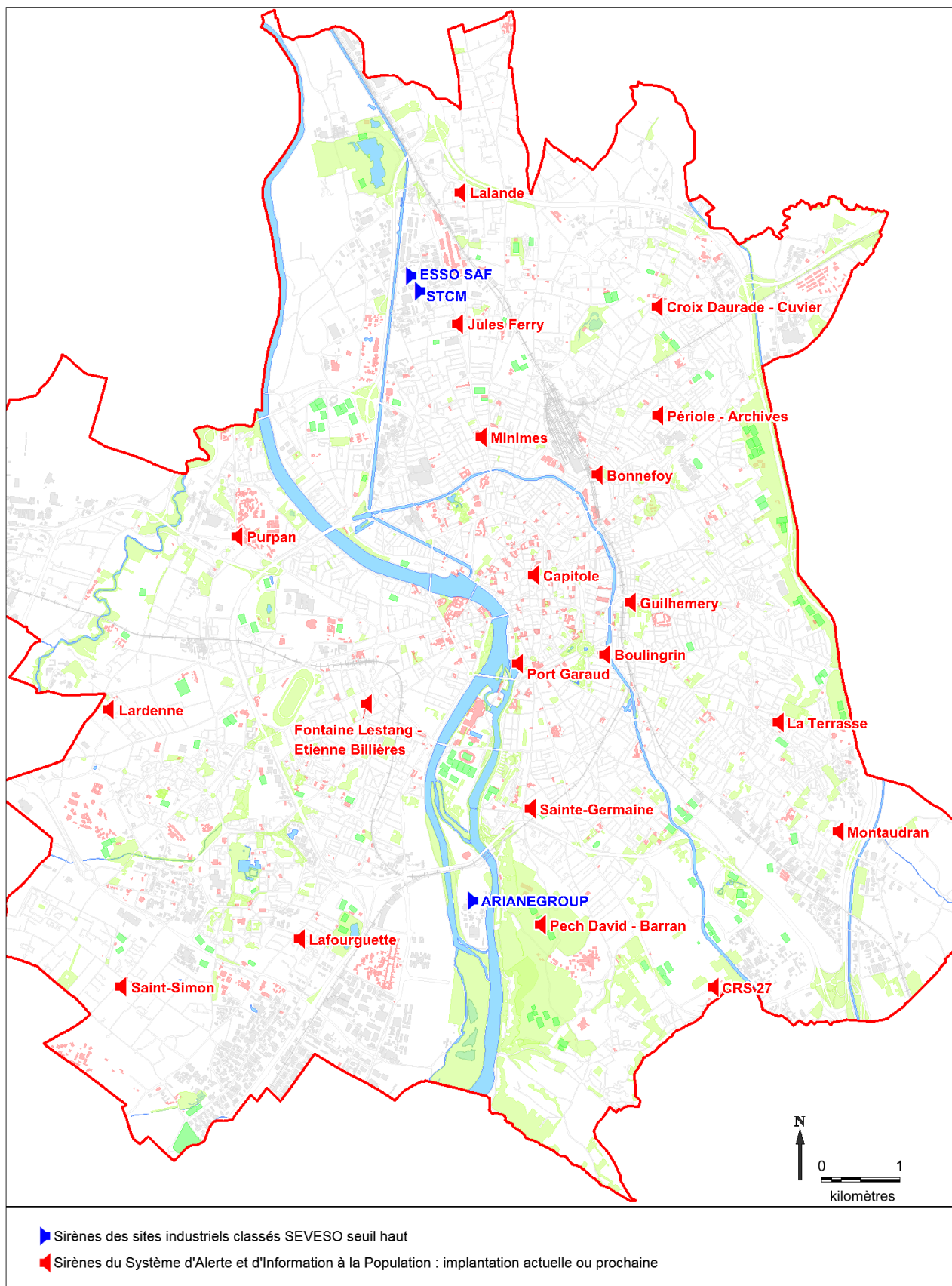


L'essai mensuel du bon fonctionnement des sirènes a lieu le premier mercredi de chaque mois, à midi : il est composé d'une seule séquence d'1 minute et 41 secondes :



L'essai mensuel permet de soulever d'éventuels problèmes lors du déclenchement des sirènes (absence de déclenchement automatique, possibilité ou non de déclencher manuellement en l'absence de déclenchement automatique). Les contrôles sont effectués par la Mairie de Toulouse. Alors que **le réseau de sirènes appartient à l'Etat et est déclenché par l'Etat**, les communes sont en effet chargées de vérifier leur bon fonctionnement lors des essais mensuels, de veiller à leur entretien courant (sirènes et boîtiers d'alimentation) et de rendre compte à la Préfecture de tout incident.

IMPLANTATION DES SIRENES SUR LE TERRITOIRE COMMUNAL



PCS - PARTIE D – L'ORGANISATION COMMUNALE EN CAS D'EVENEMENT MAJEUR

Le Livre Blanc sur la Défense et la Sécurité Nationale⁷, publié le 17 juin 2008, a positionné la modernisation du dispositif de communication, d'information et d'alerte des populations comme un objectif prioritaire de l'action gouvernementale. Il s'agit de doter la France d'un « réseau d'alerte performant et résistant » en refondant le système centré autour du Réseau National d'Alerte (RNA) d'environ 3900 sirènes actives.

En effet, le dispositif, conçu dans les années 1950 et destiné principalement à faire face à une invasion aérienne d'origine militaire, ne permet pas de répondre aux enjeux actuels de protection des populations en cas d'événements de sécurité civile, pour les raisons suivantes : vétusté, inadaptation et manque de finesse du maillage territorial, inadéquation du mode de déclenchement et de propagation du signal d'alerte, démantèlement progressif des bases aériennes (à partir desquelles l'alerte est déclenchée), cloisonnement entre les différents types de moyens d'alerte.

Le nouveau système d'alerte, dénommé SAIP (Système d'Alerte et d'Information des Populations), présente un certain nombre d'innovations :

- élargissement de l'éventail de risques couverts (fonction prioritaire de « protection » des populations),
- mise en place d'un dispositif de proximité (densité plus importante dans les grandes agglomérations et adaptée aux bassins de risques),
- mobilisation de plusieurs moyens d'alerte mis en réseau (automates d'appels, panneaux à messages variables, partenariat avec les radios et télévisions...),
- enrichissement du contenu des messages d'alerte diffusés (comportement les plus adaptés),
- déclenchement rendu possible au niveau le plus pertinent 24h/24 et 7j/7.

Le déploiement du SAIP a lieu depuis mai 2013, avec des visites préalables de chacune des sirènes. 20 sirènes sont concernées sur TOULOUSE.

7.2 - LES SIRENES DES SITES INDUSTRIELS A RISQUE

Dans le cadre de la mise en œuvre du Plan d'Opération Interne et du Plan Particulier d'Intervention, les exploitants des trois sites industriels à risque sur TOULOUSE (sites SEVESO des Sociétés ESSO SAF et STCM sur la zone de Fondreyre et de la Société ARIANEGROUP sur l'Île d'Empalot) peuvent être amenés à diffuser l'alerte à l'aide de la sirène présente sur chacun de leur site et prendre les premières mesures générales de protection de la population.

La sirène déclenche la mise en œuvre du Plan Particulier d'Intervention.

7.3 - LA POLICE MUNICIPALE

La Police municipale est susceptible d'alerter ainsi que d'informer sur les principales consignes à suivre, soit en diffusant des messages via les dispositifs haut-parleurs qui équipent une dizaine de véhicules, soit en faisant du porte-à-porte.



Véhicule équipé de haut-parleur

⁷ Extraits du Dossier Circulaire du 25 mars 2010 portant sur le projet de système d'alerte et d'information des populations.

7.4 - LES PANNEAUX A MESSAGES VARIABLES (PMV)

Le territoire de la Ville de TOULOUSE est équipé de 27 Panneaux à Messages Variables (PMV) situés sur les grands axes (principalement des pénétrantes). Chaque panneau comprend 3 lignes de 15 caractères.



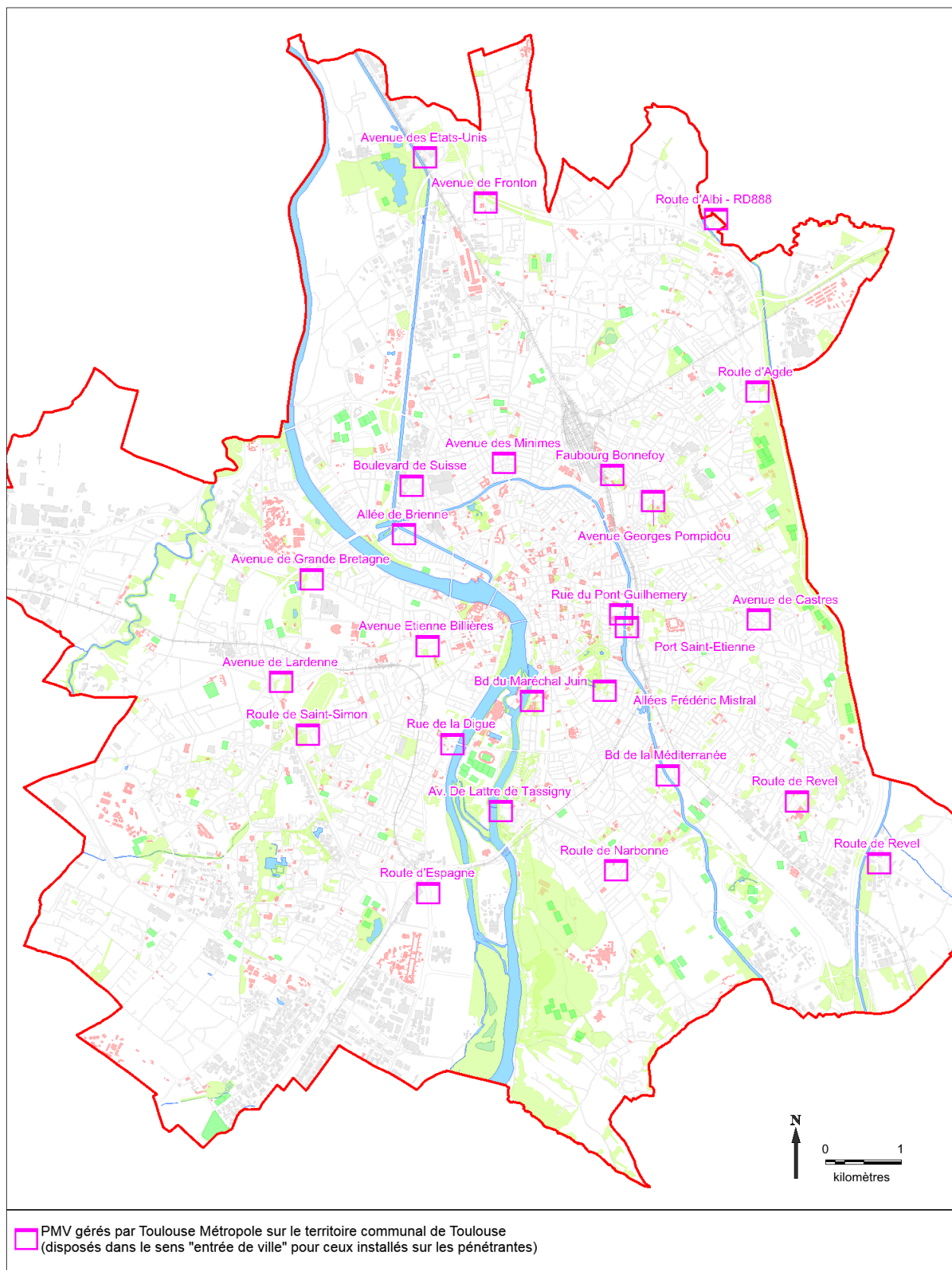
Panneau à message variable sur l'avenue Georges Pompidou

Le temps minimal nécessaire pour diffuser un message sur le PMV est de 10 minutes à compter de sa réception, dans le cas où le PC CAPITOUL est activé. La gestion en est assurée par la Métropole.

D'autres PMV se trouvent sur les rocades de TOULOUSE : ils sont gérés par la Direction Interdépartementale des Routes du Sud-Ouest (DIRSO - rocade Ouest) et par les Autoroutes du Sud de la France (ASF - rocade Est). Ces PMV restent néanmoins préférentiellement dédiés aux messages de sécurité routière.

Le Préfet, et son coordinateur des gestionnaires routiers, la Direction Départementale des Territoires, peut éventuellement réquisitionner/mobiliser ces moyens (c'est régulièrement le cas lorsque plusieurs réseaux sont impactés, lorsqu'il y a un risque d'accident...).

IMPLANTATION DES PANNEAUX A MESSAGES VARIABLES SUR LE TERRITOIRE COMMUNAL



7.5 - LES DIRECTIONS GESTIONNAIRES OU EN CHARGE D'ETABLISSEMENTS OU DE POPULATIONS SENSIBLES

Chaque Direction est en charge, en fonction de l'évènement, d'assurer la diffusion de l'alerte aux catégories d'établissements ou de populations qui les concernent. Cette alerte ne remplace pas l'alerte effectuée par les autorités de tutelle (Agence Régionale de Santé, Rectorat et Direction des Services Départementaux de l'Education Nationale...) et en particulier :



- la Direction de l'Education pour les établissements scolaires et d'enseignement en général,
- les Directions de l'Enfance et Loisirs, de la Petite Enfance ou de l'Animation socioculturelle pour les établissements de petite enfance ou d'animation (en lien avec le CCAS),
- la Direction des Solidarités et de la Cohésion Sociale, en lien avec le CCAS, pour les établissements pour personnes âgées, handicapées (voir le Plan d'Alerte et d'Urgence) et les populations sensibles et/ou fragiles (sans-abris, gens du voyage...),
- le Service Communal d'Hygiène et de Santé pour les établissements de soins et de santé (cliniques, hôpitaux...),
- la Direction de la Sécurité Civile et des Risques Majeurs pour les établissements industriels à risque,
- la Direction de l'Immobilier pour les Musées et autres sites à valeur patrimoniale....

7.6 - LE PLAN D'ALERTE ET D'URGENCE

Le **"Plan d'alerte et d'urgence au profit des personnes âgées et des personnes handicapées en cas de risques exceptionnels"** est dédié à une partie de la population pour l'assister en cas de risques exceptionnels (Code de l'Action Sociale et des Familles).

Ce registre nominatif (qui remplace l'ancien « registre canicule »), **confidentiel** (article R741-48 du Code de la sécurité intérieure), **concerne les personnes qui en font la demande, afin de faciliter l'intervention ciblée des services sanitaires et sociaux en cas de déclenchement du plan.**

Outre l'identité, l'âge et le domicile de ces personnes, les services communaux veillent à ce que soient renseignées notamment les coordonnées du service intervenant à domicile, la personne à prévenir en cas d'urgence et les coordonnées du médecin traitant.

Ce recensement est assuré 24h/24, 7 jours/7 : en journée via le Point Info Seniors de la Ville qui reçoit les demandes d'inscription de manière déclarative, après 17h00 par Allô Toulouse. Les personnes souhaitant être recensées sur TOULOUSE ou les tiers souhaitant faire recenser une personne peuvent ainsi appeler le numéro suivant :

0 800 042 444 (numéro gratuit)

7.7 - LE SYSTEME D'ALERTE EN MASSE

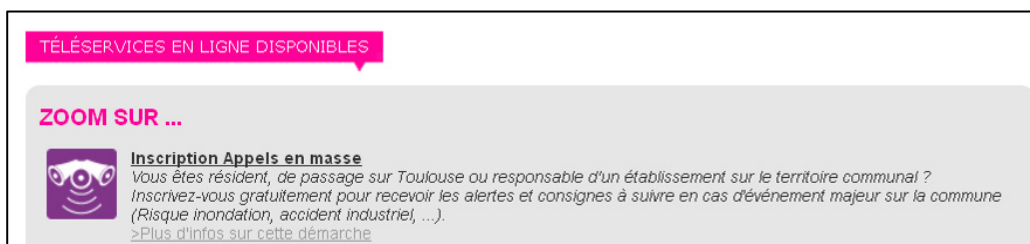
La Ville de TOULOUSE s'est équipée d'un système d'alerte en masse permettant la diffusion rapide de messages téléphoniques, fax, e-mails ou SMS, adaptés à l'évènement, à un grand nombre de destinataires. En effet, la capacité d'appels est de plus de 100.000 appels par heure (base 1 minute par appel).



L'annuaire des destinataires est constitué à partir des données figurant dans les différents annuaires téléphoniques (pages blanches, pages jaunes, ...), **mais également par l'inscription en ligne des habitants et des responsables d'établissement situés sur Toulouse ou leur représentant**. D'autres annuaires peuvent être fournis par la Ville en fonction de ses propres besoins.

Les inscriptions en ligne, strictement confidentielles, permettent d'ajouter les numéros de portables, les numéros sur liste rouge. Elles permettent également à des personnes présentes temporairement sur la commune d'indiquer la période pendant laquelle elles souhaitent bénéficier du système d'alerte en masse (étudiants par exemple).

Le formulaire d'inscription est accessible depuis le portail montoulouse.fr et depuis le site internet de la ville www.toulouse.fr, depuis le 1er octobre 2015.



Pour les personnes ne pouvant bénéficier de l'accès à internet, les inscriptions sont possibles en Mairies de quartier.

De la quantité et de la bonne qualité des informations collectées dans l'annuaire⁸ dépend la bonne diffusion des alertes vers le maximum des populations concernées. L'abonnement au service est, par défaut, valable pour une durée maximum de 2 ans afin de tendre vers un annuaire le plus à jour possible. Si une adresse de messagerie est renseignée lors de l'inscription, un mail est envoyé automatiquement un mois avant l'échéance afin de rappeler à l'internaute la nécessité de se réinscrire.

Les différents messages (suivant les médias utilisés) sont soit préparés à l'avance, soit rédigés ou enregistrés au moment de l'évènement.

Le lancement de l'alerte est susceptible de se faire soit par l'intermédiaire d'une ou plusieurs listes pré-établies ou établies au moment de l'évènement, soit par la sélection d'une zone d'alerte prédéfinie ou définie lors de l'évènement (via une interface cartographique, **les contacts étant géolocalisés à la parcelle correspondant à leur adresse**).

L'alerte peut-être lancée via internet (sur le site de la Société) ou en utilisant un téléphone, fixe ou portable, après avoir appelé un numéro réservé (avec demande d'identifiant et mot de passe). Les lignes utilisées sont les lignes de France Télécom ou des opérateurs nationaux.

La confirmation de l'appel téléphonique se fait par l'appui d'une touche en fin de message. Cet acquittement permet d'être sûr que le destinataire a bien reçu l'appel (et que ce n'est pas un répondeur qui a décroché par exemple). L'appel en cascade permet, si une personne a renseigné plusieurs numéros, de basculer en cas de non-réponse sur le numéro suivant.

Un suivi en temps réel de l'état des appels (visualisable sur l'interface cartographique) permet également à la Police municipale d'être très rapidement orientée sur le terrain vers les zones où le message n'a pas été réceptionné.

Ce système d'alerte reste cependant soumis au risque de saturation du réseau téléphonique.

⁸ Le dispositif de télé-alerte à la population est conforme à la législation en vigueur relative à la protection des données personnelles (RGPD).

7.8 - LES AUTRES SOURCES D'INFORMATION

Différentes sources d'information peuvent encore être utilisées (en dehors des médias cités précédemment et disposant de conventions avec la Préfecture) :

- **les sites internet :**

- www.toulouse.fr
- www.toulouse-deplacements.com

- **les réseaux sociaux** (nombreux abonnés sur les réseaux de la ville) :



Une convention a été signée le 25 juin 2018 entre l'association VISOV (Volontaires Internationaux en Soutien Opérationnel Virtuel) et la Ville de Toulouse : les volontaires de l'association, qu'ils soient à Toulouse ou à l'extérieur, mais présents sur les réseaux sociaux, peuvent ainsi remonter des informations à la Mairie de Toulouse, vérifier des informations et partager l'information municipale.

- **les radios** utilisées habituellement pour la diffusion d'informations en temps réel aux usagers par la Direction Mobilités Gestions Réseaux de la Métropole :

- Radio Vinci (107.7 FM)
- France Bleu Occitanie (91.8 FM)

- **des plates-formes téléphoniques** (en phase d'alerte, l'appel vers ces plates-formes devra être évité afin de ne pas encombrer les lignes téléphoniques) :

- Allô Toulouse



Mairie de Toulouse



- le standard modulable (standard « élargi ») : il est susceptible de renforcer le standard habituel pour répondre à l'affluence d'appels supplémentaires (10 lignes d'ores et déjà réservées à cet effet). Basé au premier étage du Capitole, il participe à la cellule de renseignement de la population.

La cellule Presse permet également d'accueillir et d'informer les médias au travers de points Presse.

8 - LES PRINCIPES DU PLAN COMMUNAL DE SAUVEGARDE

Les différents Guides communaux de coordination des services face à des événements majeurs identifiés constituent la partie opérationnelle du PCS, non consultable par le public. En effet, l'organisation des services ne peut faire l'objet d'un arrêté municipal dans la mesure où chaque événement ne peut être prédéfini dans sa totalité et doit donc s'adapter à la réalité des faits ou des prévisions. Les stratégies d'actions retenues pour chaque risque majeur identifié sont néanmoins présentées dans la partie E du PCS.

La gestion de l'évènement repose avant tout sur une culture commune et partagée du risque et des consignes (information préventive) et de l'organisation de crise, que ce soit dans les phases de l'avant, pendant et après l'évènement.

8.1 - L'ORGANISATION COMMUNALE DANS LE CADRE DES MISSIONS DE SAUVEGARDE DU MAIRE

L'ensemble de cette organisation communale représente le système de management qui permet à la collectivité de faire face à tout événement majeur, qu'il soit prévu ou imprévu. Il est basé sur une organisation découpée en trois grandes fonctions (management, réalisation, support) qui permettent d'assurer l'amélioration continue de son organisation.

Ces trois fonctions ainsi que les différentes missions correspondantes sont décrites ci-après :

Management (animation de l'amélioration continue) : organisation qui permet d'animer vertueusement le système pour améliorer en continue les objectifs à atteindre, comme la manière de les atteindre. Elle nécessite les fonctions suivantes :

- **Planification :** programmation d'actions qui permettent à chaque service de réaliser ses missions suivant la stratégie définie et d'organiser le système d'amélioration continue.
- **Continuité d'activité :** organisation permettant de maintenir les missions essentielles de la commune en mode dégradé et de prévoir des palliatifs aux ressources manquantes.
- **Vigilance :** surveillance et évaluation permanente des aléas identifiés qui pourraient impacter les enjeux ou les moyens. Etre en mesure d'être averti de toute événement pouvant survenir.
- **Simulation :** mise en œuvre d'exercices mettant à l'épreuve les plans élaborés et les réactions de chacun au cours de tests scénarisés. Les simulations visent à améliorer la capacité d'intervention de la municipalité et consistent à mettre en situation tout ou partie d'un plan.
- **Communication :** déploiement d'une organisation permettant d'améliorer la culture de la sécurité des agents de la Collectivité et des citoyens pour améliorer la connaissance des risques majeurs, des organisations, des bons réflexes à mettre en œuvre et ainsi faire face à tout événement.
- **Formation :** planification de formations initiales et continues permettant à chacun d'améliorer sa connaissance et de se perfectionner aux déploiements d'organisations ou à l'utilisation d'outils pour faire face à des événements majeurs.
- **Evaluation :** processus permettant de mesurer les écarts entre l'organisation planifiée et les constats réalisés lors de la mise en œuvre réelle ou simulée de l'organisation. Ce processus permet de mettre en place des actions correctives ou préventives afin d'ajuster au mieux et mettre à jour les organisations et données (amélioration continue).

PCS - PARTIE D – L'ORGANISATION COMMUNALE EN CAS D'EVENEMENT MAJEUR

- **Mise à jour** : correction des informations contenues dans le plan au fur et à mesure des changements ou selon une certaine périodicité. La mise à jour permet de revoir les composants du plan, de les analyser et d'y apporter les actions correctives nécessaires afin de réduire au minimum les erreurs et écarts entre les données enregistrées et les données opérationnelles. Ces actions sont soit programmées (vérification annuelle des coordonnées des annuaires, lors d'exercices de sécurité civile, ...), soit réalisées en fonction des remontées continues d'informations (modifications transmises par des services externes, lors de la gestion d'évènement, ...).
- **Retour d'expérience** : analyse des événements passés réels ou simulés afin d'en acquérir des connaissances pour en déduire des actions correctives ou préventives axées sur l'amélioration.

Réalisation : organisation qui définit les actions à mettre en œuvre pour atteindre les objectifs définis dans le système. Ces actions sont les suivantes :

- **Gérer** : organiser le système en fonction des priorités définies.
- **Informier** : faciliter les échanges d'informations nécessaires aux actions du processus de réalisation à mettre en œuvre pour atteindre les objectifs définis.
- **Alerter** : action de prévenir la hiérarchie, les services à mobiliser, les établissements et les populations sensibles ainsi que l'ensemble de la population susceptible d'être impactée.
- **Mettre à l'abri** : mettre les enjeux hors zone de dangers.
 - **Evacuer** : organiser la prise en charge de la population (y compris foyers avec des animaux, personnes fragiles, ..) permettant sa sortie des zones d'aléas et son orientation vers des zones « refuge » (chemin d'évacuation, transport, accueil,...).
 - **Se réfugier** : gagner les étages pour se mettre hors de portée de la montée des eaux lors d'une crue, s'abriter dans une pièce pour se protéger de l'air extérieur (ex : accident industriel, ...).
- **Sécuriser** : supprimer ou réduire le risque par des moyens de protection (ex : mettre en place des planches de contreplaqué, des portes de sécurisation pour protéger l'ouverture d'un bâtiment, mettre en place des agents de police municipale ou des agents de prévention et surveillance pour protéger les habitations de pillages, gérer les flux de circulation pour interdire l'accès aux zones de danger, ...).
- **Assister/Soutenir** : Apporter des moyens communaux (humains, matériels, organisationnels...) permettant d'aider la population, les services de secours,... (ex : mise à disposition de locaux pour un Poste Médical Avancé).



Bus sur un des points de regroupement de la population
Exercice PPI ESSO SAF– Octobre 2008

Mairie de Toulouse



Mise à disposition d'une école pour la mise en place du PMA
Exercice Plan rouge Halle aux Grains – Juin 2011

Mairie de Toulouse

PCS - PARTIE D – L'ORGANISATION COMMUNALE EN CAS D'EVENEMENT MAJEUR

- **Héberger** : accueillir temporairement la population sans solution privée d'hébergement (famille, amis, ...) et, dans la mesure du possible, proposer des moyens adaptés à tous les types de populations spécifiques (enfants en bas âges, personnes fragiles...).



Dir^e de la Communication

Hébergement en gymnase suite à l'explosion de l'usine AZF – Sept 2011

- **Ravitailer** : apporter à la population ou aux Services des matériels ou des moyens spécifiques (repas, boissons, pastilles d'iode, ..).



Cuisine centrale : préparation des plateaux repas



Mairie de Toulouse

- **Retourner à la normale** : organisation permettant la réalisation des actions qui tendent le plus rapidement possible vers le rétablissement d'un mode de fonctionnement courant (hors événement).



Mairie de Toulouse

AZF, 2001 : Opérations de déblaiement

Support : organisation qui définit les actions à mettre en œuvre afin d'apporter aux Services des moyens complémentaires qui facilitent leurs missions et permettent d'atteindre aux mieux les objectifs définis. Ces actions sont en particulier les suivantes :

- **Gestion des ressources humaines (effectifs, réserve de sécurité civile, volontaires)** : optimiser la gestion des ressources internes et externes disponibles en terme de nombre et de qualification.
- **Gestion des risques sanitaires** : évaluer les risques sanitaires et organiser leur gestion par l'apport de moyens spécifiques (matériels ou personnels médicaux et assimilés).
- **Conseils juridiques** : faciliter l'apport d'information à la population et aux entreprises sur les problèmes juridiques (assurances principalement, ...).

PCS - PARTIE D – L'ORGANISATION COMMUNALE EN CAS D'EVENEMENT MAJEUR

- **Gestion des ressources matérielles** : organisation permettant de fournir au plus vite et au mieux les moyens complémentaires manquants dans le cadre des marchés de la ville ou autres (moyens privés, moyens de l'Etat...).

Apport de lits et couvertures par la zone de défense – Hiver 2012 (rupture du chauffage urbain du Mirail)



Mairie de Toulouse

- **Gestion des dons (matériels et financiers)** : mettre en place une organisation qui permette de réceptionner, de trier et de redistribuer les dons qui pourraient être apportés.



Mairie de Toulouse

AZF, 2001 : Gestion des dons

- **Maintenance et assistance technique** : organiser la mise en place de ressources humaines et/ou matériels permettant de répondre à des besoins techniques particuliers (mise en marche, entretien, réparation,...).

8.2 - UNE ORGANISATION SOUS FORME DE FICHES

L'organisation du Plan Communal de Sauvegarde a été découpée et déclinée sous forme de fiches pour une meilleure appréhension des actions qui doivent être menées par chaque Service :

- **des fiches « Cellules »**, entités physiques ou virtuelles qui rassemblent l'ensemble des services permettant la mise en œuvre de missions spécifiques (communication, hébergement, relogement, coordination sociale, ...), éventuellement en lien avec d'autres acteurs (Etat, institutions...),
- **des fiches « Services »**, qui détaillent les missions pour une Direction municipale ou communautaire donnée, voire pour certains acteurs que sont le Maire, certains élus ou acteurs extérieurs,
- **des fiches « Missions »**, qui détaillent les tâches afférentes à une mission donnée. Elles sont valables pour plusieurs Directions ou Services (alerter la hiérarchie, déclencher le plan Communal de sauvegarde et alerter les services, alerter et informer la population sensible, alerter et informer les populations exposées, ...)
- **des fiches « opérationnelles »**, élaborées par les Directions pour répondre aux missions qui leur sont propres (sont présentées dans le PCS la liste des fiches opérationnelles générales ou utilisées par la Direction de la Sécurité Civile et des Risques Majeurs).

Exemples de fiches opérationnelles :

Type de fiche	Nom
Gestion de l'évènement	Réception de l'alerte
	Alerte de la hiérarchie
	Alerte des services
	Main Courante
	Messages d'alerte
	Suivi des actions
Information	Communiqué de Presse
	Arrêtés type ...
Soutien aux directions	Evaluation du profil des bénévoles
Soutien à la population	Liste des personnes hébergées
	Recensement des besoins de la population sinistrée
Soutien aux entreprises	Recensement des besoins des entreprises sinistrées
Retour à la normale	Offres de service
	Offres de logement

Les relations entre les différents types de Fiches sont présentées sur la page suivante.

Fiche « Cellule » avec des objectifs, une composition, des missions

FICHE CELLULE DE GESTION - TITRE 1 - GESTION INTERCOMMUNALE D'URGENCE	
INFORMATION	CHARGE COMMUNALE
<p>La cellule de gestion est une structure temporaire créée en cas d'urgence pour coordonner les actions des services communaux et des services des communes associées.</p> <p>Elle est composée de représentants des services concernés par l'événement.</p> <p>Elle a pour mission de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Définir les objectifs de la gestion de l'urgence. - Définir les actions à mettre en œuvre. - Définir les responsabilités de chacun. - Définir les modalités de communication. - Définir les modalités de reporting. 	<p>La cellule de gestion est une structure temporaire créée en cas d'urgence pour coordonner les actions des services communaux et des services des communes associées.</p> <p>Elle est composée de représentants des services concernés par l'événement.</p> <p>Elle a pour mission de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Définir les objectifs de la gestion de l'urgence. - Définir les actions à mettre en œuvre. - Définir les responsabilités de chacun. - Définir les modalités de communication. - Définir les modalités de reporting.

Fiches « Missions » avec les services concernés et le contenu de l'ensemble des missions

FICHE MISSIONS DE GESTION - TITRE 1 - GESTION INTERCOMMUNALE D'URGENCE	
CHARGE COMMUNALE	CHARGE COMMUNALE
<p>La mission de gestion est une action temporaire créée en cas d'urgence pour coordonner les actions des services communaux et des services des communes associées.</p> <p>Elle est composée de représentants des services concernés par l'événement.</p> <p>Elle a pour mission de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Définir les objectifs de la gestion de l'urgence. - Définir les actions à mettre en œuvre. - Définir les responsabilités de chacun. - Définir les modalités de communication. - Définir les modalités de reporting. 	<p>La mission de gestion est une action temporaire créée en cas d'urgence pour coordonner les actions des services communaux et des services des communes associées.</p> <p>Elle est composée de représentants des services concernés par l'événement.</p> <p>Elle a pour mission de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Définir les objectifs de la gestion de l'urgence. - Définir les actions à mettre en œuvre. - Définir les responsabilités de chacun. - Définir les modalités de communication. - Définir les modalités de reporting.

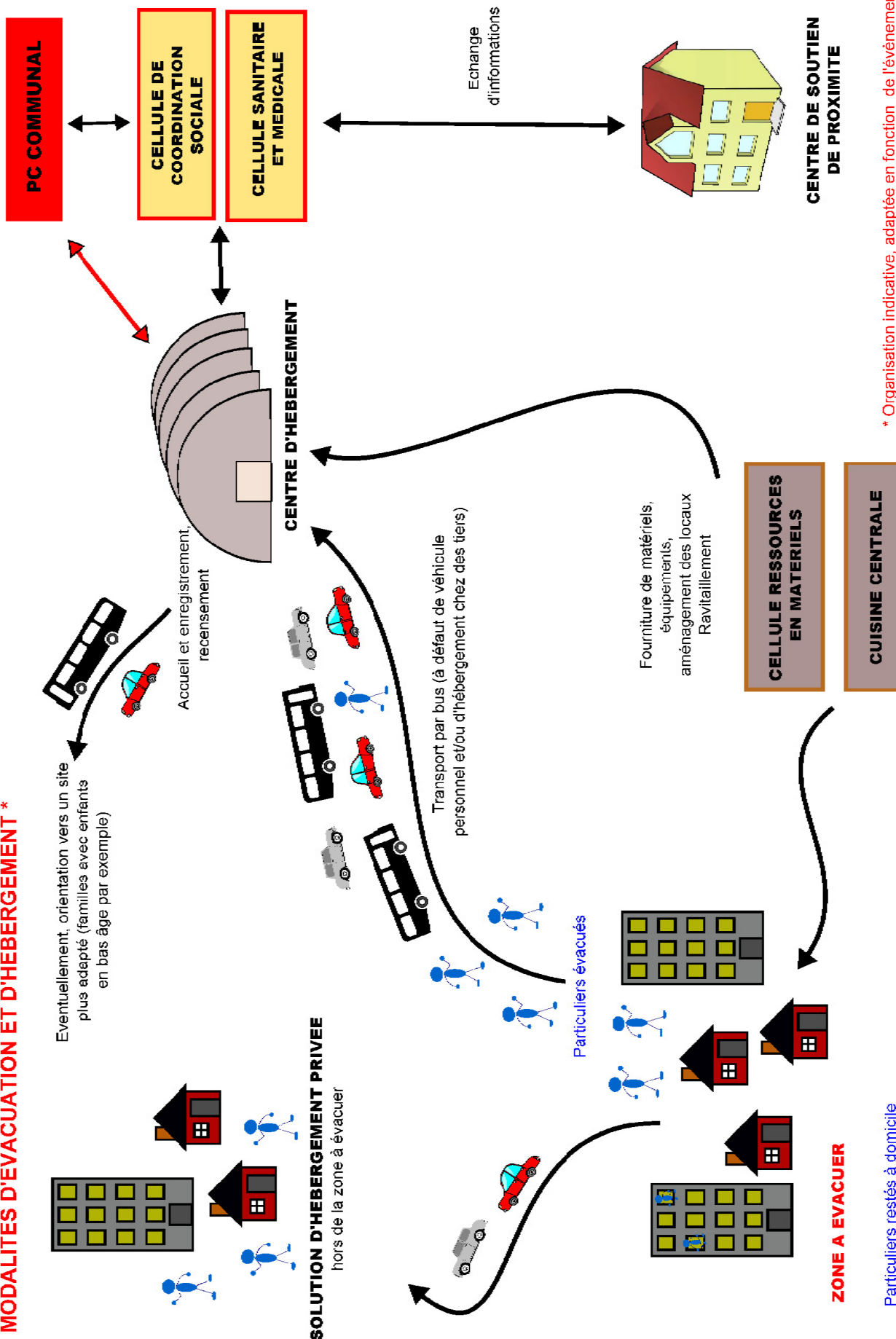
Fiches « Directions » avec les missions d'un service donné

FICHE DIRECTIONS DE GESTION - TITRE 1 - GESTION INTERCOMMUNALE D'URGENCE	
CHARGE COMMUNALE	CHARGE COMMUNALE
<p>La direction de gestion est une action temporaire créée en cas d'urgence pour coordonner les actions des services communaux et des services des communes associées.</p> <p>Elle est composée de représentants des services concernés par l'événement.</p> <p>Elle a pour mission de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Définir les objectifs de la gestion de l'urgence. - Définir les actions à mettre en œuvre. - Définir les responsabilités de chacun. - Définir les modalités de communication. - Définir les modalités de reporting. 	<p>La direction de gestion est une action temporaire créée en cas d'urgence pour coordonner les actions des services communaux et des services des communes associées.</p> <p>Elle est composée de représentants des services concernés par l'événement.</p> <p>Elle a pour mission de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Définir les objectifs de la gestion de l'urgence. - Définir les actions à mettre en œuvre. - Définir les responsabilités de chacun. - Définir les modalités de communication. - Définir les modalités de reporting.

et des Fiches « Opérationnelles » pour aider à la mise en œuvre de certaines missions

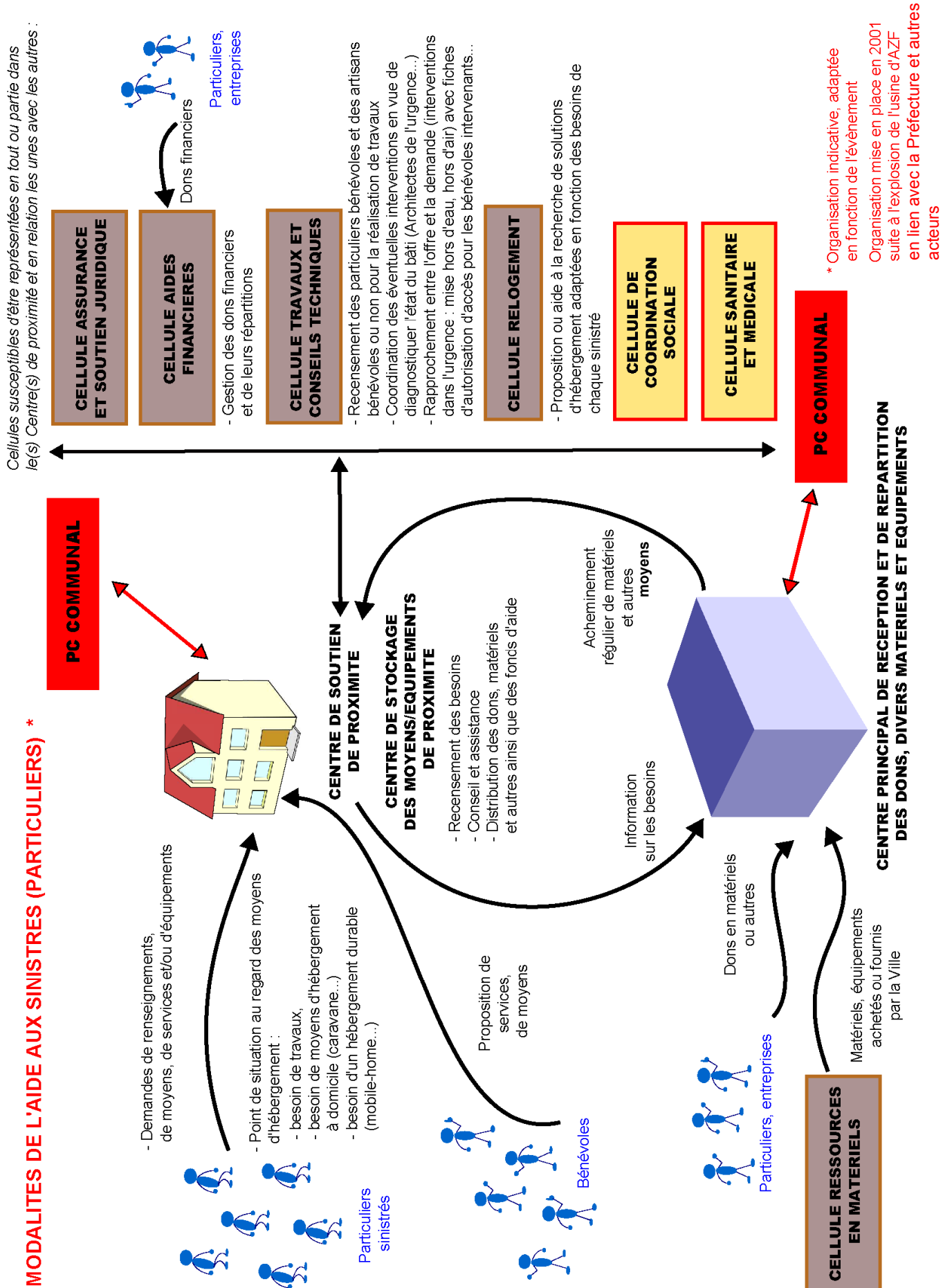
8.3 – SCHEMATISATION DES MODALITES DE PRISE EN CHARGE DES SINISTRES

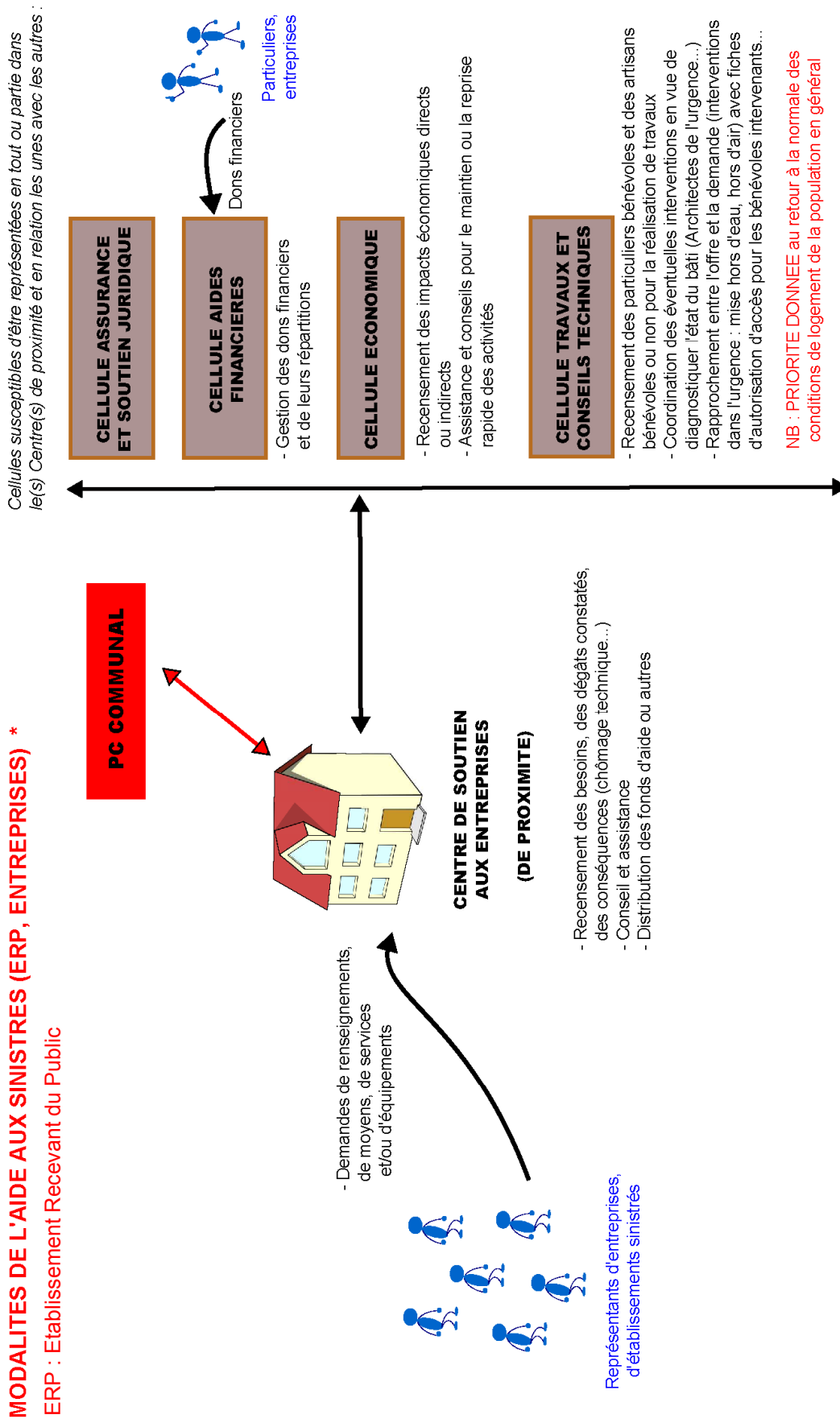
MODALITES D'EVACUATION ET D'HEBERGEMENT *



* Organisation indicative, adaptée en fonction de l'événement
Organisation mise en place en 2001 suite à l'explosion de l'usine d'AZF

Particuliers restés à domicile
(en fonction des consignes :
si refuge possible dans les étages, mise à l'abri...)





* Organisation indicative, adaptée en fonction de l'événement
Organisation mise en place en 2001 suite à l'explosion de l'usine d'AZF en lien avec la Préfecture et autres acteurs

8.4 - CAS PARTICULIER DE L'ACCUEIL OU DE L'HEBERGEMENT

Les conditions conduisant à privilégier l'accueil ou différents types d'hébergement sont susceptibles d'être les suivantes :

NOMBRE DE PERSONNES CONCERNEES	CONTEXTE	TYPE D'ACCUEIL-HEBERGEMENT
/	Evacuation provisoire (aération d'un bâtiment d'habitation par exemple pour l'évacuation de fumées d'incendie)	Accueil (si nécessaire) dans une salle communale proche avec suffisamment de chaises
1 à 30	Evacuation du lieu d'habitation car situé en zone de risque (prévention) ou déjà sinistré.	Hébergement d'urgence à l'hôtel (y compris résidences-hôtels dans certains cas), en fonction des disponibilités. A défaut, gymnase proche*
Supérieur à 30		Hébergement d'urgence (de masse) en gymnase(s)* ou toute autre solution appropriée. * Les familles avec enfants en bas âge pourraient être orientées vers un centre d'hébergement plus adapté, dans la limite des places disponibles (centres d'accueil et de loisirs).



Gymnase des Argoulets



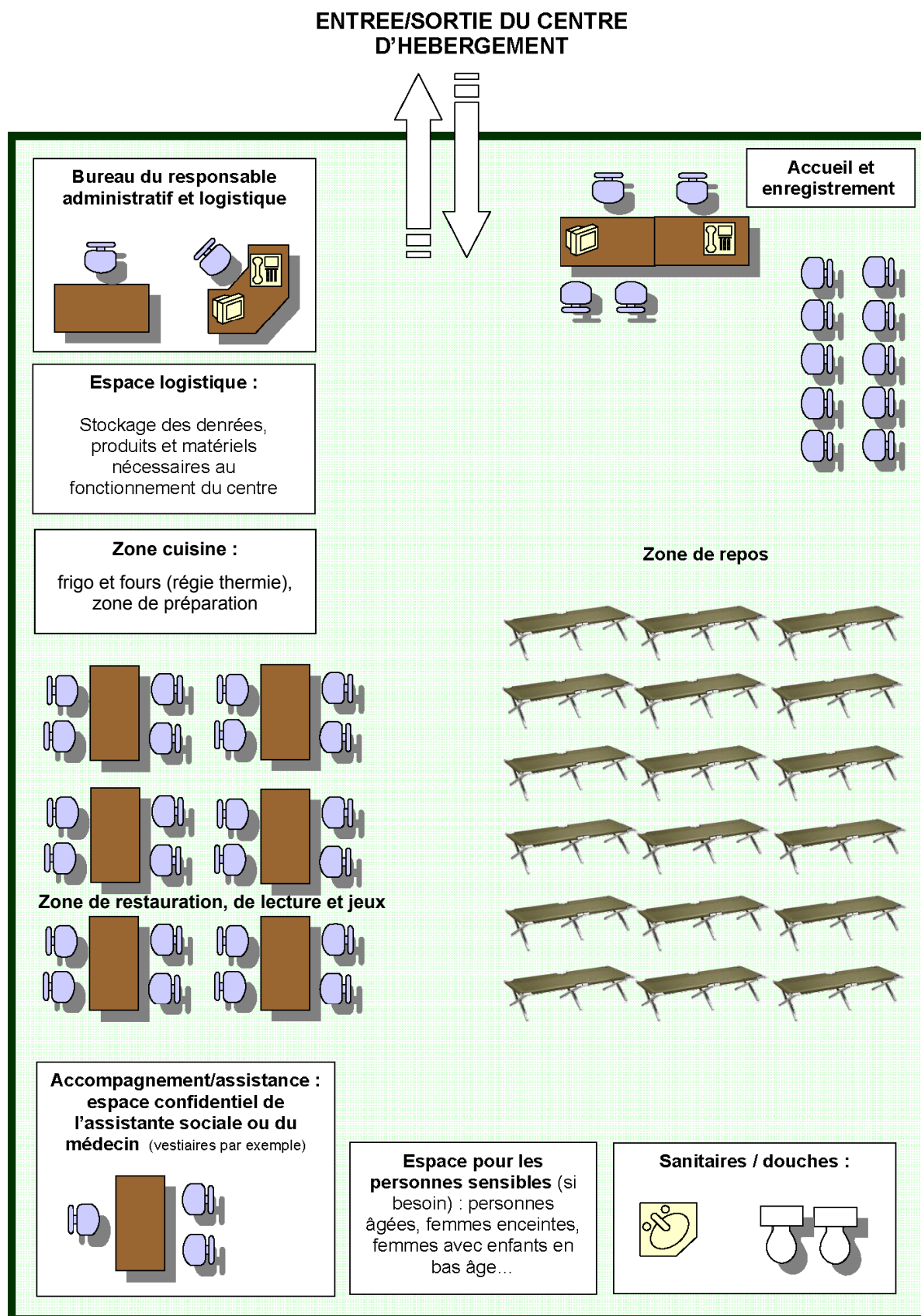
Mairie de Toulouse

Gymnase de Soncourt

Si le retour des personnes dans leur habitation n'est pas possible après plusieurs jours, il est impératif de rechercher des solutions plus adaptées, au cas par cas : **il s'agit alors de la phase de RELOGEMENT.**

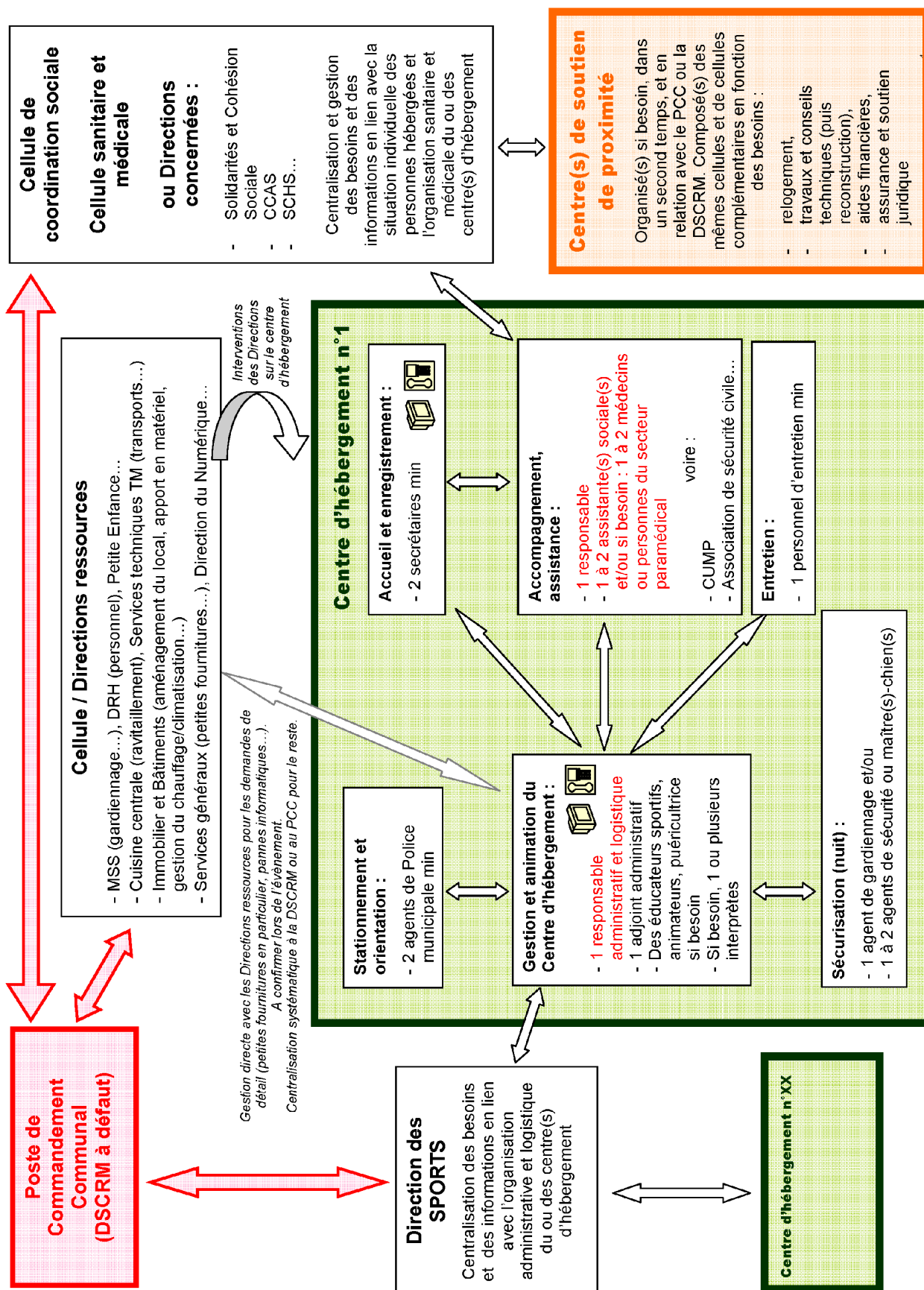
PCS - PARTIE D – L'ORGANISATION COMMUNALE EN CAS D'EVENEMENT MAJEUR

Aménagement et organisation d'un centre d'hébergement (organisation indicative, adaptée en fonction de l'évènement et des moyens effectivement disponibles) :



PCS - PARTIE D – L'ORGANISATION COMMUNALE EN CAS D'EVENEMENT MAJEUR

Relations entre les différents postes et structures (organisation type à adapter en fonction de l'évènement).



9 - LE PLAN DE CONTINUITE D'ACTIVITE

9.1 - PRINCIPE DU PLAN DE CONTINUITE

Le Plan de Continuité d'Activité (PCA) est l'outil qui, définissant et mettant en place les moyens et les procédures nécessaires, guide la réorganisation permettant d'assurer le fonctionnement des missions essentielles du service public en cas de crise.

Pour chaque risque, il est donc nécessaire d'étudier les étapes suivantes :

- point sur le scénario (aléa, délai d'alerte, durée...),
- choix des missions prioritaires et hiérarchisation : les missions à intensifier, les nouvelles missions, les missions à suspendre momentanément,
- analyse des besoins et des ressources disponibles pour assurer les missions prioritaires (analyse de la vulnérabilité : sites, flux internes et externes impactés, disponibilité du personnel...),
- détermination des orientations pour l'élaboration du PCA (réponses aux carences identifiées par rapport aux trois composantes principales du diagnostic de vulnérabilité de la collectivité : la disponibilité du personnel, l'état de l'outil de travail et les ruptures de flux, de réseaux et de communications) : mesures pérennes ou temporaires avec estimation des moyens nécessaires et des financements,
- élaboration des outils de mise en œuvre de la continuité d'activité.

cf Guide du CEPRI – Centre Européen de Prévention du Risque d'Inondation – « Bâtir un plan de continuité d'un service public, Les collectivités face au risque d'inondation ».

Une telle démarche a été initiée sur TOULOUSE pour le risque de pandémie grippale, mais doit être remise à jour.

9.2 - CAS DU PLAN DE CONTINUITE EN PERIODE DE PANDEMIE GRIPPALE

Le plan gouvernemental « Pandémie grippale » préconisait une démarche d'anticipation par l'élaboration d'un « Plan de continuité » à activer dès les situations pré-pandémiques. En cas de pandémie grippale, la priorité de sauvegarde des vies humaines imposerait en effet :

- une interruption temporaire des activités non essentielles de manière à limiter les contacts qui aggraveraient l'épidémie,
- un maintien des missions essentielles à la vie collective.

Ainsi, a été travaillé en 2009 la démarche d'élaboration et de mise en œuvre d'un plan de continuité communal (et communautaire) destiné à maintenir l'activité des services au niveau le plus élevé possible tout en protégeant les personnels exposés. Il intègre les missions essentielles habituelles des services et les missions spécifiques liées à la pandémie.

9.2.1 - Principe du plan de continuité en cas de pandémie grippale

En période pandémique, chaque Direction et service active son plan de continuité interne et fait appel si besoin à des ressources autres (un redéploiement des personnels en interne doit tout d'abord être étudié). Pour ce faire, un travail préparatoire est nécessaire et doit être maintenu à jour par chaque Direction.

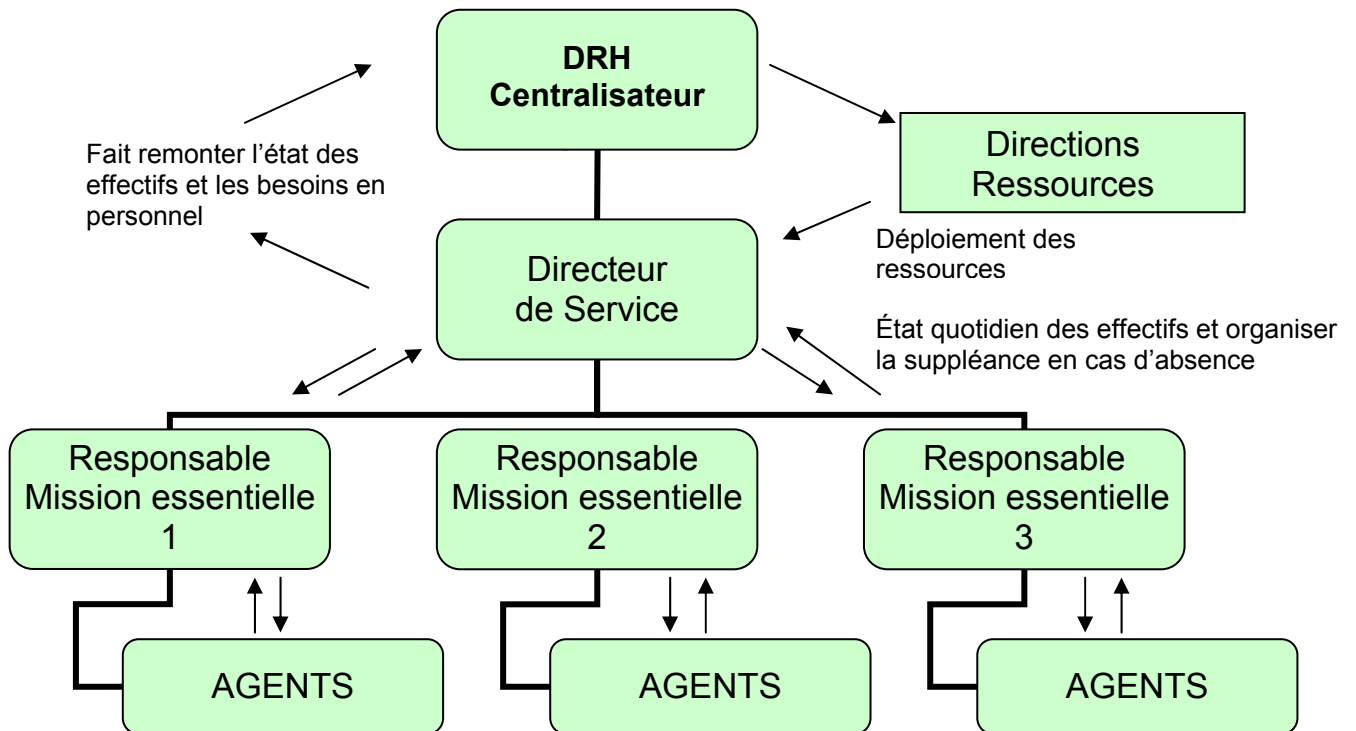
Chaque Direction propose des missions qu'elle va arrêter au fur et à mesure des besoins pour dégager du personnel et assurer les missions essentielles qui lui sont dévolues (phase préparatoire puis lors de la mise en œuvre).

PCS - PARTIE D – L'ORGANISATION COMMUNALE EN CAS D'EVENEMENT MAJEUR

La Direction des Ressources Humaines (DRH) centralise l'ensemble des informations fournies par les différents services, ce qui lui permet, en phase pré-pandémique, de vérifier la continuité des missions essentielles et spécifiques, sur la base d'hypothèses réalistes (l'Organisation Mondiale de la Santé recommande de se baser sur un taux d'absentéisme de 25% tout au long de la vague pandémique (de 8 à 12 semaines) et sur un taux d'absentéisme de 40% sur les deux semaines de pointe de la vague pandémique).

Cela permet d'ores et déjà d'envisager des scénarios de redéploiement de personnel sur les Directions sensibles en fonction des compétences du personnel « ressource ». **En période pandémique, ce redéploiement est activé par la DRH sur la base des informations régulièrement apportées par les directions sur l'état des effectifs et les besoins éventuels.**

Cas particulier du Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) : le plan de continuité est réalisé par chaque établissement relevant du CCAS. La DRH du CCAS centralise les remontées d'information propres aux effectifs et besoins de ses établissements et assure le redéploiement du personnel, en fonction. Le CCAS a donc un fonctionnement indépendant du reste des services. Il peut néanmoins être fait appel aux moyens des services municipaux et métropolitains si besoin.



9.2.2 - Elaboration du plan : méthodologie

Analyse des missions et des ressources dans chacune des Directions :

- **liste des missions du service** (missions habituelles ET spécifiques à la pandémie. A noter que certaines des missions spécifiques sont susceptibles d'évoluer en fonction de la situation et des stratégies retenues),
- **hiérarchisation par ordre d'importance des missions devant être assurées en toutes circonstances** (missions essentielles avec d'éventuelles missions spécifiques à la pandémie) **et les missions pouvant être interrompues** pendant 1 à 2 semaines, voire 8 à 12 semaines,
- **définition des ressources nécessaires** à la réalisation de ces missions (moyens humains, matériels, financiers...) **et des solutions alternatives possibles**. L'analyse des ressources nécessaires pour assurer les missions non essentielles permet d'évaluer et d'identifier les agents rendus disponibles par l'arrêt de leurs activités et déployables sur d'autres Directions ou en interne (ces agents passent alors sous la responsabilité du service demandeur),
- **identification des missions à risque majeur d'exposition** pour le personnel⁹,
- **établissement d'un état des effectifs intégrant des critères propres à la situation des agents et aux contraintes du service** (fermeture des crèches, établissements scolaires ou centres de loisirs, éloignement du domicile, utilisation des transports en commun, possibilité ou non de travailler à domicile par messagerie avec envoi de pièces jointes...).

Prise en compte dans le plan de continuité de chaque Direction d'une équipe ayant des missions essentielles dont, a minima :

- le Directeur ou chef de service et ses représentants (si besoin, un membre pourra être mobilisé au PC communal éventuellement en place),
- le référent grippe (titulaire et suppléant, ainsi que l'équipe associée si nécessaire : service ayant des bâtiments sur divers sites, agents à l'extérieur...) chargé en particulier de la distribution des EPI (à former/informer),
- le ou les correspondants informatiques (l'utilisation des moyens de communication étant essentielle),
- l'équipe en charge de l'entretien des locaux (à former/informer).

Chacune de ces personnes doit être nominativement désignée et signalée à la DRH – Service Prévention des Risques (mise à jour tous les 6 mois).

Prise en compte d'un absentéisme de l'ordre de 25% et de 40% durant un pic pandémique (15 jours) pour estimer d'ores et déjà les besoins en personnel.

Mise en place et organisation de la restriction des missions non essentielles identifiées dans le plan de continuité et en priorité celles à risque majeur d'exposition.

Organisation des redéploiements en interne des agents sur les missions essentielles (en cas de fort absentéisme) en planifiant les roulements des équipes (3 personnes pour 1 si possible).

⁹ Critères permettant de définir les facteurs complémentaires du risque majeur d'exposition retenus par les experts du Conseil supérieur d'hygiène de France (à ces critères s'ajoutent des facteurs favorisants variables comme une atmosphère humide ou une température basse) : proximité de moins de deux mètres d'une personne malade,

- densité de personnes dans ce rayon de proximité,
- proportion de personnes infectées ou d'agents infectieux dans ce rayon de proximité,
- confinement,
- absence de remplacement (« turn-over ») des personnes dans ce rayon.

Mise en évidence des éventuelles formations nécessaires ou procédures à écrire pour des missions essentielles dont le personnel pourrait venir à manquer (les mettre en place dès que possible).

Signalement préventif à la DRH de tout manque prévisible de personnel pour assurer des missions essentielles (habituelles ou spécifiques à la pandémie) afin que des plans de redéploiement soient prévus en lien avec d'autres services (avec une formation/information des personnels concernés).

Consultation des Sociétés et fournisseurs travaillant habituellement avec le service (pour des missions essentielles) afin de s'assurer que le plan de continuité avec la protection du personnel concerné a été mis en place.

Mise à jour des listes de fournisseurs et autres, en cas de perturbation importante de l'activité.

9.2.3 - Rappel des missions concernées par la mise en œuvre du dispositif de prévention et de lutte contre la grippe

Missions essentielles habituelles :

- ramassage des ordures ménagères,
- production d'eau d'alimentation,
- traitement des eaux usées,
- état-civil,
- maintien du chauffage collectif,
- services funéraires, ...

Missions susceptibles d'être interrompues sur commande de l'Etat (période pandémique) :

- fermeture des établissements scolaires et de petite enfance,
- fermeture des lieux de spectacle et de rassemblements : musées...,
- restriction ou interruption des transports publics...

Missions spécifiques à la pandémie :

- police administrative : fermeture d'établissements d'enseignement et de crèches, distribution et obligations de port de masques et autres Equipements de Protection Individuelle, restrictions ou interruptions de transports publics...,
- maintien du lien social et sanitaire avec la population : recensement des besoins des personnes, coordination du bénévolat, incitation à la solidarité de voisinage...,
- participation à l'organisation générale du dispositif de soins et à l'organisation de la vaccination pandémique dès que le vaccin est disponible.

La liste hiérarchisée des missions essentielles et non essentielles de l'ensemble des services est présentée sous forme d'un tableau permettant en particulier d'effectuer des tris et sélections suivant les missions, les services, les compétences nécessaires...etc.

La DRH, en particulier, dispose de l'ensemble de ces informations qui doivent néanmoins être réactualisées et complétées sur la base de la méthode décrite précédemment, en tenant compte des réorganisations réalisées au sein de la Ville et de la Métropole. La même démarche doit également être faite au regard des différents événements susceptibles d'avoir lieu et des missions spécifiques qu'ils peuvent engendrer.

PLAN COMMUNAL DE SAUVEGARDE



PARTIE E :

LE DIAGNOSTIC DES RISQUES ET LES STRATEGIES D’ACTIONS

MAIRIE DE



TOULOUSE

www.toulouse.fr

**PARTIE A : CONTEXTE REGLEMENTAIRE ET ORGANISATION
NATIONALE POUR LA GESTION D’EVENEMENT**

PARTIE B : LA COMMUNE DE TOULOUSE : PRESENTATION

**PARTIE C : L’INFORMATION PREVENTIVE SUR LES
RISQUES MAJEURS**

**PARTIE D : L’ORGANISATION COMMUNALE EN CAS
D’EVENEMENT MAJEUR**

**PARTIE E : LE DIAGNOSTIC DES RISQUES ET LES STRATEGIES
D’ACTIONS**

**PARTIE F : DISPOSITIF OPERATIONNEL - RECAPITULATIF
ET ETAT D’AVANCEMENT**

ANALYSE DES ENJEUX - AVERTISSEMENT :

En termes d'enjeux, seuls sont présentés dans le Plan Communal de Sauvegarde la population et le nombre d'établissements susceptibles d'être concernés. En effet, à l'échelle d'une Ville comme celle de TOULOUSE, citer ici la liste des voiries et des établissements sensibles concernés n'est pas réaliste compte-tenu de la fréquence d'ouverture, de fermeture ou de changement d'affectation des établissements notamment.

Par contre, **les documents opérationnels utilisés par les services**, qui constituent des pièces complémentaires et confidentielles au Plan Communal de Sauvegarde, **comprennent en particulier, pour chacun des risques, une liste régulièrement mise à jour des enjeux accompagnée d'un annuaire de ces établissements.**

Par ailleurs, **il est important de souligner le caractère indicatif des données fournies** concernant la population et le nombre d'établissements :

- le RIL (Répertoire Immobilier Localisé de l'INSEE) ne constitue pas un recensement « officiel », réellement exploitable. Les données fournies ici sont indicatives (données 2017). La moyenne de 1,9 habitants par logement est également approximative (elle correspond à la moyenne 2014 sur Toulouse, arrondie au nombre supérieur).
- le fichier SIRENE est le répertoire officiel d'immatriculation de toutes les entreprises et de tous leurs établissements situés sur le territoire français (INSEE). Les données sont indicatives également car certains établissements référencés n'ont pas de salariés sur place et les données ne sont pas à jour (données 2015),
- les données chiffrées sont issues de sélections automatiques des points d'adresse se trouvant dans les zones de risque mais également par ajout manuel de points d'adresse se trouvant hors des zones de risque et correspondant a priori à des établissements ou des bâtiments se trouvant dans les zones de risque (critères cartographiques imprécis).

DIAGNOSTIC DES RISQUES – STRATEGIES D'ACTIONS	
RISQUES NATURELS	INONDATION

1 - DIAGNOSTIC DES ALEAS

1.1 - INONDATION PAR LA GARONNE

Etant donnée la pente de la Garonne, la nature et l'importance de son bassin versant, ses crues peuvent être soudaines, violentes, importantes et rapides près du lit mineur du fleuve, avec un débit de 2300 m³/s en moyenne (ce débit correspond plus ou moins à des crues de période de retour 5 ans), soit 50 fois plus que son débit le plus bas. Elles sont accentuées immédiatement en amont de Toulouse par les apports du ruissellement résultant des remembrements agricoles et de l'imperméabilisation des sols consécutive à l'étalement de l'urbanisation.

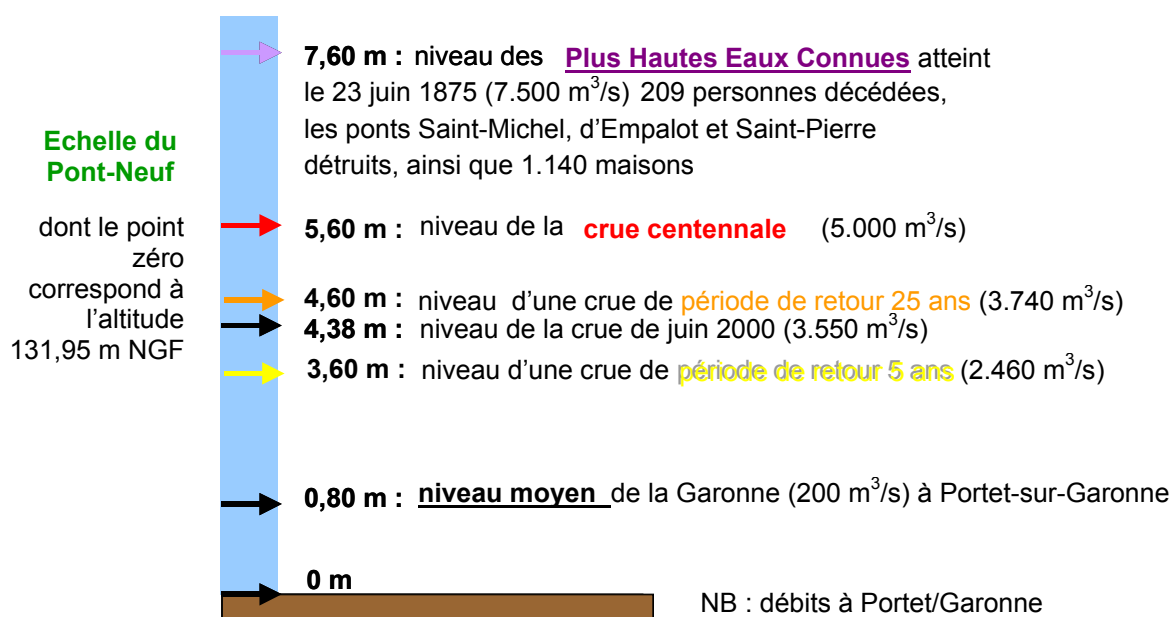
La **crue la plus importante** connue jusqu'à ce jour s'est produite **le 23 juin 1875**. La hauteur d'eau a ainsi été estimée à 8,32 mètres, ce qui correspond aux **plus hautes eaux connues (P.H.E.C.)**, et le débit de pointe évalué entre 7000 et 7500 m³/s à PORTET-SUR-GARONNE. Cette crue a été modélisée dans les conditions actuelles à 7,55 m au Pont-Neuf (parfois arrondi à 7,50 ou 7,60 m) avec un débit de 7.500 m³/s.



Archives Municipales de Toulouse

Rue De Tournefeuille Saint-Cyprien – Crue de juin 1875

Depuis cette date, d'autres inondations se sont produites, nous permettant d'établir l'échelle de référence reprenant l'historique des crues de la Garonne à TOULOUSE :



PCS - PARTIE E – LE DIAGNOSTIC DES RISQUES ET LES STRATEGIES D'ACTIONS

Ainsi, afin de déterminer les zones inondables à prendre en référence ainsi que les missions et l'organisation des services en cas de crue de la Garonne à TOULOUSE, les différents scénarii d'aléa reposent sur la montée des P.H.E.C. (crue type 1875), avec une vitesse de montée des eaux maximale de l'ordre de 40 à 50 cm/h (selon l'hydrogramme de la crue type 1875).

De plus, deux catégories de zones inondables ont été définies :

- **les zones inondables non protégées par les digues**, zones qui restent inondables, tout en tenant compte de la présence des digues et de la mise en place effective de l'ensemble des dispositifs de protection (digues, portes étanches fermées, batardeaux mobiles mis en place, vannes fermées et pompes sur les exutoires des collecteurs d'eaux pluviales),
- **les zones inondables protégées par les digues**, zones situées à l'arrière des digues et inondées en l'absence théorique des digues et de tout autre dispositif de protection.

Les critères⁸ définissant les niveaux d'aléa pour les crues de la Garonne **en zones non protégées par les digues** sont les suivants :

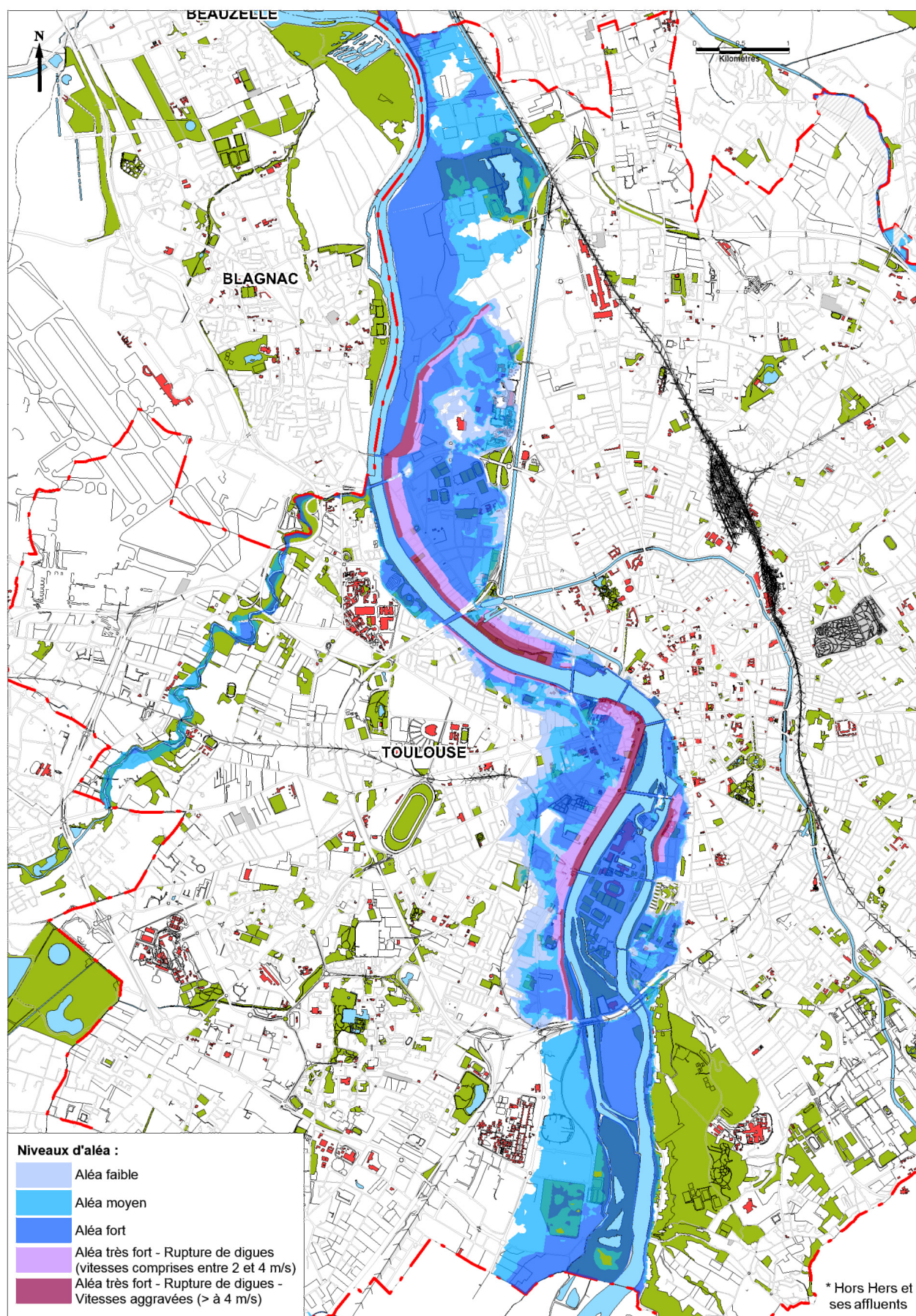
HAUTEURS D'EAU	VITESSES D'ECOULEMENT	
	< 0,5 m/s	≥ 0,5 m/s
H < 0,5 m	Aléa faible	Aléa fort
0,5 m < H < 1 m	Aléa moyen	Aléa fort
H > 1 m	Aléa fort	Aléa fort

Derrière les digues, les critères retenus prennent en compte par ailleurs les dommages sur le bâti :

SEUIL D'ALÉA	NIVEAU D'ALÉA	DOMMAGES SUR LE BÂTI
vitesse > 4 m/s	Aléa très fort avec vitesses aggravées	Au droit de la brèche : risque très important de désordres structurels, effondrement possible, risques d'affouillement et de chocs très élevés
vitesse comprises entre 2 et 4 m/s	Aléa très fort	Bâtiments en béton armé résistent, les risques pour les autres types de bâtiment sont graves, les risques d'affouillement et de chocs sont encore élevés
hauteur d'eau > 1 m et vitesses < 2 m/s	Aléa fort	Bâtiments en maçonnerie récente (sauf si plus de 2 étages) et en structure légère ne résistent pas ; les risques d'affouillement et de chocs sont moindres
hauteur d'eau est < 1 m et > 0,5 m et vitesses < 2 m/s	Aléa moyen	Pas de risque d'effondrement, dommages matériels importants par immersion, niveau dangereux pour les personnes en cas d'absence de niveau refuge
hauteur d'eau est < 0,5 m et vitesses < 2 m/s	Aléa faible	Pas de risque d'effondrement, dommages matériels plus faibles

⁸ Critères retenus dans le Plan de Prévention du Risque d'inondation

CRUES DE LA GARONNE : CARTE DES ALEAS DU PPRI*



1.2 - INONDATION PAR LE TOUCH

Le Touch prend naissance à Lilhac, aux confins du Comminges, et se jette dans la Garonne au Nord-Est de Toulouse. C'est une rivière de plaine qui présente des étiages sévères. Les débits de crue estimés à Saint-Martin du Touch sont les suivants (SOGREAH 1999) :

- crue décennale : 116 m³/s
- crue centennale : 184 m³/s

Cette rivière est contenue par de nombreuses digues et les débordements s'avèrent assez fréquents sur les communes en amont de Toulouse. La commune de Tournefeuille envisage la mise en oeuvre de protections contre les crues du Touch afin de diminuer la vulnérabilité de nombreuses habitations, notamment en modifiant les endiguements existants.



Mairie de Toulouse – Janvier 2013



Toulouse Métropole – Janvier 2013

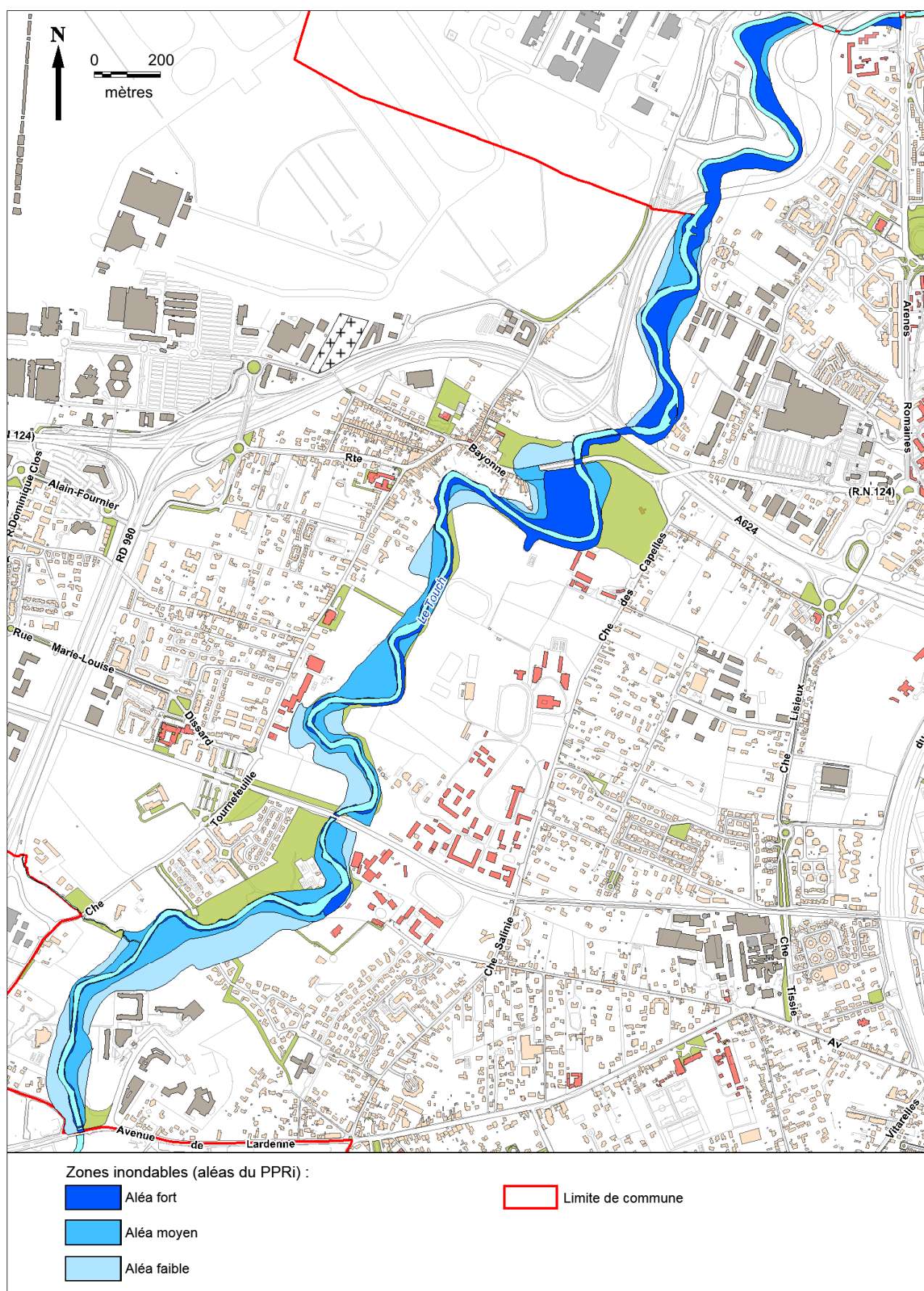
Le Touch en crue, le 20 janvier 2013

Les critères⁹ définissant les niveaux d'aléa pour les crues du Touch sont les suivants :

HAUTEURS D'EAU	VITESSES D'ECOULEMENT	
	< 0,5 m/s	≥ 0,5 m/s
H < 0,5 m	Aléa faible	Aléa fort
0,5 m < H < 1 m	Aléa moyen	Aléa fort
H > 1 m	Aléa fort	Aléa fort

⁹ Critères retenus dans le Plan de Prévention du Risque d'inondation

CRUES DU TOUCH : CARTE DES ALEAS



1.3 - INONDATION PAR L'HERS ET SES AFFLUENTS

L'Hers a fait l'objet d'importants travaux de recalibrage et de nettoyage. Par ailleurs, des aménagements routiers (implantation des autoroutes A61 et A62, construction de nouveaux ponts) ont été réalisés, en particulier au droit de l'agglomération Toulousaine.

Les débits de crue (à la station hydrométrique de Baziège) sont estimés à :

- Crue décennale : 122 m³/s
- Crue centennale : 228 m³/s

Une étude hydraulique, confiée en 1997 au bureau d'études SOGELERG-SOGREAH, a mis en évidence les principaux points de débordements actuels, en fonction de la fréquence de retour de l'évènement :

- une crue de fréquence trentennale est non débordante à Toulouse,
- pour une crue de fréquence centennale, les débordements restent très limités dans la traversée de l'agglomération toulousaine, sous l'effet conjugué des écrêtements¹⁰ en amont, ainsi que du recalibrage et du modelage de la berge de la rive gauche tout le long de la rocade. Cependant, l'urbanisation et la forte imperméabilisation des sols sur le bassin versant constituent aujourd'hui un danger en matière d'inondation.

La cartographie des aléas du PPR inondation intègre ainsi les zones de crue historique qui correspondent à l'emprise inondable des crues exceptionnelles de l'Hers avant le recalibrage opéré à partir de 1972. Ces zones ne sont plus soumises au risque d'inondation par débordement de l'Hers sur la base d'une crue de référence centennale. Toutefois, du fait de sa topographie assez basse (lit majeur de l'Hers) et de son caractère hygrophile, des problèmes de ruissellements locaux ou stagnation des eaux peuvent survenir ponctuellement.

Egalement, étant données les évolutions du bassin versant depuis 1997, date de l'étude hydraulique (nouveaux travaux le long de l'Hers-Mort, rehausse du barrage de la Ganguise en 2005, urbanisation et forte imperméabilisation des sols), il convient de rester prudent quant à l'étendue des zones inondables et aux débits modélisés.

Les crues prises en référence pour les affluents de l'Hers (Saune, Sausse, Marcaissonne) sont des crues de type centennale.

SEUIL D'ALEA	NIVEAU D'ALEA
Hauteur d'eau > 1 m et/ou vitesses > 0,5 m/s	Aléa fort
Hauteur d'eau < 1 m et vitesses < 0,5 m/s	Aléa moyen
Hauteur d'eau < 0,5 m et vitesses < 0,5 m/s	Aléa faible
Zone dite de « crue historique » (lit majeur de l'Hers-Mort)	« Crue historique »

¹⁰ Ecrêtement de crue : action consistant à limiter le débit de pointe d'une crue, soit par stockage dans un ouvrage spécifique, soit par extension des zones d'expansion des crues.

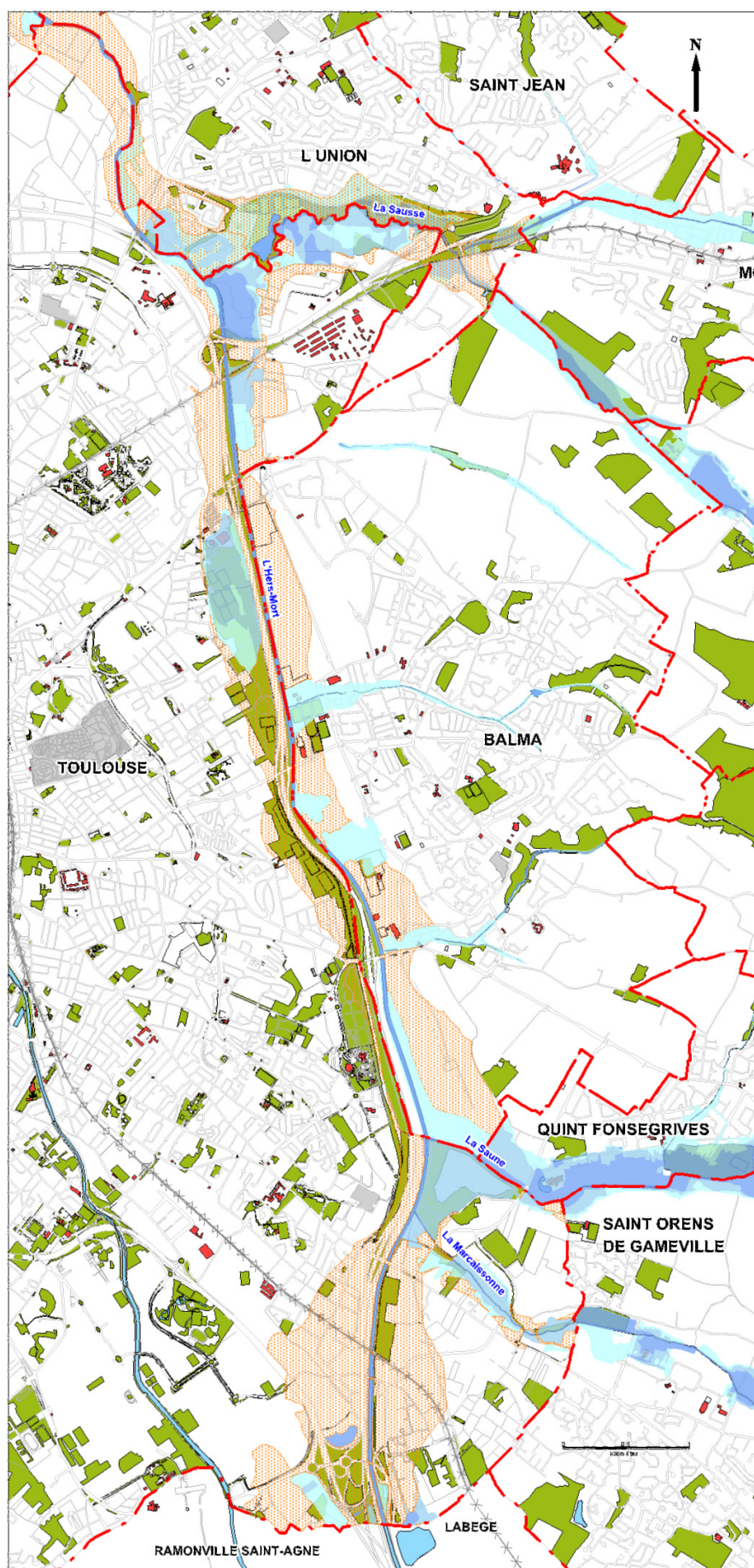
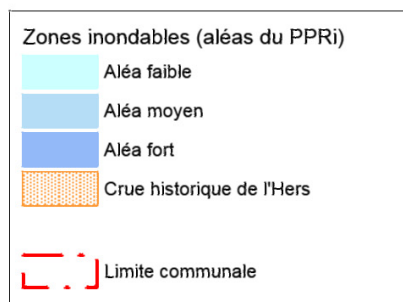
CRUES DE L'HERS ET DE SES AFFLUENTS :

CARTE DES ALEAS

* Assemblage des PPRI :

- Bassin de la Sausse
- Hers Mort aval
- Saune / Marcaissonne / Seillonne
- Toulouse

Réalisation Toulouse Métropole



2 - RECENSEMENT DES ENJEUX

RAPPEL : VOIR LES AVERTISSEMENTS EN DEBUT DE CHAPITRE

2.1 - POPULATION CONCERNEE

GARONNE- Zones inondables non protégées par les digues :

Données du Répertoire Immobilier Localisé RIL 2017 (INSEE)			
Nombre de points d'adresse	Nombre de points d'adresse pour de l'habitation	Nombre de logements	Nombre d'habitants (base 1,9 hab/logt en 2014)
202	194	1763 ¹	3350 ²

¹ dont Cité étudiante Daniel Faucher

² nombre surévalué suite à la présence de la Cité étudiante

GARONNE - Zones inondables protégées par les digues :

Données du Répertoire Immobilier Localisé RIL 2017 (INSEE)			
Nombre de points d'adresse	Nombre de points d'adresse pour de l'habitation	Nombre de logements	Nombre d'habitants (base 1,9 hab/logt en 2014)
5676	5645	32792	62305

TOUCH :

Données du Répertoire Immobilier Localisé RIL 2017 (INSEE)			
Nombre de points d'adresse	Nombre de points d'adresse pour de l'habitation	Nombre de logements	Nombre d'habitants (base 1,9 hab/logt en 2014)
32	32	62	118

HERS ET AFFLUENTS :

Zone concernée	Données du Répertoire Immobilier Localisé RIL 2017 (INSEE)			
	Nombre de points d'adresse	Nombre de points d'adresse pour de l'habitation	Nombre de logements	Nombre d'habitants (base 1,9 hab/logt en 2014)
Aléas faible à fort seulement	51	51	384	729
Crue historique (hors aléas faible à fort : ponctuellement, ruissellement, stagnation d'eau)	346	344	2015	3830
Toutes zones confondues	397	395	2399	4559

2.2 - ETABLISSEMENTS SENSIBLES

Les établissements sensibles concernés, que ce soit en zones protégées ou non par les digues, sont listés dans le Guide d'intervention et de coordination des services en cas d'inondation par la Garonne, le Touch ou l'Hers et ses affluents.

2.3 - ACTIVITES ECONOMIQUES

GARONNE - Zones intradigues (zones inondables non protégées par les digues) :

Données du Fichier SIRENE 2015 (INSEE)	
Nombre d'enregistrements (établissements)	Nombre minimum d'établissements de plus de 50 salariés
431	13

GARONNE - Zones extradigues (zones inondables protégées par les digues) :

Données du Fichier SIRENE 2015 (INSEE)	
Nombre d'enregistrements (établissements)	Nombre minimum d'établissements de plus de 50 salariés
8247	48

TOUCH :

Données du Fichier SIRENE 2015 (INSEE)	
Nombre d'enregistrements (établissements)	Nombre minimum d'établissements de plus de 50 salariés
26	0

A noter que seule une partie du terrain sur lequel se trouvent ces établissements sont concernés

HERS ET AFFLUENTS :

Zone concernée	Données du Fichier SIRENE 2015 (INSEE)	
	Nombre d'enregistrements (établissements)	Nombre minimum d'établissements de plus de 50 salariés
Aléa fort	1	1
Aléas faible à moyen	97	5
Crue historique (hors aléas faible à fort : risque de ruissellement, stagnation d'eau)	1112	27
Toutes zones confondues	1210	33

3 - STRATEGIES D'ACTIONS DU MAIRE EN CAS DE CRUE DE LA GARONNE

Rappel : les stratégies d'actions du Maire doivent prendre en compte les stratégies prévues par les plans préfectoraux éventuellement activés. Elles sont détaillées dans **le Guide d'intervention et de coordination des services en cas d'inondation par la Garonne (le Plan Inondation Communal ou PIC)**.

La Mairie de TOULOUSE assure une veille permanente sur le risque de crue par l'intermédiaire d'un marché de prestations météorologiques qui permet notamment de connaître les prévisions de pluies et de recevoir des alertes en cas de risques de fortes précipitations (voir à ce sujet le chapitre sur les risques météorologiques). La Ville de Toulouse est par ailleurs alertée par la Préfecture en cas de changement de niveau de vigilance crue sur les sections de cours d'eau surveillées.

La Mairie est également abonnée à deux services d'avertissement spécifiques destinés aux maires et aux services communaux et proposés par Météo-France et le réseau VIGICRUES (regroupant le SCHAPI et les DREAL) :

- **Avertissement pluies intenses à l'échelle des communes (APIC)**, qui permet d'être averti lorsque les précipitations en cours revêtent un caractère exceptionnel sur la commune ou les communes environnantes,
- **Vigicrues Flash**, qui permet d'être averti d'un risque de crues dans les prochaines heures sur certains cours d'eau de la commune non couverts par la vigilance crues.

PENDANT L'EVENEMENT

Les mesures à mettre en oeuvre sont fonction de la montée des eaux

- Alerter
 - Déclencher le Plan Communal de Sauvegarde et alerter les services
 - Alerter et informer la population exposée
 - Alerter et informer la population sensible
- Sécuriser :
 - Gérer les flux de circulation
 - Interdire l'accès aux zones inondables.
 - Fermer les vannes en sortie des collecteurs.
 - Mettre en place et activer le pompage des eaux pluviales.
 - Fermer les portes étanches.
 - Mettre en place les batardeaux.
- Mettre à l'abri (évacuer, si nécessaire)
- Accueillir et héberger les populations
- Ravitailler

Plus précisément, les stratégies prévues en cas d'inondation par la Garonne sont les suivantes :

3.1 - DIFFERENTS NIVEAUX D'ALERTE DES SERVICES

1,40 m au Pont-Neuf	Vigilance*
2,00 m au Pont-Neuf	Pré-alerte*
2,30 m au Pont-Neuf	Alerte* Mise en place* du Poste de Commandement Communal

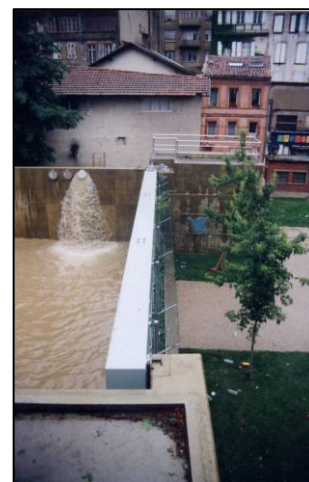
* en fonction des prévisions de crue.

3.2 - LA FERMETURE DES OUVERTURES RESTANTES SUR LE CORPS DES DIGUES

Les différentes opérations de fermeture sont assurées, en fonction de la hauteur de la Garonne au Pont-Neuf, par les différents agents concernés de la Direction Générale des Services Techniques de Toulouse Métropole et par VEOLIA EAU, en tant que délégataire du Service Assainissement. Certaines fermetures sont également assurées par la Direction Interdépartementale des Routes du Sud-Ouest, les Voies Navigables de France (Direction territoriale Sud-Ouest), le Centre Hospitalier Universitaire (Hôtel Dieu, Hôpital La Grave) ainsi que par les gestionnaires des usines hydroélectriques du Bazacle et du Martinet.

- La fermeture de portes étanches et la mise en place de batardeaux :

La porte vanne de la Garonnnette fermée lors de la crue de juin 2000 :



Batardeaux du double escalier du Quai de Tounis (permettant de rendre le Quai étanche) :



Mairie de Toulouse

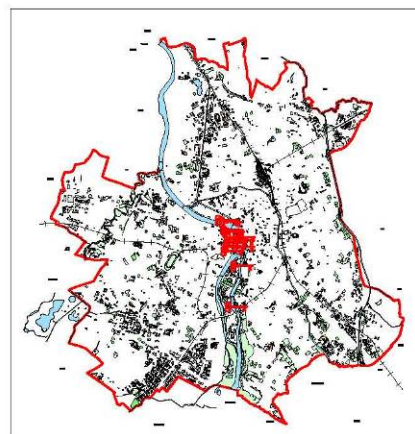
VILLE DE TOULOUSE :

**PORTES ETANCHES
A FERMER**

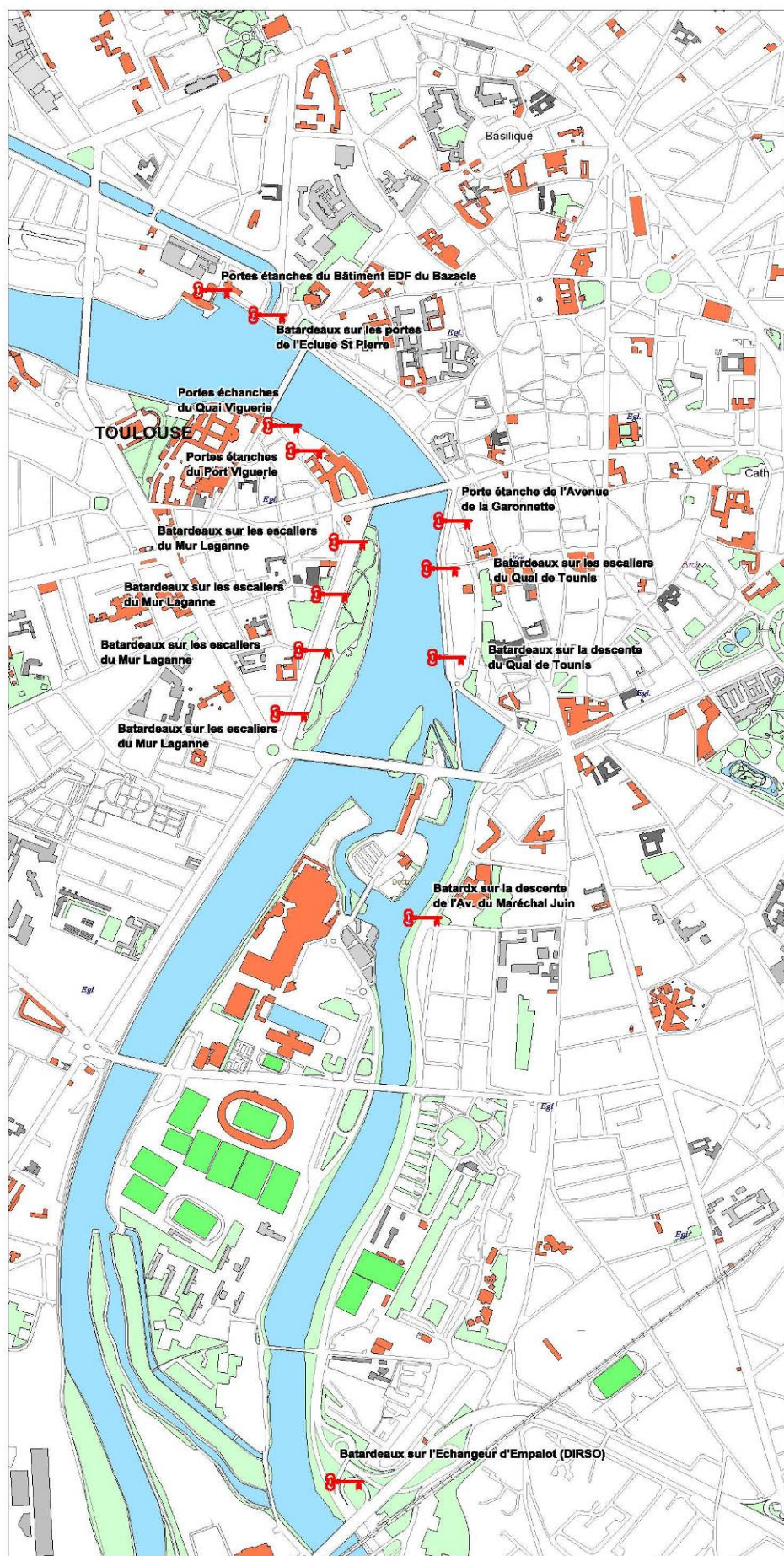
ET

**BATARDEAUX MOBILES
A METTRE EN PLACE**

EN CAS DE CRUE



NB : Quai Viguerie ou Quai de l'Exil Républicain Espagnol



Légende :

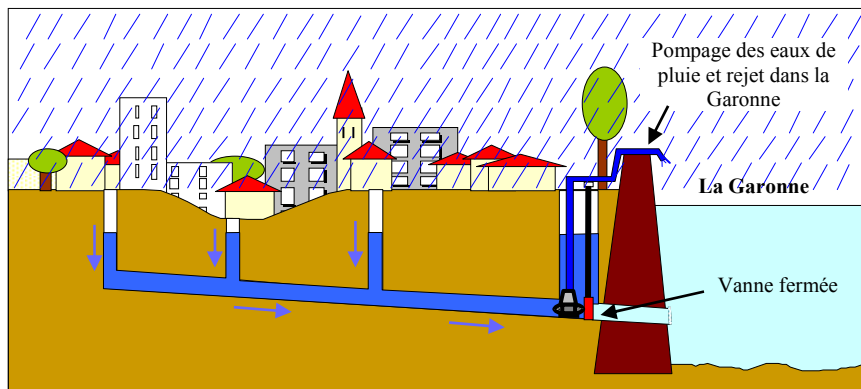
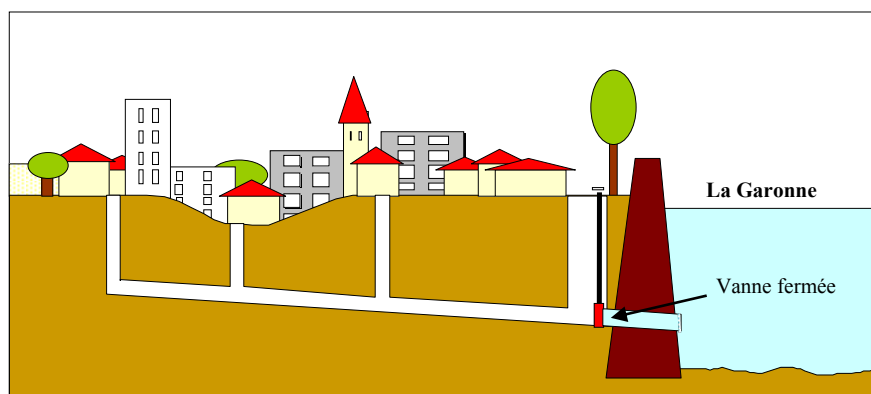
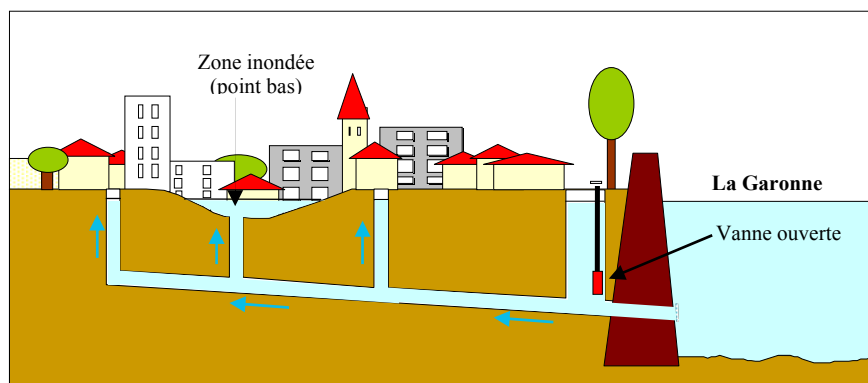
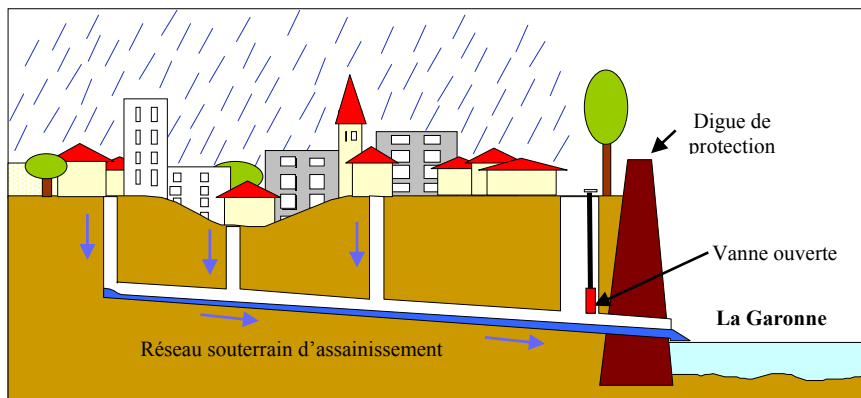


Portes étanches ou batardeaux

DSCRM - MAIRIE DE TOULOUSE
Juillet 2010

PCS - PARTIE E – LE DIAGNOSTIC DES RISQUES ET LES STRATEGIES D'ACTIONS

- **La fermeture des vannes sur les collecteurs d'eaux pluviales et la mise en marche de pompes** afin d'éviter le refoulement des eaux dans les réseaux :

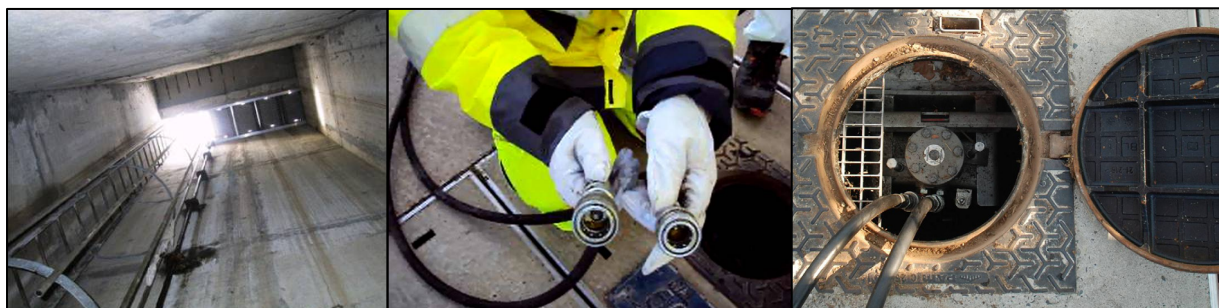


Schémas Voie Publique/DSCRM

PCS - PARTIE E – LE DIAGNOSTIC DES RISQUES ET LES STRATEGIES D'ACTIONS

Pour sécuriser ce dispositif, la Ville a doublé ces vannes et a créé des puits de pompage avec pompe intégrée et refoulement intégré dans le corps de digue. Au total, 120 dispositifs interviennent dans le cadre de la protection contre les crues (vannes directes et maillages). 97 vannes sont susceptibles d'être fermées sur 68 sites en fonction de la montée de la Garonne, tandis que 22 pompages fixes sont susceptibles d'être actionnés ainsi que 5 postes de crue alimentés en électricité (pas de groupe électrogène à apporter sur place).

Fermeture semi-automatiques des vannes...



Toulouse Métropole

... et si besoin, fermeture manuelle (en secours) :

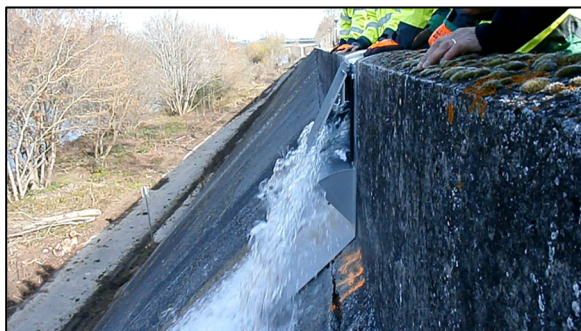


Toulouse Métropole

Actionnement des pompages (avec groupe électrogène) :



Station fixe de pompage en fonctionnement



Toulouse Métropole

3.3 - LA FERMETURE DES LIGNES DU METRO

Préalablement à l'arrêt et à l'interdiction d'utilisation des lignes du Métro, certaines dispositions sont prises afin d'éviter tout risque d'intrusion d'eau dans les voies souterraines suite à une crue de la Garonne dans les zones actuellement protégées par les digues : mise en place de dispositifs d'étanchéité horizontaux et verticaux (portes étanches) au niveau des stations de métro concernées (Saint-Cyprien – Ligne A – et Empalot – Ligne B –), poursuite du trafic dans un premier temps sans arrêt dans la ou les stations concernées, puis finalement arrêt de l'ensemble du trafic.

Ces dispositions sont prises par TISSEO réseau urbain, en relation avec la Ville de Toulouse et Toulouse Métropole.

3.4 - L'INTERDICTION D'ACCES AUX ZONES INONDABLES

Cette interdiction est assurée par tout moyen permettant d'éviter l'intrusion d'un véhicule dans la zone neutralisée, à savoir par des barrières effectives ou par des panneaux d'information sur le risque d'inondation et l'interdiction des accès.

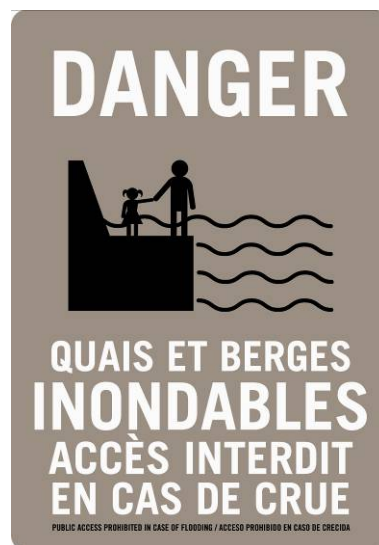


A chaque zone d'alerte est défini un plan indiquant les points d'interdiction des accès.

Les panneaux et barrières sont acheminés sur chaque point par les agents de Toulouse Métropole (DGST). Leur mise en place effective est assurée par la Police municipale qui assure la gestion de la circulation durant la phase d'évacuation.

Chaque zone concernée, au fur et à mesure de la progression de la montée des eaux, est interdite d'accès 20 cm avant la hauteur de la Garonne au Pont-Neuf déclenchant les alertes.

L'interdiction d'accès aux berges et quais de la Garonne¹¹ en cas de crue est par ailleurs matérialisée en permanence par des panneaux disposés en rives gauche et droite au niveau des principaux accès et tous les 200 mètres environ.



¹¹ voir arrêté municipal du 17 juin 2011

3.5 - L'ALERTE DES POPULATIONS ET DES ETABLISSEMENTS SENSIBLES DANS LES ZONES INONDABLES PROTEGEES OU NON PAR LES DIGUES

Ces alertes sont réalisées au fur et à mesure de la montée de la Garonne. Elles sont assurées :

- dans les zones non protégées par les digues, pour évacuation,
- dans les zones protégées par les digues, pour évacuation ou pour refuge ou évacuation suivant les secteurs et si décision est prise de mettre en œuvre le dispositif de prévention dans l'éventualité d'une défaillance des ouvrages de protection (digues notamment). En effet, les études réalisées dans le cadre de l'élaboration du Plan de Prévention du Risque d'inondation démontrent en particulier que les écoulements puissants à très puissants, qui seraient engendrés en cas de rupture dans certains secteurs derrière les digues, seraient susceptibles de détruire les bâtiments servant de refuge aux personnes. Cela exclut, dans les secteurs concernés, le refuge dans les étages supérieurs.

Certains établissements en zones non protégées sont alertés dès les stades de vigilance, pré-alerte et alerte par la Direction de la Sécurité Civile et des Risques Majeurs.

Des mesures spécifiques sont imposées pour les manifestations en zones inondables sur les sites du Port et Quai Viguerie (Quai de l'exil Républicain Espagnol), du Port et Quai de la Daurade, de la Prairie des Filtres en particulier : interdiction de matériels provisoires non déplaçables sur certaines périodes, délais imposés de démontage des installations, hauteurs de la Garonne déclenchant les évacuations du public et du matériel...

L'alerte est réalisée par le système d'alerte en masse, la Police municipale (véhicules équipés de haut-parleurs) mais également par l'intermédiaire des messages diffusés à la radio et par tous les moyens à disposition. Elle précise en particulier les points d'hébergement et points de regroupement de la population.

Les établissements ou populations sensibles et vulnérables (toute gestion confondue, publique ou privée) sont par ailleurs alertés par les différents services municipaux concernés (parfois en lien avec les services de l'Etat) et en particulier :

- la Police municipale pour les personnes sans domicile se trouvant en bordure de berges et quais (dès la prévision d'un risque de crue),
- la Direction Petite Enfance pour les crèches, haltes-garderies et assistantes maternelles,
- la Direction Enfance et Loisirs pour les centres de loisirs,
- la Direction de l'Education pour les établissements scolaires,
- le Service Communal d'Hygiène et de Santé pour les établissements de soins et de santé,
- la Direction des Solidarités et de la Cohésion Sociale pour les personnes recensées au Plan d'Alerte et d'Urgence, les établissements pour personnes âgées (en collaboration avec le Centre Communal d'Action Sociale), les personnes sans domicile (en soutien de la Police municipale si nécessaire), les gens du voyage sur les aires d'accueil et pour les ressortissants européens en situation précaire,
- la Direction de la Sécurité Civile et des Risques Majeurs pour certains établissements industriels ou autres...



Crue avril 2009


Toulouse Métropole

En cas de prévision d'une crue majeure et dans la mesure du possible, la fermeture préventive d'un certain nombre d'établissements est réalisée.

3.6 - L'EVACUATION DES ZONES INONDABLES ET L'HEBERGEMENT

Afin d'aider les personnes ne disposant pas de moyens propres d'évacuation, des bus sont mobilisés sur des points de regroupement identifiés pour chaque zone d'alerte (en général des arrêts de bus). Ils permettent d'acheminer les populations concernées vers les centres d'hébergement retenus (gymnases).


Les points de regroupement et les itinéraires envisagés, pour chacune des zones d'alerte, sont présentés sur le tableau ci-dessous et les plans joints (ils peuvent être adaptés en fonction des circonstances).

ZONE D'EVACUATION (secteurs non protégés par les digues)		Localisation des points de rassemblement : 
CASINO		<ul style="list-style-type: none"> ○ Devant l'entrée du Casino
ILE DU RAMIER	Centre	<ul style="list-style-type: none"> ○ Entrée de la passerelle de la Poudrerie (côté avenue De Lattre de Tassigny) ○ Si besoin, entrée de la Cité Daniel Faucher (minibus Enfance et Loisirs)
	Sud	Sans objet (évacuation autonome par les salariés)
	Nord	<ul style="list-style-type: none"> ○ Rond-point Benech (Parc des Expositions) ○ Si besoin, parking face à l'usine hydroélectrique de la RMET¹² (évacuation des logements de l'extrémité Nord de l'Ile).
PICAREL		<ul style="list-style-type: none"> ○ Chemin de Fenouillet, au niveau de l'entrée vers la Cité et le terrain familial de Picarel.
GINESTOUS OUEST		<p>Itinéraire de ramassage (à adapter suivant les zones à évacuer effectivement) :</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ sur le chemin de Ginestous, avec en particulier des arrêts aux intersections avec l'impasse de Ginestous, l'impasse de Bellerive, voire au droit du n°51 chemin de Ginestous, ○ sur le chemin de Fenouillet, à l'extrémité Nord de Toulouse
CHEMIN DES ETROITS		<ul style="list-style-type: none"> ○ Itinéraire de ramassage sur le chemin des Etroits, en particulier au niveau des arrêts de bus « Chemin de Pechbusque », « Escagarol », « Canalets » et « Pont d'Empalot »
PALAYRE		<ul style="list-style-type: none"> ○ Devant l'habitation au n°297 (si besoin)
CASSELARDIT		<ul style="list-style-type: none"> ○ Arrêt de bus « Gériatrie » (carrefour à feu « Espagno ») ○ Arrêt de bus « Ducis » (avenue de Casselardit, près de la rue du Dr Hervé) ○ Intersection rue de Vittel et rue de Barbazan
SESQUIERES		<ul style="list-style-type: none"> ○ Cité des Chênes ○ Camping de Rupé (si besoin) ○ Intersection entre le chemin de Fenouillet et le chemin de Ginestous (si l'ensemble de la zone de Sesquières est évacuée) ou entre le chemin de Fenouillet et la rue Gilbert (si la partie Sud n'est pas évacuée).
ONCOPOLE – SUD TOULOUSE		<ul style="list-style-type: none"> ○ Transports publics habituels. Transports à envisager en fonction des futures activités sur le site et des horaires d'évacuation.

¹² RMET : Régie Municipale d'Electricité de Toulouse

PCS - PARTIE E – LE DIAGNOSTIC DES RISQUES ET LES STRATEGIES D'ACTIONS

Il en est de même pour l'évacuation des populations situées en zones protégées par les digues et ne pouvant pas utiliser de niveaux refuge (risque pour le bâti et évacuation obligatoire) ou n'en disposant pas. Ces points de regroupement peuvent être adaptés en fonction de la situation (voir plans joints) :

ZONE D'ALERTE (secteurs protégés par les digues)	Localisation des points de rassemblement : 
GINESTOUS 1	<ul style="list-style-type: none"> ○ Rond-point Marie Madeleine Fourcade ○ Intersection Rue de l'Egalité/Chemin de Chantelle
GINESTOUS 2	<ul style="list-style-type: none"> ○ Intersection Rue de l'Egalité/Chemin de Chantelle
GINESTOUS 3	<ul style="list-style-type: none"> ○ Rond-point A. Jauréguy
SEPT-DENIERS 1	<ul style="list-style-type: none"> ○ Arrêts de bus Fourmi, Cité Madrid, Soleil d'Or, Sept-Deniers, Chemin Garonne, Roques, Pierre Mounicq, Route de Blagnac et Garric Stade.
SEPT-DENIERS 2	<ul style="list-style-type: none"> ○ Arrêts de bus Fourmi, Schubert, Cité Madrid, Soleil d'Or, Garric Stade, Route de Blagnac, Pierre Mounicq, Parc des Sept-Deniers. ○ Chemin des Sept-Deniers à hauteur de la rue Jean-Baptiste Lulli.
SEPT-DENIERS 3	<ul style="list-style-type: none"> ○ Arrêts de bus Schubert, Gayral, Stade Ernest Wallon, Bimes et Parc des Sept-Deniers.
AMIDONNIERS 1	<ul style="list-style-type: none"> ○ Arrêts de bus Ponts-Jumeaux, Canal de Brienne et Amidonniers
AMIDONNIERS 2	<ul style="list-style-type: none"> ○ Arrêts de bus Amidonniers et Barcelone-Leclerc
AMIDONNIERS 3	<ul style="list-style-type: none"> ○ Arrêts de bus Ponts-Jumeaux, Canal de Brienne et Amidonniers
GARONNETTE	<ul style="list-style-type: none"> ○ Arrêt de bus Pont-Neuf. ○ Rond-point des Combattants de moins de 20 ans.
SAINT-MICHEL 1 ET 2	<ul style="list-style-type: none"> ○ Place Lafourcade ○ Boulevard des Récollets, au niveau de la rue Achille Viadieu.
EMPALOT	<ul style="list-style-type: none"> ○ Arrêts de bus Empalot, Mouettes et Lebas
SAINT-CYPRIEN 1	<ul style="list-style-type: none"> ○ Place de la Croix de Pierre ○ Place du Fer à Cheval (côté allée Charles de Fitte).
SAINT-CYPRIEN 2	<ul style="list-style-type: none"> ○ Arrêt de bus Olivier Hôpital La Grave
SAINT-CYPRIEN 3	<ul style="list-style-type: none"> ○ Arrêts de bus Saint-Cyprien République, Cugnaux, Sainte-Lucie, Rodin, Valats, Lycée technique.
SAINT-CYPRIEN 4	<ul style="list-style-type: none"> ○ Arrêts de bus Foyer Toulousain, Talazac, Souffron, Dufaur de Pibrac, Braves, Saint-Cyprien République
SAINT-CYPRIEN 5	<ul style="list-style-type: none"> ○ Arrêts de bus Braves, Barrière de Bayonne, Patte d'Oie, Roguet, Saint-Cyprien République, Cugnaux, Sainte-Lucie, Rodin, Valats et Déodat de Séverac.
CROIX DE PIERRE 1	<ul style="list-style-type: none"> ○ Arrêts de bus Croix de Pierre, Roc, Barrière de Muret, Penent, Gallieni, Langlade
CROIX DE PIERRE 2	<ul style="list-style-type: none"> ○ Arrêts de bus Déodat de Séverac, Lycée Tehnique, Roc, Barrière de Muret, Penent, Gallieni, Langlade, Orbesson, Bernadette.

3.7 - LA FERMETURE DES PONTS SUR LA GARONNE

Pour une crue du type centennale avec des prévisions à la hausse, la fermeture des ponts traversant la Garonne sur le territoire de Toulouse pourra être envisagée (les tabliers des ponts sont au-dessus des Plus Hautes Eaux Connues et ne seraient donc pas submergés mais la fermeture serait assurée par mesure de sécurité). Aussi, est-il nécessaire pour chaque service intervenant de prévoir, au préalable, la répartition des moyens humains et matériels entre les deux rives (à noter que les services de secours, en particulier, pourraient être autorisés à franchir les ponts).

3.8 - LA FERMETURE DES PARKINGS SOUTERRAINS

A titre de prévention, des dispositions sont prises également vis-à-vis des parcs de stationnement souterrains se trouvant en zones inondables protégées par les digues de Toulouse.

Ces mesures consistent, en parallèle de la fermeture des ponts, en la fermeture des parkings Roguet (en rive gauche, Saint-Cyprien) et Paul Feuga (en rive droite, Saint-Michel) par le concessionnaire, en relation avec la Ville de Toulouse et Toulouse Métropole.

3.9 - LE RETOUR A LA NORMALE

Parmi les dispositions générales en matière de retour à la normale, prévues dans le cadre de la mise en œuvre du Plan Communal de Sauvegarde, il convient tout particulièrement de citer, en fonction de l'importance de la crue, la mise en place éventuelle de cellules de soutien de proximité ayant plusieurs missions :

- la diffusion de conseils pratiques (recommandations pour préserver la sécurité et la santé des habitants sinistrés et assurer la remise en état de leur habitation) et la fourniture éventuelle de matériel de nettoyage, d'hygiène (balais, bottes, gants...),
- l'aide aux sinistrés dans leurs démarches administratives (indemnisations...),
- soutien psychologique,
- aide au relogement...

En parallèle sont assurés le nettoyage, l'évacuation des atterrissements et la gestion des barrièrages durant la période de ressuyage. Les pompes sur collecteurs sont arrêtées, les vannes, portes étanches et batardeaux sur le corps des digues sont réouverts, en fonction de la décrue.



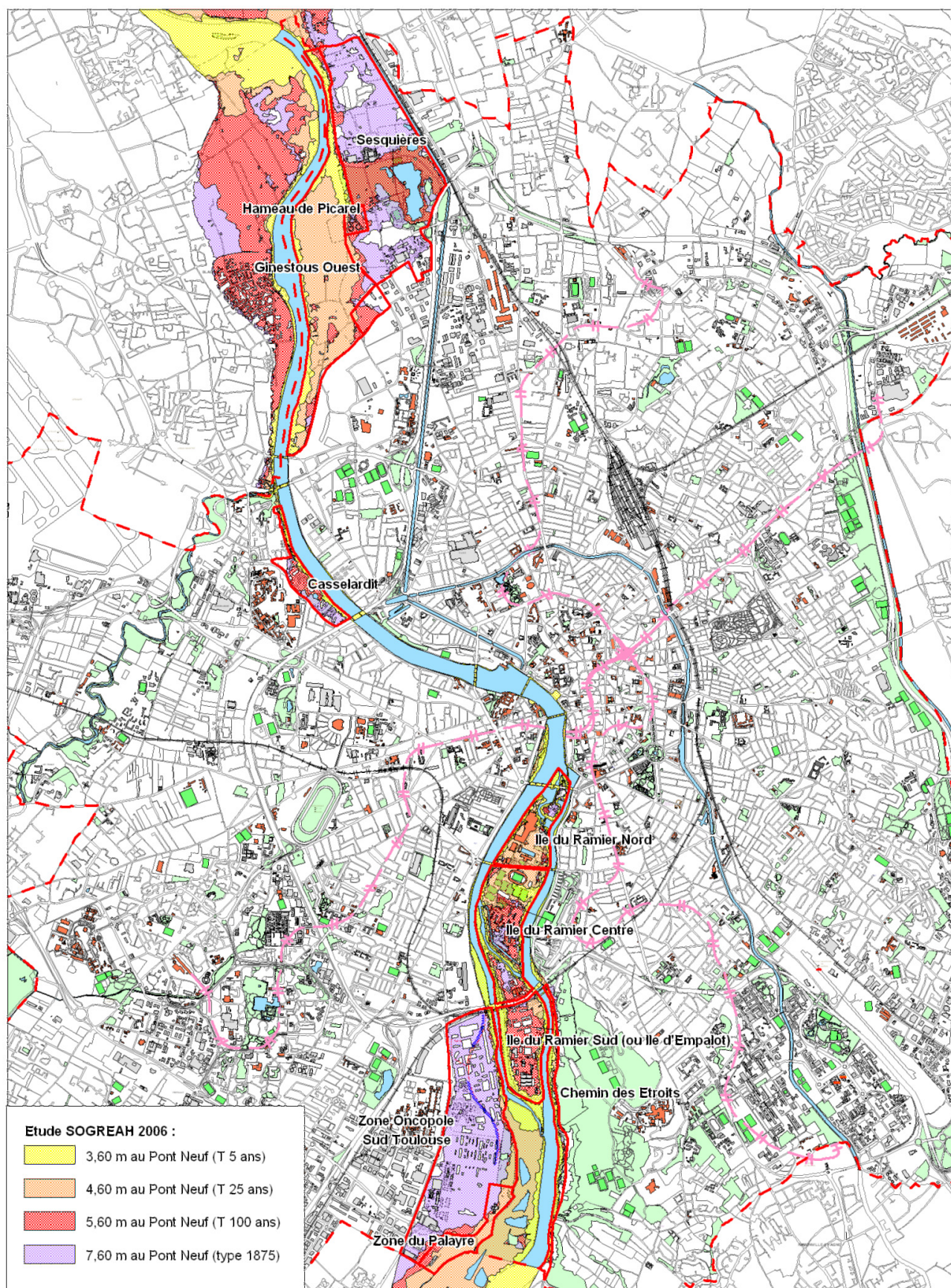
Toulouse Métropole



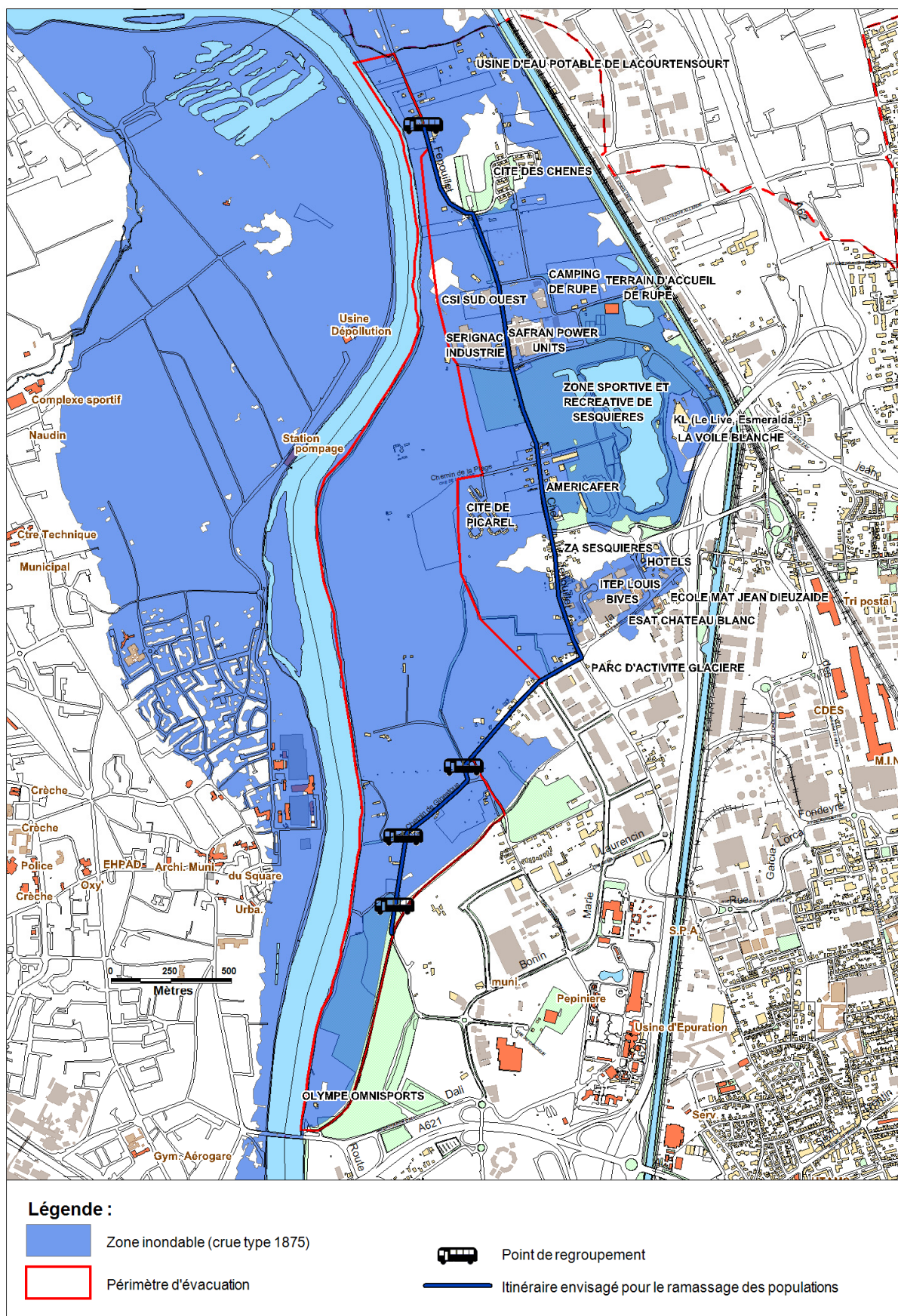
Toulouse Métropole

Enlèvement des embâcles suite à la crue
du 25 janvier 2014

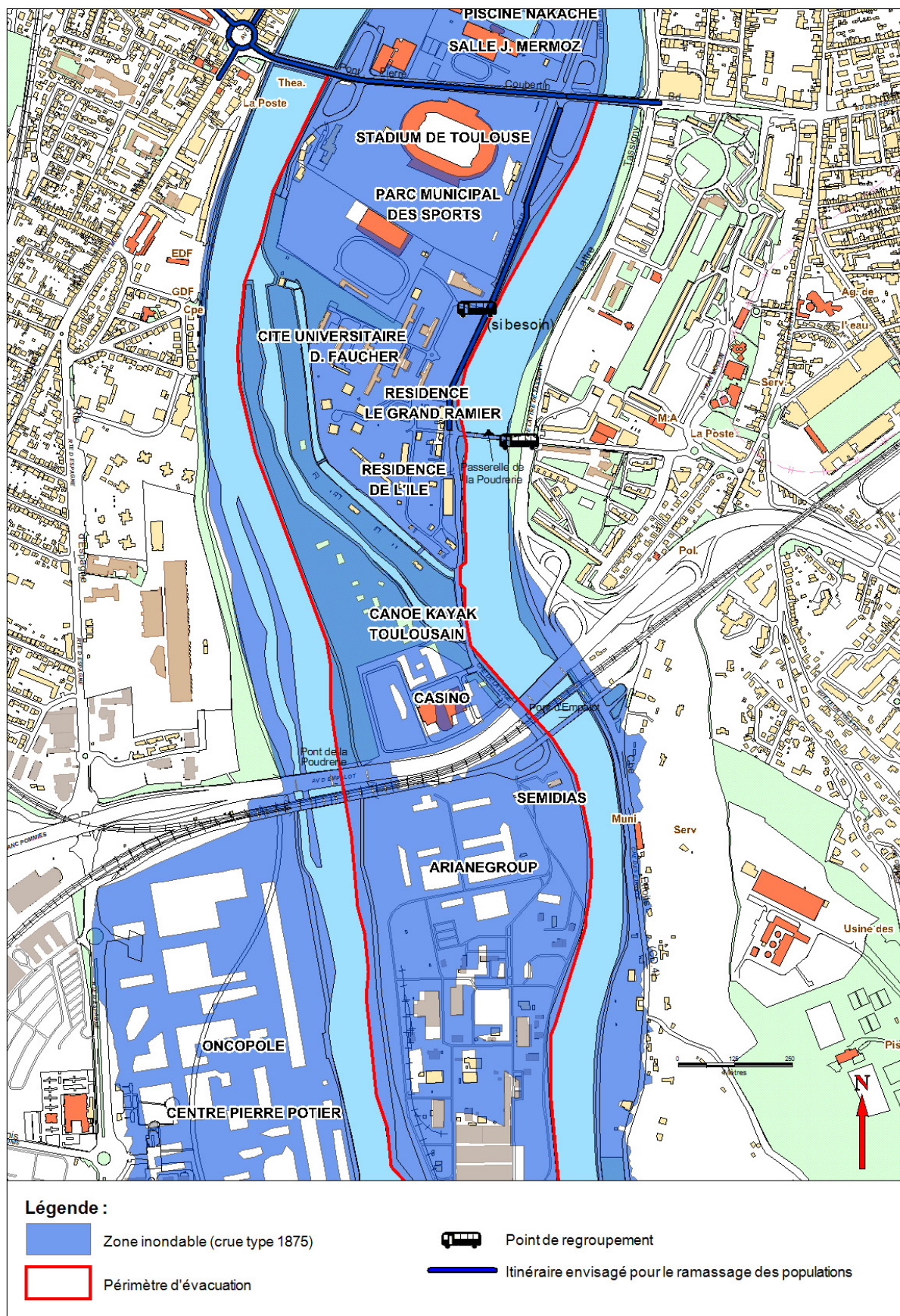
**CRUES DE LA GARONNE : SECTEURS D'ALERTE POUR EVACUATION
EN ZONES NON PROTEGEES PAR LES DIGUES**



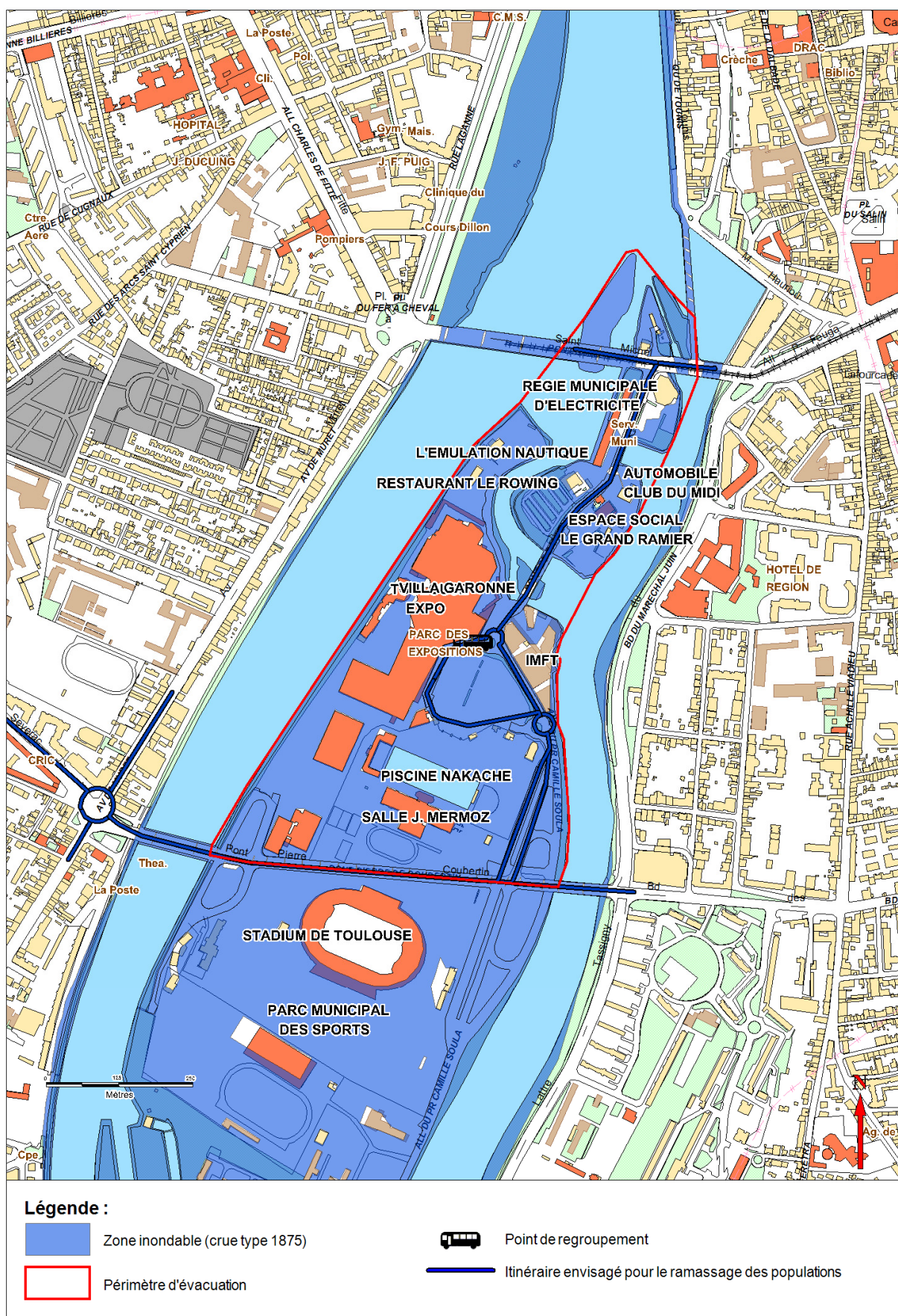
GINESTOUS OUEST - EVACUATION DE LA ZONE



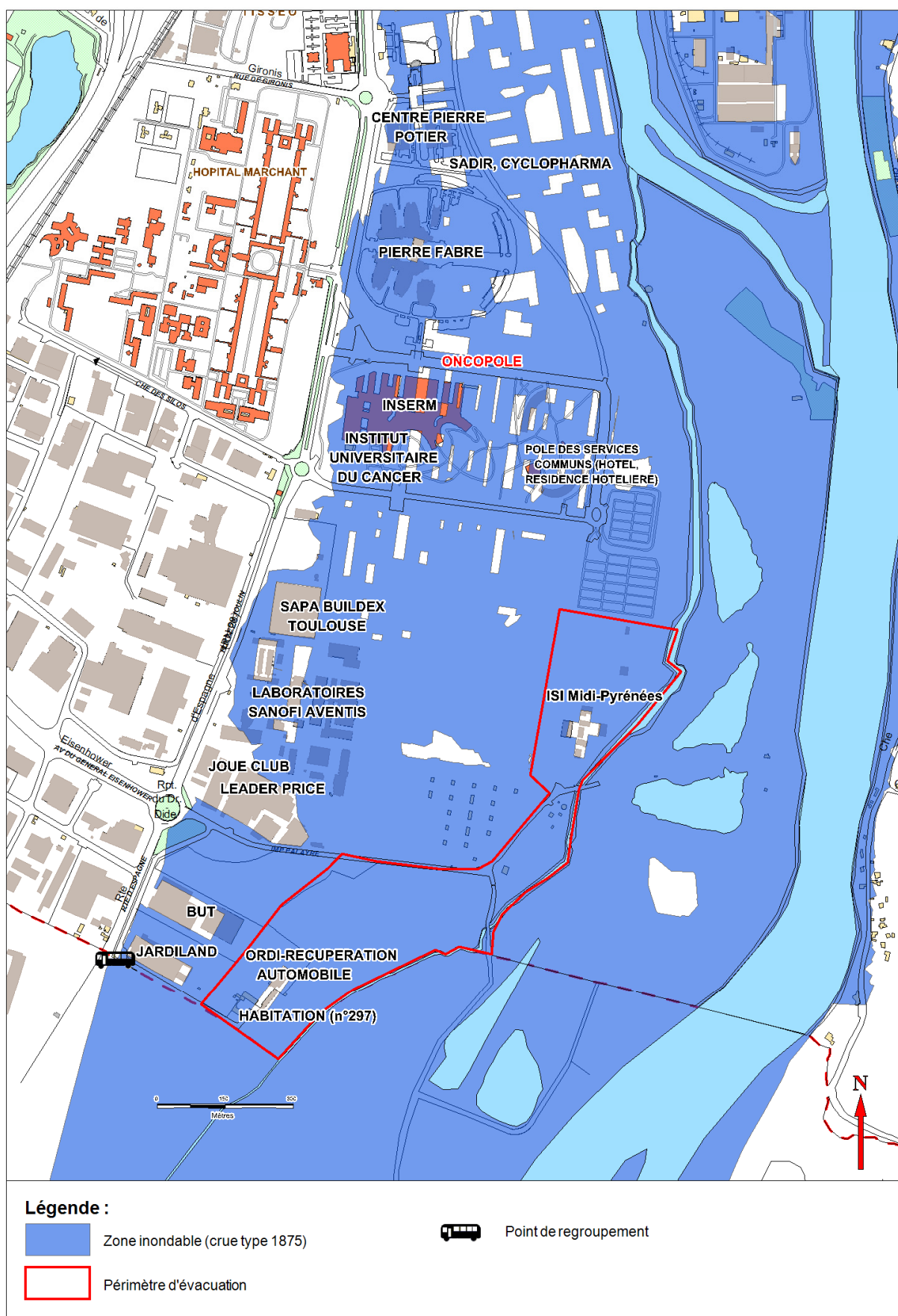
ILE DU RAMIER CENTRE ET SUD - EVACUATION DE LA ZONE



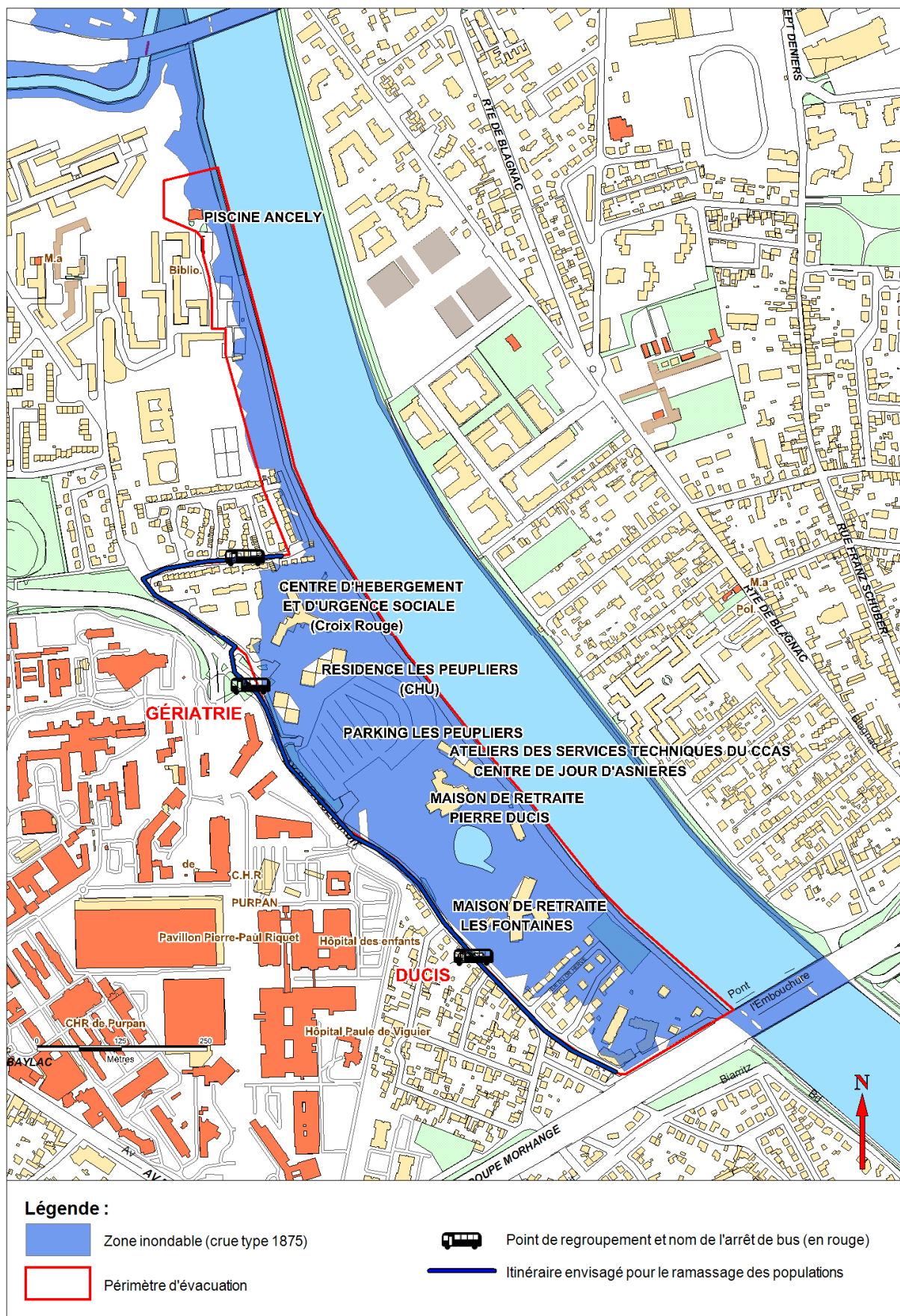
ILE DU RAMIER NORD - EVACUATION DE LA ZONE



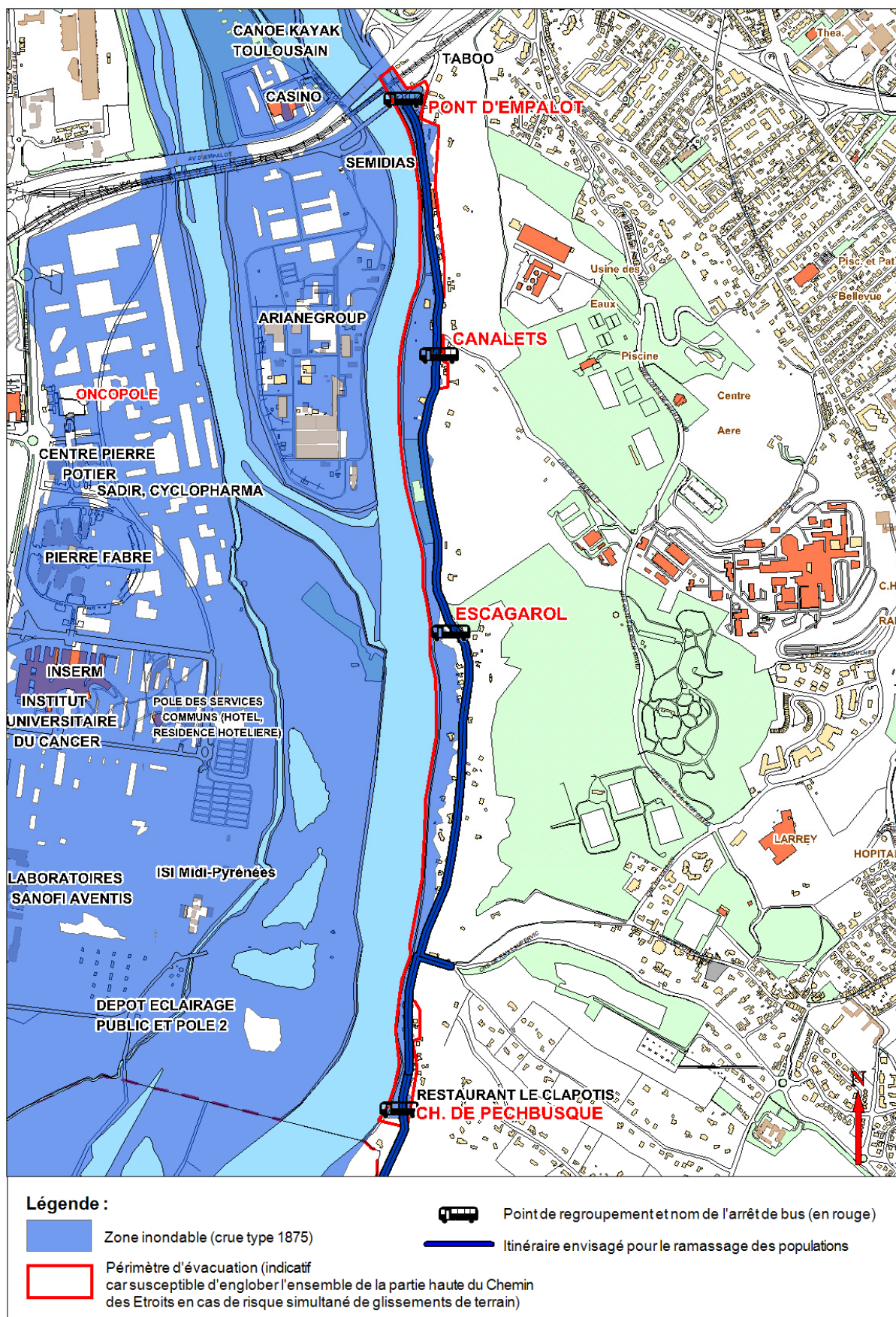
ZONE DU PALAYRE - EVACUATION DE LA ZONE



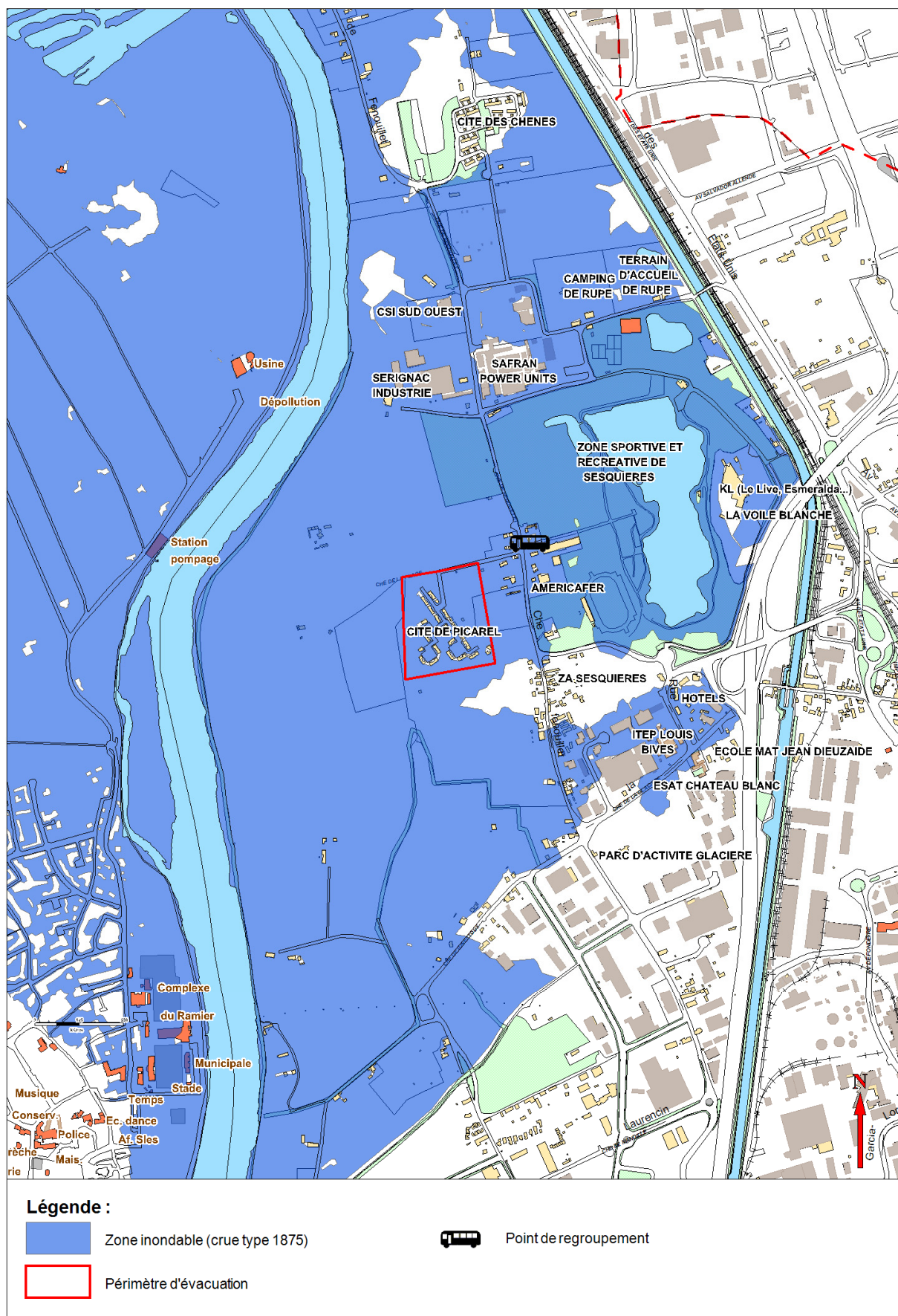
CASSELARDIT - EVACUATION DE LA ZONE



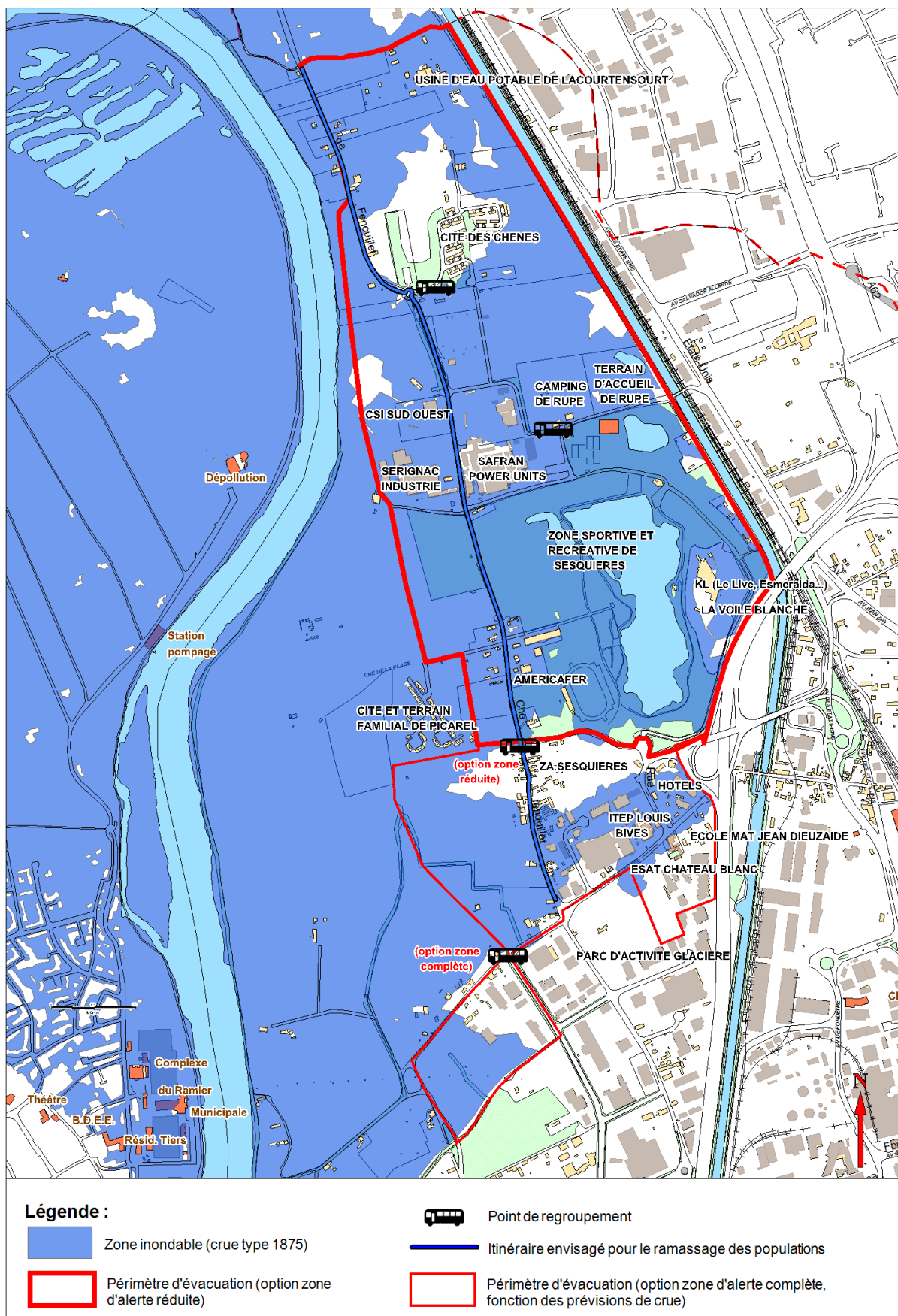
CHEMIN DES ETROITS - EVACUATION DE LA ZONE



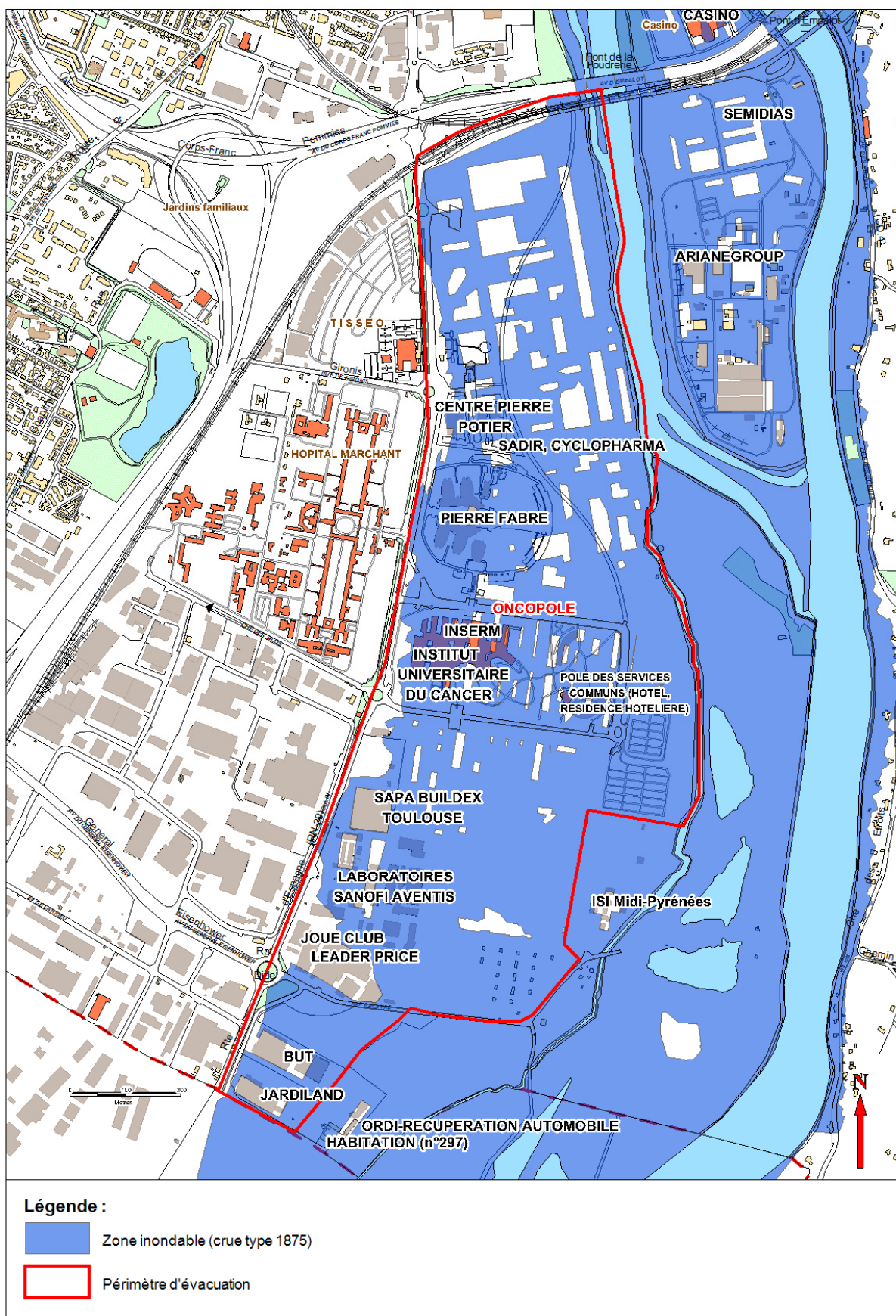
CITE DE PICAREL (SESQUIERES) - EVACUATION DE LA ZONE



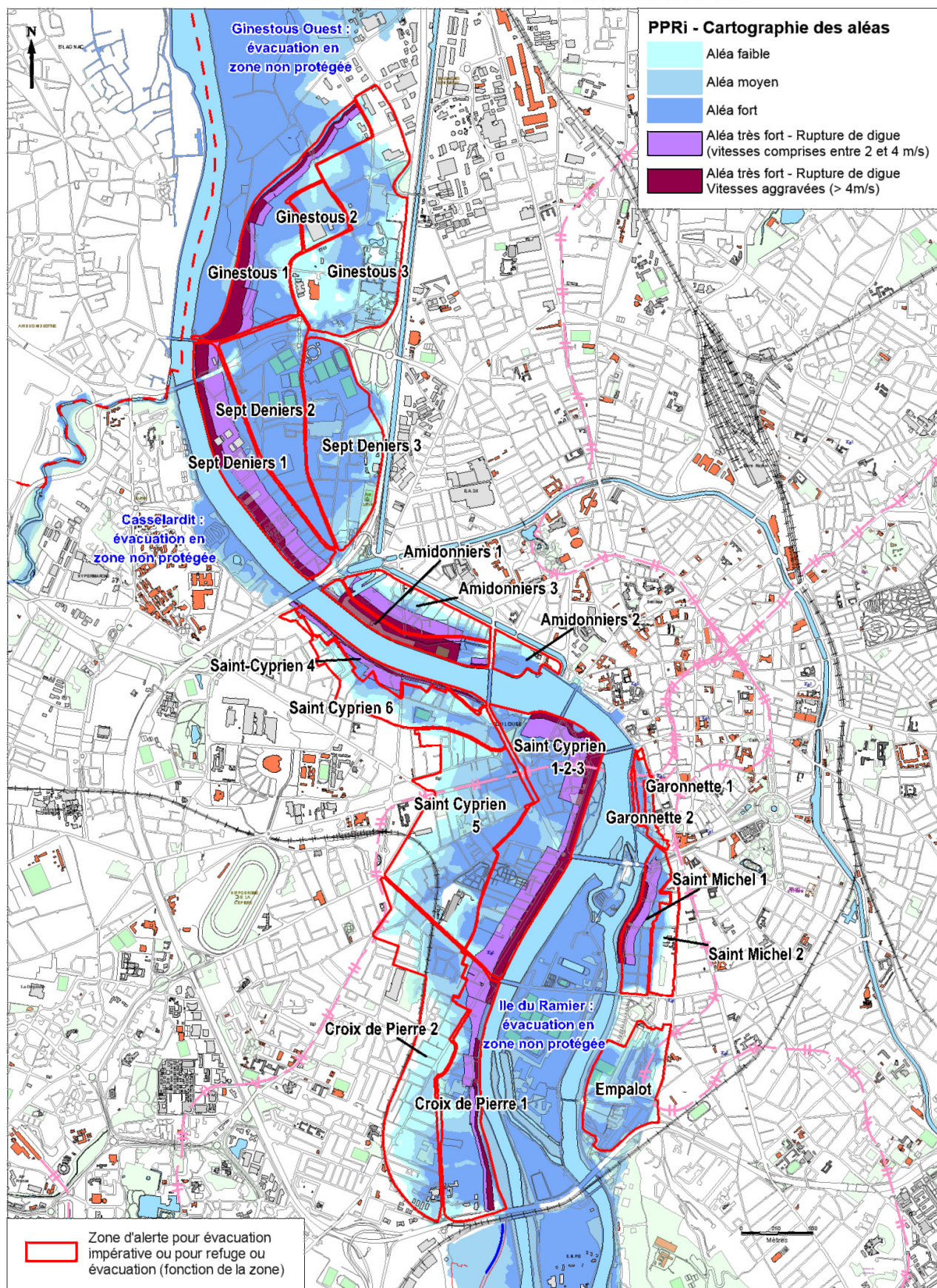
SESQUIERES - EVACUATION DE LA ZONE



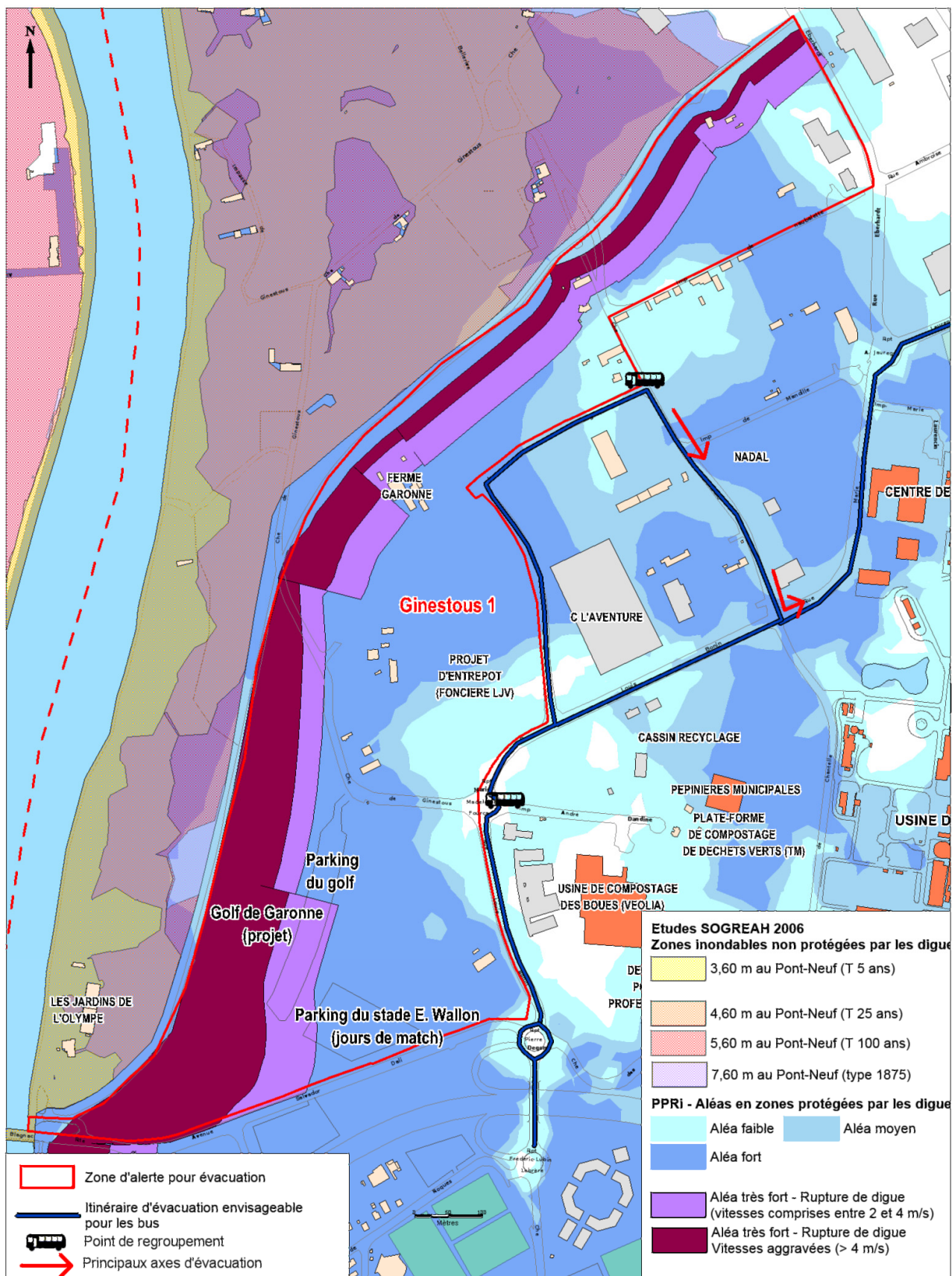
ONCOPOLE-SUD TOULOUSE - EVACUATION DE LA ZONE



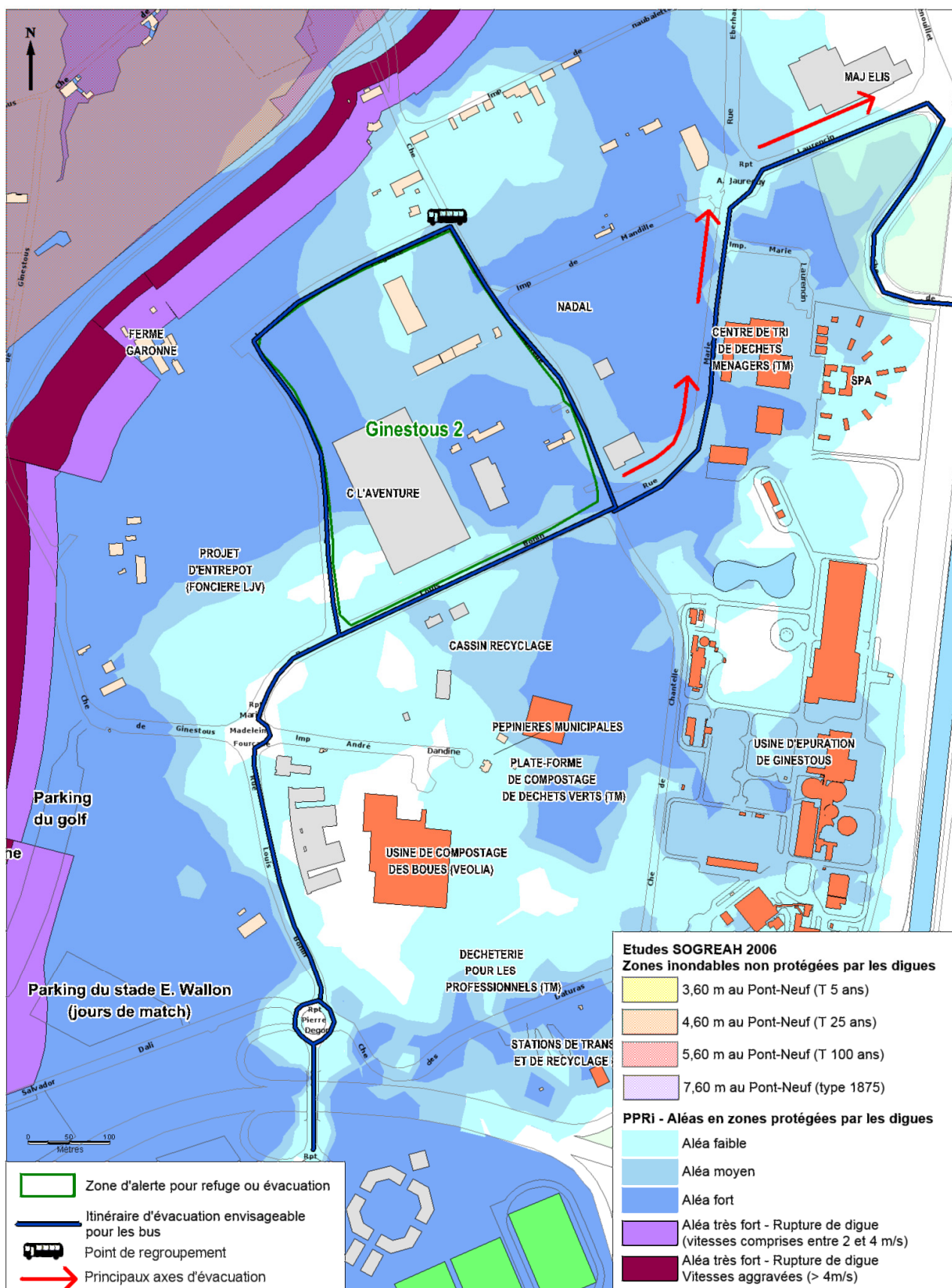
CRUES DE LA GARONNE : SECTEURS D'ALERTE EN ZONES PROTEGEES PAR LES DIGUES



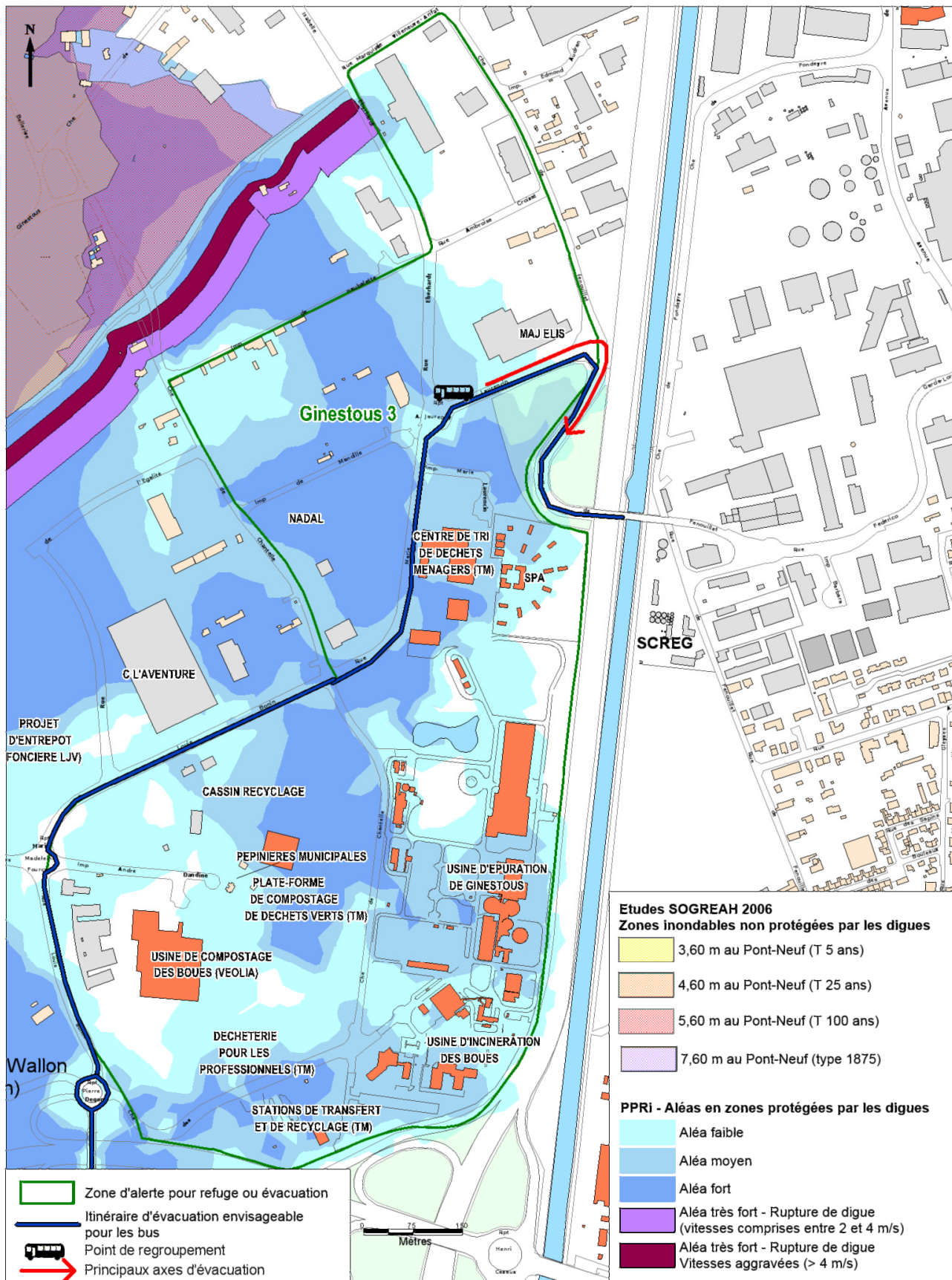
GINESTOUS 1 : ALERTE POUR EVACUATION



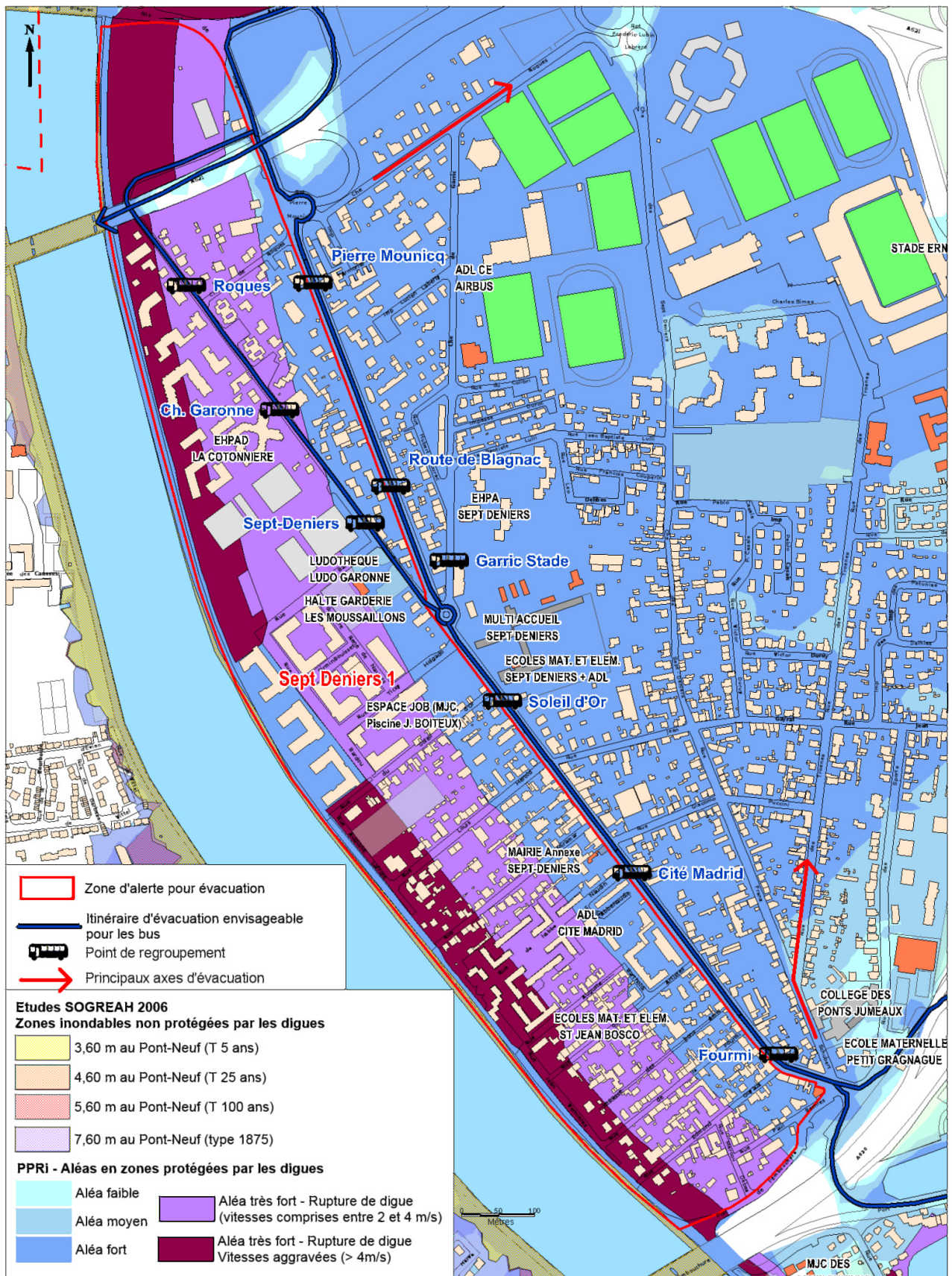
GINESTOUS 2 : ALERTE POUR REFUGE OU EVACUATION



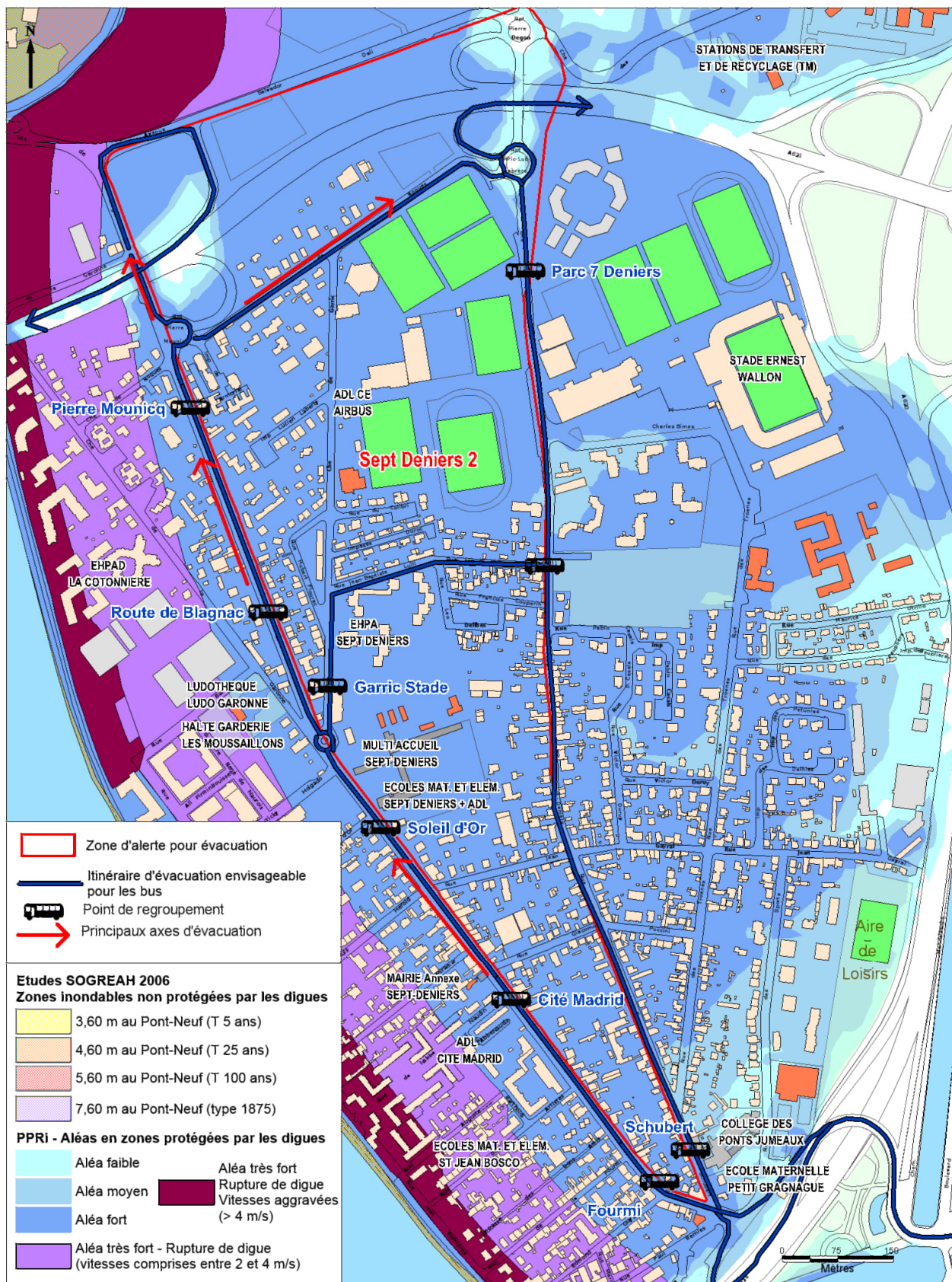
GINESTOUS 3 : ALERTE POUR REFUGE OU EVACUATION



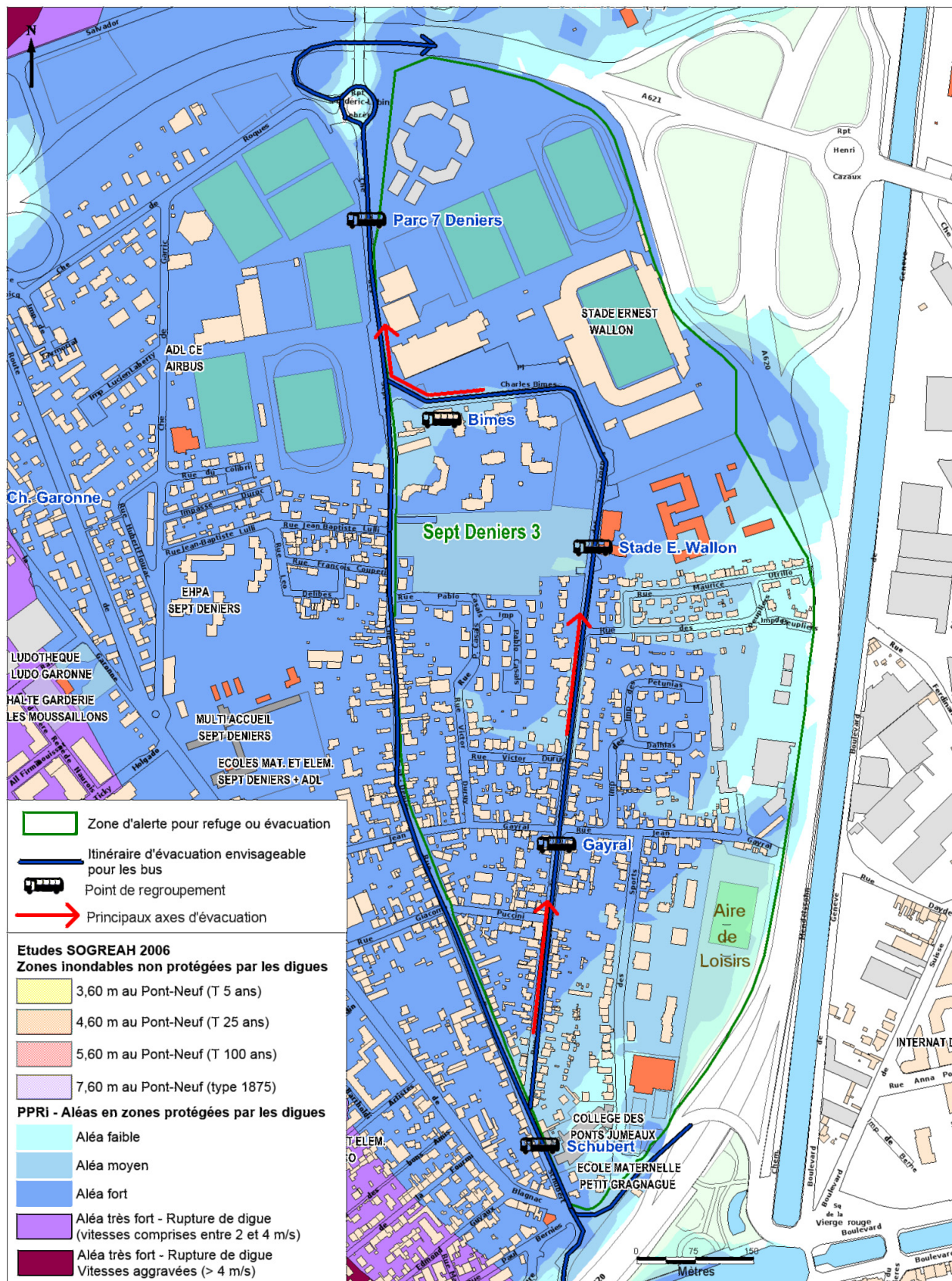
SEPT-DENIERS 1 : ALERTE POUR EVACUATION



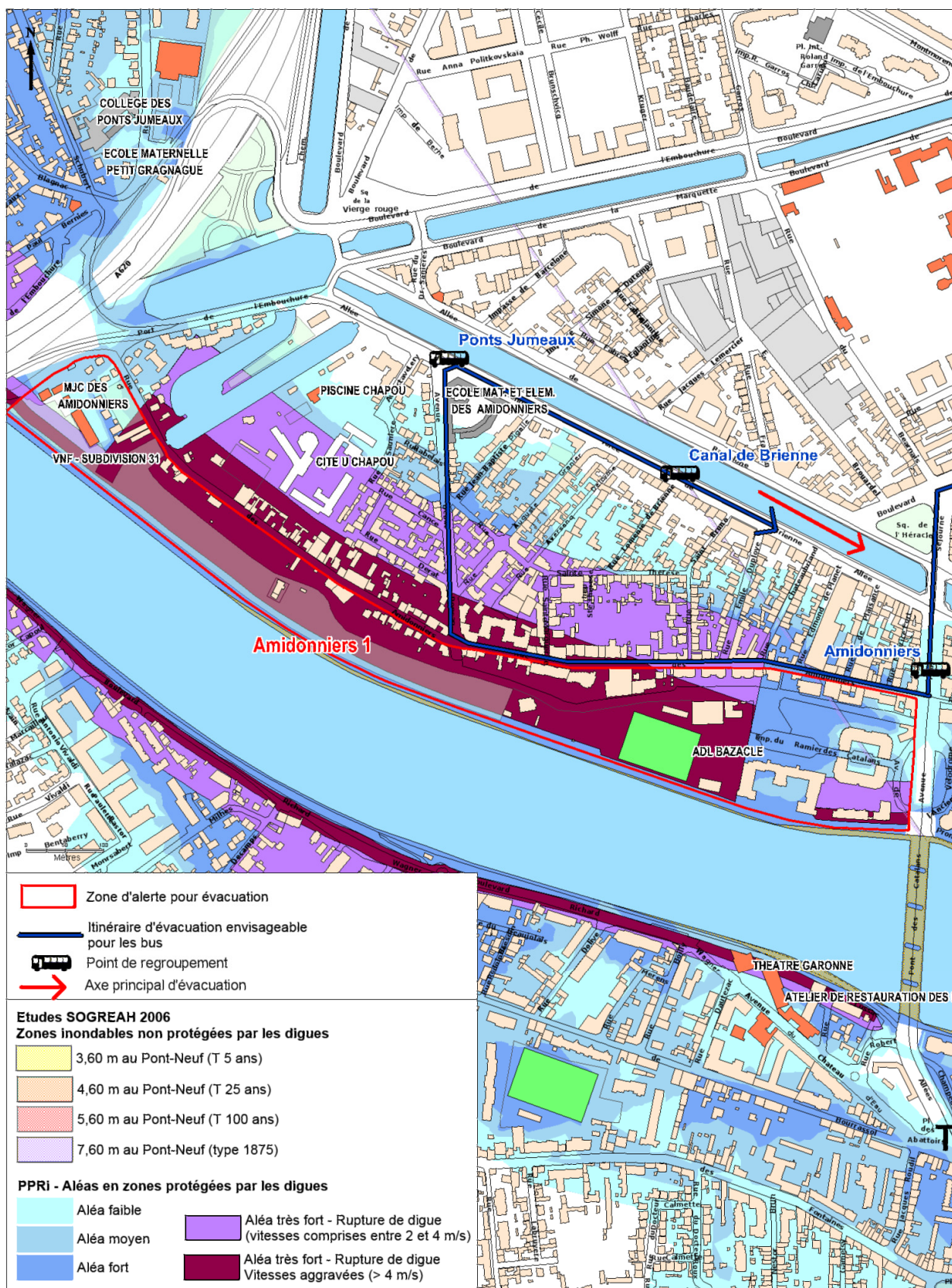
SEPT-DENIERS 2 : ALERTE POUR EVACUATION



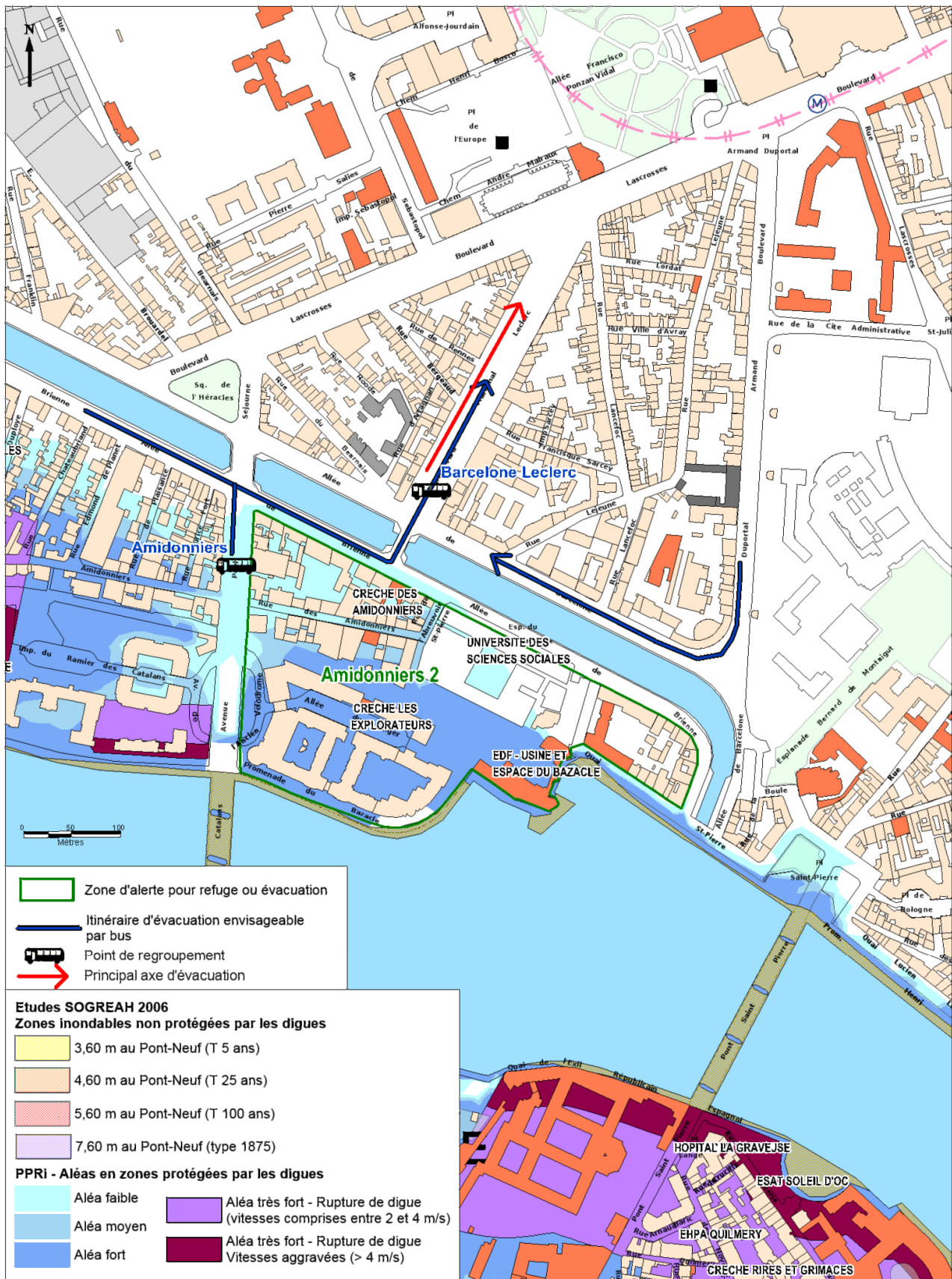
SEPT-DENIERS 3 : ALERTE POUR REFUGE OU EVACUATION



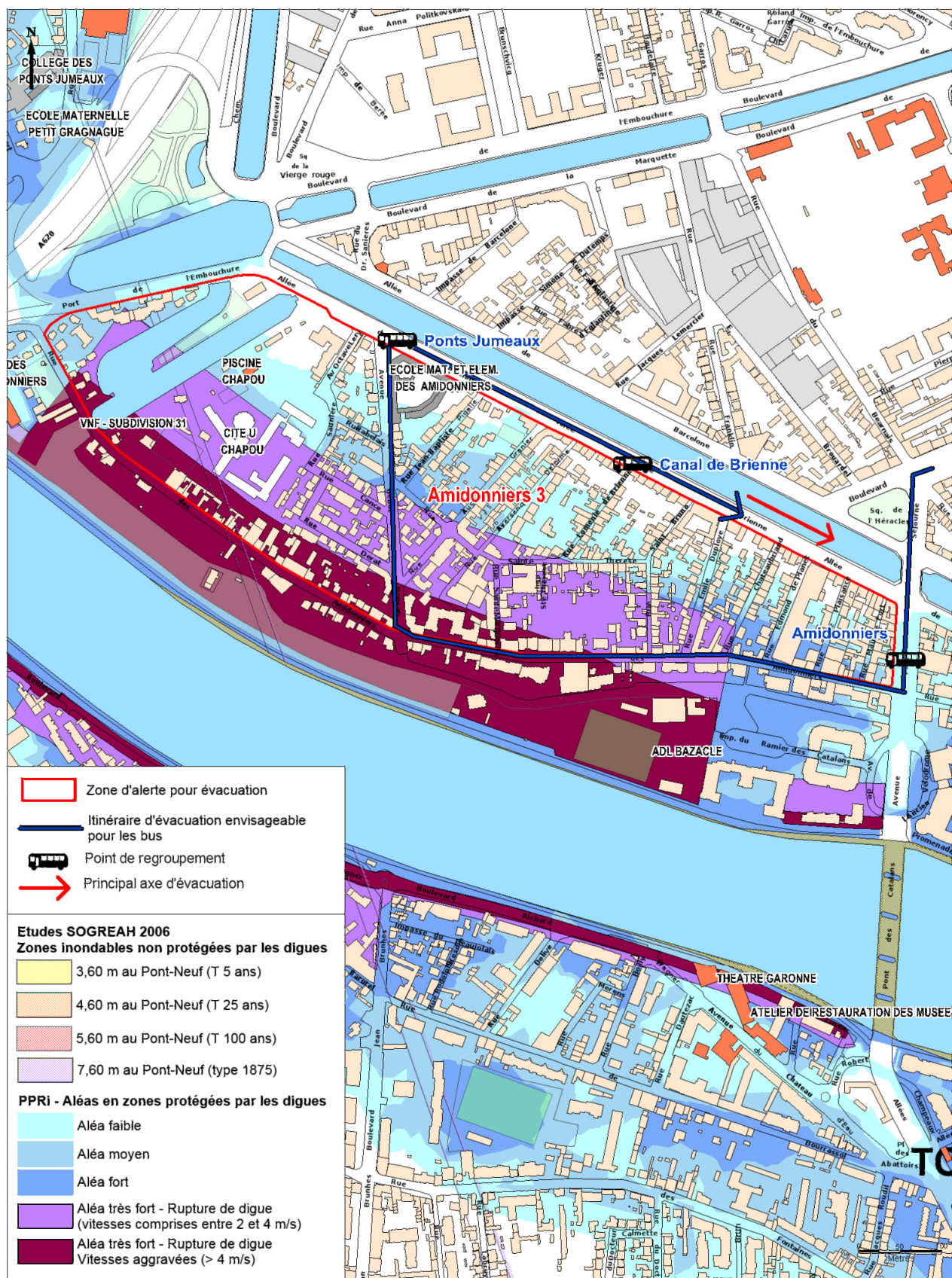
AMIDONNIERS 1 : ALERTE POUR EVACUATION



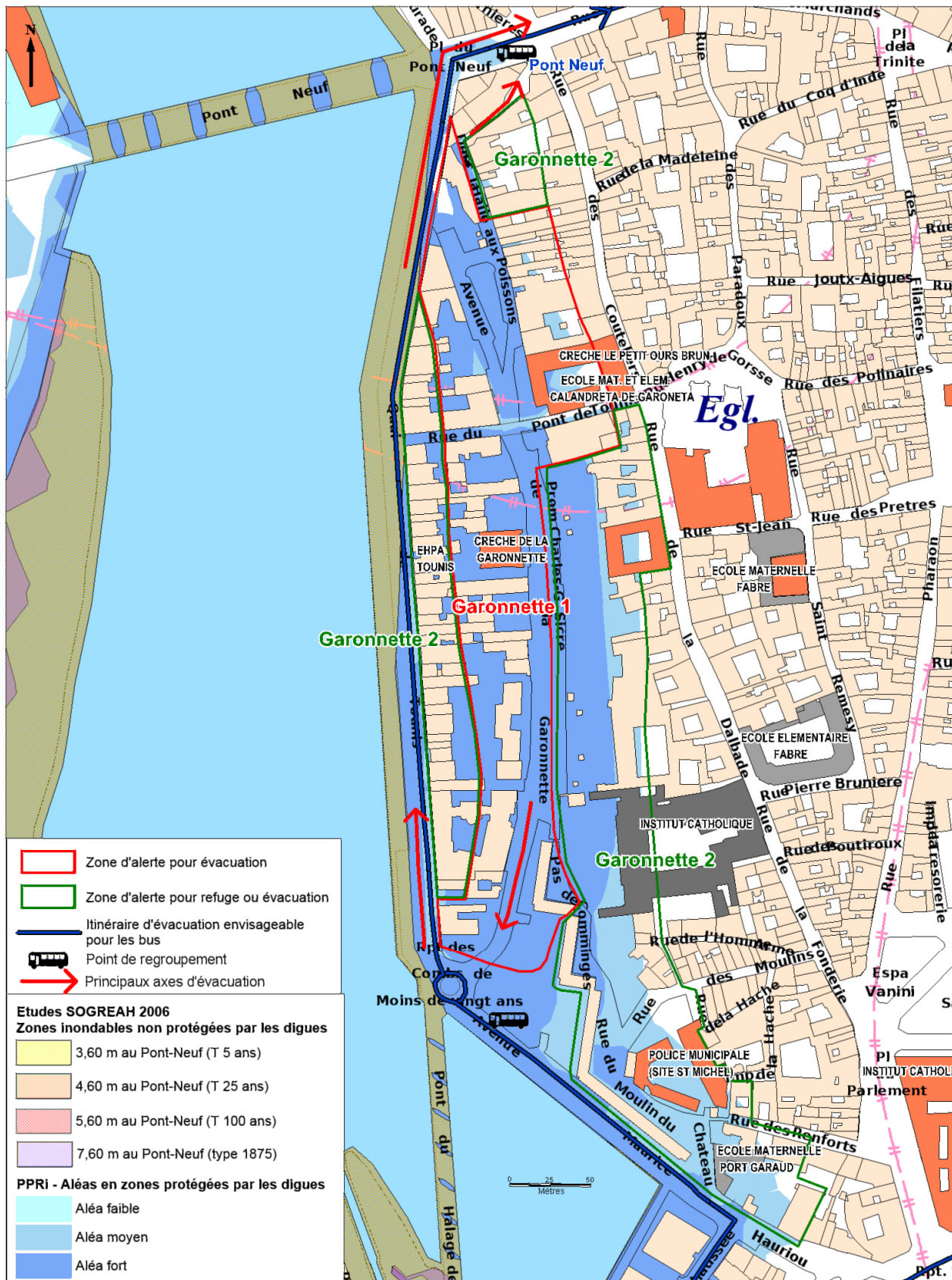
AMIDONNIERS 2 : ALERTE POUR REFUGE OU EVACUATION



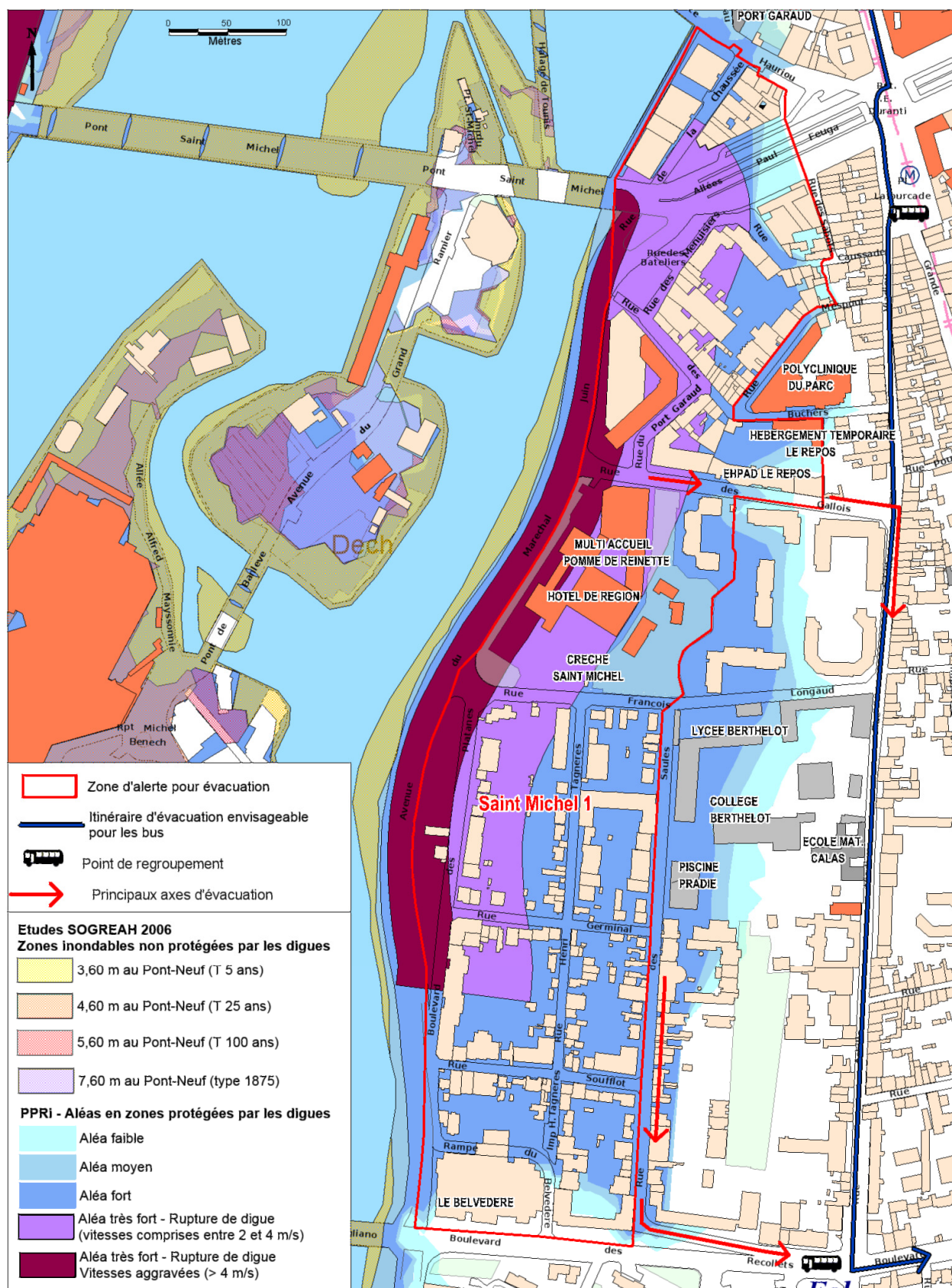
AMIDONNIERS 3 : ALERTE POUR EVACUATION



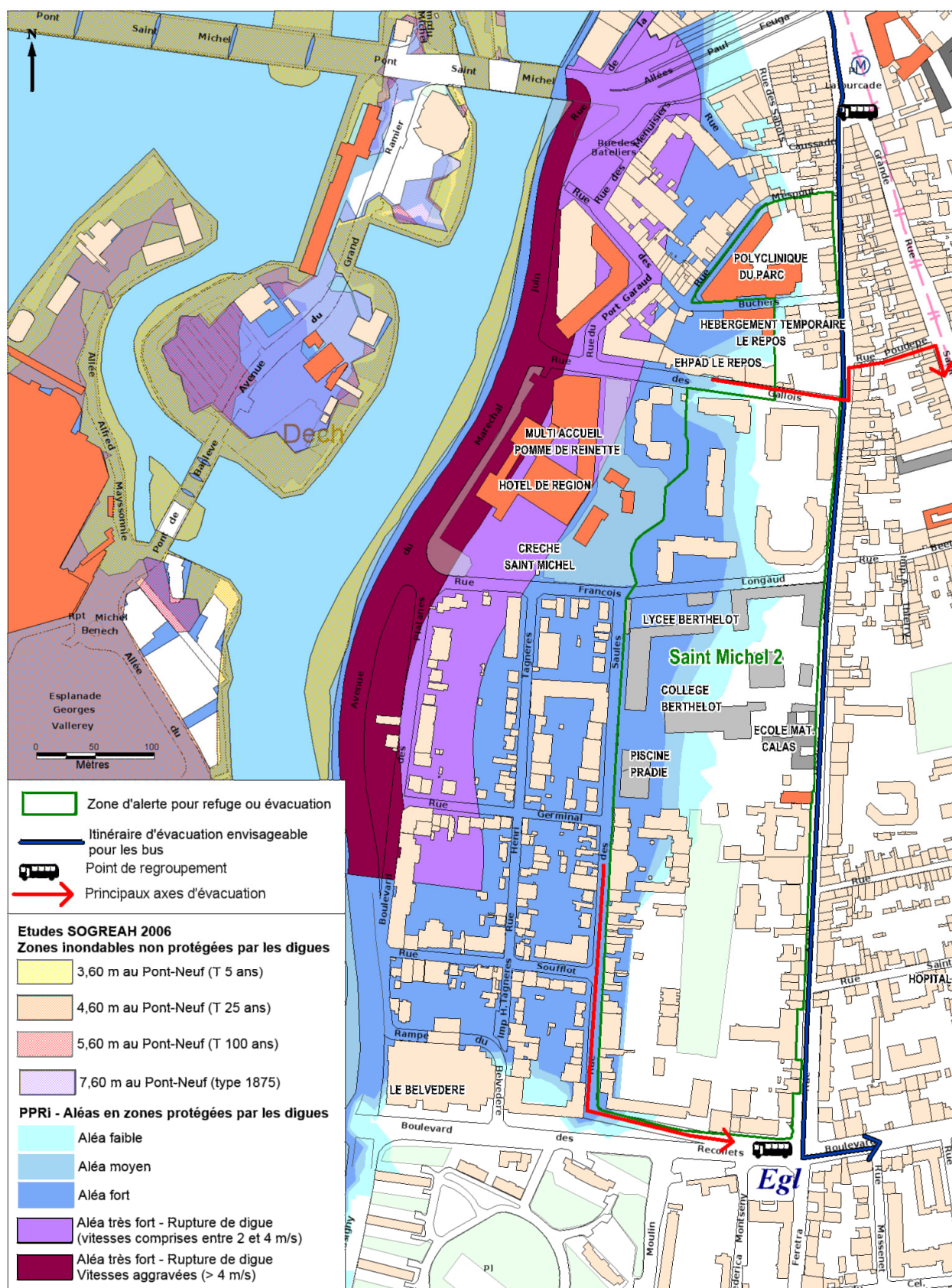
GARONNETTE 1 : ALERTE POUR EVACUATION
GARONNETTE 2 : ALERTE POUR REFUGE OU EVACUATION



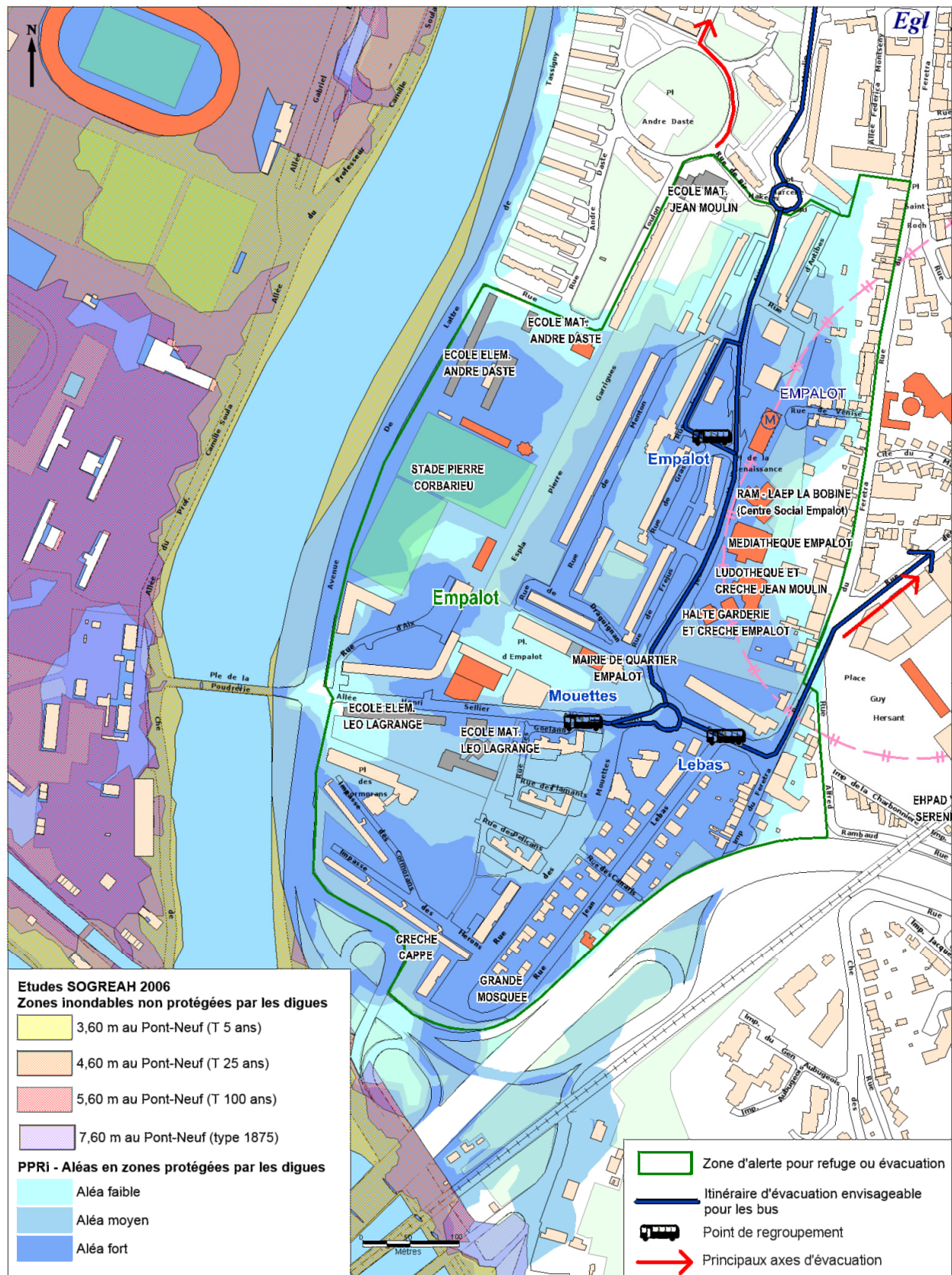
SAINT-MICHEL 1 : ALERTE POUR EVACUATION



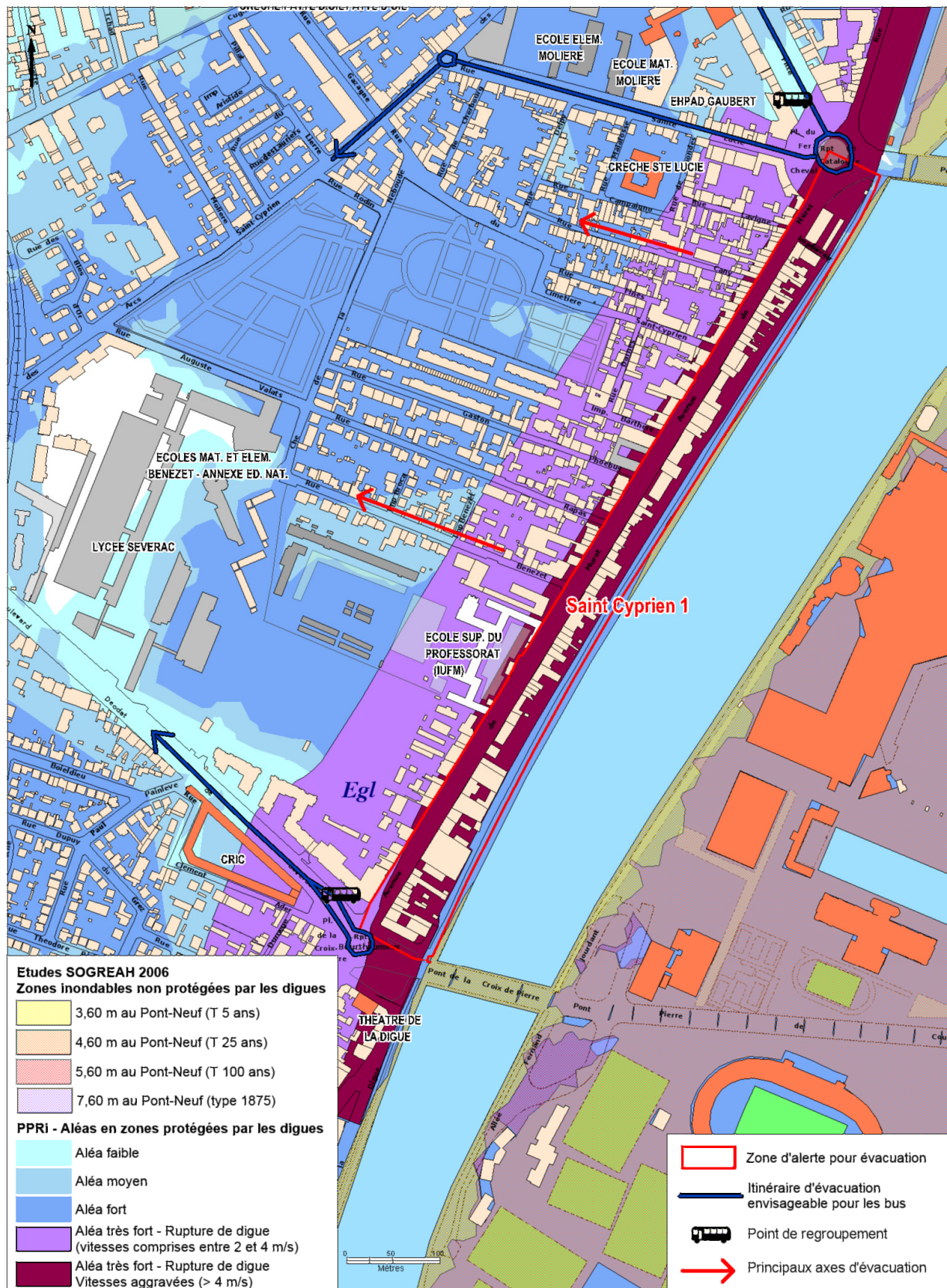
SAINT-MICHEL 2 : ALERTE POUR REFUGE OU EVACUATION



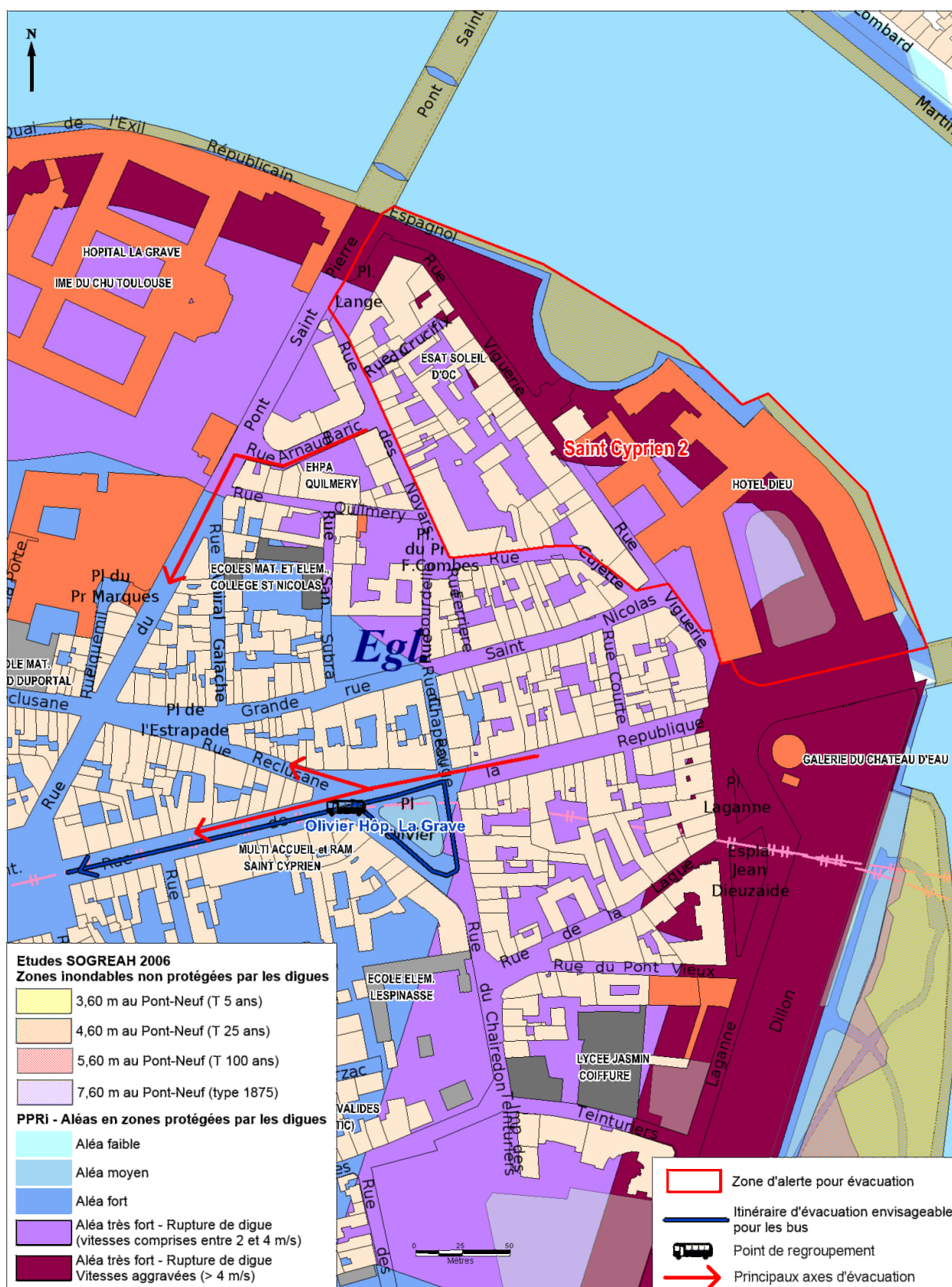
EMPALOT : ALERTE POUR REFUGE OU EVACUATION



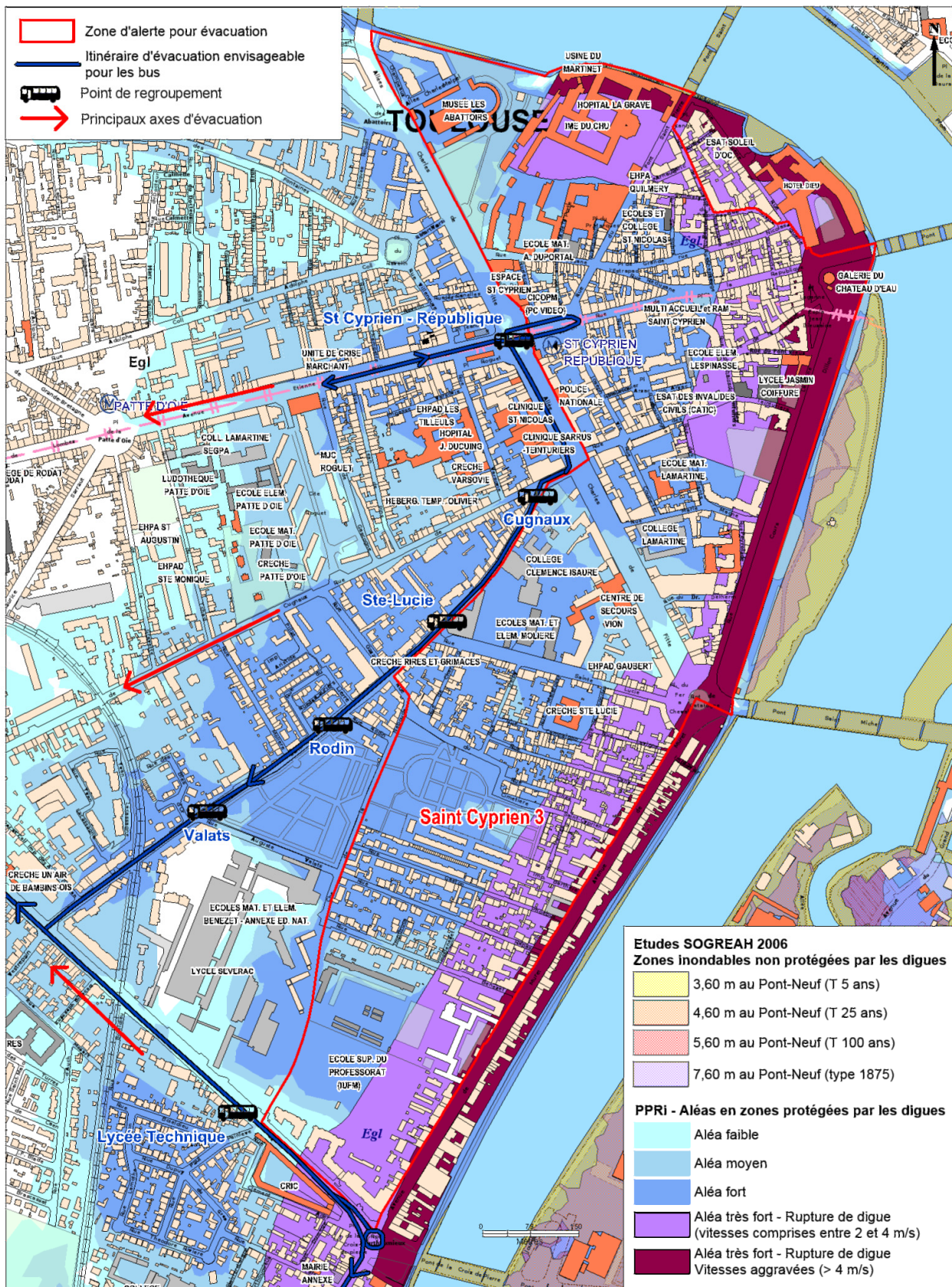
SAINT-CYPRIEN 1 : ALERTE POUR EVACUATION



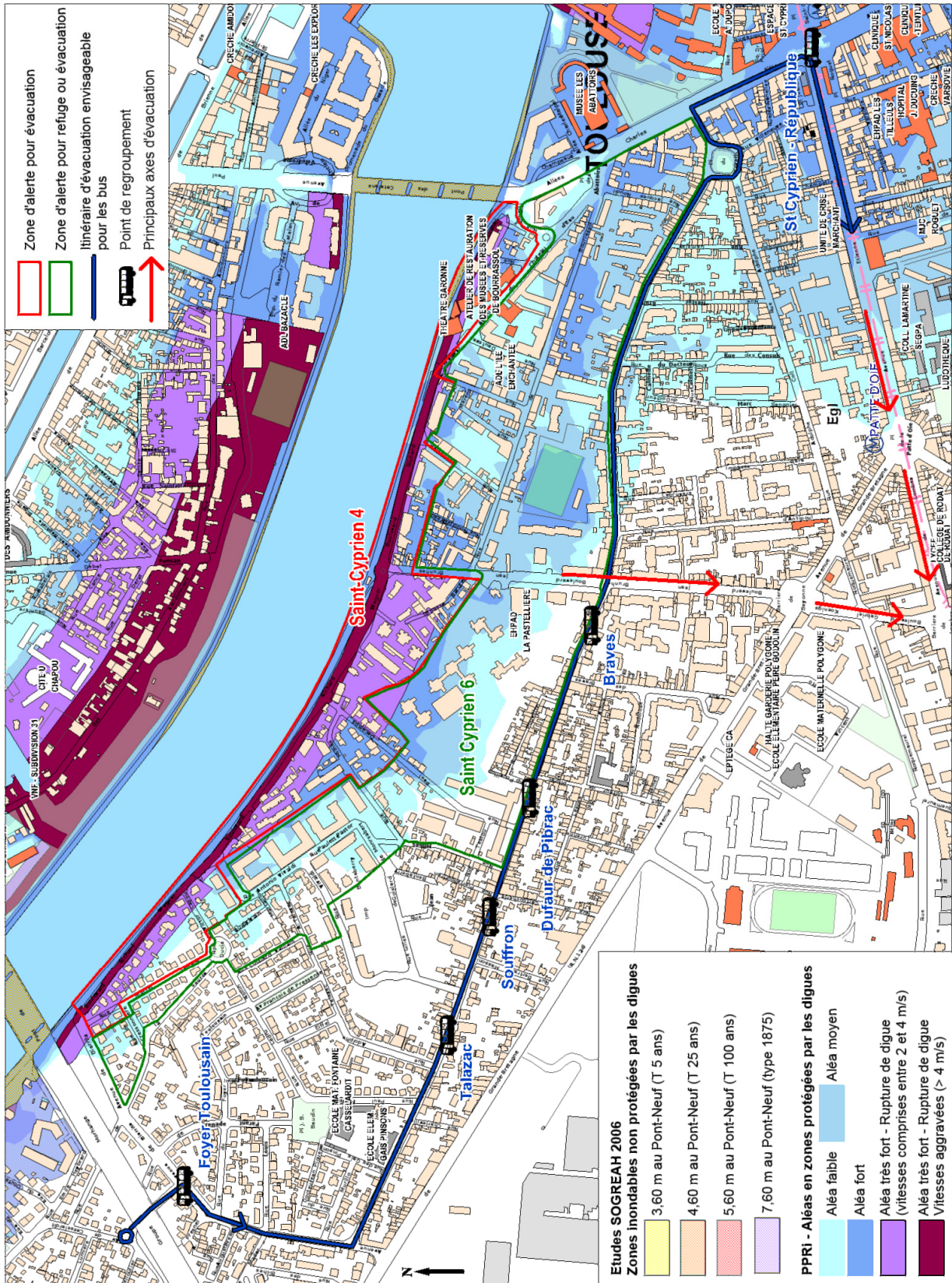
SAINT-CYPRIEN 2 : ALERTE POUR EVACUATION



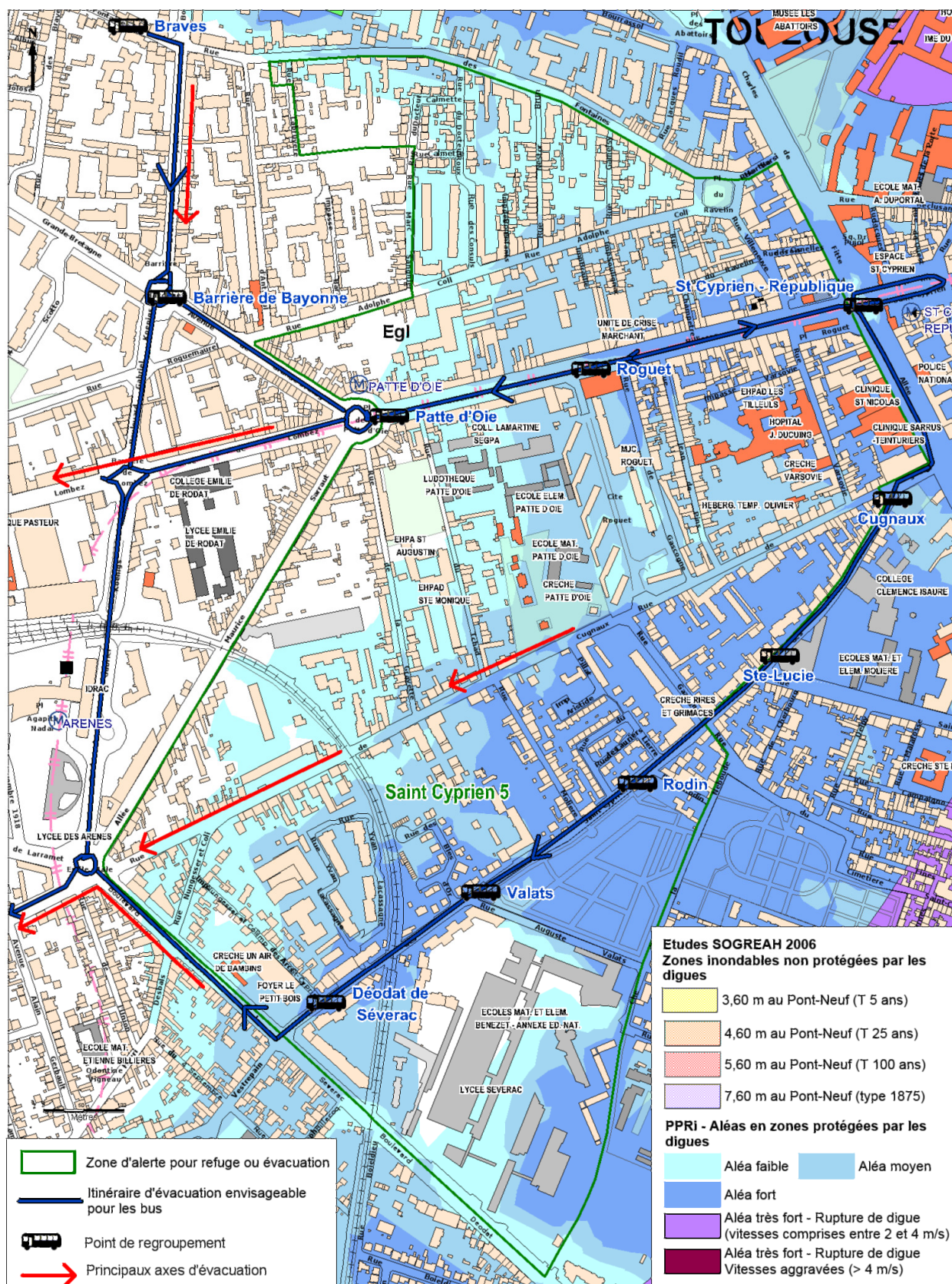
SAINT-CYPRIEN 3 : ALERTE POUR EVACUATION



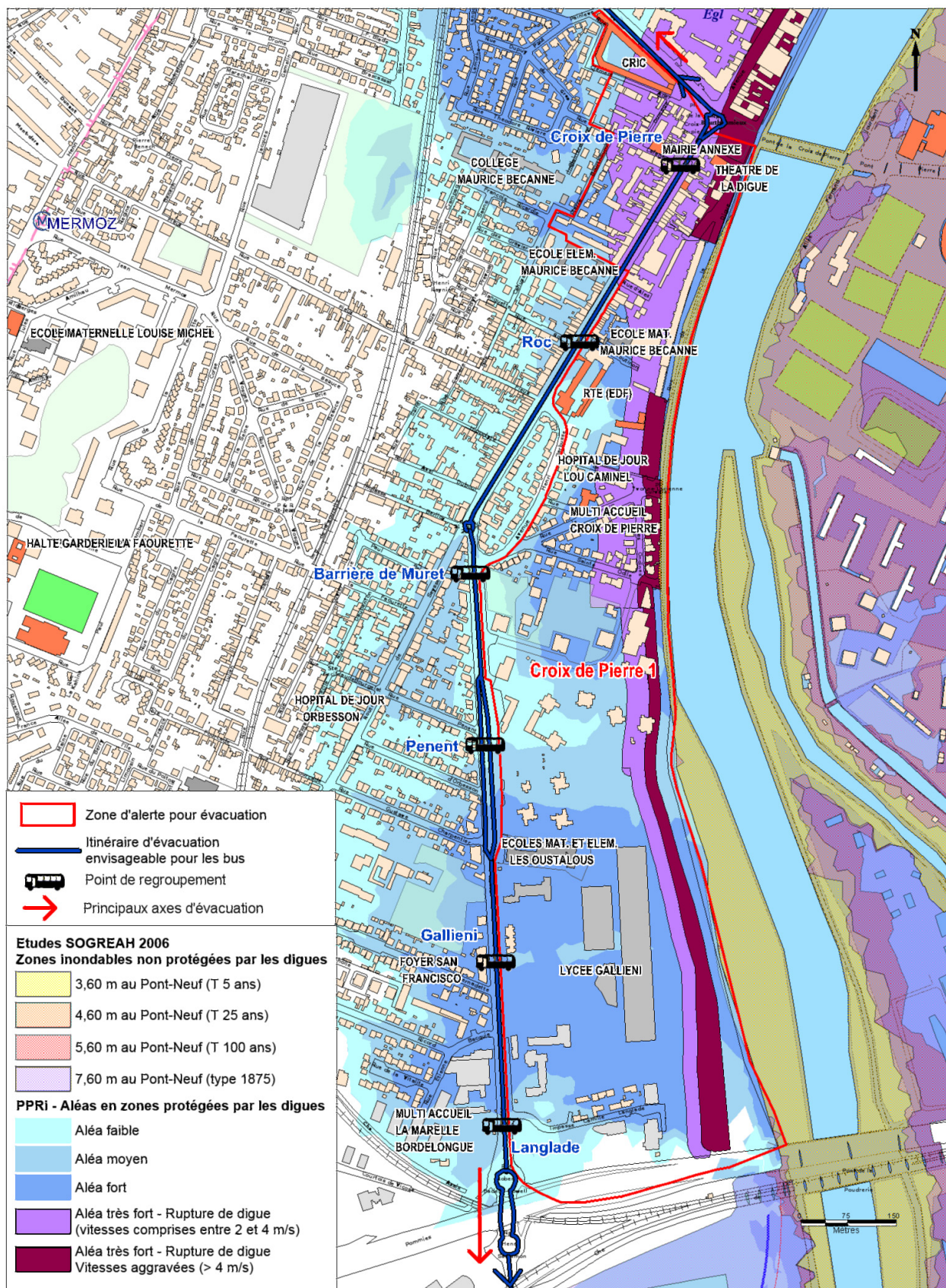
SAINT-CYPRIEN 4 : ALERTE POUR EVACUATION
SAINT-CYPRIEN 6 : ALERTE POUR REFUGE OU EVACUATION



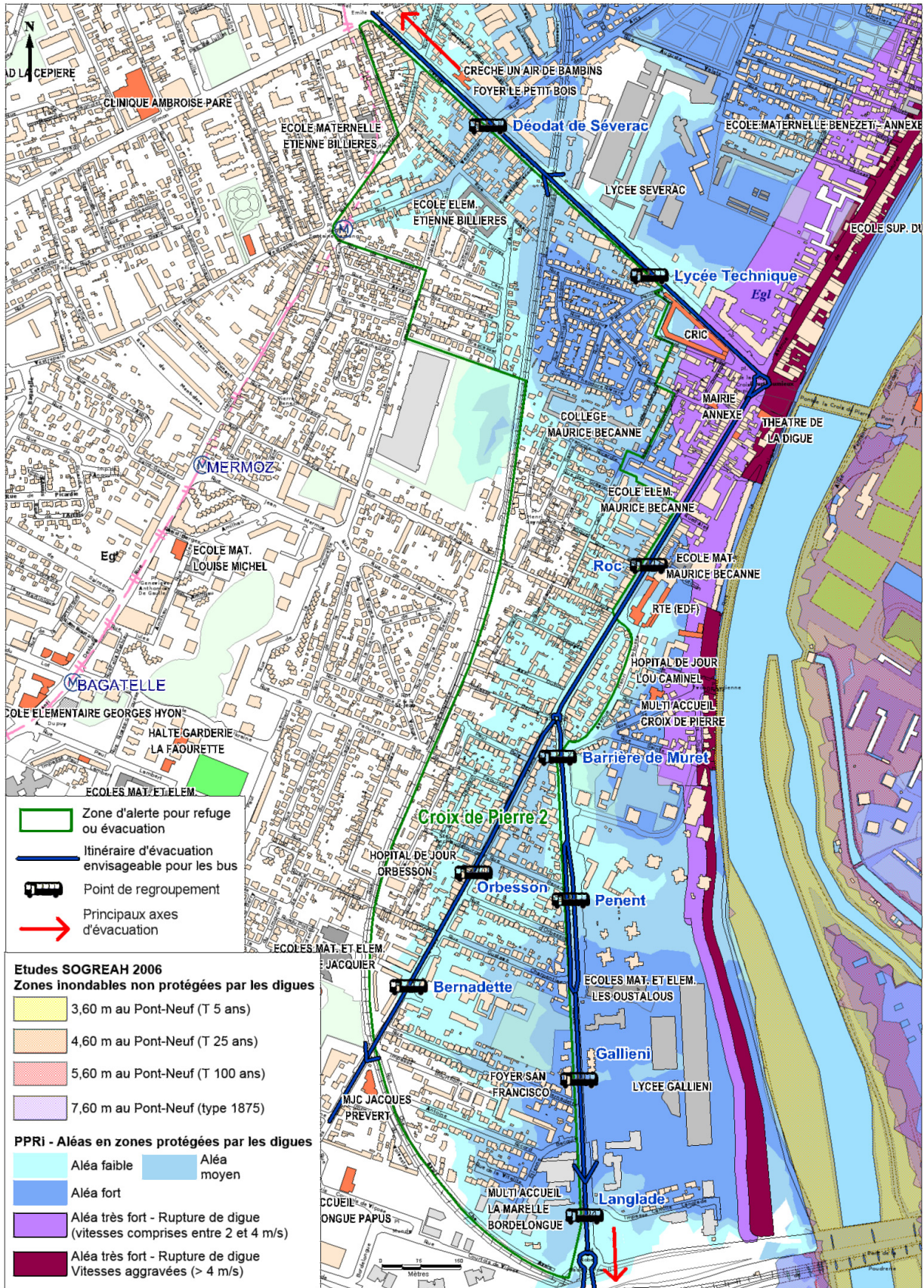
SAINT-CYPRIEN 5 : ALERTE POUR REFUGE OU EVACUATION



CROIX DE PIERRE 1 : ALERTE POUR EVACUATION



CROIX DE PIERRE 2 : ALERTE POUR REFUGE OU EVACUATION



4 - STRATEGIES D'ACTIONS DU MAIRE EN CAS DE CRUE DU TOUCH OU DE L'HERS ET DE SES AFFLUENTS

Rappel : les stratégies d'actions du Maire doivent prendre en compte les stratégies prévues par les plans préfectoraux éventuellement activés, autant que faire se peut. Elles sont détaillées dans les **Guides d'intervention et de coordination des services en cas d'inondation par le Touch**, ainsi que l'Hers et ses affluents (respectivement Plan Touch et Plan Hers).

Le dispositif de surveillance et d'alerte en cas de crue du Touch ou de l'Hers et de ses affluents s'inscrit dans le dispositif général prévu en cas d'inondation (voir stratégies en cas de crue de la Garonne). Il est en effet probable qu'une crue du Touch soit concomitante d'une crue de la Garonne, voire de l'Hers-Mort. Le dispositif prévu pour une crue de la Garonne serait ainsi activé et les actions suivantes s'y ajouteraient.

4.1 - STRATEGIES EN CAS DE CRUE DU TOUCH


En l'absence de retour d'expérience sur les crues du Touch, **il n'existe pas à l'heure actuelle de cotes d'intervention définies** (en relation avec le niveau du Touch à la station de référence de Plaisance-du-Touch). **C'est ainsi que, avec le retour d'expérience des crues futures, le synoptique des actions sera amené à évoluer.**

Niveau de vigilance sur le tronçon Arrat-Gimone-Save-Touch	Hauteur à la station de Plaisance-du-Touch	Actions des services (Ville et Métropole)
Vigilance	3,20 m	<ul style="list-style-type: none"> - Réception de l'alerte préfectorale de changement de seuil. - Mise en vigilance des services concernés après information de la hiérarchie et des élus. - Information des principaux établissements recensés*. - Surveillance régulière de la montée du Touch au niveau des enjeux situés en zones d'aléa fort : Flambère, Bayonne et Bisson-Bayonne. - Alerte des personnes sans résidence et des promeneurs en bordure des berges. - Si besoin, diffusion de l'alerte au niveau des zones concernées.
Pré-alerte	4,00 m	<ul style="list-style-type: none"> - Réception de l'alerte de changement de seuil. - Surveillance régulière de la montée du Touch au niveau des enjeux situés en zones d'aléas moyen et fort : Flambère, Bayonne et Bisson-Bayonne. - Si besoin, interdiction des accès, alerte pour évacuation, transport par bus des habitants évacués vers un établissement d'accueil et hébergement éventuel. - Poursuite de l'alerte les personnes sans résidence et les promeneurs en bordure des berges
Alerte	5,00 m	<ul style="list-style-type: none"> - Réception de l'alerte de changement de seuil. - Surveillance régulière de la montée du Touch au niveau des enjeux situés dans l'ensemble des zones inondables (6) - Interdiction des accès, alerte pour évacuation, transport par bus des habitants évacués vers un établissement d'accueil et hébergement éventuel.

* en fonction des prévisions

PCS - PARTIE E – LE DIAGNOSTIC DES RISQUES ET LES STRATEGIES D’ACTIONS

Les points de regroupement pour chacune des zones d’alerte sont présentés sur le tableau ci-dessous et les plans joints (ils peuvent être adaptés en fonction des circonstances).

ZONE D’EVACUATION	Localisation des points de rassemblement : 
FLAMBÈRE	<ul style="list-style-type: none"> ○ Sur le parking se trouvant tout de suite à gauche lorsque l’on entre sur l’Impasse de la Flambère.
VÉLASQUEZ	<ul style="list-style-type: none"> ○ Au niveau de l’embranchement entre la principale Rue Vélasquez et la petite portion de Rue Vélasquez arrivant au n° 124.
BAYONNE	<ul style="list-style-type: none"> ○ Sans objet (seul un Etablissement Recevant du Public à évacuer).
BISSON-BAYONNE	<ul style="list-style-type: none"> ○ Sur le parking donnant sur le rond-point de la Place Alexandre Bisson.
POUTIER	<ul style="list-style-type: none"> ○ Au niveau du croisement de la Rue Poutier avec la Rue Paul Farrando, au plus près du périmètre d’évacuation.
CHEMIN DU TOUCH	<ul style="list-style-type: none"> ○ À l’intersection de l’Avenue de Lardenne et du Chemin du Touch.

L’interdiction d’accès aux berges du Touch en cas de crue est par ailleurs matérialisée en permanence par des panneaux disposés au niveau des principaux accès (20 panneaux répartis en rives gauche et droite du Touch sur la traversée de Toulouse).



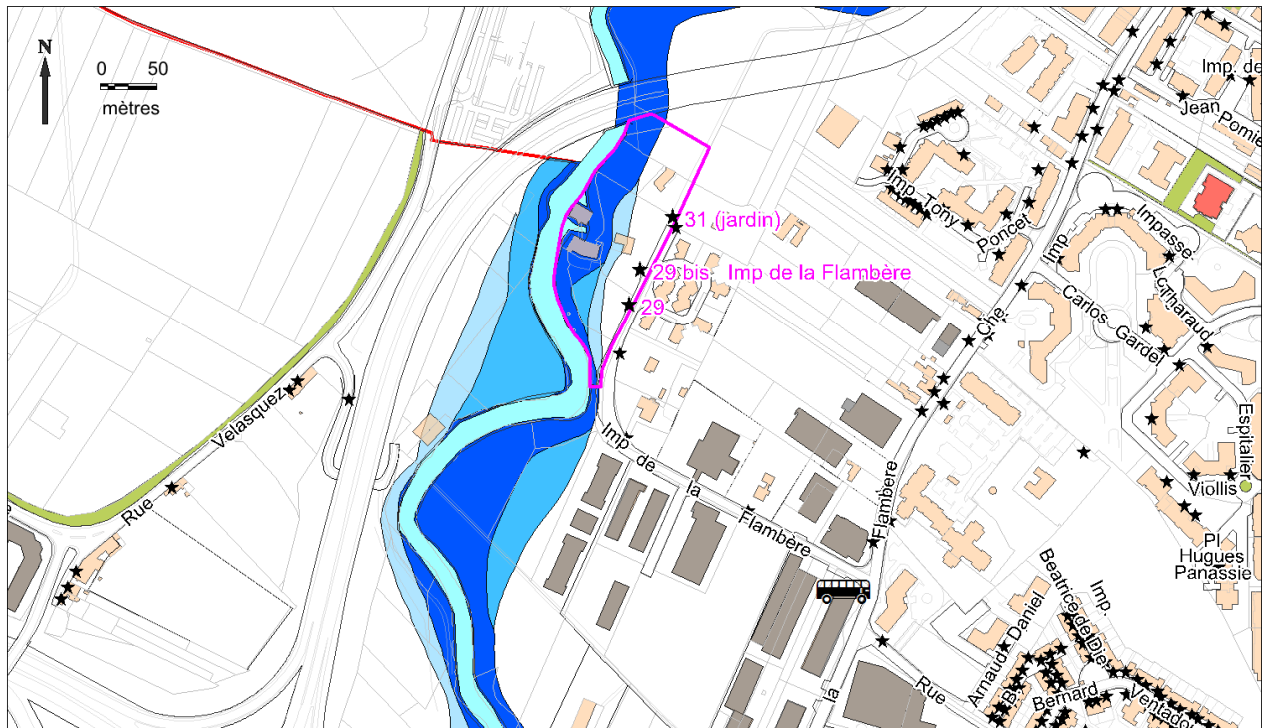
Toulouse Métropole

Un des accès aux berges du Touch

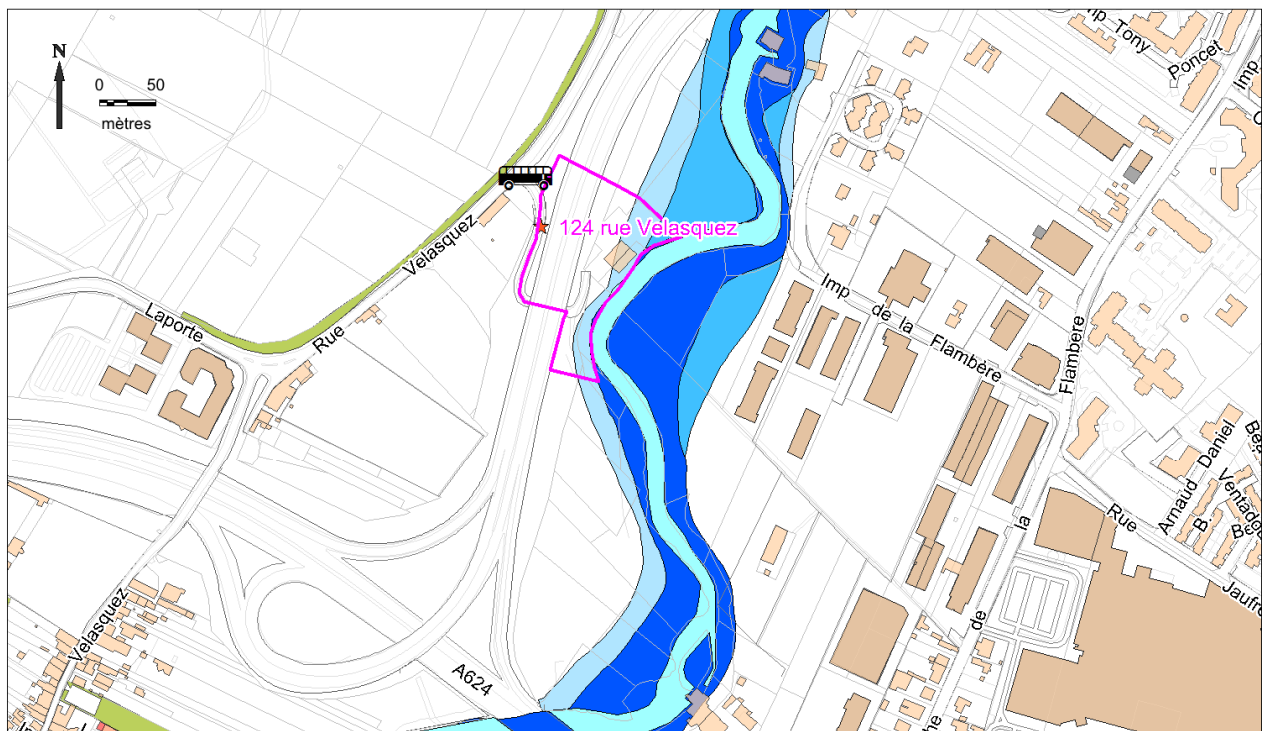


CRUES DU TOUCH :

ZONE D'ALERTE FLAMBERE



ZONE D'ALERTE VELASQUEZ



Zones inondables (aléas PPRI) :

- Aléa fort
- Aléa moyen
- Aléa faible

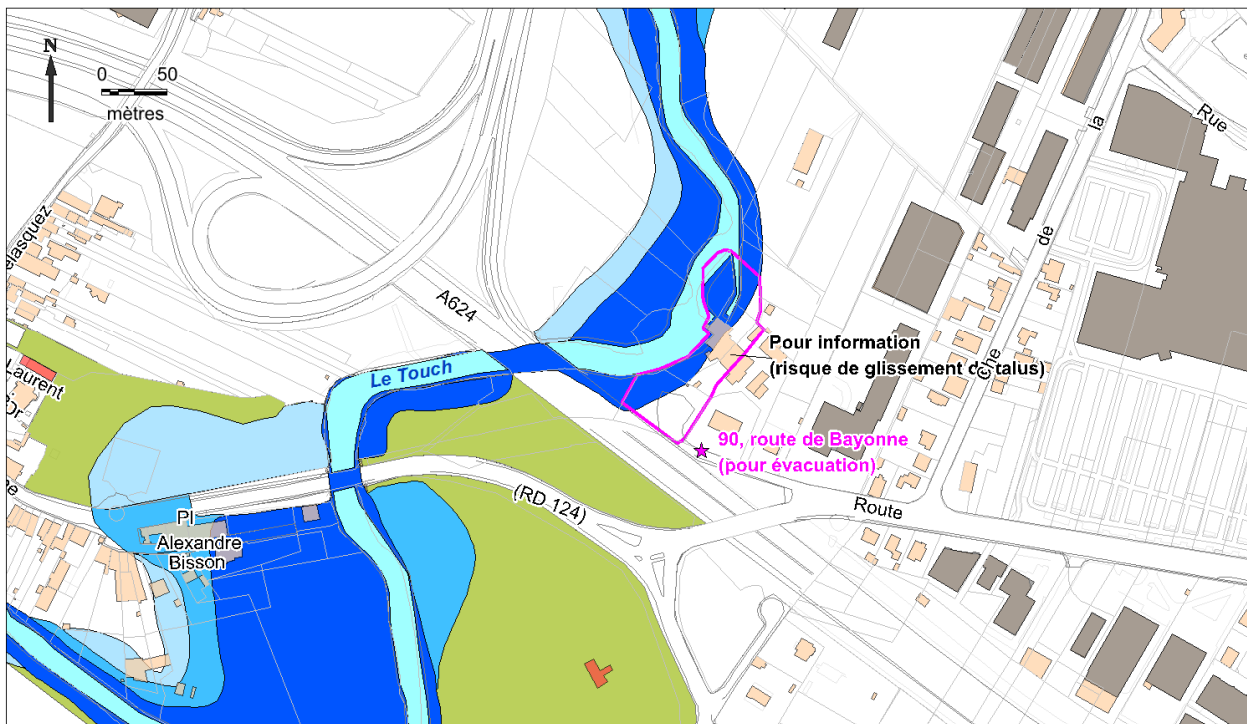
Zone d'alerte pour évacuation



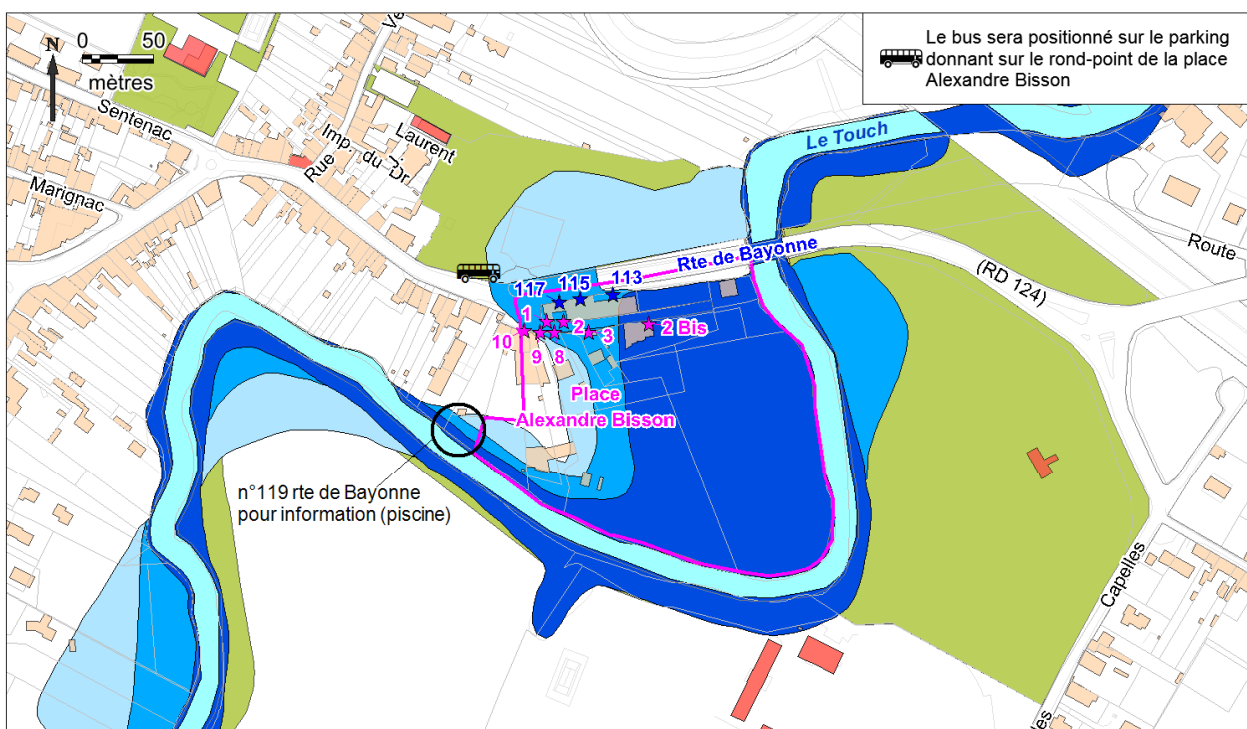
Point de regroupement (évacuation par bus)

Limite de commune

CRUES DU TOUCH :
ZONE D'ALERTE BAYONNE



ZONE D'ALERTE BISSON - BAYONNE



Zones inondables (aléas du PPRI) :

- Aléa fort
- Aléa moyen
- Aléa faible

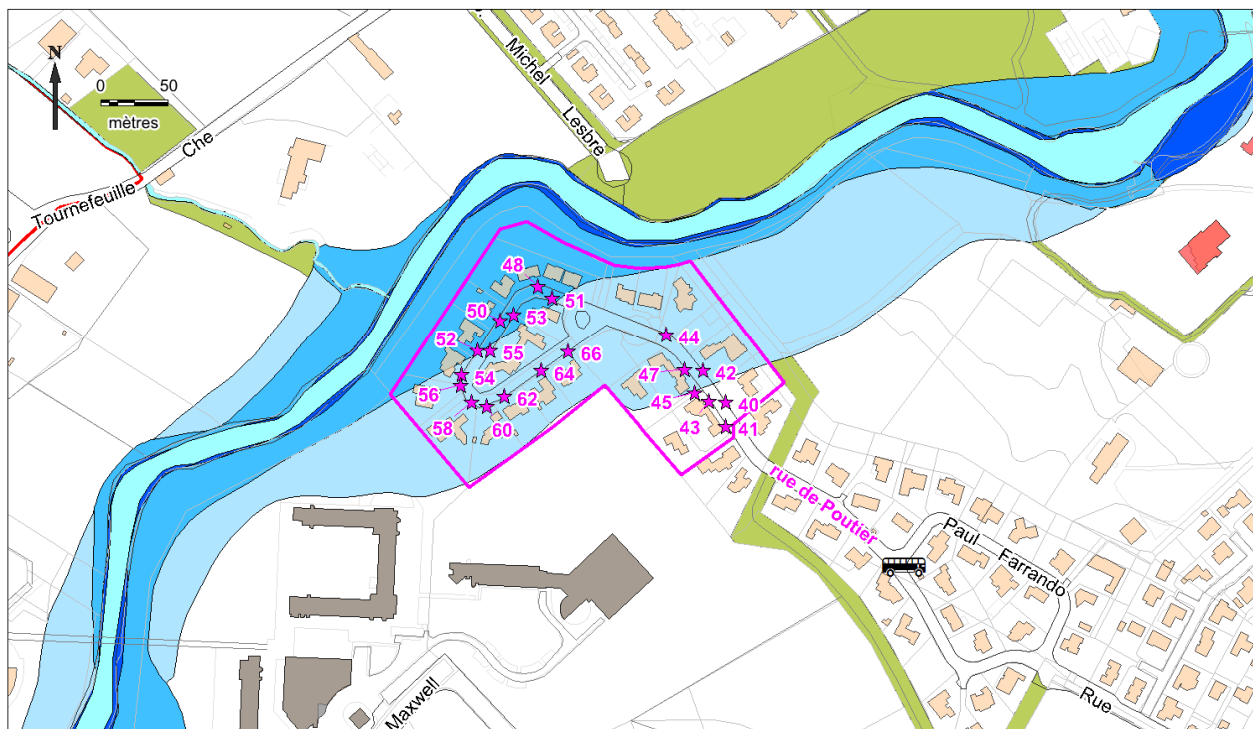
Zone d'alerte pour évacuation

Point de regroupement (évacuation par bus)

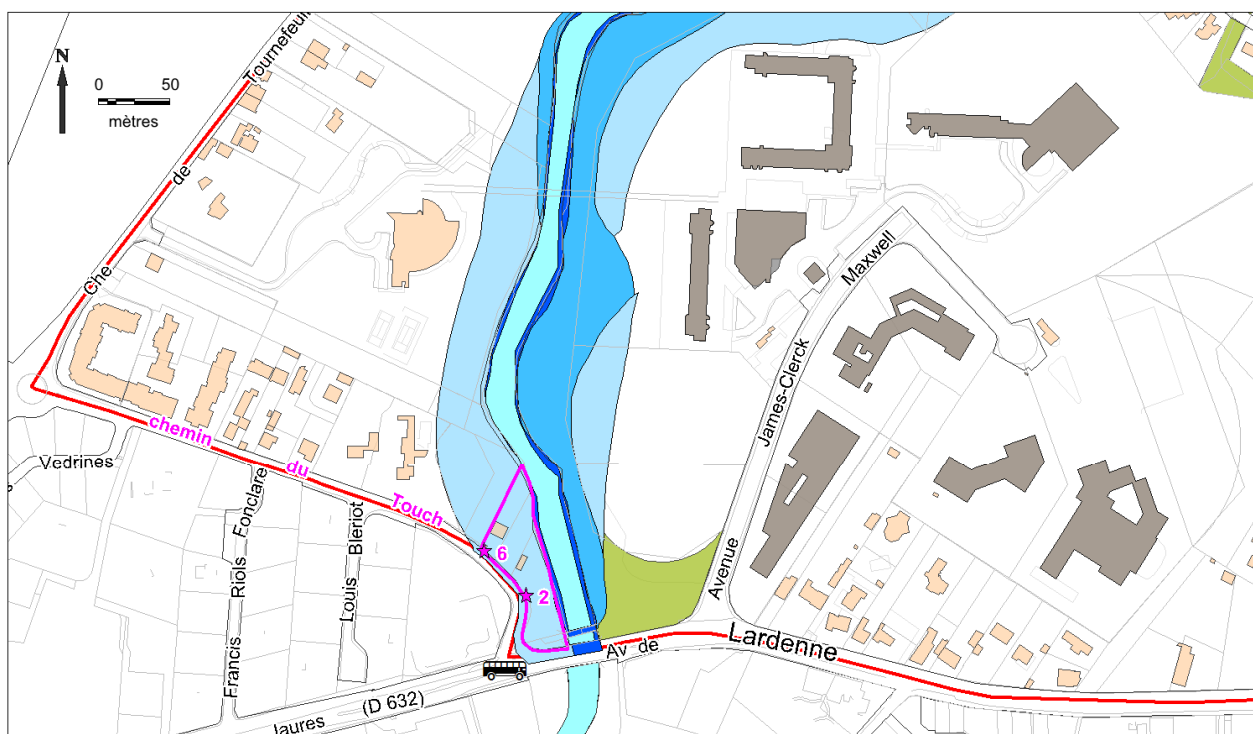
Limite de commune

CRUES DU TOUCH :

ZONE D'ALERTE POUTIER



ZONE D'ALERTE DU CHEMIN DU TOUCH



Zones inondables (aléas du PPRI) :

- Aléa fort
- Aléa moyen
- Aléa faible

Zone d'alerte pour évacuation



Point de regroupement (évacuation par bus)

Limite de commune

4.2 - STRATEGIES EN CAS DE CRUE DE L'HERS ET DE SES AFFLUENTS

En l'absence de retour d'expérience sur les crues de l'Hers et de ses affluents depuis le recalibrage du lit de la rivière, **il n'existe pas à l'heure actuelle de cotes d'intervention définies** (en relation avec le niveau de l'Hers à la station de référence de Pont de Périole).

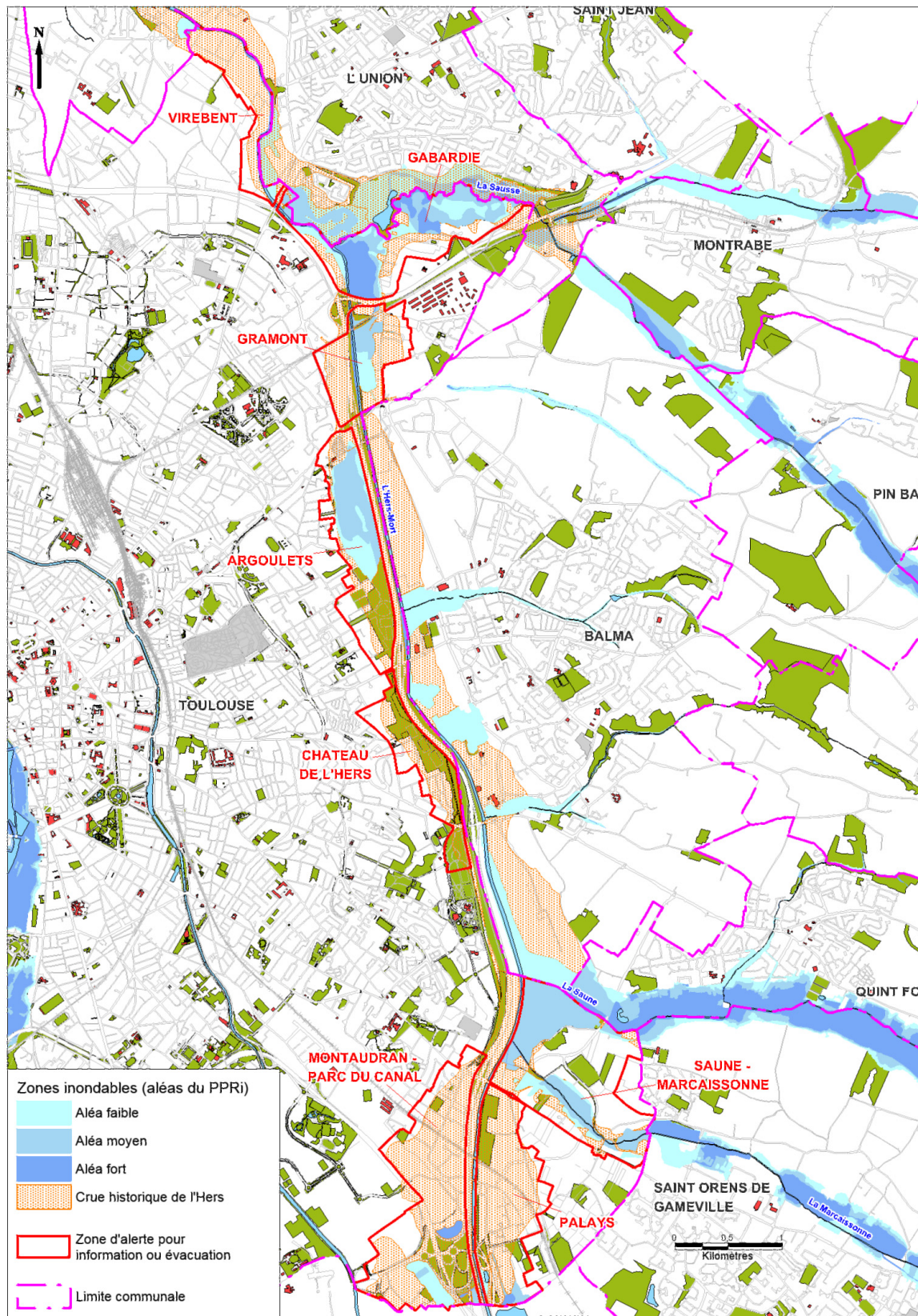
C'est ainsi que, avec le retour d'expérience des crues futures, le synoptique des actions sera amené à évoluer.

Niveau de vigilance sur le tronçon Hers-Mort	Zones concernées et actions principales (référence : station de Toulouse Périole)
Jaune	<ul style="list-style-type: none"> - Réception de l'alerte préfectorale de changement de seuil. - Aucune surveillance nécessaire (jusqu'à environ 2,00 m, niveau atteint approximativement lors des crues de 2006 et 2014, sans conséquences notables). - A 1,5 m (si 2 m et plus envisageables), information de la hiérarchie et information des services pour mise en place du dispositif de surveillance pour 2 mètres. <p><u>Si crue d'au moins 2,00 m à la station de Toulouse Périole avec prévisions à la hausse :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Information des personnes sans résidence et des promeneurs en bordure de berges (en fonction de l'état de la connaissance d'éventuels campements ou points bas observés sur certains secteurs) - Mise en vigilance des services concernés après information de la hiérarchie et des élus. - Surveillance par appel téléphonique ou sur le terrain au niveau de quelques points en aléas faible à fort sur les secteurs de Gabardie, Argoulets, Saune-Marcaissonne et Palays
Orange	<ul style="list-style-type: none"> - Réception de l'alerte préfectorale de changement de seuil et mise en alerte des services concernés après information de la hiérarchie et des élus. - Alerte des personnes sans résidence et des promeneurs en bordure de berges. - Surveillance par appel téléphonique ou sur le terrain, a minima au niveau des différents points définis sur l'ensemble des secteurs d'alerte, hors Château de l'Hers et Montaudran / Parc du Canal. - Alerte des principaux établissements concernés en zones d'aléa faible à fort, pour information, voire évacuation en fonction des constats réalisés sur le terrain. - Alerte des différents secteurs (hors Château de l'Hers) pour information, voire évacuation en tout ou partie, si des premiers débordements sont constatés. - Interdiction d'accès aux secteurs concernés par l'évacuation. - Sollicitation de bus pour aider à l'évacuation des populations, accueil et hébergement en gymnase(s) si nécessaire.
Rouge	<ul style="list-style-type: none"> - Réception de l'alerte préfectorale de changement de seuil et mise en alerte des services concernés après information de la hiérarchie et des élus. - Surveillance par appel téléphonique ou sur le terrain, a minima au niveau des différents points définis et sur l'ensemble des secteurs d'alerte. - Alerte systématique des principaux établissements concernés en zones d'aléa faible à fort, pour évacuation, si non réalisée dès la vigilance orange. - Alerte systématique des différents secteurs pour information, voire évacuation en tout ou partie. - Interdiction d'accès aux secteurs concernés par l'évacuation. - Sollicitation de bus pour aider à l'évacuation des populations, accueil et hébergement en gymnase(s) si nécessaire.

PCS - PARTIE E – LE DIAGNOSTIC DES RISQUES ET LES STRATEGIES D'ACTIONS


Par prudence, les zones d'alerte intègrent les zones de crue historique de l'Hers (avant son recalibrage). Ces zones font l'objet d'une simple information en cas de crue, les riverains situés en zones d'aléas faible à fort étant quant-à-eux alertés pour évacuation (l'évacuation est parfois étendue à des secteurs limitrophes pour des raisons opérationnelles).

ZONES D'ALERTE POUR INFORMATION, VOIRE EVACUATION

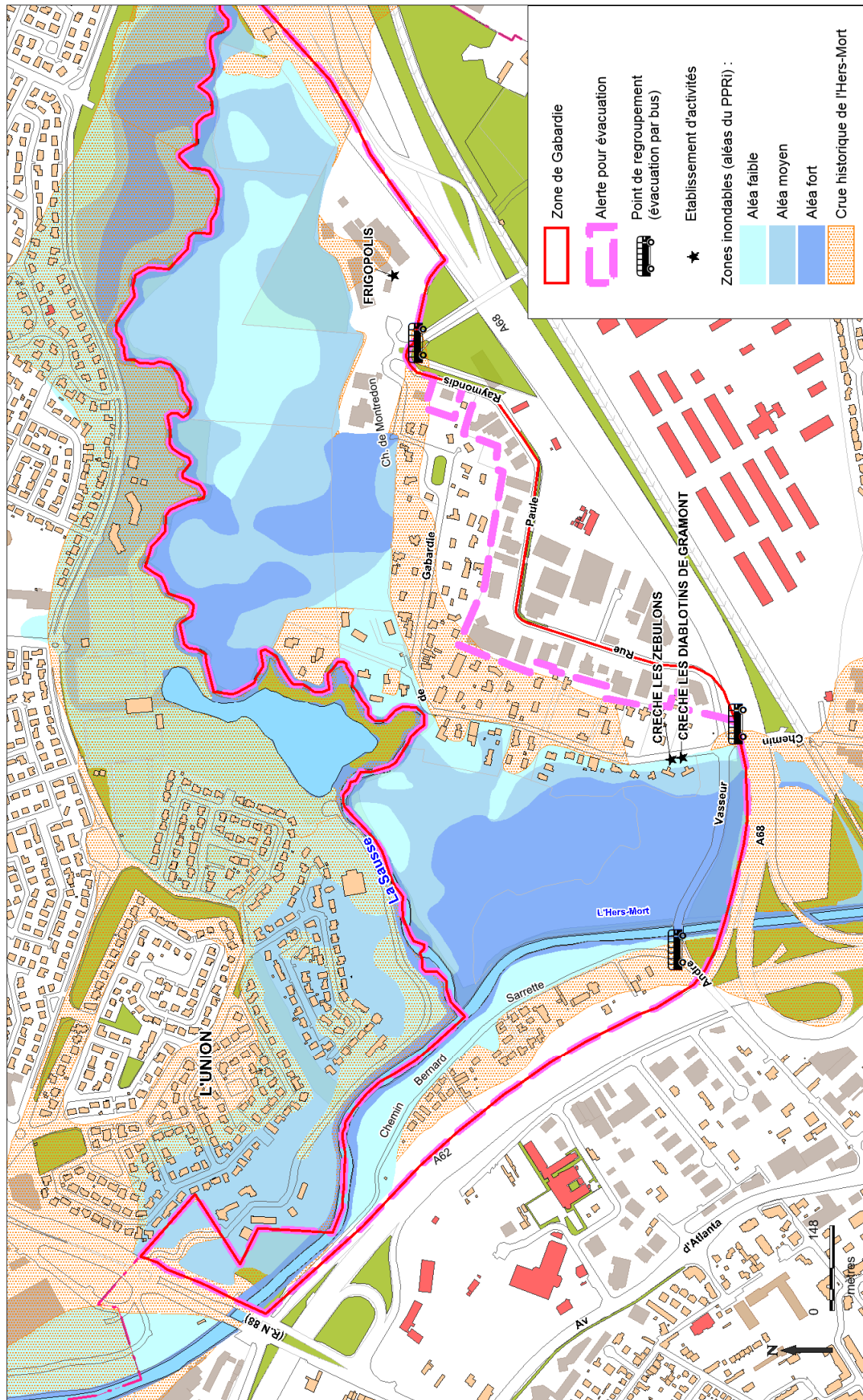


PCS - PARTIE E – LE DIAGNOSTIC DES RISQUES ET LES STRATEGIES D’ACTIONS

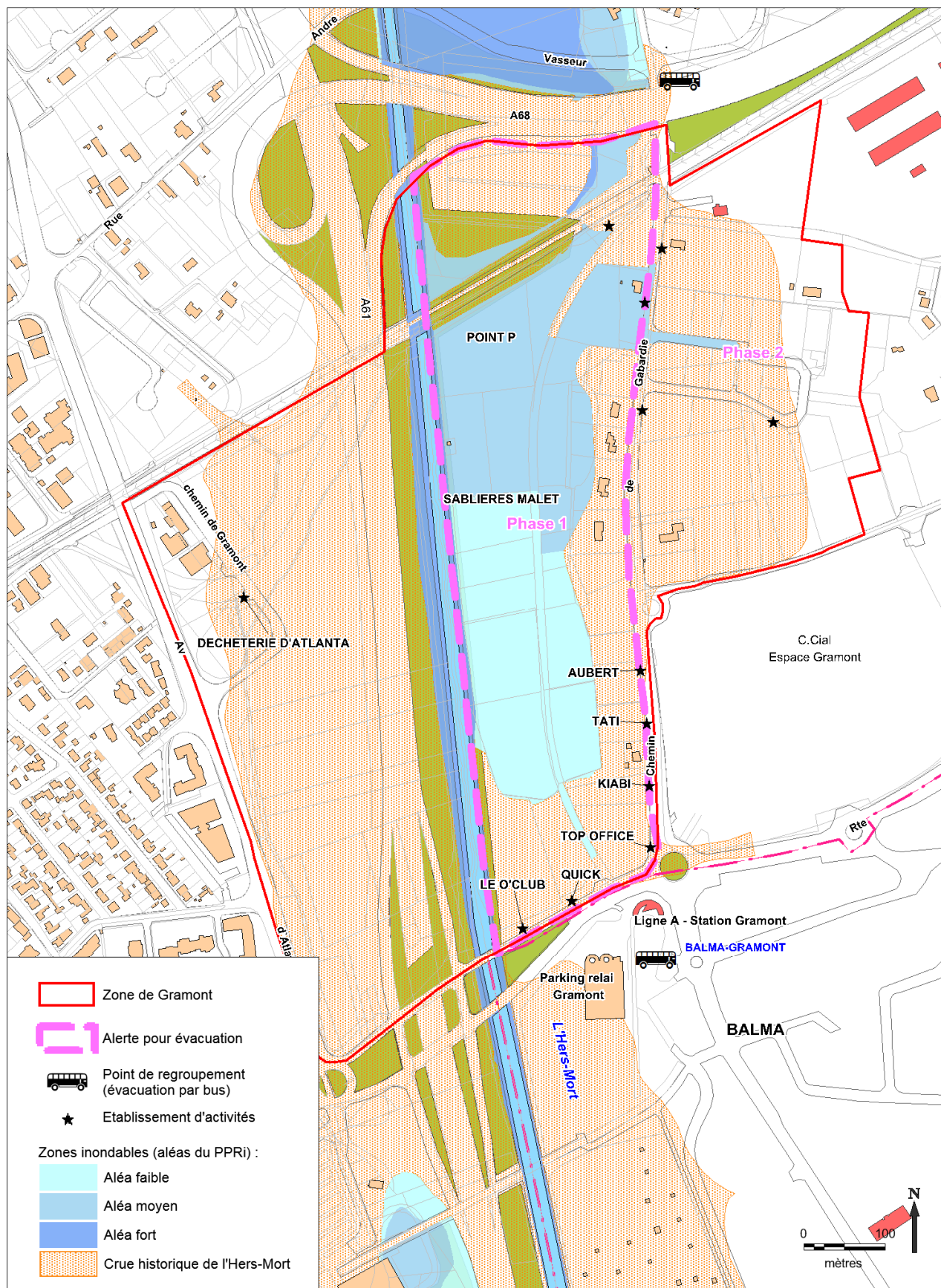
Les points de regroupement pour chacune des zones d’alerte concernées potentiellement par l’évacuation d’habitants (aléas faible à fort) sont présentés sur le tableau ci-dessous et les plans joints (ils peuvent être adaptés en fonction des circonstances).

ZONE D’ALERTE (avec évacuation en tout ou partie)	Localisation des points de rassemblement : 
GABARDIE	<ul style="list-style-type: none">- Intersection rue André Vasseur et chemin Bernard Sarrette- Intersection rue André Vasseur et chemin de Gabardie- Intersection chemin de Montredon et rue Paule Raymond
GRAMONT	<ul style="list-style-type: none">- Arrêt Balma-Gramont
ARGOULETS	<ul style="list-style-type: none">- Arrêt Argoulets- Arrêt Guillaumet (rue Louis Plana)
SAUNE – MARCAISSONNE	<ul style="list-style-type: none">- Arrêts Montaudran et Chouvel (route de Revel)- Arrêt Cayras (chemin de Cayras)- Intersection avenue de la Marcaissonne et chemin des Tuileries

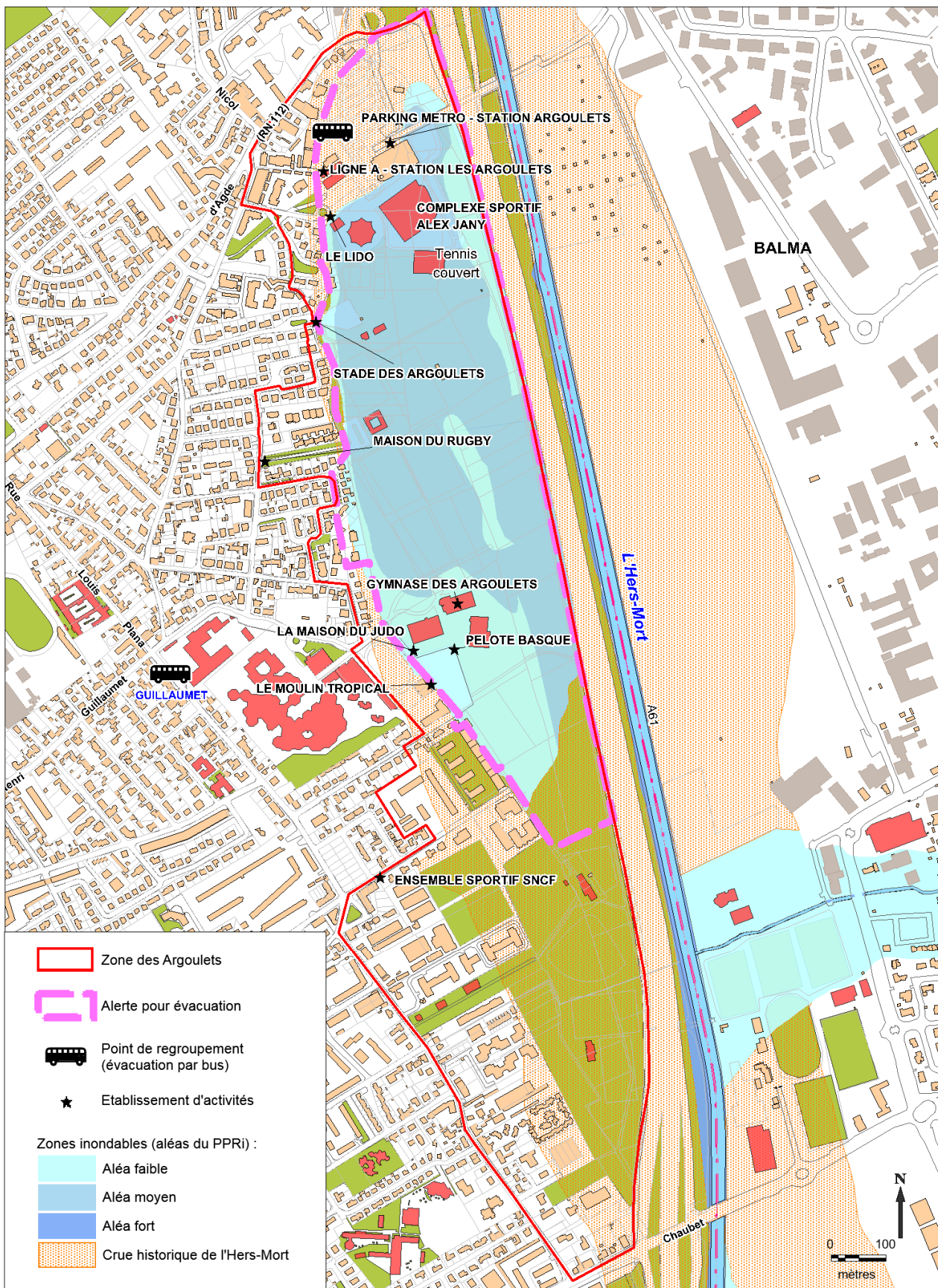
**CRUES DE L'HERS-MORT ET DE SES AFFLUENTS :
ZONE D'ALERTE GABARDIE**



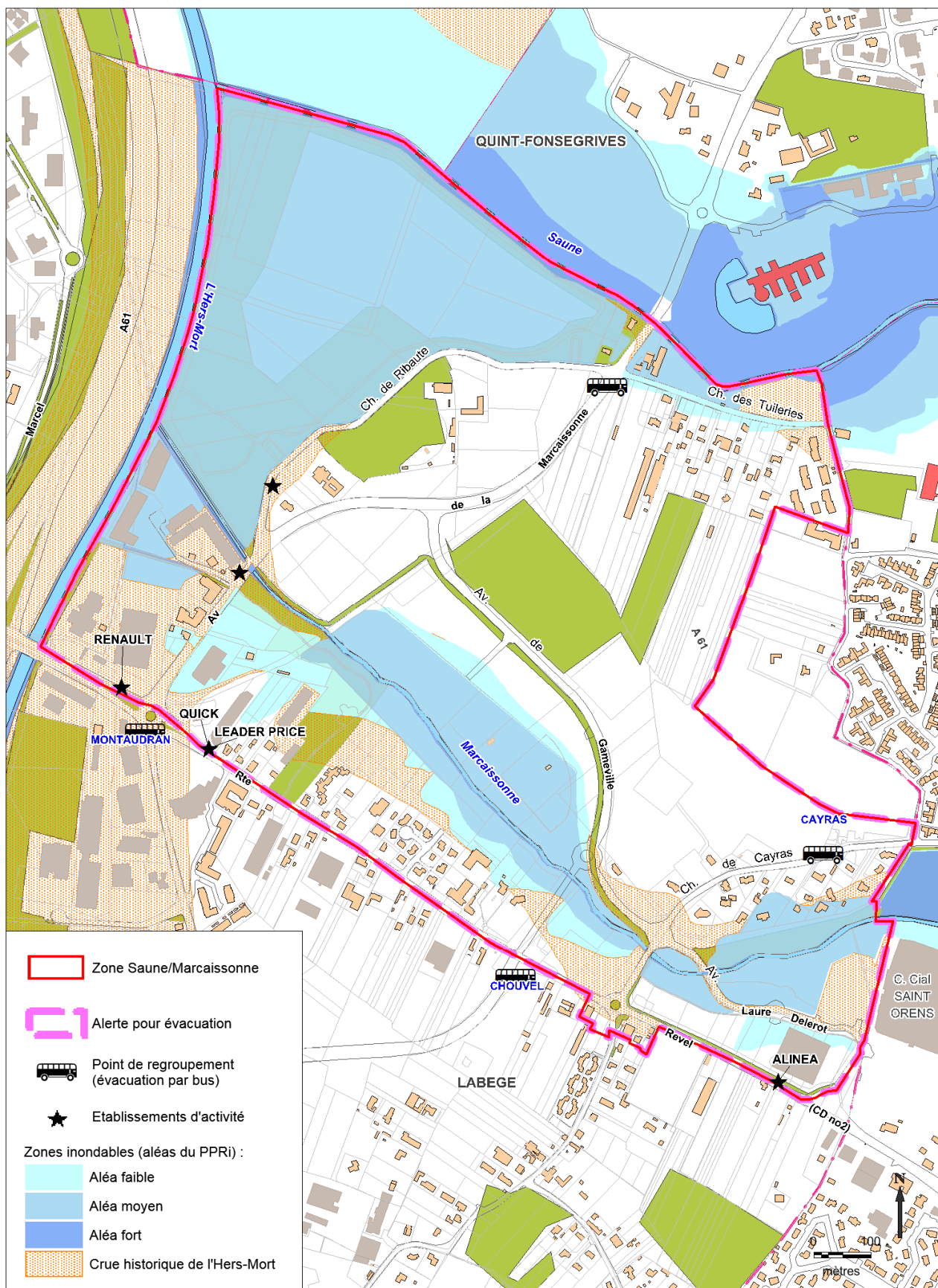
**CRUES DE L'HERS-MORT ET DE SES AFFLUENTS :
ZONE D'ALERTE DE GRAMONT**










CRUES DE L'HERS-MORT ET DE SES AFFLUENTS : ZONE D'ALERTE DES ARGOULETS



**CRUES DE L'HERS-MORT ET DE SES AFFLUENTS :
ZONE D'ALERTE SAUNE / MARCAISSONNE**



5 - CONSIGNES COMPORTEMENTALES

	<p>Le risque Inondation</p>	<p>Les principales consignes de sécurité</p>						
---	---------------------------------	--	---	---	--	---	---	---

AVANT LA CRUE :

Prévoir les gestes essentiels :

- fermer les portes et fenêtres,
- couper le gaz et l'électricité,
- mettre les produits sensibles au sec (album photos, papiers personnels, factures ..., les matières et les produits dangereux ou polluants), surélever le mobilier,
- installer des passerelles d'accès,
- amarrer les cuves,
- faire une réserve d'eau potable et de nourriture.

Préparer l'évacuation (papiers personnels, médicaments urgents, vêtements de rechange, couvertures...).

PENDANT LA CRUE : EVACUER OU SE REFUGIER

- s'informer de la montée des eaux (par radio ou auprès de la mairie)
- se conformer aux directives des services de la commune et des sapeurs-pompiers, y compris en cas de mesure d'évacuation,
- essayer d'obturer les portes et soupiraux des domiciles,
- rester dans les étages supérieurs des habitations,
- ne pas s'engager sur une aire inondée,
- n'évacuer qu'après en avoir reçu l'ordre.

APRES LA CRUE :

- respecter les consignes
- aérer et désinfecter les pièces,
- ne rétablir l'électricité que sur une installation sèche (vérifier tous les circuits que l'eau a pu toucher. Au moindre doute, faire appel à un électricien, voire à un réparateur),
- vérifier que les joints et les tuyaux d'alimentation en gaz n'ont pas été endommagés,
- purger la citerne de fuel en ouvrant le robinet inférieur (toute trace d'eau - écoulement clair - doit disparaître),
- nettoyer les pièces essentielles de la chaudière (brûleur, thermostat). Au besoin, appeler un spécialiste et contrôler l'ensemble des conduites, radiateurs, soupapes, clapets et joints. Vérifier qu'il n'y a pas de fuite,
- chauffer dès que possible (vérifier le bon fonctionnement du thermostat et l'étanchéité des joints le cas échéant).

DIAGNOSTIC DES RISQUES – STRATEGIES D’ACTIONS	
RISQUES NATURELS	MOUVEMENTS DE TERRAIN

1 - DIAGNOSTIC DES ALEAS

Les coteaux de Pech David sont soumis à de nombreux glissements de terrain imputables à plusieurs facteurs :

- la topographie (présence de fortes pentes et de falaises abruptes),
- l'action de sape due à la Garonne,
- la nature des roches locales qui peuvent être instables,
- les conditions hydrogéologiques (nappes phréatiques),
- les travaux agricoles, les défrichements etc... (bouleversement du milieu naturel)
- les travaux d'aménagement et les vibrations dues au trafic sur la route départementale n°4 (Chemin des Etroits),
- le séisme induit par l'explosion de l'usine AZF en 2001 (fissuration du bâti, dont la vitesse d'évolution est difficile à prévoir).

De ce fait, les coteaux de Pech David souffrent d'une grande instabilité :

- **la pente des talus va évoluer** (à l'échelle des temps géologiques), en s'adoucissant progressivement par une érosion lente ou plus brutale, lors de glissements de terrain dont l'amplitude est en étroite relation avec l'intensité des épisodes pluvieux (les épisodes de grande sécheresse conduisent à l'ouverture de fissures profondes dans les argiles et les marnes, qui se saturent ensuite d'eau lors de pluies abondantes),
- **le chemin des Etroits présente également un risque** : le remblai de la route peut, à tout moment, être brisé par la reprise du glissement.

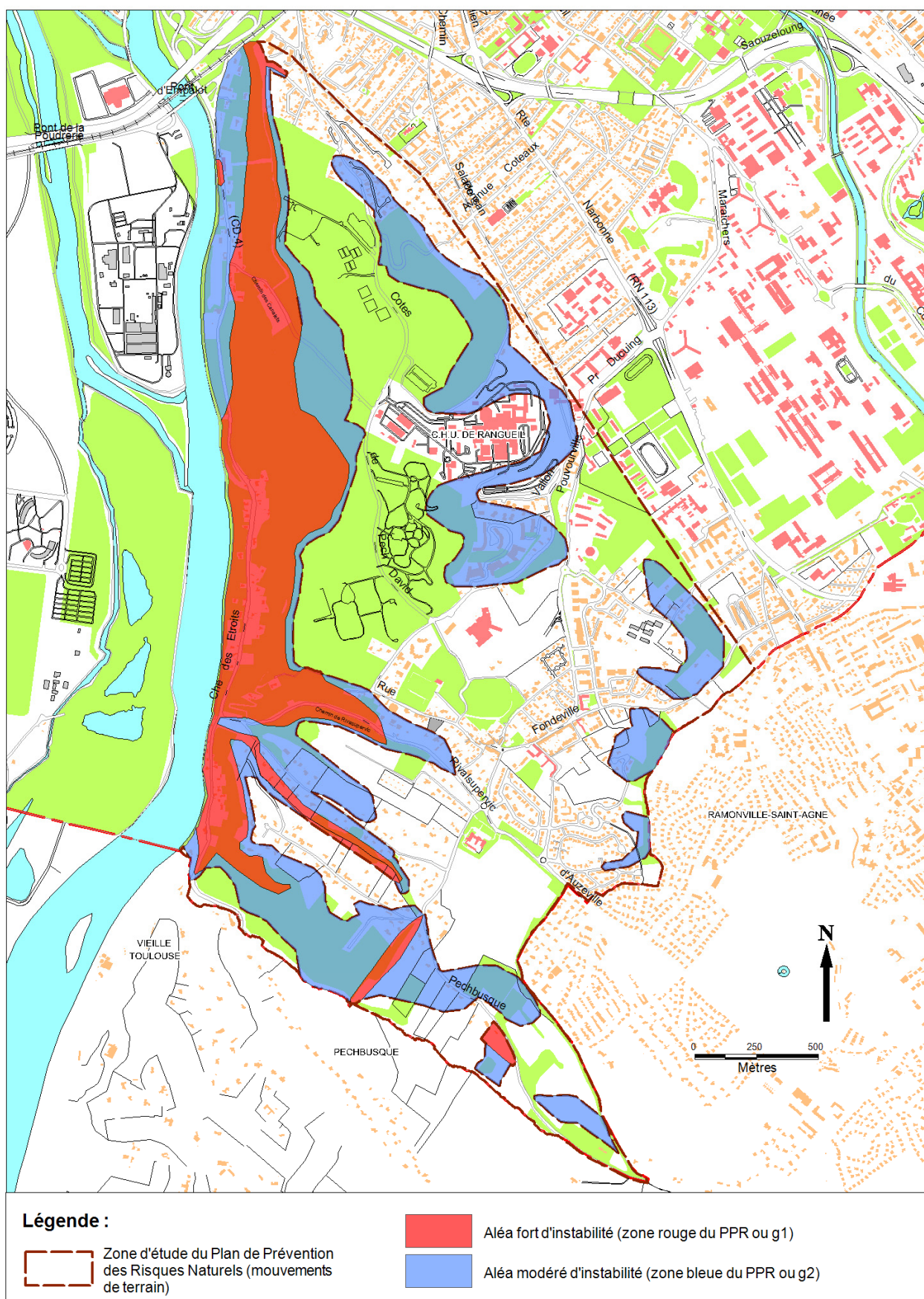
Or, la plupart des maisons (à l'Est du CD 4) sont implantées en pied de versant où des chutes de blocs, chutes d'arbres, coulées boueuses et glissements de grandes masses sont à craindre.

C'est pourquoi, la Ville de TOULOUSE a fait appel depuis 1993 à une Société spécialisée pour étudier les risques géologiques présents aux pieds du versant. **Toutes les propriétés du Chemin des Etroits sont ainsi classées annuellement suivant le niveau de risque sur le bâti, avec :**

- **risque de type 3** : pas ou très peu de risques pour le bâti,
- **risque de type 2** : évolution lente du massif mais observable sur une année, avec actuellement peu de risques graves sur les bâtiments. Les propriétés sont régulièrement surveillées par le bureau d'études spécialisé,
- **risque de type 1** : danger important pour les vies humaines- Risques de mouvements graves ou mouvements en cours pouvant être réactivés ou accélérés à la faveur de fortes pluviométries.

Ce classement est évolutif en fonction de la constatation des désordres. Il est fonction de la géologie du sous-sol, mais aussi de la qualité du bâti.

MOUVEMENTS DE TERRAIN : ZONES D'ALEAS



A noter que le territoire communal est également concerné pour environ 2/3 de sa surface par le phénomène de retrait-gonflement des sols argileux ou risque « sécheresse ». En effet, le volume des sols argileux varie en fonction de leur teneur en eau : retrait lors d'une période d'assèchement, gonflement lorsqu'il y a apport d'eau, ce qui conduit à des sinistres plus ou moins importants sur le bâti et à des conséquences énormes sur le plan économique (ces dommages représentent le 2^{ème} poste des demandes d'indemnisation au titre du régime des catastrophes naturelles). Ce risque « sécheresse » n'est pas visé par le PCS (mouvements lents et continus).

2 - RECENSEMENT DES ENJEUX

RAPPEL : VOIR LES AVERTISSEMENTS EN DEBUT DE CHAPITRE

2.1 - POPULATION CONCERNEE

Données du Répertoire Immobilier Localisé RIL 2017 (INSEE)			
Nombre de points d'adresse	Nombre de points d'adresse pour de l'habitation	Nombre de logements	Nombre d'habitants (base 1,9 hab/logt en 2014)
228	225	1256	2386

2.2 - ETABLISSEMENTS SENSIBLES

Les établissements sensibles concernés sont listés dans le Guide d'intervention et de coordination des services en cas de mouvements de terrain sur Pech David.

2.3 - ACTIVITES ECONOMIQUES






Données du Fichier SIRENE 2015 (INSEE)	
Nombre d'enregistrements (établissements)	Nombre minimum d'établissements de plus de 50 salariés
196	2 (CHU)

3 - STRATEGIES D’ACTIONS DU MAIRE

Rappel : les stratégies d’actions du Maire correspondent aux actions générales du Plan Communal de Sauvegarde et sont fonction de la réalité de l’événement. Aucun plan spécifique n’est à prévoir, les actions pouvant se répartir comme suit :

PENDANT L’EVENEMENT	
➤ Alerter	<ul style="list-style-type: none"> - Déclencher le Plan Communal de Sauvegarde et alerter les services - Alerter et informer la population exposée - Prendre et afficher des arrêtés d’interdiction d’habiter (si nécessaire) - Alerter et informer les populations sensibles
➤ Mettre à l’abri (évacuer si nécessaire)	
➤ Sécuriser :	<ul style="list-style-type: none"> - Gérer les flux de circulation (participer)
➤ Accueillir et héberger les populations	
➤ Ravitailler	

4 - CONSIGNES COMPORTEMENTALES

	Le risque Mouvement de terrain	Les principales consignes de sécurité				
AVANT : <ul style="list-style-type: none">- s’informer des risques encourus et des consignes de sauvegarde.						
PENDANT : <ul style="list-style-type: none">- fuir latéralement,- gagner au plus vite les hauteurs les plus proches,- ne pas revenir sur ses pas,- dans un bâtiment, s’abriter sous un meuble solide en s’éloignant des fenêtres,- ne pas entrer dans un bâtiment endommagé.						
APRES : <ul style="list-style-type: none">- respecter les consignes- évaluer les dégâts et les dangers,- informer les autorités- se mettre à la disposition des secours.						

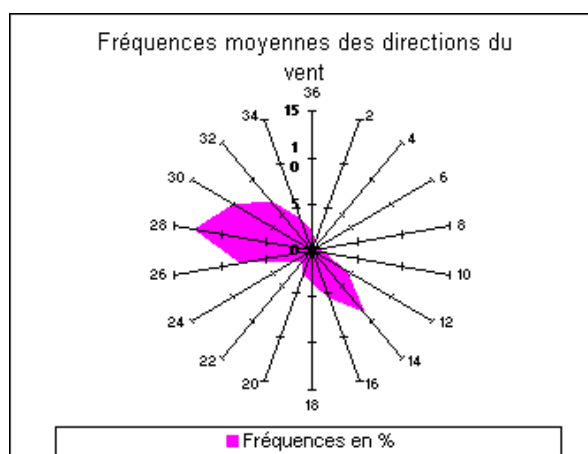
DIAGNOSTIC DES RISQUES – STRATEGIES D' ACTIONS

RISQUES NATURELS

RISQUES METEOROLOGIQUES (DONT TEMPETES)

1 - DIAGNOSTIC DES ALEAS

Les tempêtes en Haute-Garonne ont surtout lieu en automne-hiver et traversent généralement la France en trois jours, du Sud-Ouest au Nord-Est. Le risque est aléatoire : les vents violents peuvent être générés par des mini-tornades ou des nuages d'orage : les cumulonimbus. Ils apparaissent alors brusquement et concernent en général une zone très limitée à l'échelle du département.



Les autres risques météorologiques :

- **La grêle** est une précipitation météorologique formée de grains de glace ou grêlons. Si l'on considère les dommages économiques causés (cultures, bâtiments...), à l'échelle de la région Midi-Pyrénées, la grêle est à mettre en tête des catastrophes atmosphériques¹³.
- **La canicule** est une période de forte chaleur durant l'été. Elle peut durer plusieurs semaines et engendre des dégâts importants pour la nature et peut être la cause de nombreux décès notamment pour les personnes âgées, nourrissons, travailleurs exposés à la chaleur, personnes ayant une activité physique importante, personnes sans-abri.
- **La sécheresse prolongée** (absence ou insuffisance de précipitations) a des incidences importantes au point de vue économique, écologique et peut provoquer de graves dommages aux constructions. Sous l'action d'une sécheresse anormale, la diminution de certains sols entraîne le tassement des constructions fondées superficiellement.
- **La neige** est par contre relativement rare (6 jours en moyenne par an).
- **Les gelées** résultent d'une transformation de l'eau de l'état liquide à l'état solide (glace) au voisinage de 0°C (congélation). On appelle jour de gel celui où la température reste constamment négative et jour de gelée celui où après un minimum négatif on enregistre cependant un maximum positif. Les gelées peuvent occasionner des dégâts importants au point de vue économique (notamment sur le plan agricole). Elles engendrent également de nombreuses ruptures de canalisations. Par ailleurs, les sans-abri sont les premières victimes du froid.

¹³ Extrait de « Les risques naturels en Midi-Pyrénées » – Région Midi-Pyrénées – Agence Régionale Pour l'Environnement de Midi-Pyrénées

PCS - PARTIE E – LE DIAGNOSTIC DES RISQUES ET LES STRATEGIES D'ACTIONS

- **Les pluies intenses (pluie-inondation)** apportent sur une courte durée (d'une heure à une journée) une quantité d'eau très importante. Les pluies en ruisselant et se concentrant dans les cours d'eau peuvent causer des inondations. Cet aspect est traité dans le chapitre relatif aux risques d'inondation.

Les villes peuvent subir également un fort ruissellement des eaux en raison des surfaces imperméabilisées et de la saturation du réseau d'évacuation des eaux pluviales, lequel peut causer des débordements et des dégâts importants. A Toulouse, en dehors de quelques points bas identifiés et rares secteurs localisés où le réseau pluvial, de par son évolution peut nécessiter des aménagements, les débordements localisés lors de pluies intenses sont liés à des problèmes d'exploitation (indépendants du dimensionnement du réseau). Tout constat de ce type fait aussitôt l'objet d'un traitement adapté.

Les risques météorologiques font l'objet d'une information et d'une alerte par l'intermédiaire notamment de la carte de vigilance météorologique. Ce dispositif de surveillance et d'alerte est précisé dans le DICRIM.

2 - RECENSEMENT DES ENJEUX

Les enjeux sont susceptibles de concerner toute la population toulousaine.

En fonction des événements, les enjeux pourront principalement concerner les personnes sans-abri, les personnes âgées, les nourrissons, les campings, les manifestations sur le domaine public (comprenant ou non des chapiteaux), les marchés de plein vent...

3 - STRATEGIES D'ACTIONS DU MAIRE (HORS CANICULE ET GRAND FROID)

Rappel : les stratégies d'actions du Maire doivent prendre en compte les stratégies prévues par les plans préfectoraux éventuellement activés et en particulier :

- Dispositions Spécialisées ORSEC – « Alerte Météorologique ».

Le Guide d'intervention et de coordination des services en cas d'événements météorologiques (Plan METEO) n'est pas formalisé à la date de mise à jour du PCS mais différentes procédures sont déjà partagées entre les services au regard des différents types d'événements et synthétisées ici.

La Mairie de TOULOUSE assure une veille permanente sur le risque météorologique au moyen d'un marché de prestations météorologiques qui permet notamment de connaître les prévisions et de recevoir des alertes par mails, SMS ou fax pour les vents supérieurs à 60 km/h, les orages, la neige et les phénomènes glissants, la canicule, les températures inférieures à -3°C, les fortes précipitations, les changements de niveau de vigilance... La Ville de Toulouse est par ailleurs alertée par la Préfecture en cas de changement de niveau de vigilance du département (à partir du niveau orange).

La Mairie de TOULOUSE est également abonnée à deux services d'avertissement spécifiques : Avertissement pluies intenses à l'échelle des communes (APIC) et Vigicrues Flash, (risque de crues dans les prochaines heures sur certains cours d'eau de la commune non couverts par la vigilance crues). Voir à ce sujet le chapitre sur les risques d'inondation.

NIVEAU VIGILANCE ORANGE	
➤	Vigilance
➤	<p>Alerter</p> <ul style="list-style-type: none"> - Déclencher le Plan Communal de Sauvegarde et alerter les services - Alerter et informer la population exposée - Alerter et informer la population sensible
➤	Mettre à l'abri (si besoin : interdiction de manifestations, marchés de plein vent..)
NIVEAU VIGILANCE ROUGE	
➤	Vigilance
➤	<p>Alerter</p> <ul style="list-style-type: none"> - Déclencher le Plan Communal de Sauvegarde et alerter les services - Alerter et informer la population exposée - Alerter et informer la population sensible
➤	<p>Sécuriser :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Gérer les flux de circulation (participer)
➤	<p>Assister</p> <ul style="list-style-type: none"> - Soutenir les populations sensibles (si nécessaire)
➤	Mettre à l'abri
➤	Accueillir et héberger les populations
➤	Ravitailer

D’une façon générale, **LES STRATEGIES PREVUES EN CAS DE TEMPETE** sont les suivantes :

3.1 - AVANT

- **La diffusion de l’alerte, l’adaptation des activités :**
 - diffusion de l’alerte et des consignes de comportement adaptées au risque avec les moyens d’information et de communication à disposition, y compris à l’ensemble des établissements de la collectivité, en particulier les établissements gestionnaires de publics sensibles,
 - alerte des publics sensibles : sans résidence stable, aires d’accueil (gens du voyage), campements (caravanes et tentes),
 - alerte des campings de TOULOUSE (Camping de Rupé et Camping de la Bouriette). Un interlocuteur de permanence est demandé,
 - alerte, dans la mesure du possible, des entreprises exploitant les grues déclarées, installées sur le domaine public et privé (si la flèche survole le domaine public),
 - adaptation des activités extérieures en fonction des prévisions, y compris pour les établissements gestionnaires de publics sensibles (report de sorties éventuellement envisagées par les centres de loisirs...),

PCS - PARTIE E – LE DIAGNOSTIC DES RISQUES ET LES STRATEGIES D'ACTIONS

- **La mobilisation des équipes** (y compris celles de la Direction Générale des Services Techniques de Toulouse Métropole) :
 - mise en place, voire renforcement des équipes d'astreinte (en cas d'évènement attendu en dehors des heures ouvrables) adaptées aux problèmes prévisibles sur les bâtiments de la collectivité (équipe de menuisiers pour assurer la mise en sécurité des bâtiments, serruriers, zingueurs, équipes de prêt de matériel, électriciens,...). Mise en vigilance des cadres de la Direction de l'Immobilier et Bâtiments,
 - mise en place des astreintes nécessaires à la Direction Mobilités Gestions Réseaux : signalisation lumineuse, panneaux, Maintenance Corrective d'Urgence,
 - mobilisation des équipes des Jardins et Espaces Verts (agents, mais également véhicules et matériels d'élagage),
 - mobilisation du personnel nécessaire pour d'éventuels hébergements d'urgence (concierges des gymnases, éducateurs sportifs chargés de l'accueil et de l'accompagnement des personnes, ateliers...), notamment pour les personnes sans-abri.
- **L'interdiction des accès aux parcs, jardins et cimetières :**
 - fermeture des jardins à risque (présence d'arbres âgés) dès que les prévisions annoncent des rafales supérieures à 60 km/heure et fermeture de tous les jardins pour des rafales supérieures à 80 km/h,
 - mise en place de panneaux de vigilance dans les jardins ne pouvant être fermés (Squares De Gaulle et Wilson...),
 - si besoin, fermeture des accès aux cimetières (en particulier pour les cimetières de Terre-Cabade, Cornebarrieu et Rapas),
 - mise en place de panneaux de vigilance dans les cimetières ne pouvant être fermés (cimetières de quartier...).
- **Des mesures relatives aux manifestations et à l'accès aux installations sportives**
 - alerte des organisateurs des manifestations déclarées (avec ou sans chapiteaux), voire interdiction des manifestations (sportives ou non) par arrêté municipal,
 - report éventuel de matchs, si besoin fermeture préventive au public de certaines installations sportives (telle que les piscines Nakache et Chapou non couvertes), fermeture des coupoles ouvertes d'autres piscines (Papus, Toulouse Lautrec par exemple),
 - transferts éventuels de manifestations sportives dans des lieux sécurisés.
- **Les restrictions, voire interdictions des marchés de plein vent :**
 - ordre de fermeture des parapluies forains sur les marchés de plein vent en cas de vent annoncé,
 - possibilité de suspension des marchés installés sous des arbres par arrêté spécifique (Ormeau, Le Salin, Saint-Georges, Saint-Sernin, Bellevue, Cristal, Saint-Simon et Rangueil...), en cas de vent particulièrement violent,
 - si nécessaire, en fonction des prévisions, arrêté municipal global ordonnant la fermeture de tous les marchés de plein vent.



Mairie de Toulouse

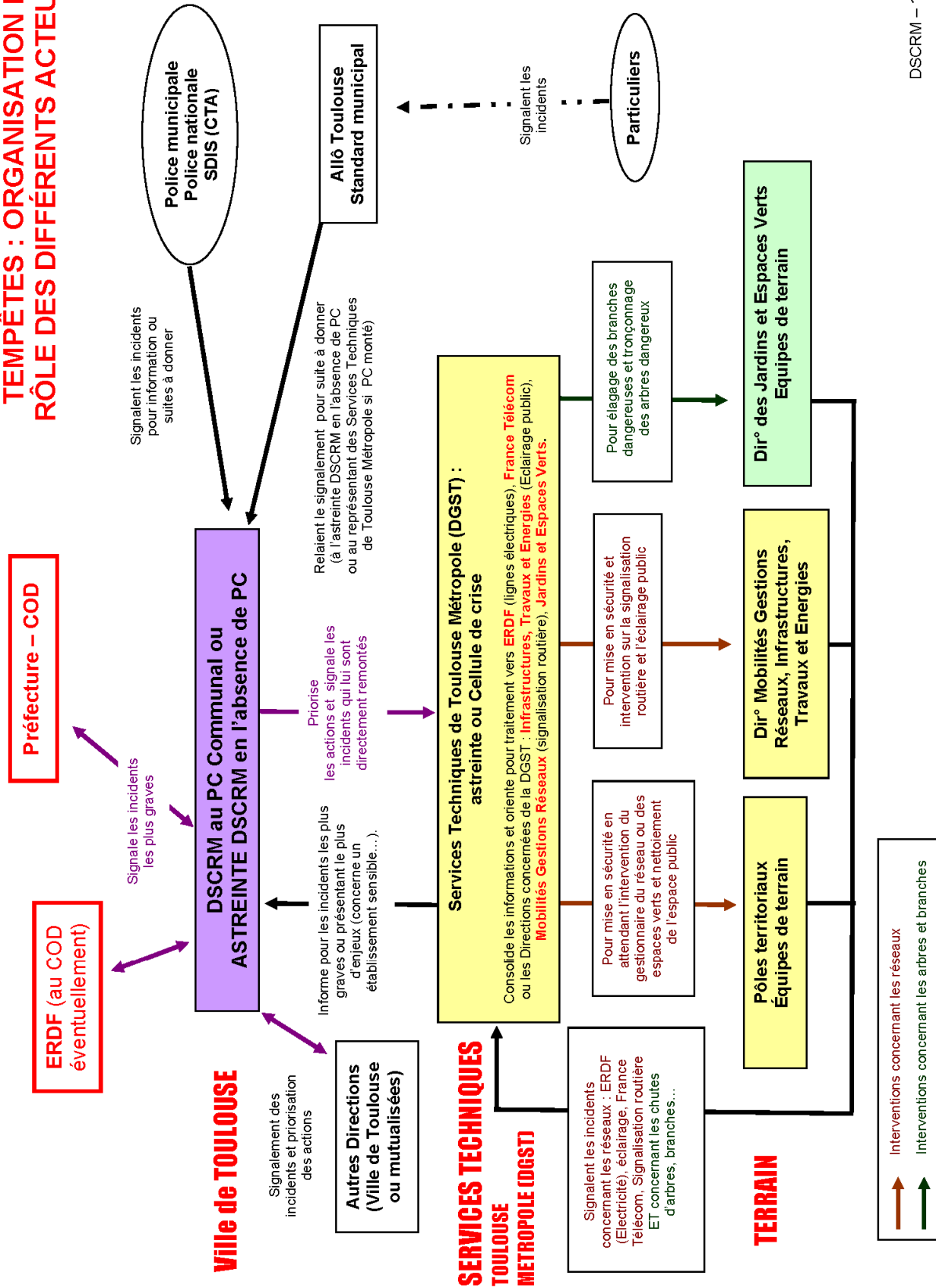
3.2 - PENDANT

- **La désignation d'un représentant au Centre Opérationnel Départemental** de la Préfecture.
- **La mobilisation du correspondant tempête (y compris à Toulouse Métropole) :** voir les risques liés aux ressources (rupture d'alimentation électrique) **et la mise en place d'une organisation de crise spécifique** (voir le schéma joint).

PCS - PARTIE E – LE DIAGNOSTIC DES RISQUES ET LES STRATEGIES D'ACTIONS

- **La diffusion des consignes de comportement et des mesures prises par la Mairie de TOULOUSE** (interdictions de manifestations, fermeture d'établissements, réorganisations, mesures de régulation routière prises en partenariat avec les autres acteurs...).
- **La prise en charge des personnes sans-abri** : ouverture des accueils de jour (dont Espace Social), mise en place éventuelle d'un accueil de nuit.
- **La mobilisation des équipes** (astreintes techniques éventuelles en cas d'évènement hors heures ouvrables) **pour le traitement des urgences, en limitant les interventions au strict minimum** pendant la tempête (sauvegarde de l'intégrité physique des agents) :
 - intervention des équipes des Jardins et Espaces Verts en vue d'assurer le dégagement des voies de circulation et la sécurisation des domaines public et privé (abattage et débitage d'arbres),
 - intervention de la Direction de l'Immobilier et des Bâtiments, voire d'un bureau d'études spécialiste en structures (marché), en particulier pour expertise et décision sur les mesures à prendre (interdiction d'accès, sécurisation des abords, canalisation des piétons, ...) en lien avec les services concernés,
 - intervention des services techniques de Toulouse Métropole (DGST) concernant essentiellement :
 - ⇒ l'éclairage public : dépose des appareils décrochés, tombés ou dont les capots s'envolent ; si possible, réalisation de bouclages pour réalimenter l'éclairage public après information du propriétaire (EDF la plupart du temps) en cas de poteau au sol,
 - ⇒ le nettoyage,
 - ⇒ la sécurisation de périmètres dangereux : vitrines explosées, cheminées tombées ou menaçant de tomber, toitures envolées, panneaux de chantier ou de signalisation arrachés ou déplacés, élagage en renfort et en coordination avec les équipes des Jardins et Espaces Verts (actions chaque fois que des arbres ou des végétaux représentent un danger sur trottoir ou sur chaussée), fils électriques présentant un danger pour les personnes (en relation avec E.R.D.F.),
 - ⇒ les interventions de la Section Signalisation Lumineuse du PC Capitoul (dont interventions avec nacelle), de la Section Maintenance Corrective d'Urgence et de la Section Panneaux : changement de lampes ou de fusibles, mise en sécurité suite à des supports arrachés, interventions suites à des crosses de candélabres tournées, panneaux à redresser, resceller, ou réorienter...,
 - interventions sur les bâtiments de la collectivité : principalement les couvreurs zingueurs (pose de bâche...) et les menuisiers pour assurer la fermeture des établissements ayant souffert de vitres brisées, de portes arrachées ou cassées...

TEMPÊTES : ORGANISATION ET RÔLE DES DIFFÉRENTS ACTEURS



DSCRM – 19/09/2018

3.3 - APRES

- **La poursuite des interventions d'urgence** et la mobilisation de l'ensemble des équipes opérationnelles.
- **Les visites des sites de la collectivité en vue d'une évaluation précise des dégâts** (photos, constat....) **et le déclenchement d'interventions techniques.** Certaines interventions font l'objet de traitement en urgence pour éviter la dégradation des bâtiments, mettre en sécurité les abords et évaluer des possibilités de fonctionnement des établissements (si nécessaire, intervention d'entreprises pour la mise en place de bâches).
- **La poursuite de la mise en sécurité des sites de la collectivité** avec l'aide d'entreprises spécialisées et des Pôles territoriaux pour l'évacuation des branchages (camions avec grappin). D'importantes opérations de nettoyage sont également mises en œuvre par le personnel des différents sites (tronçonnage d'arbres abattus, enlèvement de branchages....et déchets divers).

L'ordre de priorité est donné aux écoles et aux centres de Petite Enfance, puis les cimetières, les jardins ouverts et enfin les jardins fermés. Tous les jardins clôturés sont maintenus fermés tant que la sécurité du public n'est pas assurée. La réouverture au public peut éventuellement se faire moyennant le balisage de certaines zones où des arbres ne sont pas arrachés mais en équilibre.

Tempête du 24-01-2009



Mairie de Toulouse

- **La participation à l'évacuation des déchets verts des propriétés privées** par l'intermédiaire des rendez-vous pris par Allô Toulouse. A noter que l'enlèvement des déchets verts est susceptible de représenter un volume très important qui est dirigé vers la compostière de Ginestous.
- **La réorganisation temporaire de la carte scolaire**, en fonction des besoins (en relation avec la Direction du Service Départemental de l'Education Nationale). Les équipes sont alors mobilisées en vue d'assurer la continuité des flux d'information (écoles et usagers, y compris loisirs associés à l'école) durant toute la période du retour à la normale et en vue d'assurer la continuité de service (transferts et accueil des enfants d'une école à une autre, ...).
- **Des interventions spécifiques pour les sites extérieurs** (centres de vacances) :
 - vérification des températures des chambres froides positives et négatives,
 - mise en place de groupes électrogènes si besoin, relations avec la Société assurant le contrôle des productions alimentaires (conservation des denrées),
 - vérification des arbres et bâtiments,
 - si nécessaire, décision est prise de reporter certains départs (séjours Ecole Ailleurs sur des Centres de Vacances...), information des enseignants concernés en vue qu'un relais d'information soit fait auprès des parents.
- **L'autorisation des manifestations sous réserve de la vérification des éventuels dégâts et de la prise en compte de toutes les mesures de sécurité.** Les chapiteaux, métiers forains, avant exploitation, doivent au préalable faire l'objet d'une vérification technique de la structure par un bureau de contrôle (avec avis favorable).

Orage de grêle mai 2008



Mairie de Toulouse

4 - STRATEGIES D'ACTIONS DU MAIRE EN CAS DE CANICULE

Rappel : les stratégies d'actions du Maire doivent prendre en compte les stratégies prévues par les plans préfectoraux éventuellement activés et en particulier les dispositions particulières du Plan ORSEC Sanitaire « Plan Départemental de Gestion d'une Canicule en Haute Garonne ».

Quatre niveaux opérationnels sont mobilisables en fonction de la situation¹⁴ météorologique et sanitaire, ils sont en adéquation avec les niveaux de vigilance météorologique :

- **la veille saisonnière**, niveau 1 de vérification des dispositifs opérationnels et de veille quotidienne de l'activité sanitaire, qui est en place du 1er juin au 15 septembre,
- **l'avertissement chaleur** (niveau 2) qui se traduit par une veille renforcée, un renforcement des mesures de communication, voire une préparation à un éventuel passage en niveau 3,
- **l'alerte canicule** (niveau 3), activée par le Préfet lorsqu'un épisode caniculaire est prévu. Ce niveau consiste à mettre en oeuvre des actions adaptées au phénomène en fonction des informations relatives à l'activité sanitaire. **Pour déclencher ce niveau, il faut en particulier que les températures atteignent 36° le jour et 21°C la nuit pendant 3 jours consécutifs,**
- **le niveau de mobilisation maximale** (niveau 4), qui consiste à mettre en oeuvre des ressources du dispositif ORSEC préfectoral dans le cas d'une canicule à l'impact sanitaire important et qui serait étendue sur une grande partie du territoire ou compliquée d'effets collatéraux. Ce niveau est déclenché par le Premier ministre.

Les stratégies du Maire sont détaillées dans le **Guide d'intervention et de coordination des services en cas d'événements météorologiques (Plan METEO)**.

NIVEAU VEILLE SAISONNIERE (01 juin au 31 août)	
➤	Formation
➤	Planification <ul style="list-style-type: none"> - Poursuite du recensement des personnes âgées, handicapées dans le cadre du Plan d'alerte et d'urgence
➤	Communication
➤	Vigilance <ul style="list-style-type: none"> - Etablir une Cellule de Veille Communale
➤	Alerter <ul style="list-style-type: none"> - Alerter et informer la population sensible

¹⁴ Une évaluation quotidienne du risque biométéorologique (pour la journée en cours et les cinq jours à venir) est élaborée par Météo-France. Elle est complétée d'une analyse de critères qualitatifs de risque par l'InVS, et d'une surveillance de la mortalité par les CIRE. Ces indicateurs scientifiques sont disponibles du 1er juin au 31 août.

AVERTISSEMENT CHALEUR	
➤	Vigilance renforcée
➤	Communication
ALERTE CANICULE	
➤	Communication
➤	Vigilance <ul style="list-style-type: none"> - Etablir une Cellule de Veille Communale
➤	Alerter <ul style="list-style-type: none"> - Déclencher le Plan Communal de Sauvegarde et alerter les services - Alerter et informer la population exposée - Alerter et informer la population sensible
➤	Accueillir et héberger les populations
➤	Ravitailer
NIVEAU DE MOBILISATION MAXIMALE	
➤	Communication
➤	Vigilance <ul style="list-style-type: none"> - Etablir une Cellule de Veille Communale
➤	Alerter <ul style="list-style-type: none"> - Déclencher le Plan Communal de Sauvegarde et alerter les services - Alerter et informer la population exposée - Alerter et informer la population sensible
➤	Accueillir et héberger les populations
➤	Ravitailer

D'une façon générale, les stratégies spécifiques au risque Canicule et prises en charge par la Ville de Toulouse et le CCAS sont les suivantes :

4.1 - LA TENUE D'UN REGISTRE NOMINATIF DES PERSONNES VULNERABLES ET LE RECENSEMENT DES MOYENS

- **La mise en place et l'utilisation d'un registre nominatif communal des personnes âgées, et des personnes handicapées dans le cadre du Plan d'Alerte et d'Urgence.**

Ce registre nominatif, confidentiel (article R741-48 du Code de la sécurité intérieure), concerne les personnes qui en font la demande, afin de faciliter l'intervention ciblée des services sanitaires et sociaux en cas de déclenchement du plan.

Outre l'identité, l'âge et le domicile de ces personnes, les services communaux veillent à ce que soient renseignées notamment les coordonnées du service intervenant à domicile, la personne à prévenir en cas d'urgence et les coordonnées du médecin traitant.

Ce recensement est assuré 24h/24, 7 jours/7 : en journée via Allô Seniors qui reçoit les demandes d'inscription de manière déclarative, après 17h00 par Allô Toulouse.

L'action concertée avec le Service Social Senior du CCAS permet d'affiner qualitativement les niveaux de fragilité et d'isolement des personnes figurant sur le registre, en particulier pour celles ne bénéficiant d'aucun service d'aide à domicile. Ces personnes sont prioritairement contactées en période de forte chaleur (le Conseil Départemental et divers autres organismes concernés prennent en charge les appels des personnes bénéficiant d'aide à domicile).

Les personnes souhaitant être recensées sur TOULOUSE ou les tiers souhaitant faire recenser une personne peuvent ainsi appeler le numéro suivant :

0 800 042 444 (numéro gratuit)

Par ailleurs, en cas de déclenchement de l'alerte canicule, le Préfet pourra demander au Maire la communication du registre nominatif constitué et régulièrement mis à jour, afin que les données puissent être utilisées par les services sociaux et sanitaires pour organiser un contact périodique avec les personnes répertoriées lorsque le Plan d'Alerte et d'Urgence est mis en œuvre. Les données nominatives ne peuvent être consultées que par les agents chargés de la mise en œuvre du Plan.

- **Le recensement des locaux disposant de pièces climatisées ou rafraîchies, et de groupes électrogènes**

En effet, l'accès régulier à des locaux rafraîchis constitue une réponse efficace pour lutter contre les très fortes chaleurs et les risques d'hyperthermie qu'elles entraînent, notamment pour les personnes âgées.

Une pièce rafraîchie est ainsi installée dans tous les établissements de soins, maisons de retraite, logements foyers, unités de soins de longue durée.

Egalement, le Maire réalise ce recensement pour les locaux collectifs (et notamment pour les établissements recevant du public relevant de la Collectivité) et, en cas de canicule, mobilise tout moyen de publicité nécessaire pour informer la population – et en priorité les personnes les plus fragiles - de la localisation de ces lieux.

Les établissements concernés sont en particulier les catégories suivantes :

- certaines salles de spectacles et certains lieux culturels,
- les bibliothèques et médiathèques,
- les centres de petite enfance (crèches, halte-garderie, multi-accueil...),
- la plupart des restaurants et clubs seniors
- les patinoires,

PCS - PARTIE E – LE DIAGNOSTIC DES RISQUES ET LES STRATEGIES D'ACTIONS

mais également :

- les petites, moyennes et grandes surfaces de vente (dont centres commerciaux)
 - les églises, basilique et cathédrale,
 - les cinémas.
- **Un recensement et une localisation des fontaines publiques sont également réalisés,** avec :
- **des bornes-fontaines**, points d'alimentation en eau potable (plus d'une centaine) :

Les bornes-fontaines Wallace :



Jardin des Plantes

Les bornes-fontaines Bayard :



Mairie de Toulouse

- **des fontaines « décoratives »**, également alimentées en eau potable :



La fontaine Ariège-Garonne,
Place Lafourcade



La fontaine Griffoul,
Place Saint-Etienne



La fontaine Boulbonne



La fontaine de la Trinité



La fontaine Dupuy



La fontaine de la Place Rouaix



La fontaine Olivier

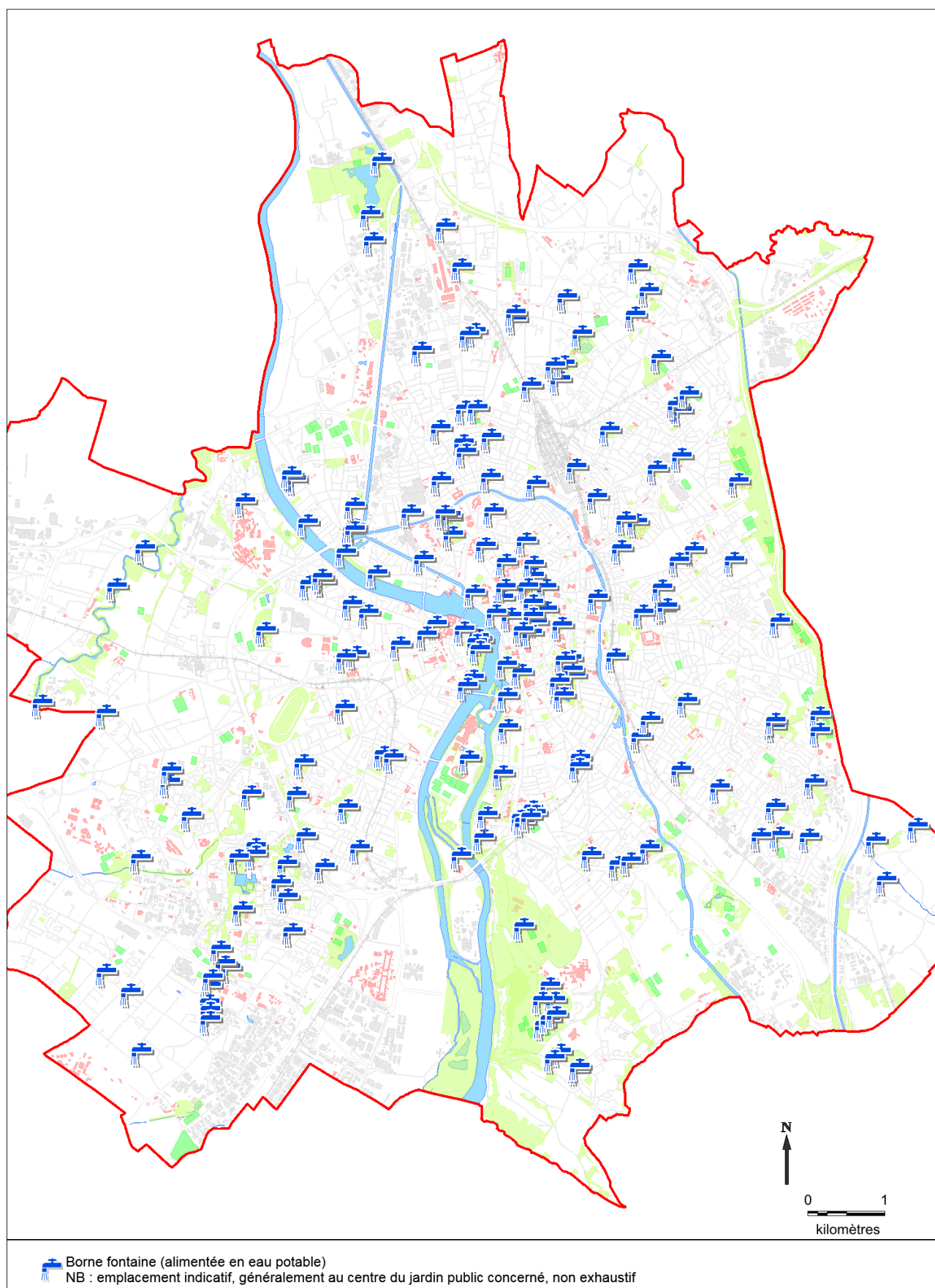


La fontaine des Puits-clos

Développement Durable et Ecologie urbaine - CU

- **Un conventionnement avec l'association « Les Petits Frères des Pauvres »**, dans le cadre du partenariat avec la Ville pour les actions de solidarité développées en direction des personnes âgées vulnérables (information des publics et participation aux visites à domicile).

IMPLANTATION DES BORNES FONTAINES SUR LE TERRITOIRE COMMUNAL



4.2 - LES INTERVENTIONS EN FONCTION DES NIVEAUX D'ALERTE

En fonction des niveaux d'alerte, les interventions mises en œuvre par la Ville de Toulouse et le CCAS sont les suivantes :

PENDANT LA VEILLE SAISONNIERE :

- **La mise en place d'actions de prévention :**
 - lieux rafraîchis ou climatisés dans les établissements de Petite Enfance et pour personnes âgées,
 - informations et consignes précises sur les conduites à tenir à l'ensemble des établissements recevant, durant la période d'été, des publics dans le cadre des activités municipales (Enfance et Loisirs, Animation Socioculturelle, Sports) pour limiter les expositions trop importantes,
 - informations et consignes précises à tenir dans les établissements accueillant des personnes fragiles (crèches...) et rappel des consignes des Plans Bleus dans les établissements pour personnes âgées et handicapées gérées par le CCAS.
- **La réalisation d'une campagne de sensibilisation du public au moyen d'un plan global de communication :**
 - information des relais locaux avec un encouragement à la solidarité de proximité (affiches, dépliants nationaux envoyés aux services recevant du public, au réseau des médecins et pharmaciens, aux organismes bailleurs, aux associations partenaires...),
 - information des publics fragiles (personnes sans-abri, gens du voyage sur les aires d'accueil),
 - information « grand public » : affichage sur le réseau disponible (affiches déroulantes, sucettes, abribus), mention du dispositif municipal Prévention Canicule dans le journal des seniors et le magazine municipal.
- **La mise à jour (permanente) du registre nominatif des personnes âgées et des personnes handicapées vivant à leur domicile** qui se signalent spontanément dans le cadre du Plan d'alerte et d'urgence.
- **L'identification au sein du registre des personnes totalement isolées les plus à risque.**
- **La mise en place d'une cellule de veille communale avec des astreintes :**
 - tous les jours : astreintes de direction (CCAS, Ville de Toulouse), astreintes techniques pour les établissements pour personnes âgées,
 - et le week-end : astreinte d'une assistante sociale, d'agents administratifs, de bénévoles des Petits Frères des Pauvres (un recensement est réalisé des antennes de proximité des associations nationales et des associations locales pouvant être mobilisées dans la commune pour le soutien de la population).
- **La représentation au sein du Comité départemental canicule.**
- **La vérification de la possibilité de programmer des horaires modulés d'ouverture des lieux climatisés** de la commune ainsi que des possibilités d'accueil temporaire de jour dans les locaux rafraîchis et de gardes de nuit.
- **La réalisation d'études de vulnérabilité des réseaux d'eau potable** (par le délégataire de la distribution d'eau potable).

PENDANT L'AVERTISSEMENT CHALEUR :

- **Un signalement à la Préfecture de toute évolution ou tout évènement anormal.**

PCS - PARTIE E – LE DIAGNOSTIC DES RISQUES ET LES STRATEGIES D'ACTIONS

- **Dans le cas d'une amorce de canicule, la préparation des actions à mettre en œuvre en cas de passage en niveau 3.**

PENDANT L'ALERTE CANICULE :

- **La poursuite de la campagne de sensibilisation du public** avec l'encouragement d'une solidarité de proximité et la mobilisation des associations susceptibles de l'être pour le soutien à la population.
- **La transmission au Préfet des données réactualisées du registre** des personnes âgées et des personnes handicapées, pour la mise en œuvre du Plan d'Alerte et d'Urgence par les services sociaux et sanitaires.
- **La vérification que les établissements communaux disposent des personnels suffisants, des équipements et matériels** en état de marche et les produits de santé spécifiques aux températures extrêmes.
- **La mise en œuvre des consignes** (pièces rafraîchies, hydratation...), en particulier par la mise en œuvre des Plans Bleus dans les établissements pour personnes âgées et handicapées.
- **La saisie quotidienne (CCAS) des données sanitaires** sur le serveur canicule de l'Agence Régionale de Santé pour les établissements pour personnes âgées (suivi des décès...).
- **L'assistance aux personnes fragiles au travers de l'appel systématique** de celles-ci au moyen d'une grille d'entretien téléphonique (différente entre le 1^{er} jour d'appel et les jours suivants) :
 - en cas d'inquiétude sur l'état de santé, un appel est fait également au médecin traitant ou à SOS médecin,
 - si nécessité d'intervention, appel prioritairement aux Petits Frères des Pauvres, sinon à une assistante sociale du CCAS (en cas d'inquiétude sur les conditions matérielles : chaleur dans le logement, problème sanitaire) qui pourra se rendre au domicile de la personne pour apprécier la situation. En cas de problème réel de maintien au domicile dans des conditions de sécurité acceptables, prise de toute mesure d'urgence adéquate.

Le Conseil départemental et divers autres organismes concernés prennent en charge les appels des personnes bénéficiant d'aide à domicile.

- **Le suivi de la qualité et de la distribution de l'eau potable** (si nécessaire, distribution d'eau potable en mesure d'urgence par le délégataire).
- **L'information immédiate de la Préfecture** d'une augmentation anormale du nombre de décès ou d'une perturbation importante de la qualité ou de la distribution de l'eau.
- **La programmation d'horaires modulés d'ouverture** des lieux climatisés et des piscines.
- **L'accueil de la population** ne nécessitant pas une hospitalisation dans des locaux rafraîchis.

AU NIVEAU DE MOBILISATION MAXIMALE :

- **La poursuite et le renforcement des actions mises en œuvre** en phase d'alerte, avec en particulier :
 - la poursuite de la campagne de sensibilisation du public, tout en respectant les consignes préfectorales,
 - l'assistance aux personnes fragiles au travers de l'appel systématique de celles-ci et l'appel des associations mobilisables en cas de nécessité d'intervention.
- **La mobilisation de l'ensemble des services** concernés et la mise en place d'une organisation de crise (avec un renforcement des moyens en fonction de la situation).

Une plate-forme téléphonique de réponse au public est également mise en place par le ministère chargé de la santé du 1^{er} juin au 31 août. Il s'agit du centre d'appels «Canicule info service», joignable du lundi au samedi de 8h à 20h au :

0 800 06 66 66 (numéro vert GRATUIT)

5 - STRATEGIES D'ACTIONS DU MAIRE EN CAS DE GRAND FROID

Les mesures hivernales, ou « Plan Grand froid », comprennent l'ensemble des mesures à prendre afin de prévenir et faire face aux conséquences sanitaires et sociales propres à la période hivernale qui s'étend du 1^{er} novembre au 31 mars.

Elles sont pilotées par le Sous-Préfet chargé de la mission pour la politique de la ville en lien avec la Direction Départementale de la Cohésion Sociale (DDCS).

L'objectif est d'assurer une veille et mobiliser des capacités d'accueil, d'hébergement et d'insertion durant la période hivernale dans le cadre de la stratégie nationale de prise en charge des personnes sans abri ou mal logées.

Les prévisions météorologiques fournies quotidiennement sur la journée et les 3 jours suivants permettent d'apporter des mentions complémentaires si les températures ressenties (fonction de la force du vent) sont négatives le matin et l'après-midi sur au moins un des quatre jours :

- « **Période de temps froid** » si la température minimale est comprise entre -5 et -10°C
- « **Attention période de grand froid** » si la température minimale est comprise entre -10 et -18°C,
- « **Attention période de froid extrême** » si la température minimale est inférieure à -18°C.

Les niveaux de mobilisation renvoient à des mesures progressives de renforcement du dispositif de mise à l'abri et hébergement (mobilisation de capacités supplémentaires de mise à l'abri et hébergement, renforcement des effectifs du 115 de la Veille sociale et des équipes mobiles).

La décision de passer d'un niveau de mobilisation à un autre relève de l'autorité préfectorale, en lien avec la Direction Départementale de la Cohésion Sociale. Il est toutefois recommandé de caler l'activation des niveaux de mobilisation sur les références proposées par Météo France.

- **Niveau 1 : temps froid**
- **Niveau 2 : temps de grand froid**
- **Niveau 3 : froid extrême.**

D'une façon générale, les stratégies spécifiques au risque Grand froid et prises en charge par la Ville de Toulouse et le CCAS sont les suivantes :

- **La mise en place et l'utilisation du registre nominatif des personnes âgées et des personnes handicapées vivant à leur domicile**, qui se signalent spontanément dans le cadre du Plan d'alerte et d'urgence.

En cas de mise en œuvre du dispositif d'assistance aux personnes, le préfet pourra autoriser le maire à communiquer directement aux services opérationnels de proximité les données relatives aux personnes inscrites sur le registre, mais en exigeant que cette transmission soit limitée aux éléments strictement nécessaires au regard du champ de compétence technique et géographique des intervenants.

PCS - PARTIE E – LE DIAGNOSTIC DES RISQUES ET LES STRATEGIES D'ACTIONS






- **L'accueil temporaire dans des locaux chauffés et surveillés**, avec notamment (par ordre de mise en place) :

- le renforcement des places disponibles dans l'Espace social du Grand Ramier et l'extension de son ouverture en horaires de nuit afin d'assurer un hébergement (47 lits),



- l'ouverture de places complémentaires au Centre du Petit Capitole (20 lits), la restauration s'effectuant sur l'Espace social du Grand Ramier (transport assuré),
 - si nécessaire l'ouverture complémentaire de gymnases, voire d'autres structures.
- **Un conventionnement avec l'association « Les Petits Frères des Pauvres »**, dans le cadre du partenariat avec la Ville pour les actions de solidarité développées en direction des personnes âgées vulnérables (information des publics et participation aux visites à domicile) : dispositif canicule étendu au risque grand froid.

6 - CONSIGNES COMPORTEMENTALES

	<p>Le risque Tempête</p>	<p>Les principales consignes de sécurité</p>					
<p>AVANT :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Se tenir informé des conditions météorologiques, - Rentrer les objets susceptibles d'être emportés, - Gagner un abri en dur, - Fermer portes et volets, - Rentrer les bêtes et le matériel, - S'éloigner des bords des lacs, annuler les sorties en rivière (même chose pour la mer) - Arrêter les chantiers, rassembler le personnel, mettre les grues en girouette 							
<p>PENDANT :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Ne pas sortir, - Ecouter la radio (prévoir une alimentation par piles en cas de coupure d'électricité), s'informer du niveau d'alerte, des messages météo et des consignes de sécurité, - Débrancher les appareils électriques et les antennes, - Se déplacer le moins possible, - Ne pas téléphoner 							
<p>APRES :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Respecter les consignes - Réparer ce qui peut l'être sommairement (toiture notamment), - Couper branches et arbres qui menacent de s'abattre, - Faire attention aux fils électriques et téléphoniques tombés 							

AUTRES CONSIGNES :

Niveau Orange	Niveau Rouge
Vent violent	
<ul style="list-style-type: none"> • Limitez vos déplacements et renseignez-vous avant de les entreprendre. • Prenez garde aux chutes d'arbres ou d'objets. • N'intervenez pas sur les toitures. • Rangez les objets exposés au vent. 	<ul style="list-style-type: none"> • Restez chez vous et évitez toute activité extérieure. • Si vous devez vous déplacer, soyez très prudent. Empruntez les grands axes de circulation. Evitez, de préférence, les secteurs forestiers. Signalez votre départ et votre destination à vos proches. • Prenez les précautions qui s'imposent face aux conséquences d'un vent violent et n'intervenez surtout pas sur les toitures. Ne touchez pas à des fils électriques tombés au sol. • Écoutez vos stations de radio locales. • Prenez contact avec vos voisins et organisez-vous. • Si vous êtes riverain d'un estuaire, prenez vos précautions face à de possibles inondations et surveillez la montée des eaux. • Prévoyez des moyens d'éclairage de secours et faites une réserve d'eau potable. • Si vous utilisez un dispositif d'assistance médicale (respiratoire ou autre) alimenté par électricité, prenez vos précautions en contactant l'organisme qui en assure la gestion.
Pluie Inondation	
<ul style="list-style-type: none"> • Renseignez-vous avant d'entreprendre un déplacement ou toute autre activité extérieure. • Évitez les abords des cours d'eau. • Soyez prudent face au risque d'inondations et prenez les précautions adaptées. • Renseignez-vous sur les conditions de circulation. • Ne vous engagez en aucun cas, à pied ou en voiture, sur une voie immergée ou à proximité d'un cours d'eau. 	<ul style="list-style-type: none"> • Informez-vous (radio, etc), évitez tout déplacement et restez chez vous. • Conformez-vous aux consignes des pouvoirs publics. • En cas d'obligation de déplacement, respectez la signalisation routière mise en place. Signalez votre départ et votre destination à vos proches. • Ne vous engagez en aucun cas, à pied ou en voiture, sur une voie immergée ou à proximité d'un cours d'eau. • Mettez vos biens à l'abri de la montée des eaux. • Prévoyez des moyens d'éclairage de secours et faites une réserve d'eau potable. • Facilitez le travail des sauveteurs qui vous proposent une évacuation et soyez attentifs à leurs conseils. N'entreprenez aucun déplacement avec une embarcation sans avoir pris toutes les mesures de sécurité.
Orages	
<ul style="list-style-type: none"> • Soyez prudent, en particulier dans vos déplacements et vos activités de loisirs. • Évitez d'utiliser le téléphone et les appareils électriques. • A l'approche d'un orage, mettez en sécurité vos biens et abritez-vous hors des zones boisées 	<ul style="list-style-type: none"> • Soyez très prudent, en particulier si vous devez vous déplacer, les conditions de circulation pouvant devenir soudainement dangereuses. • Évitez les activités extérieures de loisirs. • Abritez-vous hors des zones boisées et mettez en sécurité vos biens. • Sur la route, arrêtez-vous en sécurité et ne quittez pas votre véhicule.

Neige/Verglas

<ul style="list-style-type: none"> • Soyez très prudent et vigilant si vous devez absolument vous déplacer. Renseignez-vous sur les conditions de circulation. • Respectez les restrictions de circulation et déviations. Prévoyez un équipement minimum en cas d'immobilisation prolongée. 	<ul style="list-style-type: none"> • Restez chez vous et n'entreprenez aucun déplacement. • Si vous devez-vous déplacer : • Signalez votre départ et la destination à des proches, • Munissez-vous d'équipements spéciaux et de matériel en cas d'immobilisation prolongée, • Ne quittez votre véhicule que sur sollicitation des sauveteurs.
---	--

Canicule

<ul style="list-style-type: none"> • Passez au moins 2 ou 3 heures par jour dans un endroit frais. • Rafrâchissez-vous, mouillez-vous le corps plusieurs fois par jour. • Adultes et enfants : buvez beaucoup d'eau ; personnes âgées : buvez 1,5L d'eau par jour et mangez normalement. • Evitez de sortir aux heures les plus chaudes (11h-21h). 	<ul style="list-style-type: none"> • N'hésitez pas à aider ou à vous faire aider. • Passez au moins 2 ou 3 heures par jour dans un endroit frais. • Rafrâchissez-vous, mouillez-vous le corps plusieurs fois par jour. • Adultes et enfants : buvez beaucoup d'eau ; personnes âgées : buvez 1,5L d'eau par jour et mangez normalement. • Evitez de sortir aux heures les plus chaudes (11h-21h).
--	--

Grand froid

<ul style="list-style-type: none"> • Evitez l'exposition prolongée au froid et au vent et les sorties aux heures les plus froides. • Veillez à un habillement adéquat (plusieurs couches, imperméables au vent et à la pluie, couvrant la tête et les mains). • Evitez les efforts brusques. • Veillez à la qualité de l'air et au bon fonctionnement des systèmes de chauffage dans les espaces habités. • Pas de boissons alcoolisées. 	<ul style="list-style-type: none"> • Evitez toute sortie au froid. • Si vous êtes obligé de sortir, évitez les heures les plus froides et l'exposition prolongée au froid et au vent, veillez à un habillement adéquat (plusieurs couches, imperméables au vent et à la pluie, couvrant la tête et les mains). • Evitez les efforts brusques. • Veillez à la qualité de l'air et au bon fonctionnement des systèmes de chauffage dans les espaces habités. • Pas de boissons alcoolisées.
---	--

DIAGNOSTIC DES RISQUES – STRATEGIES D’ACTIONS	
RISQUES TECHNOLOGIQUES	ACCIDENT SUR LE SITE INDUSTRIEL D’ESSO SAF OU DE STCM

1- DIAGNOSTIC DES ALEAS

Depuis 1963, la **Société ESSO SAF** exploite un **dépôt d’hydrocarbures liquides** (essences automobiles sans plomb, gazole, fioul domestique) sur la zone industrielle de Fondeyre (28, avenue de Fondeyre) ainsi que depuis 2011 un dépôt de bio-éthanol. Le dépôt (site SEVESO AS ou Seuil haut) est approvisionné par trains à partir de la raffinerie de Fos-sur-Mer ou par camions (bio-éthanol et additifs) et permet d’assurer l’approvisionnement de la région en produits pétroliers par camions-citernes. La capacité maximale de stockage est d’environ 38.000 m³, répartis dans 8 bacs et quelques cuves enterrées.

Les risques liés aux produits mis en œuvre sont l’incendie ou l’explosion : les effets prévisibles sont des effets de surpression ou des effets thermiques. Les effets les plus graves résulteraient de l’explosion non confinée d’un nuage de vapeur d’essence provenant d’un épandage dans la cuvette des bacs (zone de bris de vitres : 210 mètres).

Le risque de boil-over en couche mince (projection de type colonne de feu, consécutive à la surchauffe d’eau présente en fond de bac d’hydrocarbures lourds : fioul et gazole) existe dans des cas très particuliers. Ses effets sont limités d’après les derniers calculs : ils sont contenus dans l’enveloppe extérieure des zones de dangers en cas d’incendie ou d’explosion.

Les hydrocarbures s’évaporent dans l’atmosphère et se dispersent plus ou moins selon les conditions atmosphériques. Ils peuvent être irritants pour les voies respiratoires et les muqueuses.



L’établissement de la Société STCM (Société de Traitement Chimique des Métaux), mitoyen du site de la Société ESSO SAF au 30-32 avenue de Fondeyre, **est également devenu site SEVESO seuil haut** depuis l’extension de la directive européenne aux activités de traitement des déchets.

Les activités pratiquées sur le site consistent au broyage de batteries usagées (2 stocks de 500 tonnes éloignés et séparés d’un mur coupe-feu) **en vue de traiter les différents matériaux entrant dans la composition** : plomb sous forme de pâte de plomb (gestion d’un stock de 1.000 tonnes) et de plomb métallique, électrolyte ou acide sulfurique dilué, polypropylène et polyéthylène.

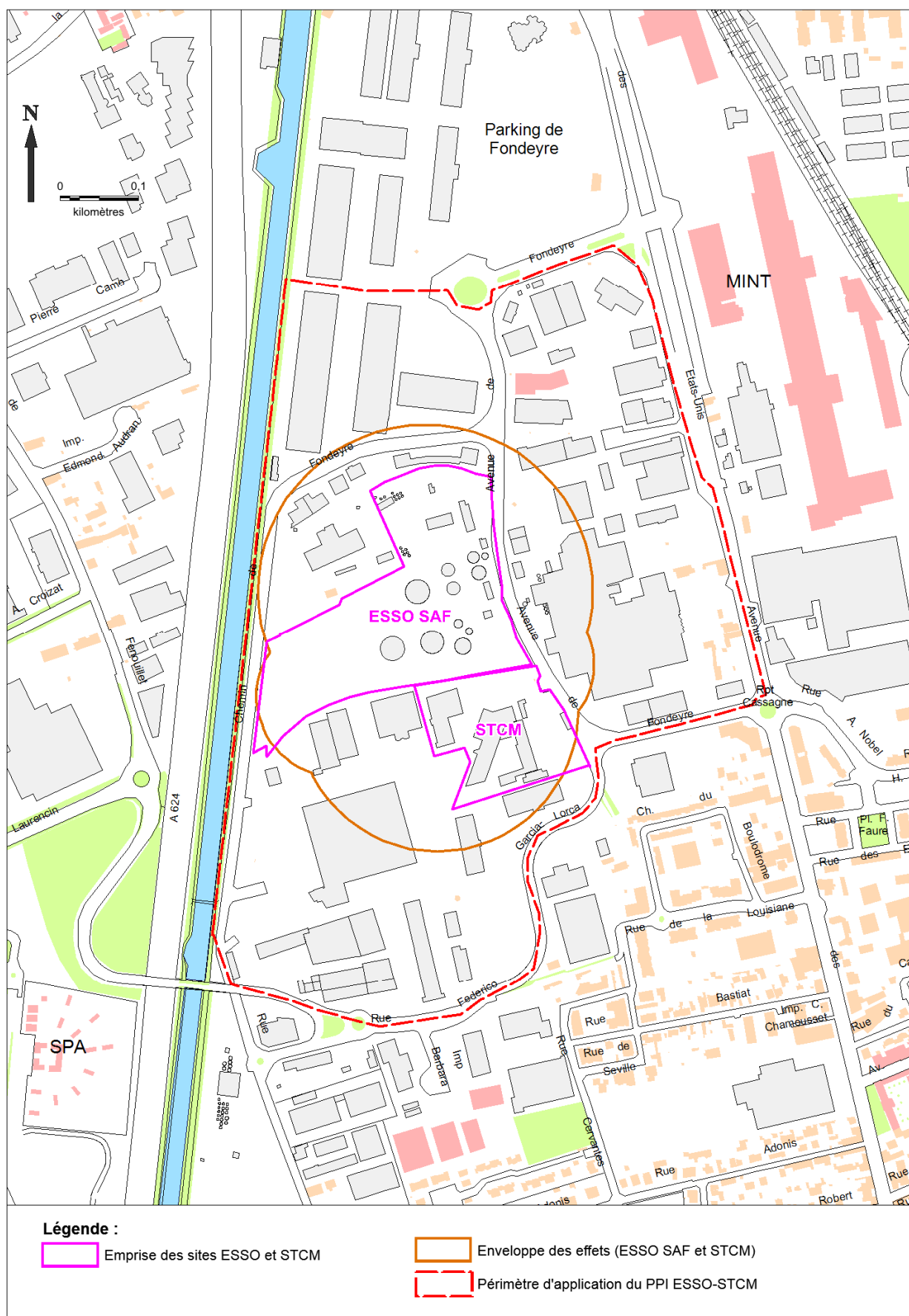
PCS - PARTIE E – LE DIAGNOSTIC DES RISQUES ET LES STRATEGIES D’ACTIONS

Les risques induits par les activités du site et susceptibles d’engendrer des effets sortant du périmètre du site (mais n’atteignant pas les seuils d’effets létaux) sont l’incendie (effets thermiques) et le dégagement de fumées toxiques.

En effet, les matières combustibles stockées peuvent être à l’origine d’un incendie avec émission de fumées contenant des oxydes de carbone (CO, CO₂), des oxydes de soufre, des oxydes de plomb ou des oxydes d’antimoine liés à la vaporisation de ces deux composants et à leur oxydation.

Les effets des fumées toxiques en cas d’incendie généralisé de l’un des stockages de batteries sont visualisés par un cercle de 177 mètres autour du bâtiment (calculs réalisés sans tenir compte des capacités d’intervention existante, notamment en matière de défense contre l’incendie).

ESSO SAF ET STCM : ENVELOPPE DES ZONES DE DANGER



2 - RECENSEMENT DES ENJEUX

RAPPEL : VOIR LES AVERTISSEMENTS EN DEBUT DE CHAPITRE

2.1 - POPULATION CONCERNEE

- Dans l'enveloppe des zones de dangers :

Données du Répertoire Immobilier Localisé RIL 2017 (INSEE)			
Nombre de points d'adresse	Nombre de points d'adresse pour de l'habitation	Nombre de logements	Nombre d'habitants (base 1,9 hab/logt en 2014)
0	0	0	0

- Dans le périmètre du Plan Particulier d'Intervention :

Données du Répertoire Immobilier Localisé RIL 2017 (INSEE)			
Nombre de points d'adresse	Nombre de points d'adresse pour de l'habitation	Nombre de logements	Nombre d'habitants (base 1,9 hab/logt en 2014)
5	5	6*	11

* un des logements est un ancien logement de gardien, inoccupé et interdit d'utilisation

2.2 - ETABLISSEMENTS SENSIBLES

Les établissements sensibles concernés sont listés dans le Guide d'intervention et de coordination des services en cas d'accident sur le site de la Société ESSO SAF ou STCM.

2.3 - ACTIVITES ECONOMIQUES

- Dans l'enveloppe des zones de dangers :

Données du Fichier SIRENE 2015 (INSEE)	
Nombre d'enregistrements (établissements)	Nombre minimum d'établissements de plus de 50 salariés
66	4

- Dans le périmètre du Plan Particulier d'Intervention :

Données du Fichier SIRENE 2015 (INSEE)	
Nombre d'enregistrements (établissements)	Nombre minimum d'établissements de plus de 50 salariés
251	7

3 - STRATEGIES D'ACTIONS DU MAIRE

Rappel : les stratégies d'actions du Maire doivent prendre en compte les stratégies prévues par les plans préfectoraux éventuellement activés et en particulier :

- LE PLAN PARTICULIER D'INTERVENTION (PPI) DES SOCIETES ESSO SAF ET STCM.

Elles sont détaillées dans le **Guide d'intervention et de coordination des services en cas d'accident sur le site de la Société ESSO SAF ou de STCM (Plan ESSO-STCM)**.

PENDANT L'EVENEMENT
<ul style="list-style-type: none">➤ Alerter<ul style="list-style-type: none">- Déclencher le Plan Communal de Sauvegarde et alerter les services- Alerter et informer la population exposée- Alerter et informer la population sensible
<ul style="list-style-type: none">➤ Sécuriser :<ul style="list-style-type: none">- Participer aux mesures de gestion de circulation du PPI (norias et bouclage du périmètre)
<ul style="list-style-type: none">➤ Mettre à l'abri (évacuer)
<ul style="list-style-type: none">➤ Accueillir et héberger les populations
<ul style="list-style-type: none">➤ Ravitailler

PCS - PARTIE E – LE DIAGNOSTIC DES RISQUES ET LES STRATEGIES D'ACTIONS

Plus précisément, les missions et actions prévues en cas d'accident sur le site industriel de la Société ESSO SAF ou STCM sont les suivantes :

- **la diffusion de l'alerte interne** (à l'ensemble des services concernés, en particulier les services participant à la gestion de la circulation, à l'évacuation de la population et à la mise en place des structures de commandement),
- **la désignation d'un représentant au Centre Opérationnel Départemental** de la Préfecture et au Poste de Commandement Opérationnel,
- **la participation à l'alerte et l'information de la population avec les moyens à disposition** (pour rappel, la sirène PPI de la Société concernée déclenche l'alerte et l'application des consignes de sauvegarde).

En fonction de la situation (panache de fumée importante par exemple), une information des établissements sensibles dans un périmètre plus important que celui du PPI pourra être réalisée en diffusant des consignes de comportement qui seront définies en Préfecture,

- outre la mise en place éventuelle du Poste de Commandement Communal au Capitole, **l'ouverture et l'aide à la mise en place des structures préfectorales** (le Poste de Commandement Opérationnel est susceptible d'être situé à proximité du périmètre PPI), **voire une aide à la mise en place de structures médicales** (Poste Médical Avancé dans des gymnases ou structures sportives à proximité, avec une option Nord et deux options Sud en fonction de la Direction des vents). En cas de nécessité, un dépôt mortuaire est mis en place,
- **une participation au bouclage du périmètre et à la gestion des circulations** en fonction de l'option retenue pour la mise en place du Poste Médical Avancé, tel que cela est prévu dans le plan de circulation du PPI, en liaison avec les services de l'Etat.

Les barrages mis en place interdisent aux véhicules autres que les véhicules de secours de pénétrer dans le périmètre. En fonction des points, les missions concernent l'interdiction de circulation ou la facilitation de la circulation. **La population en transit** sur les voies de circulation **est alors dégagée du périmètre**.

La surveillance des flux en temps réels par les services de Toulouse Métropole (via Campus trafic) permet de proposer si besoin des actions complémentaires en matière de gestion du trafic. Si nécessaire, des itinéraires de substitution pour les transports en commun sont proposés.

- **une participation au regroupement des personnes concernées au moyen de la Police Municipale** (pour le secteur 1, les secteurs 2 et 3 étant pris en charge par la Police Nationale).

Une information et un regroupement des personnes sont réalisés sur les points de rassemblements correspondant (voir le plan d'évacuation joint), matérialisés par des panneaux installés à demeure (point de rassemblement des habitants et point de rassemblement des entreprises).

Panneau au niveau de l'arrêt de bus Dulong positionné dans le cadre du PPI ESSO SAF : celui-ci va être remplacé par l'un des nouveaux panneaux.



PCS - PARTIE E – LE DIAGNOSTIC DES RISQUES ET LES STRATEGIES D’ACTIONS

Maquette de l'un des panneaux qui sera mis en place par la Mairie sur les points de rassemblement prévus au PPI ESSO SAF et STCM



Les points de rassemblement sont les suivants :

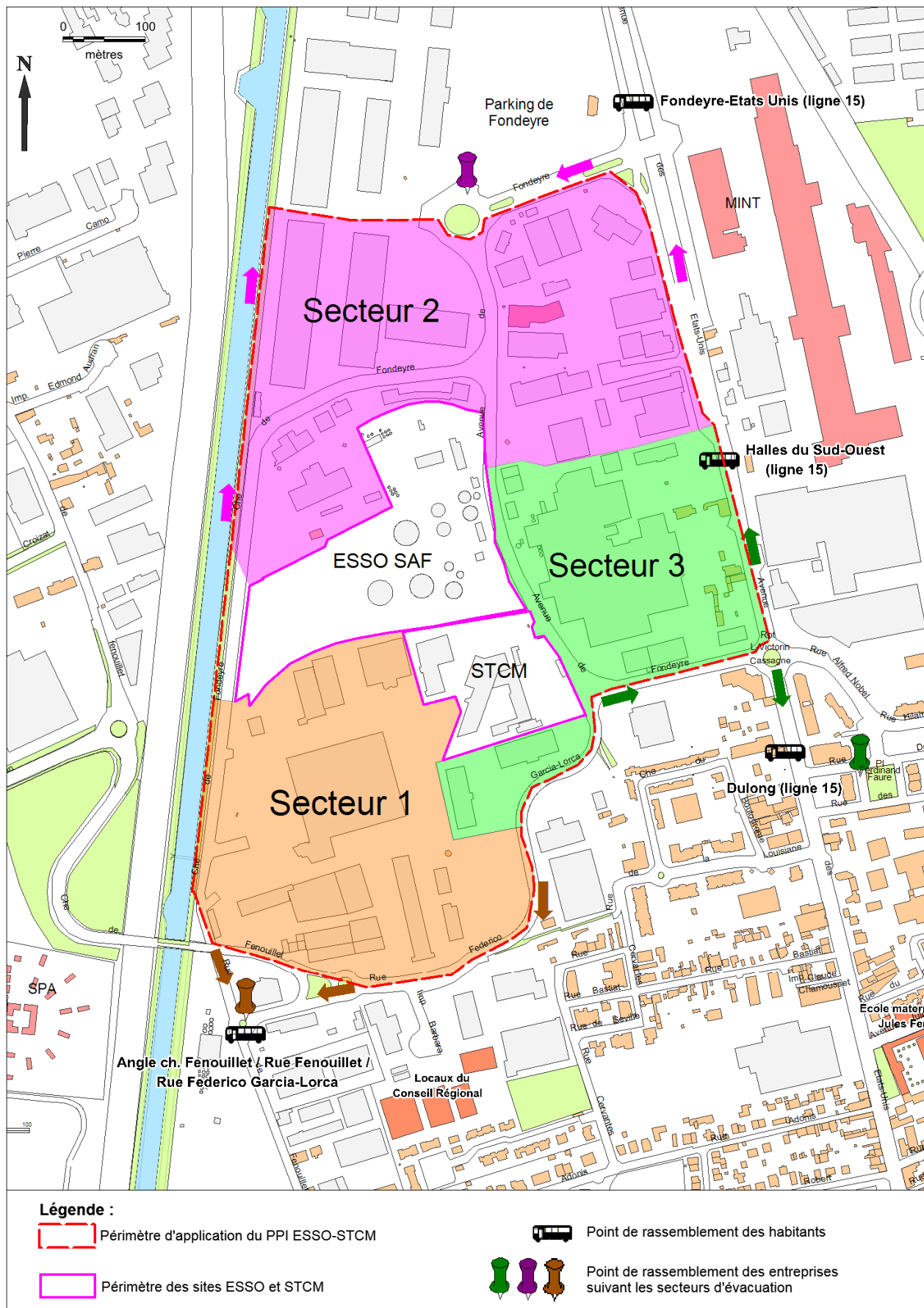
Secteur	N° et voies concernées ¹⁵ (voir plan d'évacuation avec secteurs géographiques)	Point de rassemblement	
		Habitants	Entreprises
1	Rue de Fenouillet (n°88, 90 et 92) Chemin de Fondayre (n°2 et 10) Rue Frederico Garcia Lorca (n°1, 3 et 5)	○ Rond-point de la rue de Fenouillet, face à la Société LRMP	
2	Chemin de Fondayre (n°14, 14bis, 14 ter, 16, 18 et 26) Avenue de Fondayre (n°3, 5, 7, 8 – uniquement côté Chemin Fondayre-, 11, 13, 15, 17, 21). Avenue des Etats-Unis (côté impair, n°185 à 205)	○ Arrêts de bus de la ligne 15 sur l'av. des Etats-Unis (Fondayre Etats-Unis ou Halles du Sud-Ouest)	○ Gare routière 6, av de Fondayre
3	Rue Federico Garcia Lorca (n°11) Avenue de Fondayre (n°23 ¹⁶ et 33) Avenue des Etats-Unis (côté impair, n°167 à 183)	○ Arrêts de bus de la ligne 15 sur l'av. des Etats-Unis (Halles du Sud-Ouest ou Dulong)	○ Rue Pierre Marius Dulong, au niveau de la Place Ferdinand Faure

- **le transport par bus des habitants évacués vers un lieu d'accueil** et leur hébergement si nécessaire.

¹⁵ Informations présentées dans le PPI ESSO-STCM de 2018

¹⁶ Le n°23 est situé dans le secteur 2 mais les entreprises correspondantes sont positionnées dans le secteur 3

PLAN D'EVACUATION



4 - CONSIGNES COMPORTEMENTALES



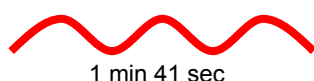
Le risque
Industriel

Les
principales
consignes de
sécurité



AVANT :

- connaître les risques, les consignes de sauvegarde et le signal national d'alerte qui comporte trois sonneries montantes et descendantes d'une minute et quarante et une secondes chacune



1 min 41 sec

5 sec



1 min 41 sec

5 sec



1 min 41 sec

PENDANT :

Consignes à l'intérieur du périmètre du PPI ESSO SAF et STCM (évacuation du périmètre) :

Pour les habitants :

- rassemblez les affaires strictement nécessaires (papiers, argent, médicaments)
- évacuez le périmètre **à pied** de manière à vous éloigner de la zone de danger
- rendez-vous au point de rassemblement correspondant à votre secteur où des moyens de transport seront acheminés pour effectuer le transfert vers les lieux d'accueil.

Pour les employés des entreprises :

- respectez le plan d'évacuation de votre établissement
- évacuez le périmètre **à pied** par la sortie la plus proche de manière à vous éloigner de la zone de dangers
- un responsable par établissement devra se rendre au point de rassemblement qui le concerne afin de rendre compte de l'évacuation effective de l'entreprise

D'une façon générale (accident industriel) :

- rejoindre le bâtiment le plus proche¹⁷ (en l'absence d'abri à proximité et si le nuage toxique vient vers soi, fuir selon un axe perpendiculaire au vent), ne pas rester à l'extérieur ou dans un véhicule,
- s'y confiner : boucher toutes les entrées d'air (portes, fenêtres, aérations, cheminées), arrêter la ventilation ou la climatisation, s'éloigner des portes et fenêtres,
- écouter la radio et suivre les instructions : Sud Radio (101.4 FM), France Bleu Occitanie (91.8 FM), France Info (105.5 FM), France Inter (87.9 FM ou 88.1 FM) et la télévision : France 3 Sud
- ne pas fumer, éteindre toute flamme nue (allumette, bougie, cuisinière, chauffage à gaz),
- ne pas chercher les membres de sa famille (ils se sont eux aussi protégés),
- ne pas téléphoner pour ne pas saturer les lignes,
- se laver en cas d'irritation et si possible se changer,
- ne sortir qu'en fin d'alerte ou sur ordre d'évacuation.

! ATTENTION ! la consigne prévue en cas d'accident sur le site d'ESSO SAF ou de STCM est l'évacuation du périmètre. Une information particulière a été menée vis-à-vis des entreprises et populations concernées.

¹⁷ C'est le réflexe le plus efficace dans la majorité des cas. Même si l'isolation n'est pas totale, cette mesure permet de mieux se protéger d'un éventuel nuage toxique.

APRES (dès la fin d’alerte : une sonnerie continue de 30 secondes) :

 30 sec

- respecter les consignes (ne pas regagner son domicile ou son entreprise sans autorisation des autorités)
- aérer le local de confinement.

DIAGNOSTIC DES RISQUES – STRATEGIES D’ACTIONS	
RISQUES TECHNOLOGIQUES	ACCIDENT SUR LE SITE INDUSTRIEL DE ARIANEGROUP

1 - DIAGNOSTIC DES ALEAS

Sur un site de 20 ha sur l'île d'Empalot (partie Sud de l'île du Ramier), les activités du site ARIANEGROUP se répartissent entre les ateliers suivants :

- atelier MMH (Mono Méthyl Hydrazine) : carburant spatial pour les satellites,
- atelier F1 : produits intermédiaires de chimie fine,
- atelier Perchlorate : comburant des boosters d'Ariane.

Le site est classé SEVESO AS (seuil haut), principalement pour la fabrication, le stockage et l'emploi de produits très toxiques et toxiques dont les risques sont la toxicité, l'inflammabilité et la surpression.

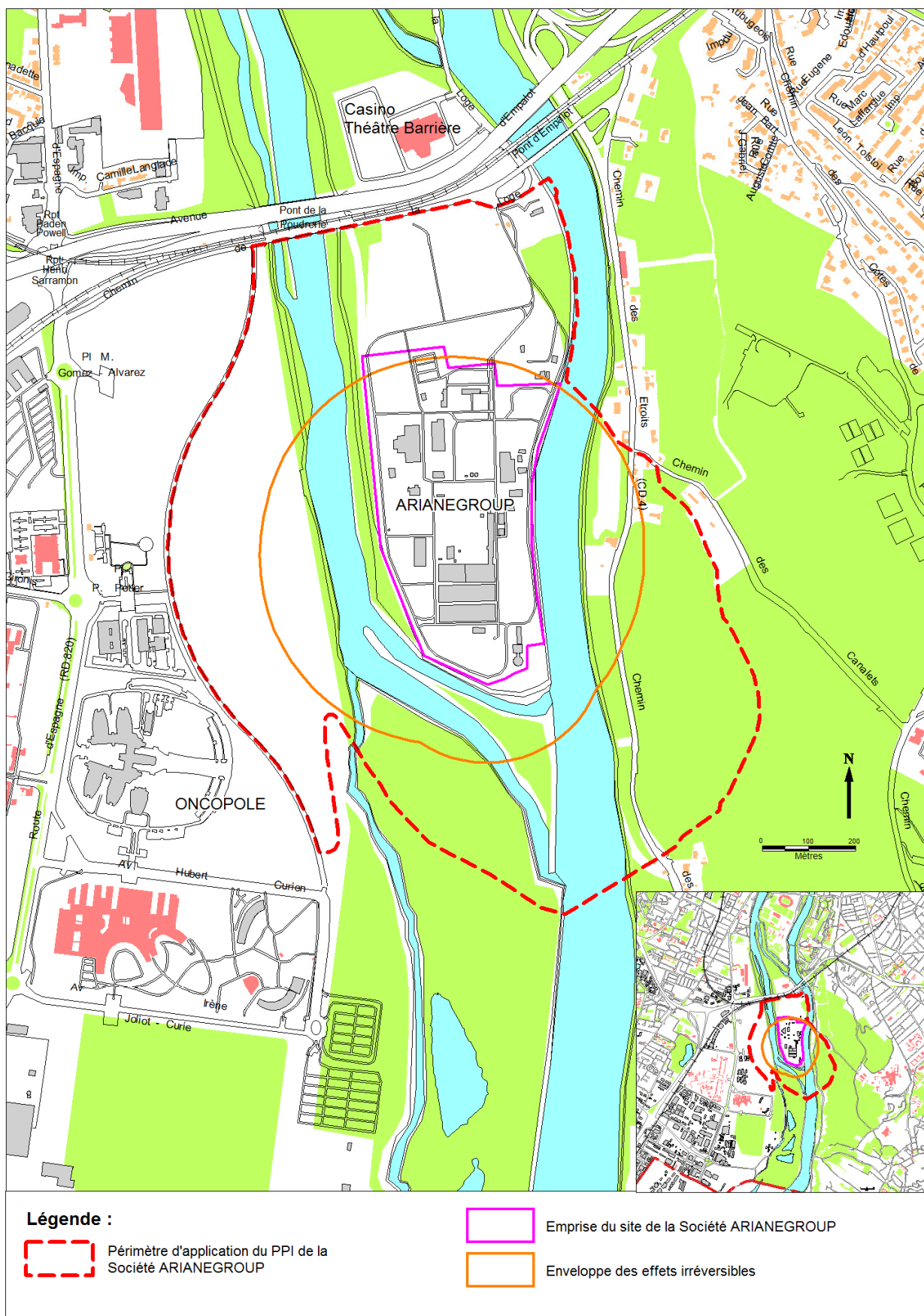
Selon les dernières études de dangers réalisées et ayant fait l'objet pour certaines d'une tierce expertise, les principaux risques technologiques majeurs liés à l'établissement sont :

- la dispersion toxique suite à une fuite ou une chute de contenant de substances stockées dans les magasins de stockage ou suite à une rupture de tuyauterie/flexible ou encore suite à une fuite en pied de bac de réservoir de stockage ou une montée en pression dans un réacteur de synthèse,
- la dispersion toxique suite à un incendie d'une substance inflammable et toxique dans le magasin,
- l'éclatement pneumatique du four (effets de surpression) et la dispersion toxique suite à la décomposition du perchlorate d'ammonium.

Les distances d'effets ont été calculées sans tenir compte des capacités d'intervention existantes (notamment défense incendie).

Le périmètre de la zone d'application du plan particulier d'intervention est défini sur la base des scénarios dit "majorants" qui définissent des zones maximales d'effets autour du site, sans tenir compte des dispositifs de prévention ou de protection existants (risque toxique avec une distance d'effet de 400 mètres autour de l'atelier F1).

ARIANEGROUP : ENVELOPPE DES ZONES DE DANGERS



2 - RECENSEMENT DES ENJEUX

RAPPEL : VOIR LES AVERTISSEMENTS EN DEBUT DE CHAPITRE

2.1 - POPULATION CONCERNEE

- Dans l'enveloppe des zones de dangers :

Données du Répertoire Immobilier Localisé RIL 2017 (INSEE)			
Nombre de points d'adresse	Nombre de points d'adresse pour de l'habitation	Nombre de logements	Nombre d'habitants (base 1,9 hab/logt en 2014)
8	8	9	17

- Dans le périmètre du Plan Particulier d'Intervention :

Données du Répertoire Immobilier Localisé RIL 2017 (INSEE)			
Nombre de points d'adresse	Nombre de points d'adresse pour de l'habitation	Nombre de logements	Nombre d'habitants (base 1,9 hab/logt en 2014)
11	11	14	27

2.2 - ETABLISSEMENTS SENSIBLES

Aucun établissement sensible n'est concerné, que ce soit dans l'enveloppe des zones de dangers ou dans le périmètre du Plan Particulier d'Intervention.

2.3 - ACTIVITES ECONOMIQUES

- Dans l'enveloppe des zones de dangers :

Données du Fichier SIRENE 2015 (INSEE)	
Nombre d'enregistrements (établissements)	Nombre minimum d'établissements de plus de 50 salariés
6* (dont ARIANEGROUP)	1 (ARIANEGROUP)

* Outre le site de la Société ARIANEGROUP, certains des autres établissements sont des sous-traitants et des entreprises extérieures situées dans le périmètre du site.

- Dans le périmètre du Plan Particulier d'Intervention :

Données du Fichier SIRENE 2015 (INSEE)	
Nombre d'enregistrements (établissements)	Nombre minimum d'établissements de plus de 50 salariés
14* (dont ARIANEGROUP)	1 (ARIANEGROUP)

3 - STRATEGIE D'ACTIONS DU MAIRE

Rappel : les stratégies d'actions du Maire doivent prendre en compte les stratégies prévues par les plans préfectoraux éventuellement activés et en particulier :

- LE PLAN PARTICULIER D'INTERVENTION (PPI) DE LA SOCIETE ARIANEGROUP

Elles sont détaillées dans le **Guide d'intervention et de coordination des services en cas d'accident sur le site de la Société ARIANEGROUP** (dénommé toujours **SAFRAN HERAKLES** à la date de mise à jour du PCS en lien avec la version précédente du PPI).

PENDANT L'EVENEMENT
<ul style="list-style-type: none"> ➤ Alerter <ul style="list-style-type: none"> - Déclencher le Plan Communal de Sauvegarde et alerter les services - Alerter et informer la population exposée - Alerter et informer la population sensible
<ul style="list-style-type: none"> ➤ Sécuriser : <ul style="list-style-type: none"> - Participer aux mesures de gestion de circulation du PPI (norias et bouclage du périmètre).
<ul style="list-style-type: none"> ➤ Mettre à l'abri (se mettre à l'abri dans des bâtiments, à défaut évacuer le périmètre)
<ul style="list-style-type: none"> ➤ Accueillir et héberger les populations (si besoin)
<ul style="list-style-type: none"> ➤ Ravitailler

PCS - PARTIE E – LE DIAGNOSTIC DES RISQUES ET LES STRATEGIES D'ACTIONS


Plus précisément, les missions et actions prévues en cas d'accident sur ce site industriel sont les suivantes :

- **la diffusion de l'alerte interne** (à l'ensemble des services concernés, en particulier les services participant à la gestion de la circulation et à la mise en place des structures de commandement),
- **la désignation d'un représentant au Centre Opérationnel Départemental** de la Préfecture et au Poste de Commandement Opérationnel fusionné,
- **la participation à l'alerte et l'information de la population avec les moyens à disposition** (pour rappel, la sirène PPI de la Société déclenche l'alerte et l'application des consignes de sauvegarde),
- outre la mise en place éventuelle du Poste de Commandement Communal au Capitole, **l'ouverture si nécessaire et l'aide à la mise en place de structures médicales** (Poste Médical Avancé dans un gymnase proche),
- **une participation au bouclage du périmètre et à la gestion des circulations**, tel que cela est prévu dans le plan de circulation du PPI, en liaison avec les services de l'Etat.

Les barrages mis en place (équipes de police municipale) interdisent aux véhicules autres que les véhicules de secours de pénétrer dans le périmètre. En fonction des points, les missions concernent l'interdiction de circulation ou la facilitation de la circulation. **La population en transit sur les voies de circulation est alors évacuée du périmètre,**


- **une participation à l'alerte pour évacuation temporaire des populations sur le Chemin des Etroits, si nécessaire,**
- **le transport par bus des habitants évacués vers un lieu d'accueil** et leur hébergement si nécessaire (en chambre d'hôtel ou dans un gymnase, en fonction du nombre de personnes à héberger).

4 - CONSIGNES COMPORTEMENTALES



Le risque Industriel


Les principales consignes de sécurité




30 sec

AVANT :


- connaître les risques, les consignes de sauvegarde et le signal national d'alerte qui comporte trois sonneries montantes et descendantes d'une minute et quarante et une secondes chacune




1 min 41 sec



5 sec



1 min 41 sec



5 sec

1 min 41 sec

PENDANT :

Consignes à l'intérieur du périmètre du PPI (confinement dans un bâtiment) :

- **S'enfermer rapidement dans le bâtiment le plus proche, ne pas rester à l'extérieur ou dans un véhicule : *pour éviter de respirer des produits toxiques***
- Ecouter la radio : *pour connaître les consignes à suivre* avec Sud Radio (101.4 FM), France Bleu Occitanie (91.8 FM), France Info (105.5 FM), France Inter (87.9 FM ou 88.1 FM) et la télévision : France 3 Sud
- Boucher toutes les entrées d'air (portes, fenêtres, aérations, cheminées...), arrêter la ventilation : *pour empêcher le produit toxique de rentrer dans votre abri.*
- S'éloigner des portes et fenêtres : *pour vous protéger d'une explosion extérieure.*
- Ne pas fumer, ni flamme, ni étincelle : *risque d'explosion*
- Ne pas aller sur les lieux de l'accident : *vous iriez au devant du danger*
- Se laver en cas d'irritation et si possible, se changer : *si vous pensez avoir été touché par un produit toxique*
- Ne pas aller chercher les enfants à l'école : *l'école s'occupe d'eux*
- **Ne pas téléphoner : *libérez les lignes pour les secours***
- **Exceptions (évacuation) :** il peut s'avérer nécessaire d'évacuer temporairement les personnes non confinées présentes dans le périmètre d'application du PPI :
 - rassemblez les affaires strictement nécessaires (papiers, argent, médicaments)
 - évacuez le périmètre de manière à vous éloigner de la zone de dangers
 - rendez-vous à pied au point de rassemblement correspondant à votre secteur où des moyens de transport seront acheminés pour effectuer le transfert vers les lieux d'accueil.

APRES (dès la fin d'alerte : une sonnerie continue de 30 secondes) :

30 sec

- Attendre les consignes des autorités ou le signal de fin d'alerte pour sortir.
- aérer le local de confinement.

Les consignes comportementales en cas d'accident sur le site de la Société ARIANEGROUP sont présentées sous forme de panneaux installés à demeure au niveau de tous les points d'accès identifiés au périmètre d'application du PPI. 17 panneaux d'information préventive à l'attention des usagers du secteur (pêcheurs, usagers du plan d'eau, randonneurs, agents en charge de l'entretien de l'espace nature de l'Oncopole...) ont ainsi été positionnés :

En cas de danger ou d'alerte sonore

éloignez-vous immédiatement
du site industriel



Activités
industrielles

If there is an **alert**
step back instantly
from the industrial site

Al escuchar la **alarma**
aléjese inmediatamente
de la zona industrial



Signal national d'alerte : son modulé
1 min 41 s 1 min 41 s 1 min 41 s
5 s 5 s 5 s

Signal national de fin d'alerte : son continu
30 s



--- Périmètre d'application
des mesures réflexes du PPI
(Plan Particulier d'Intervention)*

* Le PPI est établi en vue de la protection des
populations, des biens et de l'environnement
pour faire face aux risques particuliers liés
au site industriel.

Pour en savoir plus, consultez :

- > les sites Internet www.toulouse.fr et www.prim.net
- > dans les mairies et sur le site Internet de la Ville,
le Document d'Information Communal sur
les Risques Majeurs (DICRIM) et le Plan
Communal de Sauvegarde (PCS).

MAIRIE DE  TOULOUSE

WWW.TOULOUSE.FR

DIAGNOSTIC DES RISQUES – STRATEGIES D’ACTIONS	
RISQUES TECHNOLOGIQUES	ACCIDENT SUR LE SITE INDUSTRIEL DE LINDE FRANCE

1- DIAGNOSTIC DES ALEAS

Installé sur le territoire de la Commune de PORTET-SUR-GARONNE, à 10 km au Sud-Ouest de TOULOUSE, l'établissement de la Société LINDE FRANCE abrite des activités de négoce, de production, de conditionnement et de stockage de gaz utilisés à des fins industrielles ou médicales.

Sont présents sur le site :

- une centrale de distillation des gaz de l'air (oxygène, azote, argon),
- des stockages de gaz en réservoirs ou en bouteilles,
- une unité de conditionnement des gaz spéciaux,
- un service d'épreuve des bouteilles de gaz.

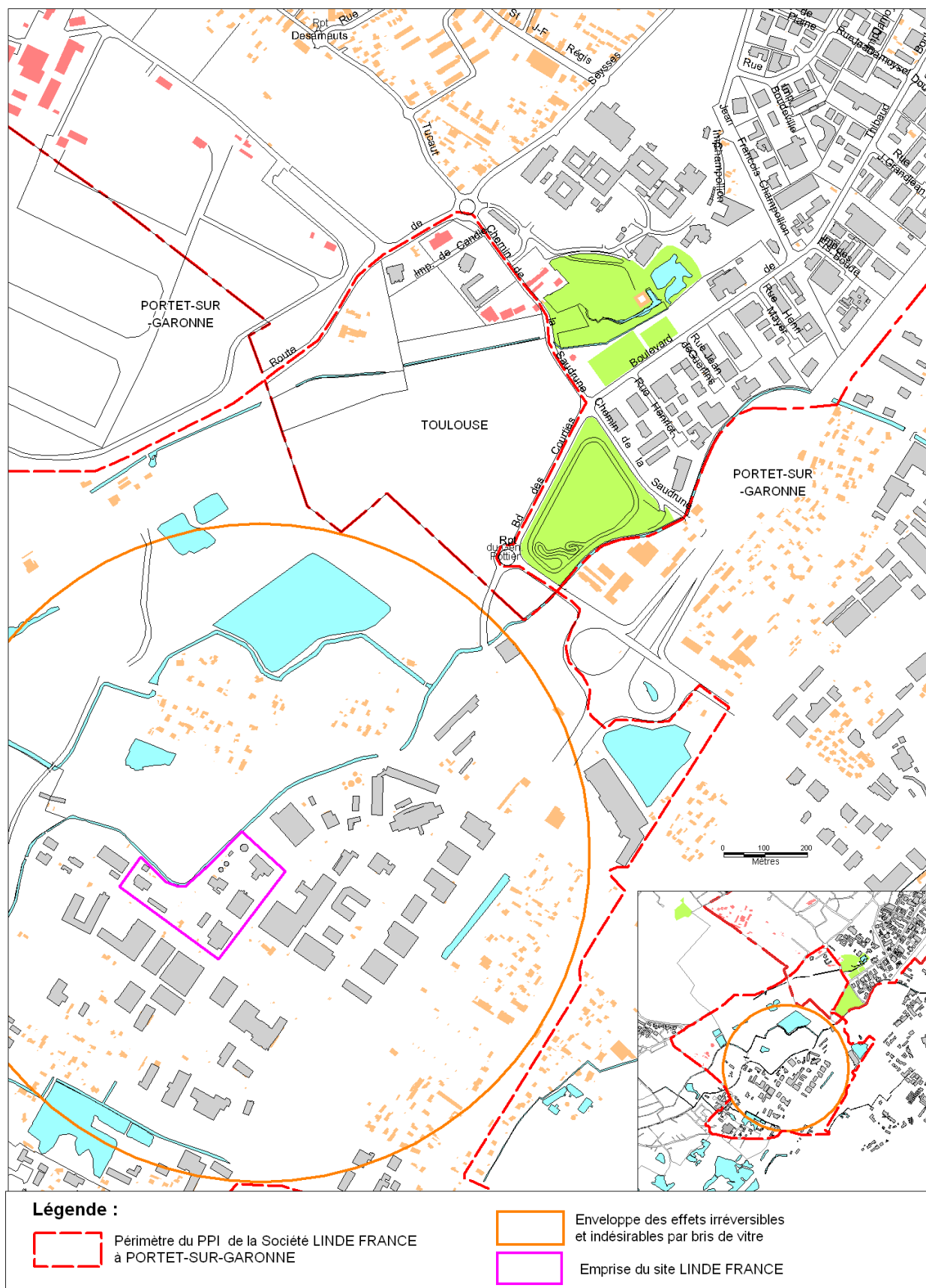
Les phénomènes dangereux susceptibles de se produire sur le site sont les suivants :

- perte de confinement (fuites) au niveau des tanks, des réservoirs et des citernes entraînant des zones de sous-oxygénation (entraînant soit un risque d'auto-inflammation des matériaux, soit un risque d'asphyxie),
- BLEVE¹⁸ (ou éclatement d'un réservoir) au niveau des réservoirs et des citernes,
- perte de confinement (fuites) au niveau des bouteilles de gaz entraînant un nuage toxique,
- explosion du bouilleur au niveau de la colonne de distillation.

L'enveloppe des effets irréversible passe en limite Sud du territoire de TOULOUSE, mais ne concerne pas TOULOUSE.

¹⁸ Le BLEVE (« Boiling Liquid Expanding Vapour Explosion » ou explosion par ébullition d'un liquide bouillonnant), correspond à la vaporisation explosive du gaz liquéfié, engendrée par une dépressurisation quasi-instantanée due à la rupture mécanique du réservoir et à l'inflammation du nuage de gaz libéré.

LINDE FRANCE : ENVELOPPE DES ZONES DE DANGERS



2 - RECENSEMENT DES ENJEUX

Les enjeux concernés à l'intérieur de l'enveloppe des effets irréversibles sont inexistant (pas de périmètre d'effets irréversibles sur TOULOUSE). Le périmètre du plan d'urgence préfectoral dans lequel s'appliquent les consignes réflexe intervient néanmoins sur le territoire de TOULOUSE (pour des nécessités d'organisation opérationnelle des secours).

RAPPEL : VOIR LES AVERTISSEMENTS EN DEBUT DE CHAPITRE

2.1 - POPULATION CONCERNEE

- **Dans le périmètre du Plan Particulier d'Intervention** (et en dehors de l'enveloppe des effets irréversibles) :

Données du Répertoire Immobilier Localisé RIL 2017 (INSEE)			
Nombre de points d'adresse	Nombre de points d'adresse pour de l'habitation	Nombre de logements	Nombre d'habitants (base 1,9 hab/logt en 2014)
2	2	5	10

2.2 - ETABLISSEMENTS SENSIBLES

Les établissements sensibles éventuellement concernés dans le périmètre du Plan Particulier d'Intervention sont listés dans le Guide d'intervention et de coordination des services en cas d'accident sur le site de la Société Linde France.

2.3 - ACTIVITES ECONOMIQUES

- **Dans le périmètre du Plan Particulier d'Intervention** (et en dehors de l'enveloppe des zones de dangers) :

Données du Fichier SIRENE 2015 (INSEE)	
Nombre d'enregistrements (établissements)	Nombre minimum d'établissements de plus de 50 salariés
11	2

3 - STRATEGIES D'ACTIONS DU MAIRE

Rappel : les stratégies d'actions du Maire doivent prendre en compte les stratégies prévues par les plans préfectoraux éventuellement activés et en particulier :

- Le Plan Particulier d'Intervention (PPI) LINDE FRANCE

Elles sont détaillées dans le **Guide d'intervention et de coordination des services en cas d'accident sur le site de la Société Linde France (Plan LINDE FRANCE)**.

PENDANT L'EVENEMENT	
➤ Alerter	<ul style="list-style-type: none"> - Déclencher le Plan Communal de Sauvegarde et alerter les services - Alerter et informer la population exposée - Alerter et informer la population sensible
➤ Sécuriser :	<ul style="list-style-type: none"> - Participer aux mesures de gestion de circulation du PPI (norias et bouclage du périmètre)
➤ Mettre à l'abri (se mettre à l'abri dans des bâtiments ou évacuer selon consignes)	
➤ Accueillir et héberger les populations	
➤ Ravitailler	

Plus précisément, les missions et actions prévues en cas d'accident sur le site industriel de la Société LINDE FRANCE à PORTET-SUR-GARONNE sont les suivantes :


- **la diffusion de l'alerte interne** (à l'ensemble des services concernés, en particulier les services participant à la gestion de la circulation, à l'éventuelle évacuation de la population et à la mise en place des structures de commandement),
- **la désignation d'un représentant au Centre Opérationnel Départemental** de la Préfecture et au Poste de Commandement Opérationnel,
- **la participation à l'alerte et l'information de la population avec les moyens à disposition** (pour rappel, la sirène PPI de la Société LINDE FRANCE déclenche l'alerte et l'application des consignes de sauvegarde),
- **la mise en place éventuelle du Poste de Commandement Communal au Capitole** (les différentes options de Poste de Commandement Opérationnel et de Poste Médical Avancé ne se trouvent pas dans des structures de la commune de TOULOUSE). En cas de nécessité, un dépôt mortuaire est mis en place,
- **une participation au bouclage du périmètre et à la gestion des circulations** en fonction de l'option retenue pour la mise en place du Poste Médical Avancé, tel que cela est prévu dans le plan de circulation du PPI, en liaison avec les services de l'Etat.

PCS - PARTIE E – LE DIAGNOSTIC DES RISQUES ET LES STRATEGIES D' ACTIONS

Les barrages mis en place (équipages de police nationale, police municipale et barrières) interdisent aux véhicules autres que les véhicules de secours de pénétrer dans le périmètre. **La population en transit** sur les voies de circulation **est alors dégagée du périmètre**,


- **en cas de survenance d'un évènement d'une exceptionnelle gravité, une participation à l'alerte pour évacuation temporaire des personnes concernées** (pour la partie de la zone d'application du PPI située sur le territoire de TOULOUSE),
- **si nécessaire, le transport par bus des habitants évacués vers un lieu d'accueil** et leur hébergement (en chambre d'hôtel ou dans un gymnase, en fonction du nombre de personnes à héberger).

4 - CONSIGNES COMPORTEMENTALES



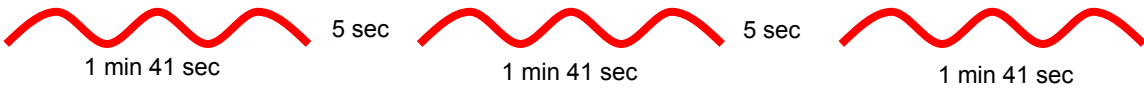
Le risque Industriel

Les principales consignes de sécurité



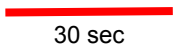
AVANT :

- connaître les risques, les consignes de sauvegarde et le signal national d'alerte qui comporte trois sonneries montantes et descendantes d'une minute et quarante et une secondes chacune


1 min 41 sec 5 sec 1 min 41 sec 5 sec 1 min 41 sec

PENDANT (confinement dans un bâtiment) :

- **S'enfermer rapidement dans le bâtiment le plus proche, ne pas rester à l'extérieur ou dans un véhicule : pour éviter de respirer des produits toxiques**
- Ecouter la radio : *pour connaître les consignes à suivre avec Sud Radio (101.4 FM), France Bleu Occitanie (91.8 FM), France Info (105.5 FM), France Inter (87.9 FM ou 88.1 FM) et la télévision : France 3 Sud*
- Boucher toutes les entrées d'air (portes, fenêtres, aérations, cheminées...), arrêter la ventilation : *pour empêcher le produit toxique de rentrer dans votre abri.*
- S'éloigner des portes et fenêtres et baisser les volets
- Ne pas fumer, ni flamme, ni étincelle (allumette, bougie, cuisinière, chauffage à gaz)
- Ne pas aller sur les lieux de l'accident : *vous iriez au devant du danger*
- Se laver en cas d'irritation et si possible, se changer : *si vous pensez avoir été touché par un produit toxique*
- Ne pas aller chercher les enfants à l'école : *l'école s'occupe d'eux*
- **Ne pas téléphoner : libérez les lignes pour les secours**

APRES (dès la fin d'alerte : une sonnerie continue de 30 secondes) : 
30 sec

- attendre les consignes des autorités ou le signal de fin d'alerte pour sortir.
- aérer le local de confinement.

DIAGNOSTIC DES RISQUES – STRATEGIES D'ACTIONS

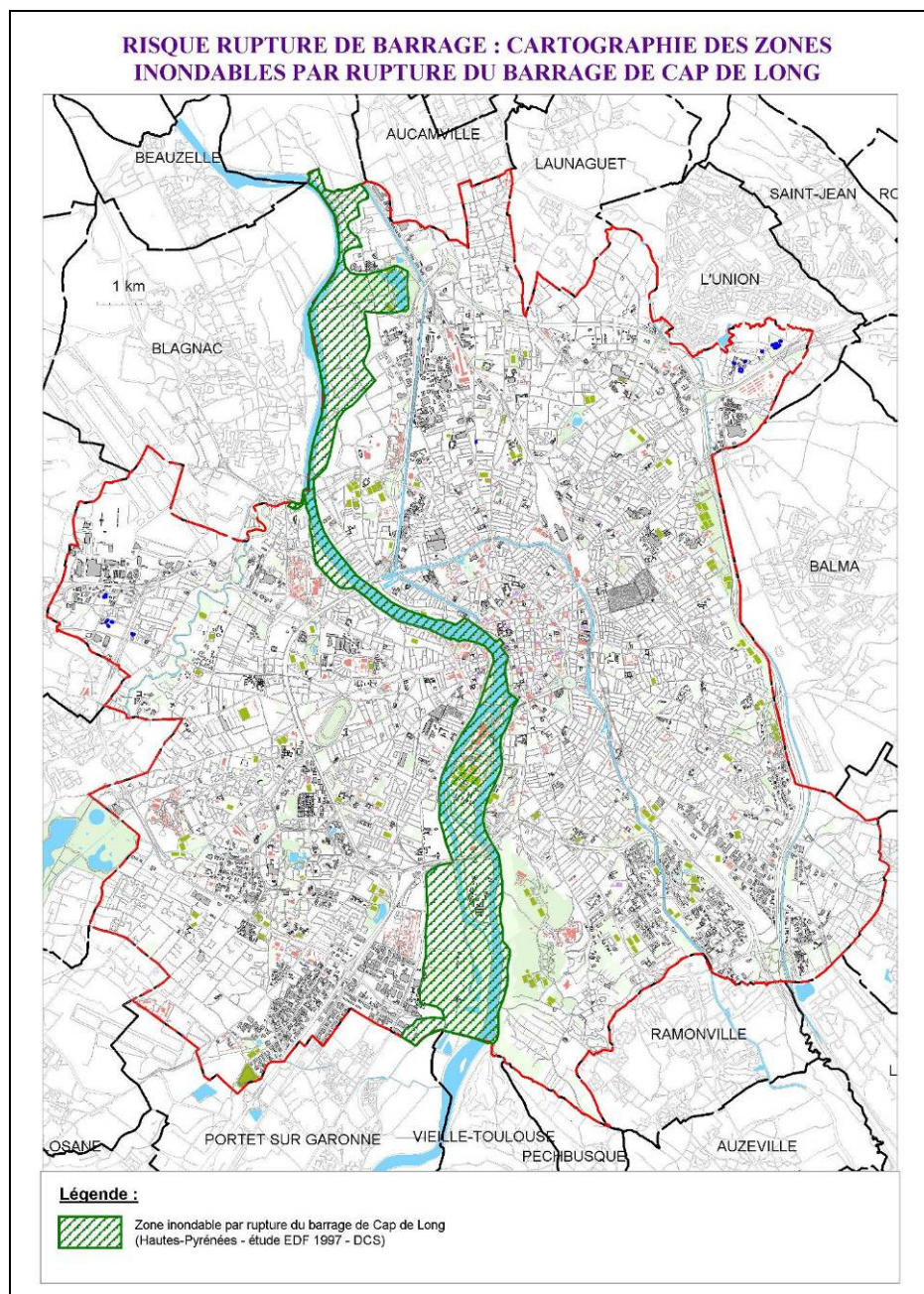
RISQUES TECHNOLOGIQUES

RUPTURE DU BARRAGE DE CAP DE LONG

1 - DIAGNOSTIC DES ALEAS

Le barrage de Cap de Long se situe au pied du pic de Néouvielle dans les Hautes Pyrénées, à une altitude de 2160 mètres et à 190 kilomètres de TOULOUSE. C'est une voûte épaisse en béton de 100 mètres de haut (sur les fondations), emmagasinant 65 millions de m³ d'eau. Il est exploité par EDF pour la production d'électricité.

En cas de rupture du barrage et d'après les études connues à ce jour, **la hauteur de la Garonne serait voisine de celle de l'inondation du 23 juin 1875. Le temps d'arrivée du front d'onde calculé est estimé à 9 heures environ au Sud de Toulouse et à peine plus de 10 heures à Blagnac.**



2 - RECENSEMENT DES ENJEUX

Les enjeux sont susceptibles d’être les mêmes que ceux définis pour une crue de la Garonne type 1875 (scénario le plus défavorable).

3 - STRATEGIES D’ACTIONS DU MAIRE


Rappel : les stratégies d’actions du Maire doivent prendre en compte les stratégies prévues par les plans préfectoraux éventuellement activés et en particulier :

- le PPI GRANDS BARRAGES Annexe CAP DE LONG sur la Neste de Couplan

Elles seront détaillées dans le **Guide d’intervention et de coordination des services en cas de rupture du barrage de Cap de Long (Plan BARRAGE CAP DE LONG)** mais sont pour l’essentiel les mêmes que celles prévues dans le cadre du Plan en cas d’inondation par la Garonne.






PENDANT L’EVENEMENT	
➤ Alerter	<ul style="list-style-type: none"> - Déclencher le Plan Communal de Sauvegarde et alerter les services - Alerter et informer la population exposée - Alerter et informer la population sensible
➤ Sécuriser :	<ul style="list-style-type: none"> - Gérer les flux de circulation (participer) - Interdire l’accès aux zones inondables - Fermer les vannes en sortie des collecteurs - Mettre en place et activer le pompage des eaux pluviales - Fermer les portes étanches - Mettre en place les batardeaux
➤ Mettre à l’abri (évacuer)	
➤ Accueillir et héberger les populations	
➤ Ravitailler	

4 - CONSIGNES COMPORTEMENTALES




Le risque
Rupture de
Barrage

Les
principales
consignes de
sauvegarde








AVANT :


- connaître les risques, les consignes de sauvegarde et le signal national d'alerte qui comporte trois sonneries montantes et descendantes d'une minute et quarante et une secondes chacune



5 sec



5 sec



1 min 41 sec


1 min 41 sec

1 min 41 sec

- connaître les points hauts sur lesquels se réfugier (collines, étages élevés des immeubles résistants...),
- connaître les moyens et itinéraires d'évacuation

PENDANT :

- gagner le plus rapidement possible les points hauts, les moyens et itinéraires d'évacuation (à défaut se réfugier dans les étages supérieurs d'un immeuble élevé et solide),
- ne pas prendre l'ascenseur,
- ne pas revenir sur ses pas,
- ne pas aller chercher ses enfants à l'école,
- ne pas téléphoner pour ne pas saturer les lignes,
- attendre les consignes des autorités ou le signal de fin d'alerte pour quitter son abri.

APRES (dès la fin d'alerte : une sonnerie continue de 30 secondes) : 

30 sec

- attendre les consignes des autorités ou le signal de fin d'alerte pour sortir.
- aérer et désinfecter les pièces,
- ne rétablir l'électricité que sur une installation sèche (vérifier tous les circuits que l'eau a pu toucher. Au moindre doute, faire appel à un électricien, voire à un réparateur),
- vérifier que les joints et les tuyaux d'alimentation en gaz n'ont pas été endommagés,
- purger la citerne de fuel en ouvrant le robinet inférieur (toute trace d'eau - écoulement clair - doit disparaître),
- nettoyer les pièces essentielles de la chaudière (brûleur, thermostat). Au besoin, appeler un spécialiste et contrôler l'ensemble des conduites, radiateurs, soupapes, clapets et joints. Vérifier qu'il n'y a pas de fuite,
- chauffer dès que possible (vérifier le bon fonctionnement du thermostat et l'étanchéité des joints le cas échéant).

DIAGNOSTIC DES RISQUES – STRATEGIES D' ACTIONS

RISQUES TECHNOLOGIQUES

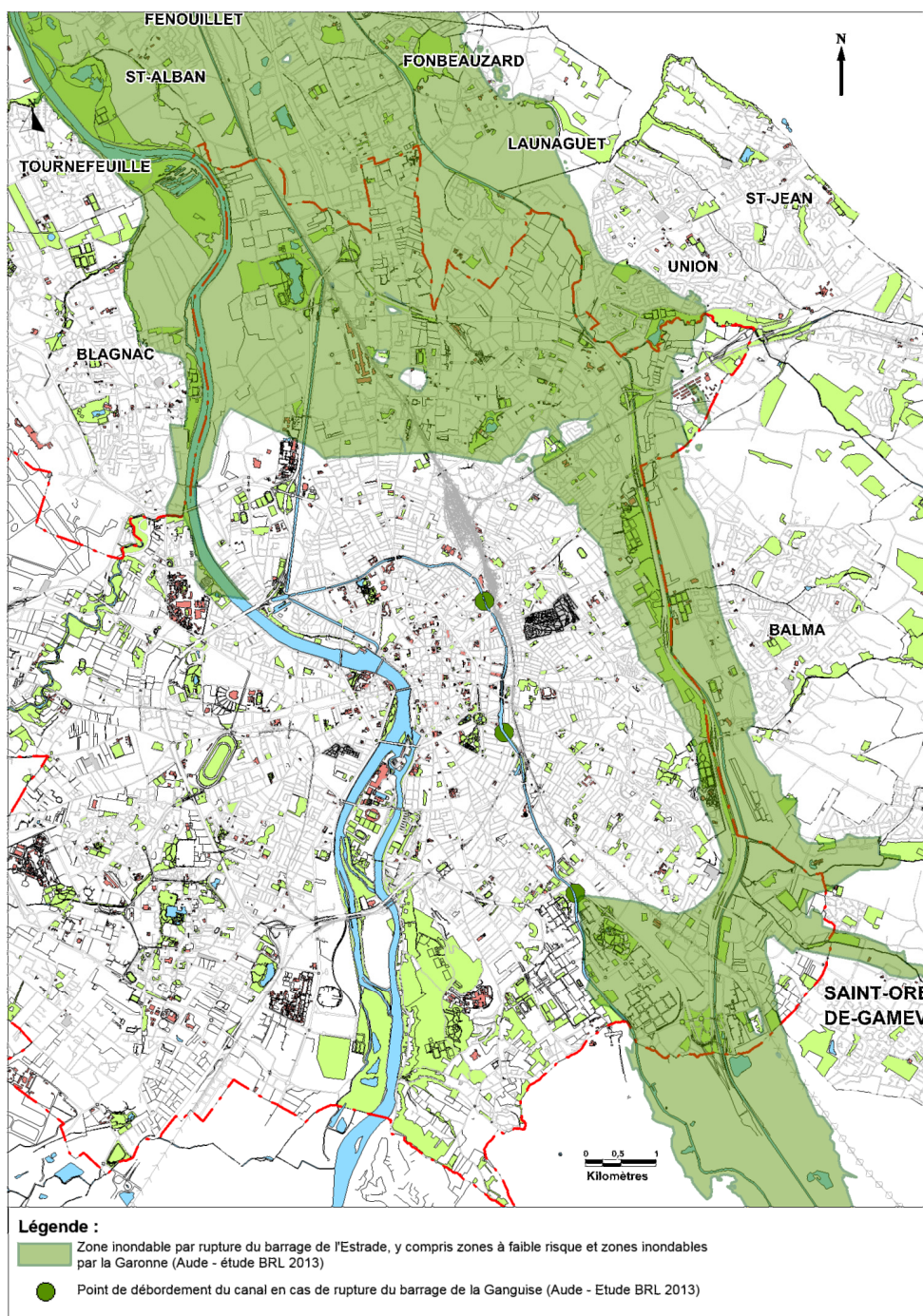
RUPTURE DU BARRAGE DE LA GANGUISE/ESTRADE

1- DIAGNOSTIC DES ALEAS

Le barrage de La Ganguise (ou L'Estrade) est situé dans le département de l'Aude sur la rivière La Ganguise, affluent de l'Hers-Mort, lui même affluent de la Garonne. Sa capacité peut atteindre 44,6 millions de m³ d'eau.

En cas de rupture du barrage et d'après les dernières études, **le temps d'arrivée du front de l'onde de submersion est estimé à 4 heures 30 environ au Sud de Toulouse**. Il est de 6 heures 30 environ au Nord de la commune et intéresse la vallée de l'Hers.

RUPTURE DU BARRAGE DE LA GANGUISE : ZONES INONDABLES



2 - RECENSEMENT DES ENJEUX

RAPPEL : VOIR LES AVERTISSEMENTS EN DEBUT DE CHAPITRE

2.1 - POPULATION CONCERNEE

Données du Répertoire Immobilier Localisé RIL 2017 (INSEE)			
Nombre de points d'adresse	Nombre de points d'adresse pour de l'habitation	Nombre de logements	Nombre d'habitants (base 1,9 hab/logt en 2014)
7600	7471	46340	88046

2.2 - ETABLISSEMENTS SENSIBLES

Les établissements sensibles concernés sont listés dans le **Guide d'intervention et de coordination des services en cas de rupture du barrage de l'Estrade**.

2.3 - ACTIVITES ECONOMIQUES

Données du Fichier SIRENE 2015 (INSEE)	
Nombre d'enregistrements (établissements)	Nombre minimum d'établissements de plus de 50 salariés
8530	115

3 - STRATEGIES D’ACTIONS DU MAIRE

Rappel : les stratégies d’actions du Maire doivent prendre en compte les stratégies prévues par les plans préfectoraux éventuellement activés et en particulier :

- le Plan Particulier d’Intervention (PPI) du barrage de la Ganguise

Elles seront détaillées dans **le Guide d’intervention et de coordination des services en cas de rupture du barrage de la Ganguise (ou l’Estrade).**

PENDANT L’EVENEMENT	
➤ Alerter	<ul style="list-style-type: none"> - Déclencher le Plan Communal de Sauvegarde et alerter les services - Alerter et informer la population exposée - Alerter et informer la population sensible
➤ Sécuriser :	<ul style="list-style-type: none"> - Gérer les flux de circulation (participer) - Interdire l’accès aux zones inondables
➤ Mettre à l’abri (évacuer)	
➤ Accueillir et héberger les populations	
➤ Ravitailler	

4 - CONSIGNES COMPORTEMENTALES



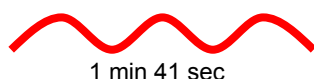
Le risque
Rupture de
Barrage

Les
principales
consignes de
sécurité

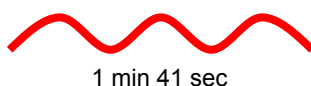


AVANT :

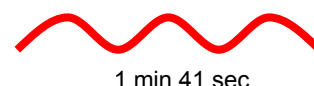
- connaître les risques, les consignes de sauvegarde et le signal national d'alerte qui comporte trois sonneries montantes et descendantes d'une minute et quarante et une secondes chacune



5 sec



5 sec



- connaître les points hauts sur lesquels se réfugier (collines, étages élevés des immeubles résistants...),
- connaître les moyens et itinéraires d'évacuation

PENDANT :

- gagner le plus rapidement possible les points hauts, les moyens et itinéraires d'évacuation (à défaut se réfugier dans les étages supérieurs d'un immeuble élevé et solide),
- ne pas prendre l'ascenseur,
- ne pas revenir sur ses pas,
- ne pas aller chercher ses enfants à l'école,
- ne pas téléphoner pour ne pas saturer les lignes,
- attendre les consignes des autorités ou le signal de fin d'alerte pour quitter son abri.

APRES (dès la fin d'alerte : une sonnerie continue de 30 secondes) :

30 sec

- attendre les consignes des autorités ou le signal de fin d'alerte pour sortir.
- aérer et désinfecter les pièces,
- ne rétablir l'électricité que sur une installation sèche (vérifier tous les circuits que l'eau a pu toucher. Au moindre doute, faire appel à un électricien, voire à un réparateur),
- vérifier que les joints et les tuyaux d'alimentation en gaz n'ont pas été endommagés,
- purger la citerne de fuel en ouvrant le robinet inférieur (toute trace d'eau - écoulement clair - doit disparaître),
- nettoyer les pièces essentielles de la chaudière (brûleur, thermostat). Au besoin, appeler un spécialiste et contrôler l'ensemble des conduites, radiateurs, soupapes, clapets et joints. Vérifier qu'il n'y a pas de fuite,
- chauffer dès que possible (vérifier le bon fonctionnement du thermostat et l'étanchéité des joints le cas échéant).

DIAGNOSTIC DES RISQUES – STRATEGIES D'ACTIONS	
RISQUES TECHNOLOGIQUES	TRANSPORT DE MATIERES DANGEREUSES

1 - DIAGNOSTIC DES ALEAS

L'agglomération toulousaine est le siège de flux importants de transport de matières dangereuses, en raison de :

- sa situation de carrefour entre réseaux routiers importants sur lesquels transitent des trafics nationaux et internationaux,
- la présence d'une industrie chimique au Sud, de dépôts pétroliers au Nord et de diverses autres Installations Classées qui génèrent des flux nombreux de matières dangereuses, aussi bien par voie routière que par voie ferrée (risque diffus),
- de la concentration d'activités à l'origine d'échanges commerciaux importants.

Il n'y a par contre pas de transport répertorié de matières dangereuses, lié à la navigation.

Le risque est également lié aux canalisations de transport de gaz.

Ce transport concerne actuellement les canalisations de gaz naturel qui est un gaz très inflammable et explosif (derniers éléments d'information du Préfet en date du 10 octobre 2018). A TOULOUSE, une petite portion de canalisation de transport de gaz naturel longe la route d'Espagne à hauteur de l'avenue Hubert Curien en direction de Portet-sur-Garonne. Des zones d'effets létaux associées au phénomène dangereux de référence majorant y sont associées. Le gaz est transporté par la Société Téréga (anciennement TIGF). L'ancienne portion de canalisation qui traversait Toulouse du Nord au Sud jusqu'à la section encore existante a quant-à-elle fait l'objet d'un arrêt d'exploitation et d'une mise en sécurité.

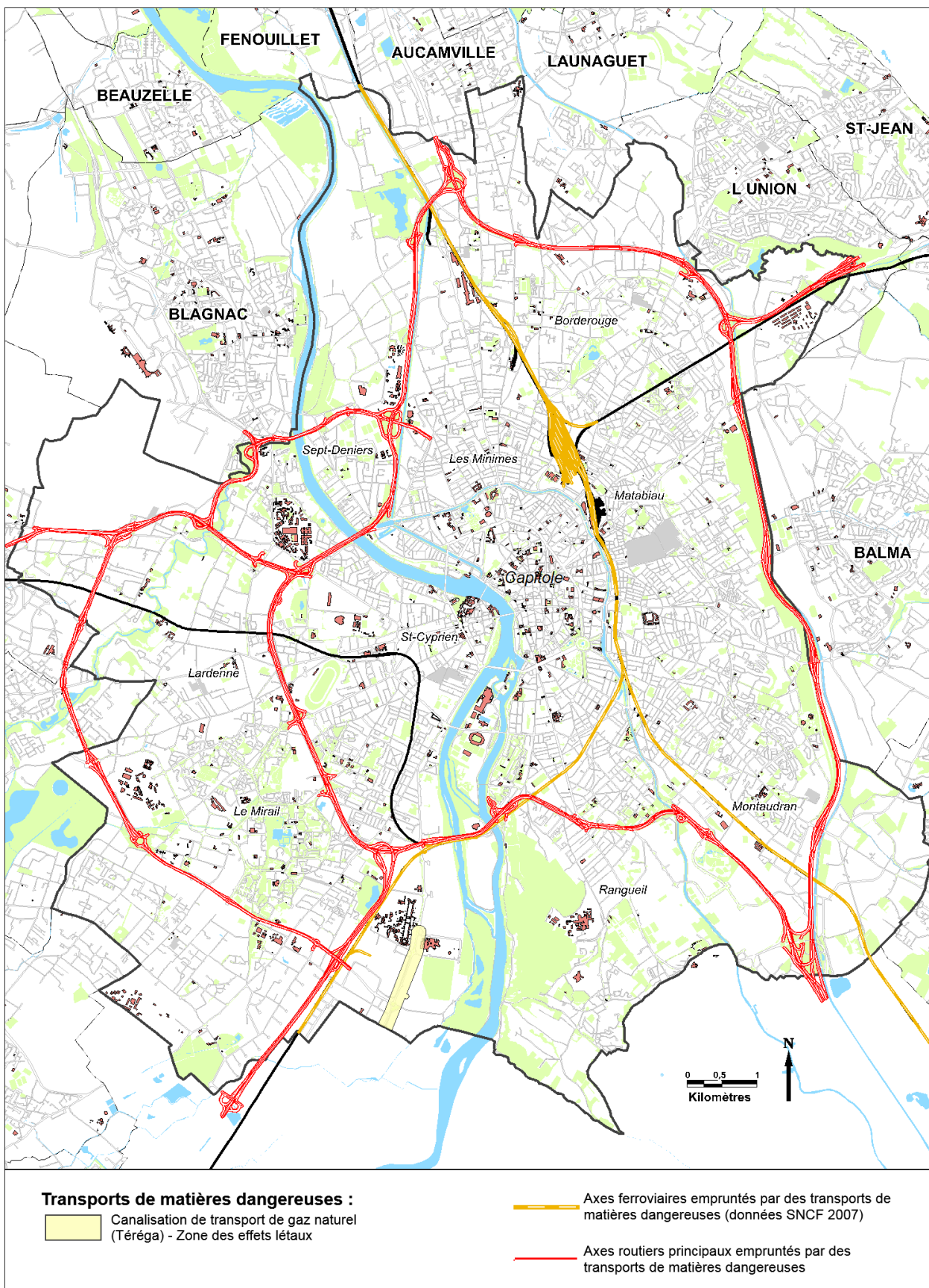
La desserte des riverains est quant-à-elle assurée par des canalisations de moindre importance, exploitées par G.R.D.F. (Gaz Réseau Distribution France), ces canalisations ne constituant pas à proprement dit un risque majeur, mais un risque diffus.

Des études de sécurité ont permis de déterminer de façon générique, en fonction du diamètre nominal de la canalisation et de sa pression maximale de service, différentes zones de dangers correspondant à des valeurs limites d'effets thermiques. Les études de sécurité détaillées proprement dites ont été remises par les transporteurs et sont en attente de validation nationale.

Les principaux effets liés aux accidents de transport de matières dangereuses sont :

- **l'explosion** occasionnée par un choc avec production d'étincelles, par l'échauffement d'une cuve de produits volatils ou comprimés, par le mélange de plusieurs produits incompatibles ...
- **l'incendie** causé par l'échauffement d'un organe du véhicule, l'inflammation accidentelle d'une fuite, une explosion au voisinage immédiat du véhicule ...
- **le nuage toxique** dû à une fuite de produit toxique ou à une combustion qui se propage à distance du lieu de l'accident ...
- **la pollution** de l'eau ou du sol.

LE RISQUE "TRANSPORT DE MATIERES DANGEREUSES" PRINCIPAUX AXES EMPRUNTES



2 - RECENSEMENT DES ENJEUX

S’agissant d’un risque diffus (outre les canalisations de transport de gaz et les zones de dangers associées), les enjeux sont variables et liés aux caractéristiques de l’accident.

3 - STRATEGIES D’ACTIONS DU MAIRE



Rappel : les stratégies d’actions du Maire doivent prendre en compte les stratégies prévues par les plans préfectoraux éventuellement activés et en particulier :

- les Dispositions ORSEC Transport de Matières Dangereuses (TMD).

**SE REFERER AUX MISSIONS GENERALES DU PLAN COMMUNAL DE SAUVEGARDE
(MISSIONS FONCTION DES STRATEGIES RETENUES LORS DE L’EVENEMENT)**






PENDANT L’EVENEMENT	
➤ Alerter	
- Déclencher le Plan Communal de Sauvegarde et alerter les services	
- Alerter et informer la population exposée	
- Alerter et informer la population sensible	
➤ Sécuriser :	
- Gérer les flux de circulation (participer)	
➤ Mettre à l’abri (suivant les consignes)	
➤ Accueillir et héberger les populations	
➤ Ravitailler	

4 - CONSIGNES COMPORTEMENTALES


**Le risque
Transport de
Matières
Dangereuses**

**Les
principales
consignes de
sécurité**








AVANT :


- connaître les risques et le signal national d'alerte qui comporte trois sonneries montantes et descendantes d'une minute et quarante et une secondes chacune




1 min 41 sec



5 sec



1 min 41 sec



5 sec

1 min 41 sec

- connaître les consignes de confinement (rejoindre le bâtiment le plus proche¹⁹, boucher les entrées d'air : portes, fenêtres, aérations, cheminées, s'éloigner des portes et fenêtres, arrêter la ventilation ou la climatisation)


PENDANT :

Si vous être témoin :

- donner l'alerte aux sapeurs-pompiers (18 ou 112), à la police ou la gendarmerie (17 ou 112) en précisant le lieu exact, la nature du moyen de transport, le nombre approximatif de victimes, le numéro du produit et le code danger, la nature du sinistre (feu, fuite, explosion...).

Si un nuage toxique vient vers vous :

- fuir si possible selon un axe perpendiculaire au vent ; inviter les autres témoins à s'éloigner,
- obéir aux consignes des services de secours,
- écouter la radio et suivre les instructions : Sud Radio (101.4 FM), France Bleu Occitanie (91.8 FM), France Info (105.5 FM), France Inter (87.9 FM ou 88.1 FM) et la télévision : France 3 Sud

APRES (dès la fin d'alerte : une sonnerie continue de 30 secondes) :  30 sec

- attendre les consignes des autorités ou le signal de fin d'alerte pour sortir,
- aérer le local de confinement.

¹⁹ C'est le réflexe le plus efficace dans la majorité des cas. Même si l'isolation n'est pas totale, cette mesure permet de mieux se protéger d'un éventuel nuage toxique.

DIAGNOSTIC DES RISQUES – STRATEGIES D’ACTIONS

RISQUES TECHNOLOGIQUES

ACCIDENT NUCLEAIRE

1 - DIAGNOSTIC DES ALEAS

En cas d'accident grave, certaines installations nucléaires sont susceptibles de rejeter dans l'atmosphère de l'iode radioactif. Ce radio élément est celui qui va contribuer le plus à l'exposition radiologique de la population à court terme (risque accru de cancer de la thyroïde).

Le département de la Haute-Garonne est limitrophe du Tarn et Garonne qui est le siège de l'installation nucléaire de GOLFECH.



2 - RECENSEMENT DES ENJEUX

L'ensemble de la population est susceptible d'être exposée, les sujets les plus jeunes étant les plus sensibles à cette exposition.

Les nourrissons, enfants, adolescents, jeunes adultes, femmes enceintes ou allaitant, doivent être traités en priorité.

3 - STRATEGIES D' ACTIONS DU MAIRE

Rappel : les stratégies d'actions du Maire doivent prendre en compte les stratégies prévues par les plans préfectoraux éventuellement activés et en particulier :

- le dispositif de stockage et de distribution des comprimés d'iodure de potassium hors des zones couvertes par un Plan Particulier d'Intervention (dispositions spécialisées ORSEC).



Un délai minimal de 48 heures avant l'exposition est à envisager pour préparer une distribution d'iode à la population dans le cadre du dispositif départemental. En cas d'accident présentant une cinétique rapide, la mise à l'abri ou l'évacuation serait privilégiée.

Les stratégies du plan départemental sont notamment les suivantes :

- pour TOULOUSE en particulier, **la récupération du lot de comprimés** auprès de l'établissement de répartition pharmaceutique,
- **la prise en charge par les communes de l'organisation de la distribution des comprimés d'iodure de potassium à leur population municipale²⁰**. La présence potentielle de populations exogènes (grands rassemblements, afflux saisonnier de population...) n'ayant pas la possibilité de regagner leur commune de résidence doit être prise en compte. Ces populations doivent par conséquent être intégrées au dispositif de distribution.

La délivrance des comprimés s'effectue dans le cadre privé et familial, les populations prioritaires pour l'administration de comprimés étant les personnes âgées de moins de 40 ans. Il n'est pas prévu de distribution dans le cadre scolaire (à l'exception des internats) ou professionnel. Les comprimés sont remis à chaque personne ou responsable d'un groupe de personne (responsable familial, responsable d'un internat, d'une maison de retraite, d'un établissement pénitentiaire...) conformément à la posologie applicable à chaque tranche d'âge. La délivrance des comprimés donne lieu à la tenue d'une comptabilité de stock.

Les lieux de distribution ont par ailleurs été retenus pour leur identification et leur localisation facile par la population en cas d'urgence, leur activation rapide et leur accessibilité garantie.

Les procédures nécessaires à l'activation et au fonctionnement des différents sites de distribution sont intégrées dans **le Guide d'intervention et de coordination des services pour la distribution de comprimés d'iodure de potassium (Plan Iode)**.

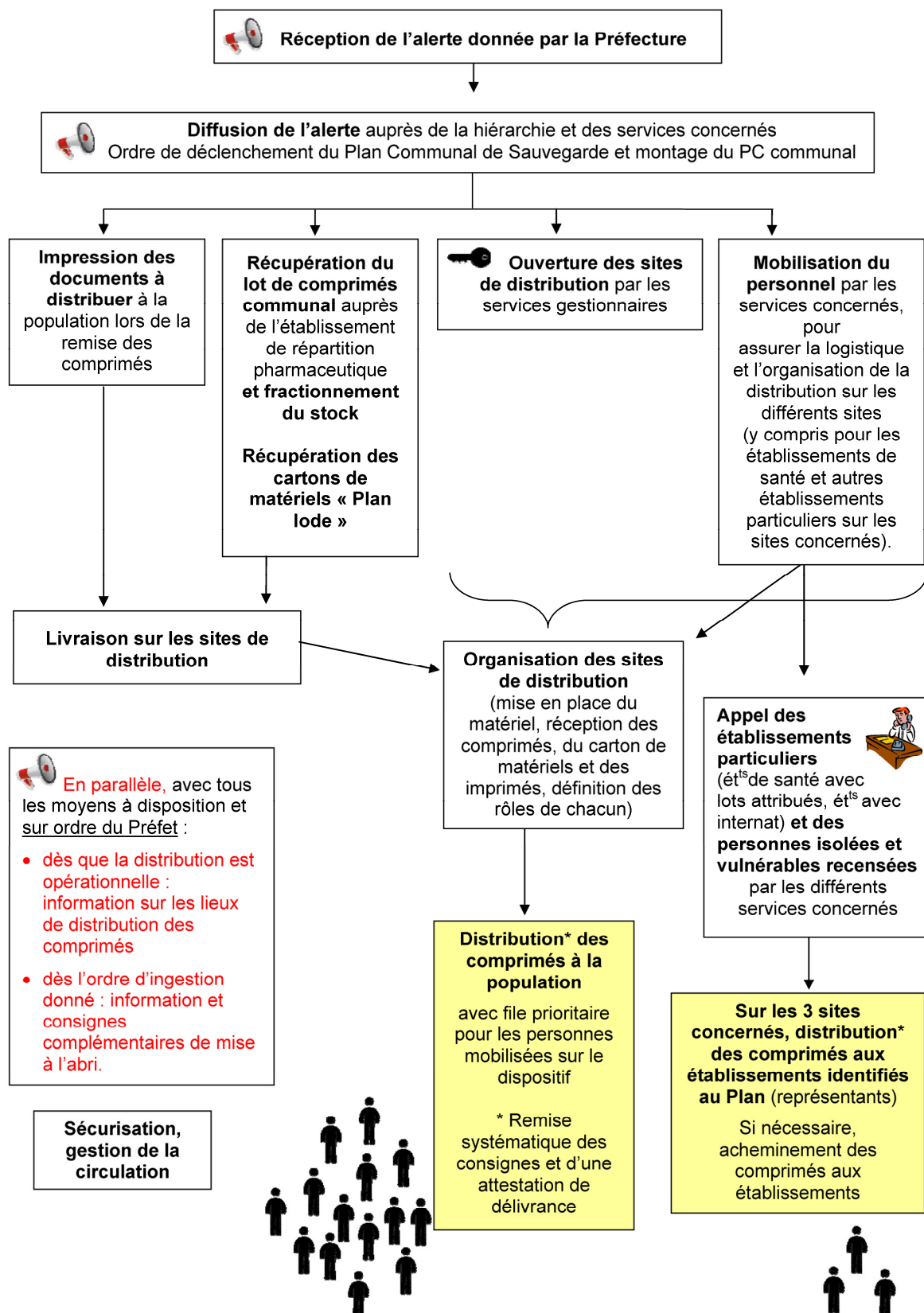
²⁰ personnes ayant leur résidence habituelle sur le territoire de la commune, dans des logements ou des communautés (maisons de retraite, internats, casernes...), ainsi que les personnes détenues dans les établissements pénitentiaires, personnes sans abri recensées et personnes résidant habituellement dans des habitations mobiles recensées sur le territoire de la commune.

Dans ce cadre, les stratégies du dispositif communal reposent sur les principes suivants :

PENDANT L’EVENEMENT	
➤ Alerter	<ul style="list-style-type: none">- Déclencher le Plan Communal de Sauvegarde et alerter les services- Alerter et informer la population exposée- Alerter et informer la population sensible- Alerter et mobiliser les établissements particuliers (avec internat notamment)
➤ Ravitailler :	<ul style="list-style-type: none">- Ouvrir et organiser les sites de distribution- Mobiliser les effectifs nécessaires à la distribution et aux relations avec les établissements prioritaires- Récupérer le lot de comprimés municipal- Fractionner le stock et l’acheminer vers les sites de distribution- Fractionner le stock de comprimés et le distribuer, y compris aux personnes vulnérables et aux établissements prioritaires
➤ Sécuriser :	<ul style="list-style-type: none">- Gérer les flux de circulation (participer)- Surveiller les lieux de distribution
➤ Mettre à l’abri (selon les consignes)	












PCS - PARTIE E – LE DIAGNOSTIC DES RISQUES ET LES STRATEGIES D'ACTIONS

La répartition et l'organisation des missions des services en cas d'accident nucléaire est présentée, d'une façon générale, sur le schéma suivant :



Le recours à des professionnels de la santé (médecins, pharmaciens), susceptibles d'être présents sur les sites de distribution, **est également sollicité.**

4 - CONSIGNES COMPORTEMENTALES

	<p>Le risque nucléaire</p>	<p>Les principales consignes de sécurité</p>					
<p>AVANT :</p> <ul style="list-style-type: none"> - connaître les risques, les consignes et le signal national d'alerte qui comporte trois sonneries montantes et descendantes d'une minute et quarante et une secondes chacune <div style="display: flex; justify-content: space-around; align-items: center;"> <div style="text-align: center;">  <p>1 min 41 sec</p> </div> <div style="text-align: center;">  <p>5 sec</p> </div> <div style="text-align: center;">  <p>1 min 41 sec</p> </div> <div style="text-align: center;">  <p>5 sec</p> </div> <div style="text-align: center;"> <p>1 min 41 sec</p> </div> </div>							
<p>PENDANT * :</p> <ul style="list-style-type: none"> - prendre un comprimé d'iode stable (posologie variable) pour saturer la thyroïde, - écouter la radio et suivre les instructions : Sud Radio (101.4 FM), France Bleu Occitanie (91.8 FM), France Info (105.5 FM), France Inter (87.9 FM ou 88.1 FM) et la télévision : France 3 Sud, - ne pas téléphoner pour ne pas saturer les lignes, - se mettre à l'abri : rentrer chez soi ou à l'intérieur d'un bâtiment en dur, fermer les portes et fenêtres, interrompre les ventilations mécaniques sans toutefois obstruer les prises d'air correspondantes. 							
<p>APRES (dès la fin d'alerte : une sonnerie continue de 30 secondes) :</p> <div style="text-align: right;">  <p>30 sec</p> </div> <ul style="list-style-type: none"> - attendre les consignes des autorités ou le signal de fin d'alerte pour sortir, - consulter un médecin dans un bref délai pour surveiller la fonction thyroïdienne (nouveaux nés, petits enfants, femmes enceintes ou allaitant, jeunes adultes) 							

*** En fonction des cas, l'évacuation, la mise à l'abri, des restrictions de consommation d'eau et d'aliments pourront être prescrites.**

Si les rejets radioactifs contiennent des iodes radioactifs (iode 131 et iodes à vie courte), **la prise de comprimés d'iode de potassium stable constitue une action complémentaire de protection des populations.**

Le comprimé doit être pris uniquement et immédiatement à la demande du Préfet. L'efficacité est maximale s'il est ingéré 1 heure avant l'exposition au rejet radioactif et au plus tard 24 heures après.

La posologie en fonction du dosage du comprimé et le mode d'administration doivent être impérativement respectés.

DIAGNOSTIC DES RISQUES – STRATEGIES D’ACTIONS	
RISQUES TERRORISTES	ATTENTATS

1 - DIAGNOSTIC DES ALEAS

Le terrorisme est un ensemble d'actes de violence (attentats, prises d'otages, ...) commis par une organisation pour créer un climat d'insécurité, pour exercer un chantage sur un gouvernement, pour satisfaire une haine à l'égard d'une communauté, d'un pays, d'un système. C'est également l'emploi de la terreur à des fins politiques, religieuses ou idéologiques. La menace terroriste d'inspiration islamiste et djihadiste en France et contre les ressortissants et intérêts français à l'étranger demeure à un niveau très élevé.

Une liste exhaustive des cibles ou de modes opératoires ne peut pas être établie, ceux-ci étant en constante évolution. Cependant, des événements qui se sont déjà produits permettent d'identifier :

- **des modes opératoires particuliers :**
 - attaque par arme blanche ou balistique ;
 - voiture bélier ;
 - colis, véhicule ou personne piégés.
- **des cibles particulières :**
 - espaces scolaires ;
 - transports collectifs de personnes ;
 - espaces publics ou à forte affluence, lieux culturels et de loisirs ;
 - centres commerciaux ;
 - organes de presse ;
 - lieux de culte ;
 - sites industriels ;
 - représentants des institutions publiques nationales ou internationales.

2 - RECENSEMENT DES ENJEUX

Les enjeux sont fonction de l'évènement et de ses caractéristiques. Néanmoins, un recensement des vulnérabilités existantes sur la commune a été réalisé et des dispositions sont prises par la ville en vue notamment de :

- participer à la sécurisation des installations et bâtiments par des mesures de sûreté externe ou interne, des mesures de sûreté des accès, contrôle des accès...,
- participer à la sécurisation des grands rassemblements par la gestion des flux piétons et véhicules, le contrôle des accès, la surveillance externe et interne durant l'évènement, des mesures de protections passives, une sensibilisation du public et du personnel...,

3 - STRATEGIES D’ACTIONS DU MAIRE

Rappel : les stratégies d'actions du Maire doivent prendre en compte les stratégies prévues par les plans préfectoraux ou nationaux éventuellement activés et en particulier :

- le Plan VIGIPIRATE
- certains volets spécialisés du Plan ORSEC départemental.

PCS - PARTIE E – LE DIAGNOSTIC DES RISQUES ET LES STRATEGIES D' ACTIONS

Pour rappel, le plan **VIGIPIRATE** est un plan de vigilance, de prévention et de protection ayant pour objet la lutte contre la malveillance terroriste.




- la **vigilance** est liée à la connaissance de la menace terroriste et à sa juste prise en compte afin d'ajuster les comportements de chacun et les mesures de protection ;
- la **prévention** s'appuie sur la sensibilisation des agents de l'Etat, des opérateurs et des citoyens à la menace terroriste, sur leur connaissance de l'organisation du dispositif national et sur la bonne préparation des moyens de protection et de réponse ;
- la **protection** repose sur un large éventail de mesures, qui doivent pouvoir s'adapter en permanence à la situation afin de réduire les vulnérabilités sans induire de contraintes disproportionnées sur la vie économique et sociale de la Nation.

Il se compose de deux parties :

- un document public, visant à informer la population des mesures de protection et de vigilance qui la concernent et à mobiliser l'ensemble des acteurs du plan (la partie publique du plan est disponible sur <http://www.gouvernement.fr/risques/focus-sur-le-plan-vigipirate>) ;
- un document classifié « confidentiel défense », destiné aux pouvoirs publics et aux opérateurs d'importance vitale, comprenant toutes les précisions nécessaires à sa mise en œuvre.

Le plan VIGIPIRATE comporte trois niveaux :

- vigilance
- sécurité renforcée - risque attentat
- urgence attentat

Niveaux	Principes d'activation du niveau	Conditions de mise en œuvre	Types de mesures activées
Vigilance 	Ce niveau correspond à la posture permanente de sécurité.	Ce niveau est valable en tout lieu et en tout temps.	Mise en œuvre de la totalité des mesures permanentes (socle).
Sécurité renforcée- risque attentat 	Ce niveau traduit la réponse de l'Etat à un niveau élevé de la menace terroriste.	Ce niveau peut concerner l'ensemble du territoire national ou être ciblé sur une zone géographique ou un secteur d'activité particulier. Ce niveau n'a pas de limite de temps définie.	Renforcement des mesures permanentes et activation de mesures additionnelles.
Urgence attentat 	<p>Ce niveau déclenche un état de vigilance et de protection maximal, soit en cas de menace d'attaque terroriste documentée et imminente ¹ soit à la suite immédiate d'un attentat.</p> <p>L'activation de ce niveau permet d'adapter le dispositif de protection pour prévenir tout risque de sur-attentat.</p>	<p>Ce niveau peut être activé sur l'ensemble du territoire national ou sur une zone géographique délimitée.</p> <p>Par nature de courte durée, le niveau « urgence attentat » peut être désactivé dès la fin de la gestion de crise.</p>	<p>Renforcement des mesures permanentes et activation de mesures additionnelles.</p> <p>Ce niveau est associé à des mesures additionnelles contraignantes et à un renforcement de l'alerte qui peut être couplé à la diffusion d'informations via l'application téléphonique SAIP², les différents sites Internet institutionnels, la télévision ou encore la radio. Des conseils comportementaux peuvent également être diffusés à la population en cas de risque de sur-attentat.</p>

1 - La définition de l'imminence reste subjective. L'objectif revient, sur la base d'informations issues de la communauté du renseignement, à répondre avec précision à au moins deux des quatre questions : qui ? où ? quand ? Et comment ?

2- SAIP : Système d'alerte et d'information des populations (application pour smartphone, aujourd'hui supprimée).

PCS - PARTIE E – LE DIAGNOSTIC DES RISQUES ET LES STRATEGIES D'ACTIONS

Le maire met en œuvre les mesures de prévention et de protection contre la malveillance terroriste, en s'appuyant notamment sur les fiches thématiques diffusées par le Préfet (« Comment sécuriser un rassemblement de personnes », « Comment sécuriser un site », conseil de comportement en cas d'attaque terroriste, ...).

Le maire recense les vulnérabilités existantes sur la commune et adapte ces mesures de protection (contrôle d'accès, restriction de circulation et stationnement (par exemple aux abords des écoles), dispositif anti véhicule bélier, ...).

Des fiches Réflexes à l'attention de l'astreinte de sécurité civile permettent notamment de déclencher les interventions de certains Services.

En dehors de quelques missions spécifiques, les missions sont celles qui seront détaillées dans le **Guide d'intervention et de coordination des services en cas de nombreuses victimes (Plan NOMBREUSES VICTIMES)** et présentées dans la partie concernée du PCS. Elles ne sont pas rappelées ici.

4 - CONSIGNES COMPORTEMENTALES

	Le risque terroriste	Les principales consignes de sécurité					
<p>AVANT :</p> <ul style="list-style-type: none">- au quotidien, surveiller ses effets personnels dans les lieux publics et signaler tout comportement ou objet suspect en appelant le 17,- repérer les issues de secours en entrant dans un lieu public,- avant d'assister à une manifestation, se renseigner sur les modalités d'accès (fouille des sacs, interdiction des sacs volumineux...) et se présenter suffisamment en avance pour permettre ces contrôles,- se former aux gestes qui sauvent www.comportementsquisauvent.fr,- prendre connaissance des moyens d'alerte : depuis le 1^{er} juin 2018, le ministère de l'Intérieur passe ses messages d'alerte et de prévention sur Twitter, Facebook et Google, mais aussi sur certains canaux de communication de Vinci Autoroutes, Radio-France et France Télévisions notamment.<ul style="list-style-type: none">• sur Twitter, un bandeau spécial pourra apparaître en haut du fil des tweets de chaque utilisateur connecté pour l'informer de la situation, le ministère invitant également l'ensemble des utilisateurs à s'abonner et à activer les notifications du compte @Beauvau_Alerte afin de recevoir les alertes sur leur téléphone en cas d'événement grave,• sur Facebook, le ministère pourra communiquer par le biais du « Safety Check » qui est une fonctionnalité de Facebook permettant aux utilisateurs d'indiquer à leurs proches qu'ils se trouvent en sécurité,• enfin, Google relaiera les messages du ministère sur son moteur de recherche dès lors que les utilisateurs effectueront des recherches dans la zone touchée ou que les mots clés recherchés par les internautes seront en rapport avec l'événement en cours (attaque terroriste ou catastrophe naturelle).- apprendre les bons réflexes à adopter en cas d'alerte et les numéros d'urgence,- consulter les guides : à destination des maires, des établissements scolaires, culturels..., ils donnent des recommandations pour sécuriser un bâtiment, un événement ou autre et des conseils de comportements individuels et collectifs à adopter en cas d'attaque.							

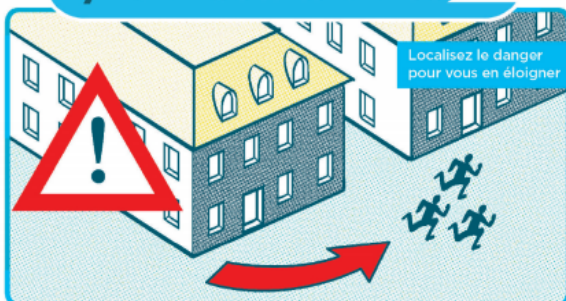
PENDANT :

AVANT L'ARRIVÉE DES FORCES DE L'ORDRE, CES COMPORTEMENTS PEUVENT VOUS SAUVER

1/ S'ÉCHAPPER

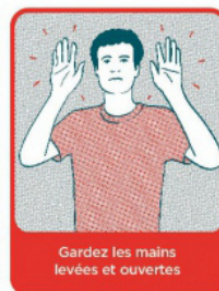
si c'est impossible

2/ SE CACHER



3/ ALERER

ET OBÉIR AUX FORCES DE L'ORDRE



VIGILANCE


- Témoin d'une situation ou d'un **comportement suspect**, vous devez contacter les forces de l'ordre (17 ou 112)
- Quand vous entrez dans un lieu, repérez les **sorties de secours**
- Ne diffusez aucune information sur l'intervention des forces de l'ordre
- Ne diffusez pas de rumeurs ou d'**informations non vérifiées** sur Internet et les réseaux sociaux
- Sur les réseaux sociaux, **suivez les comptes @Place_Beauvau et @gouvernementfr**

PENDANT (suite) :


QUE FAIRE EN CAS D'EXPOSITION À UN GAZ TOXIQUE

AVANT L'ARRIVÉE DES SECOURS, CES COMPORTEMENTS PEUVENT VOUS SAUVER LA VIE...


1 Protégez votre nez et votre bouche par tous les moyens possibles : mouchoir, foulard ou tissu humides




2 Même si vous vous sentez mal, ne vous allongez pas, ne vous asseyez pas, vous pourriez ne plus vous relever.




3 Quittez rapidement les lieux semblant présenter un danger (si odeur anormale, si des personnes larmoient ou font des malaises...)



4 Si vous apercevez des gens en train de s'évanouir ou de suffoquer, aidez-les à sortir de la zone sans revenir sur vos pas.




5 Une fois à distance et à l'abri, retirez délicatement votre première couche de vêtements, sans en toucher l'extérieur et cherchez à les isoler, si possible dans un sac plastique (type sac poubelle) ou sinon les mettre au sol à distance de soi et les indiquer à l'arrivée des secours. Si vous le pouvez déshabillez-vous complètement et lavez-vous les mains à l'eau et au savon.




6 Utilisez votre portable uniquement pour alerter les secours en précisant votre emplacement et s'il faut intervenir rapidement sur un cas grave.


Pompiers : 18 ou 112
SAMU : 15

18
112
15


114 




7 Ne rentrez surtout pas chez vous. Ne vous rendez pas de vous-même à l'hôpital. Attendez impérativement les secours et suivez leurs consignes, vous risqueriez de contaminer vos proches !



8 Les services de secours organisent un point de rassemblement où des soins vous seront donnés.



9 Ne serrez pas les mains, ne buvez pas, évitez de vous frotter le visage, ne mangez pas, ne fumez pas.



RESTEZ CALME, VOUS FACILITerez L'ORGANISATION DES SECOURS ET DES SOINS.



ATTENTION !

Certains symptômes graves peuvent survenir plusieurs heures après l'intoxication.

Dans ce cas, appelez sans tarder le 15, rappelez que vous étiez dans la zone toxique et suivez les consignes que l'on vous donnera.

Sur les réseaux sociaux, suivez les comptes @Place_Beauvau et @gouvernementfr

Restez à l'écoute des consignes des autorités publiques.



APRES :

- aller au centre d'accueil des familles (CAF) afin d'être informé sur ses proches (pour la famille d'une victime). Le lieu est indiqué par les autorités après un attentat,
- contacter le 08VICTIMES au 08 842 846 37 (7 jours/7) afin d'être écouté, aidé,
- s'informer auprès du Guichet Unique d'Information et de DEclaration (GUIDE) pour les victimes www.gouvernement.fr/guide-victimes, pour :
 - accéder à un soutien psychologique,
 - contacter une association d'aide aux victimes,
 - faciliter ses démarches,
 - déposer plainte ou se constituer partie civile,
 - demander une indemnisation au fonds de garantie des victimes d'actes de terrorisme et d'autres infractions (FGTI)

L'ensemble des conseils, liens et documents utiles sont répertoriés sur le site de la Préfecture www.haute-garonne.gouv.fr/vigipirate

DIAGNOSTIC DES RISQUES – STRATEGIES D’ACTIONS	
SECOURS A PERSONNES	NOMBREUSES VICTIMES

1 - DIAGNOSTIC DES ALEAS

La présence de nombreuses victimes peut être associée à tout évènement majeur déjà référencé (inondation, rupture de barrage, accident industriel ou de transport de matières dangereuses...).

Elle peut être également liée à tout autre évènement non prévisible (mouvements de foule, attentats...).

2 - RECENSEMENT DES ENJEUX

Les enjeux sont fonction de l'évènement et de ses caractéristiques.

3 - STRATEGIES D’ACTIONS DU MAIRE

Rappel : les stratégies d'actions du Maire doivent prendre en compte les stratégies prévues par les plans préfectoraux éventuellement activés et en particulier :

- le Plan ORSEC « Nombreuses victimes »
- les plans de secours spécialisés (volets du plan ORSEC).



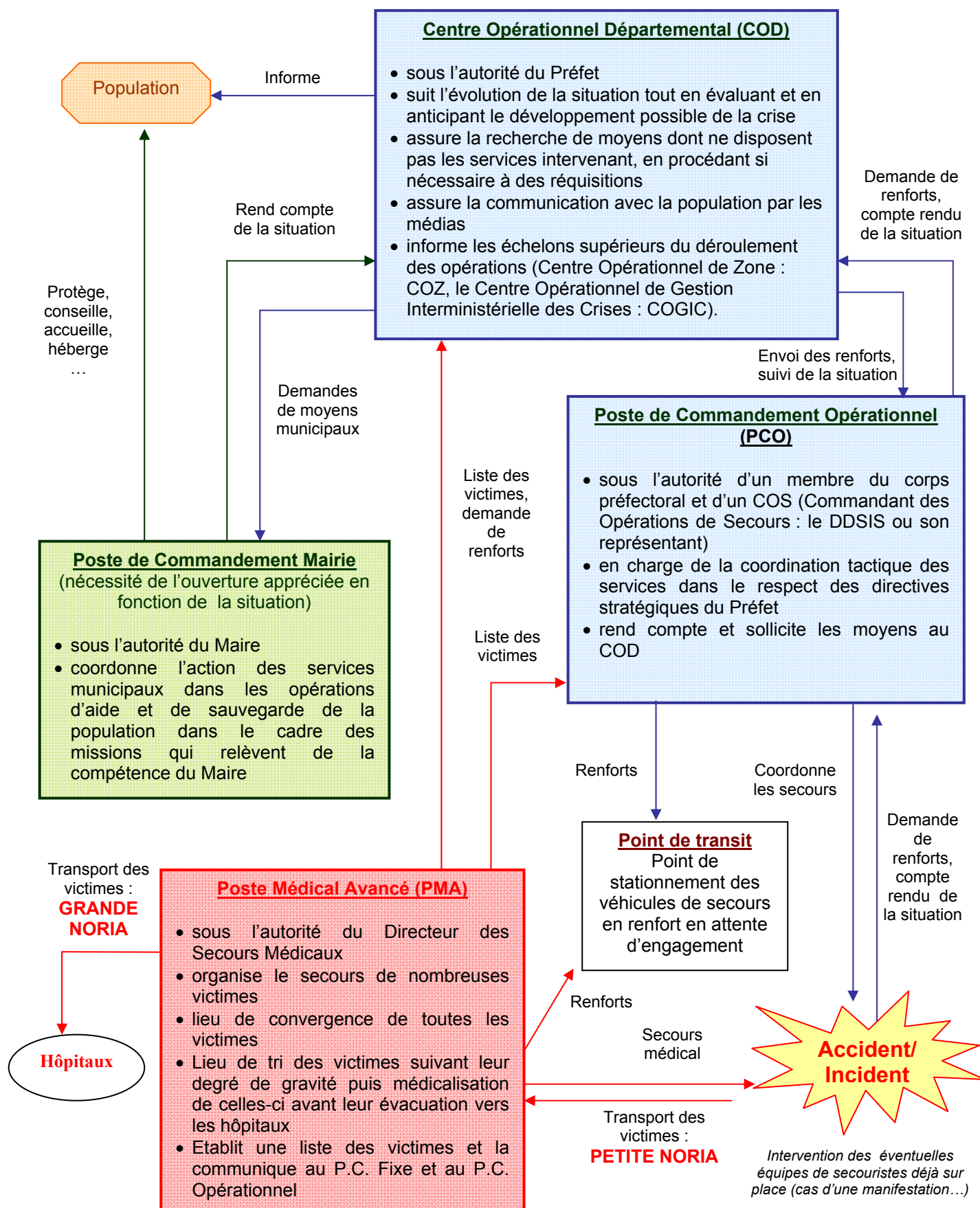
AZF - 2001

Mairie de Toulouse

Elles sont détaillées dans le **Guide d'intervention et de coordination des services en cas de nombreuses victimes (Plan NOMBREUSES VICTIMES)**.

PCS - PARTIE E – LE DIAGNOSTIC DES RISQUES ET LES STRATEGIES D'ACTIONS

Les stratégies reposent sur l'organisation suivante :

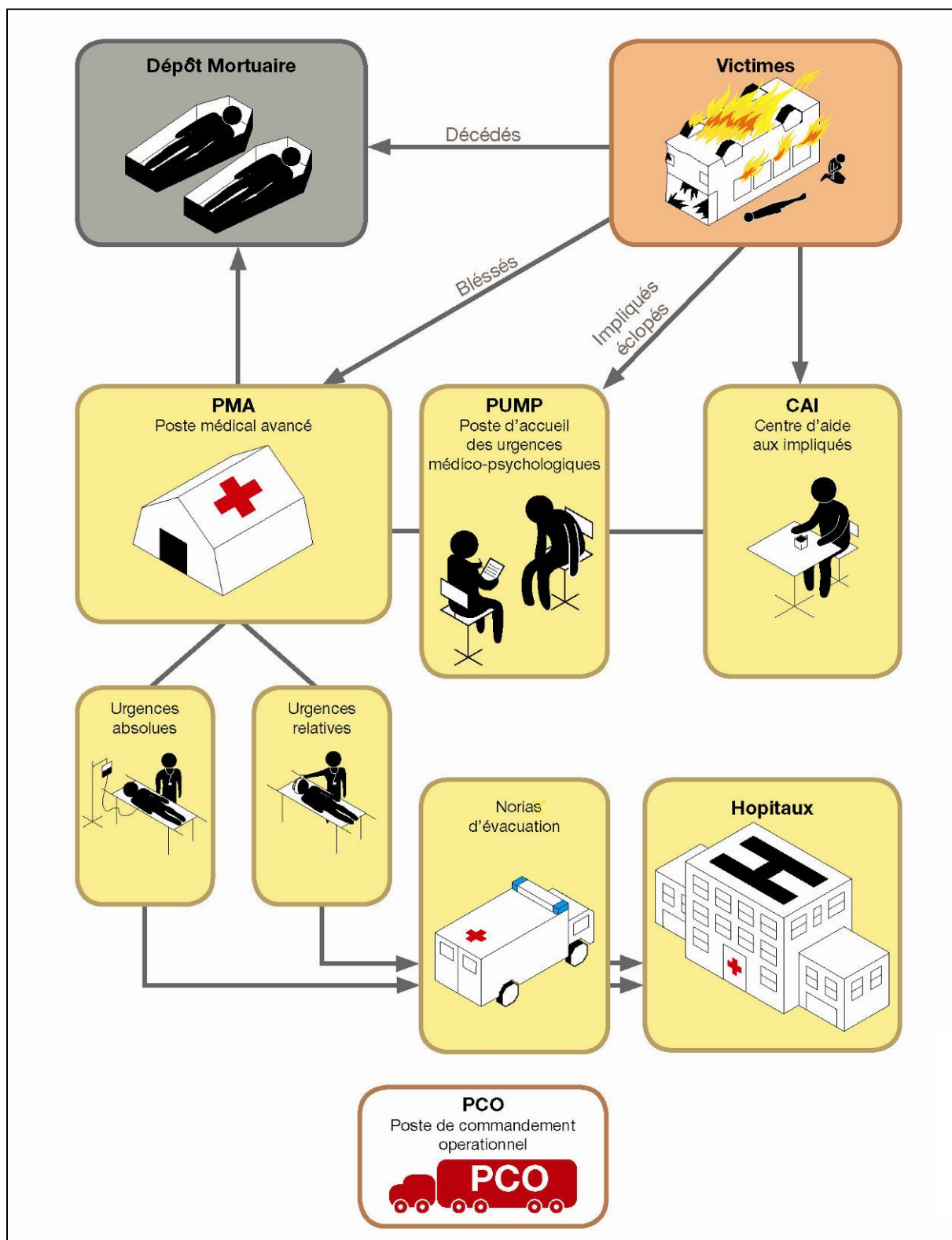


PCS - PARTIE E – LE DIAGNOSTIC DES RISQUES ET LES STRATEGIES D'ACTIONS

Le cas échéant, et après accord du DSM (Directeur des Secours Médicaux), il peut être créé deux zones supplémentaires, distinctes du PMA (sous l'autorité du DSM) :

- une zone de regroupement des victimes indemnes, sous la responsabilité de secouristes,
- une zone de prise en compte des impliqués médico-psychologiques, placée sous la responsabilité de médecins et/ou de psychiatres (Cellule d'urgence médico-psychologique ou CUMP).

Schéma d'organisation des structures :



Imprimerie PAO municipale

PCS - PARTIE E – LE DIAGNOSTIC DES RISQUES ET LES STRATEGIES D'ACTIONS

Certaines stratégies sont pré-établies dans des volets spécialisés du Plan ORSEC départemental et en particulier en cas de nombreuses victimes au niveau de :

- la Gare Matabiau (accident de train...),
- des lignes des métros A et B,
- des aérodrômes (aéroport Toulouse-Blagnac, aérodrômes Toulouse-Lasbordes et Toulouse-Francazal).

Des dispositions sont prévues également en cas de nombreuses victimes suite à un mouvement de foule lors de toute grande manifestation (Place du Capitole par exemple).

PENDANT L'EVENEMENT	
➤ Alerter	<ul style="list-style-type: none">- Déclencher le Plan Communal de Sauvegarde et alerter les services- Alerter et informer la population exposée- Alerter et informer la population sensible
➤ Sécuriser :	<ul style="list-style-type: none">- Participer aux mesures de gestion de la circulation (norias)
➤ Mettre à l'abri	
➤ Assister :	<ul style="list-style-type: none">- Soutenir la population, mettre à disposition des locaux pour les victimes, les impliqués, les familles (Cellules de soutiens, Chapelle ardente, chambres mortuaires, ...).- Soutenir les populations sensibles- Appuyer les secours, mettre à disposition des locaux pour les structures spécifiques (Poste Médical Avancé, Poste de Commandement Opérationnel)
➤ Accueillir et héberger les populations	
➤ Ravitailler	

Plus précisément, les missions et actions prévues en cas d'activation du Plan préfectoral sont les suivantes :

- **la diffusion de l'alerte interne** (à l'ensemble des services concernés, en particulier les services participant à la gestion de la circulation et à la mise en place des structures),
- **la désignation d'un représentant au Centre Opérationnel Départemental** de la Préfecture et au Poste de Commandement Opérationnel (en fonction des moyens à disposition),
- outre la mise en place éventuelle du Poste de Commandement Communal au Capitole, **la mise à disposition de locaux pour un Poste Médical Avancé** (il peut néanmoins être mis en place dans un établissement privé), **voire pour un Poste de Commandement Opérationnel**,

Mise à disposition d'une école pour la mise en place du PMA
Exercice Plan rouge Halle aux Grains - Juin 2011



Mairie de Toulouse

PCS - PARTIE E – LE DIAGNOSTIC DES RISQUES ET LES STRATEGIES D'ACTIONS

- **une participation aux mesures de régulation routière** en partenariat avec les services de la Direction Départementale de la Sécurité Publique et en coordination avec les gestionnaires routiers. L'objectif en particulier est de faciliter la circulation des secours (petite noria et grande noria).

L'information des usagers des voies et moyens de transport, en accord avec le Préfet, est assurée avec tous les moyens à disposition,

- **la mise à disposition des locaux pour l'accueil des impliqués et l'accueil des familles.** Dans ce cas, des collations et repas sont préparés et distribués,
- **l'organisation si nécessaire d'une chapelle ardente** et l'assistance des familles,
- **le relais de l'information** du Préfet aux familles.

Le Plan communal d'intervention et de coordination des services en cas de nombreuses victimes (Plan NOMBREUSES VICTIMES à l'état d'avant-projet) prévoit par ailleurs **des annexes spécifiques pour chaque volet spécialisé du plan ORSEC avec la liste des établissements communaux éventuellement concernés par la mise en place des structures de commandement ou structures médicales (y compris accueil des impliqués ou des familles) et les coordonnées des responsables permettant d'assurer leur ouverture :**

- pour la Gare Matabiau ,



Mairie de Toulouse: Patrice Nin

- pour les différentes stations du Métro des lignes A et B,



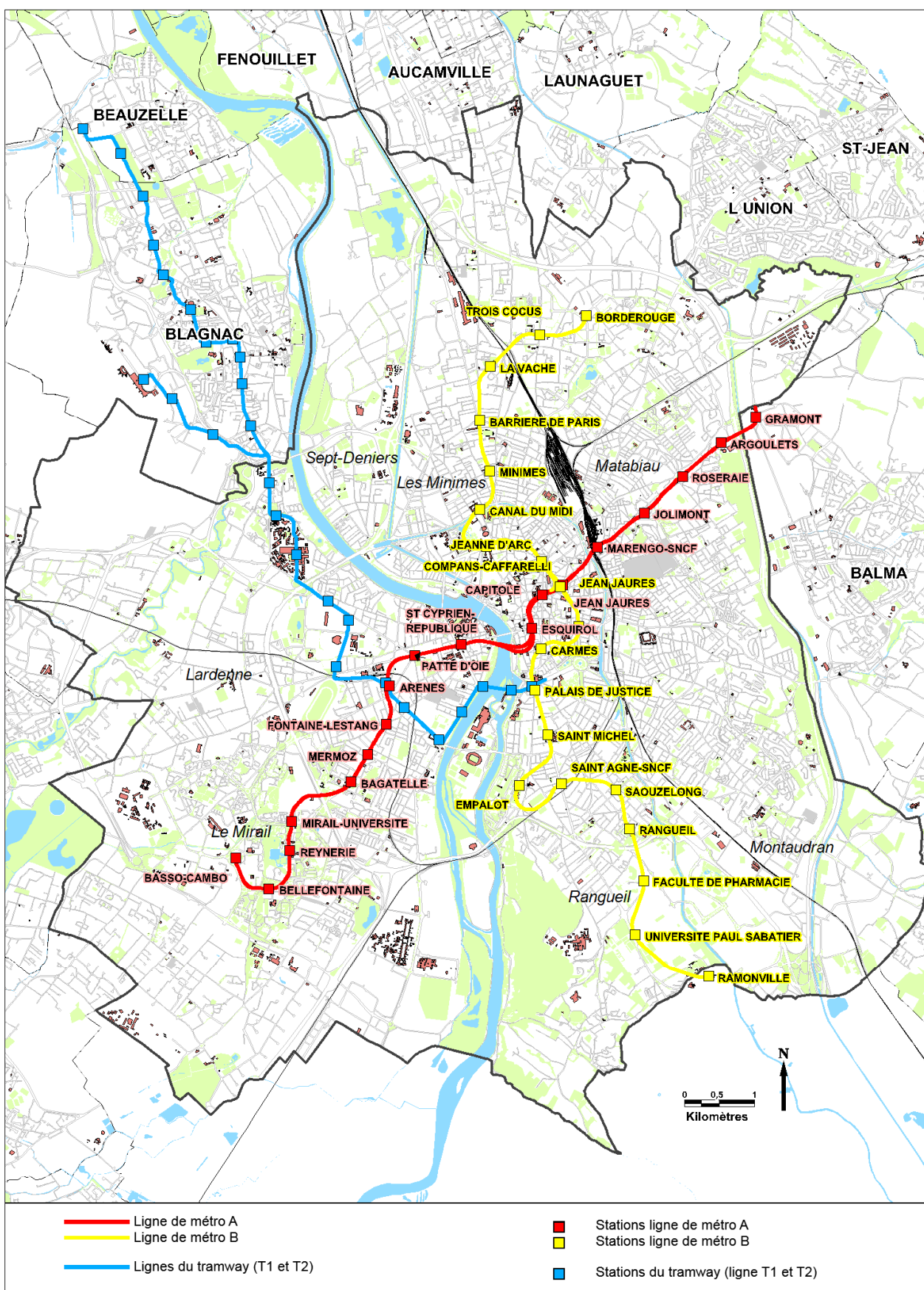
Mairie de Toulouse

- pour les différents aérodomes,
- mais également pour les manifestations Place du Capitole.



Mairie de Toulouse

LIGNES DE MÉTRO ET DE TRAMWAY À TOULOUSE



DIAGNOSTIC DES RISQUES – STRATEGIES D’ACTIONS	
RISQUES SANITAIRES	CANICULE

Risque visé dans les risques naturels – Evènements météorologiques

DIAGNOSTIC DES RISQUES – STRATEGIES D’ACTIONS	
RISQUES SANITAIRES	GRAND FROID

Risque visé dans les risques naturels – Evènements météorologiques

DIAGNOSTIC DES RISQUES – STRATEGIES D’ACTIONS	
RISQUES SANITAIRES	POLLUTION DE L’AIR

1 - DIAGNOSTIC DES ALEAS

La ville de Toulouse est la première grande ville de France pour la qualité de l’air qu’on y respire. En effet, la diffusion des pollutions est favorisée par :

- une géographie de plaine,
- un régime de vents fortement présents,
- une moyenne de 160 jours de pluie par an.



Un épisode de pollution de l’air peut concerner un ou plusieurs polluants. Il se caractérise par la conjonction d’émissions anthropiques importantes et d’une situation météorologique particulière.

En Haute-Garonne, les épisodes de pollution les plus fréquents sont hivernaux, liés aux particules en suspension (PM10) émises par le trafic routier, les dispositifs de chauffage, les industries, les activités agricoles ou d’origine naturelle, favorisés par des conditions météorologiques stables (absence de vent et de pluie).

Des épisodes estivaux sont également possibles, liés à la transformation des oxydes d’azote (NO₂) émis par les automobiles et les industries en ozone (O₃), sous l’action du soleil, de la chaleur et dans des conditions de vent faible.

Les effets sur la santé des polluants sont variables. Ils peuvent se traduire principalement par des atteintes sur le système respiratoire (NO₂, PM10, O₃), mais également sur le système cardiaque (PM2.5, NO₂)²¹ et sur le système nerveux (nanoparticules). Certaines molécules sont aussi la cause de dérèglements hormonaux.

Les différences sensibles d’une année à l’autre concernant les émissions de PM2.5 sont dues aux conditions météorologiques : les hivers rigoureux induisent l’augmentation des chauffages et génèrent donc plus de particules fines.

La qualité de l’air est surveillée par ATMO Occitanie (atmo-occitanie.org), observatoire régional de l’air, au moyen de 14 stations de mesures fixes sur le territoire (à proximité du trafic, en zone urbaine et à proximité de zones industrielles).

²¹ PM2.5 : Particules en suspension de diamètre aérodynamique ≤ 2,5 µm ; PM10 : Particules en suspension de diamètre aérodynamique ≤ 10 µm ; NO₂ : dioxyde d’azote, O₃ : ozone ; NOx : oxydes d’azote

Des campagnes de mesures ponctuelles sont également réalisées, tout comme des modélisations qui permettent d'obtenir des cartes stratégiques de la qualité de l'air et d'effectuer des prévisions.

2 - RECENSEMENT DES ENJEUX

Les enjeux sont représentés par l'ensemble de la population. Néanmoins deux catégories de population sont plus particulièrement sensibles à la pollution de l'air ambiant :

- les populations dites « vulnérables » représentées par les femmes enceintes, nourrissons et jeunes enfants, personnes de plus de 65 ans, personnes souffrant de pathologies cardiovasculaires, insuffisants cardiaques ou respiratoires, personnes asthmatiques,
- les populations dites « sensibles » représentées par les personnes se reconnaissant comme sensibles lors des pics de pollution et/ou dont les symptômes apparaissent ou sont amplifiés lors des pics (par exemple: personnes diabétiques, personnes immunodéprimées, personnes souffrant d'affections neurologiques ou à risque cardiaque, respiratoire, infectieux).

3 - STRATEGIES D'ACTIONS DU MAIRE

Rappel : les stratégies d'actions du Maire doivent prendre en compte les stratégies prévues par les plans préfectoraux éventuellement activés et en particulier :

- l'arrêté préfectoral portant organisation du dispositif d'urgence en cas d'épisode de pollution de l'air ambiant sur le département de la Haute-Garonne.

Elles sont détaillées dans **le Guide d'intervention et de coordination des services en cas d'épisode de pollution de l'air ambiant (Plan Pollution de l'air)**.

Différentes procédures sont susceptibles d'être déclenchées en fonction du dépassement constaté ou prévu des seuils fixés pour chaque polluant :

- **la procédure d'information et de recommandation** qui est activée quand les concentrations en polluants peuvent avoir des conséquences sanitaires auprès des personnes vulnérables ou sensibles.

Elle est diffusée par ATMO Occitanie par le biais d'un communiqué d'activation selon une large liste de diffusion regroupant toutes les institutions, les grandes entreprises locales, ainsi que les médias.

Le communiqué transmis comporte des recommandations sanitaires (pour les populations sensibles et vulnérables) et comportementales en vue de réduire la pollution (réduction des vitesses...). Certains contrôles sont par ailleurs renforcés.

- **la procédure d'alerte** qui est déclenchée par le Préfet sur proposition d'ATMO Occitanie quand les concentrations en polluants peuvent porter atteinte à la santé de l'ensemble de la population.

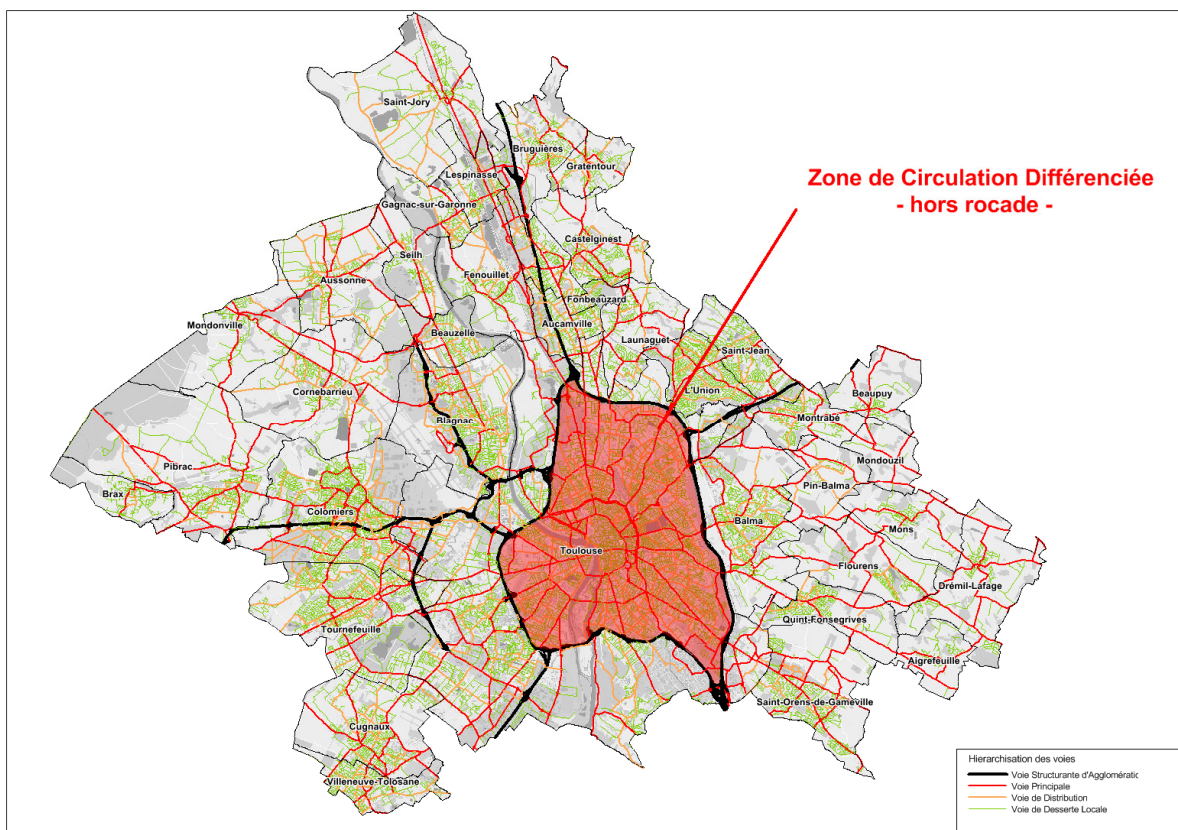
Outre la réduction des vitesses imposée dès le premier jour d'alerte, des mesures contraignantes sont alors mises en œuvre avec différentes mesures d'urgence supplémentaires qui sont complétées en fonction de la persistance de la pollution (mesures décidées au cas par cas après consultation d'un comité d'experts, dont fait partie Toulouse Métropole, à compter du 3^{ème} jour d'alerte).

PCS - PARTIE E – LE DIAGNOSTIC DES RISQUES ET LES STRATEGIES D'ACTIONS

La circulation différenciée (interdiction de circulation pour les véhicules les plus polluants) peut ainsi être mise en œuvre au 3^{ème} jour d'alerte consécutif (en fonction des vignettes CRIT'Air des véhicules, attribuées au regard de leurs émissions de polluants atmosphériques).



Des dérogations sont néanmoins accordées pour certains types d'usage.



Réalisation Toulouse Métropole – novembre 2017

PCS - PARTIE E – LE DIAGNOSTIC DES RISQUES ET LES STRATEGIES D'ACTIONS

Les principales mesures prises en cas de pic de pollution atmosphérique sont les suivantes :

Procédure d'information et recommandation	Procédure d'alerte Jour 1	Procédure d'alerte Jour 2	Procédure d'alerte Jour 3 (après consultation du comité d'experts)
			Circulation différenciée
			Report des travaux agricoles du sol
			Baisse d'activité industrielle (installations ciblées)
		Report des épandages agricoles polluants	Report des épandages agricoles polluants
		Réduction de certaines activités industrielles (installations ciblées)	Réduction de certaines activités industrielles (installations ciblées)
	- 20 km/h (abaissement des vitesses maximales autorisées)	- 20 km/h (abaissement des vitesses maximales autorisées)	- 20 km/h (abaissement des vitesses maximales autorisées)
	Interdiction de l'écobuage agricole	Interdiction de l'écobuage agricole	Interdiction de l'écobuage agricole
	Report d'opérations industrielles polluantes	Report d'opérations industrielles polluantes (installations ciblées)	Report d'opérations industrielles polluantes (installations ciblées)
Recommandations sanitaires et comportementales	Recommandations sanitaires et comportementales	Recommandations sanitaires et comportementales	Recommandations sanitaires et comportementales
Renforcement des contrôles	Renforcement des contrôles	Renforcement des contrôles	Renforcement des contrôles

PCS - PARTIE E – LE DIAGNOSTIC DES RISQUES ET LES STRATEGIES D'ACTIONS

Dans ce cadre, les stratégies d'action du Maire sont les suivantes, en relation avec Toulouse Métropole (pour le volet routier notamment) :

PENDANT L'EVENEMENT	
➤ Alerter et informer	<ul style="list-style-type: none">- Déclencher le Plan Communal de Sauvegarde et alerter les services- Alerter et informer la population exposée- Alerter et informer la population sensible et vulnérable
➤ Gérer :	<ul style="list-style-type: none">- Mettre en œuvre les recommandations et mesures d'urgence- Participer au renforcement des contrôles

4 - CONSIGNES COMPORTEMENTALES

Les messages sanitaires « types » en cas de dépassement (prévu ou constaté) des seuils d'information et de recommandation et en cas de dépassement (prévu ou constaté) des seuils d'alerte fixés pour les particules de taille inférieure à 10 micromètres (PM10), dioxyde d'azote (NO₂), dioxyde de soufre (SO₂) et ozone (O₃) sont les suivants :

Populations cibles des messages	Messages sanitaires
Populations vulnérables et sensibles	Dans tous les cas : <ul style="list-style-type: none">- en cas de gêne respiratoire ou cardiaque, prenez conseil auprès d'un professionnel de santé ;- privilégiez des sorties plus brèves et celles qui demandent le moins d'effort ;- prenez conseil auprès de votre médecin pour savoir si votre traitement médical doit être adapté le cas échéant.
	En cas d'épisode de pollution aux polluants PM10, NO ₂ , SO ₂ : <ul style="list-style-type: none">- évitez les zones à fort trafic routier, aux périodes de pointes ;- privilégiez les activités modérées.
	En cas d'épisode de pollution à l'O ₃ : <ul style="list-style-type: none">- évitez les sorties durant l'après-midi lorsque l'ensoleillement est maximum ;- évitez les activités physiques et sportives intenses* (dont les compétitions) en plein air ; celles peu intenses à l'intérieur peuvent être maintenues.
Population générale	Dans tous les cas : <ul style="list-style-type: none">- en cas de gêne respiratoire ou cardiaque, prenez conseil auprès d'un professionnel de santé ;- privilégiez des sorties plus brèves et celles qui demandent le moins d'effort.
	En cas d'épisodes de pollution aux polluants PM10, NO ₂ , SO ₂ : <ul style="list-style-type: none">- réduisez, voire reportez, les activités physiques et sportives intenses* (dont les compétitions).
	En cas d'épisode de pollution à l'O ₃ : <ul style="list-style-type: none">- les activités physiques et sportives intenses* (dont les compétitions) à l'intérieur peuvent être maintenues.

* Activité physique sportive et intense : activité qui oblige à respirer par la bouche.

DIAGNOSTIC DES RISQUES – STRATEGIES D’ACTIONS	
RISQUES SANITAIRES	PANDEMIE GRIPPALE

1 - DIAGNOSTIC DES ALEAS

La **grippe** est une infection respiratoire aiguë, contagieuse, d’origine virale.

Une **épidémie** se traduit par la survenue de cas de maladie en nombre élevé, pendant une période de temps donné et dans un territoire limité.

Une **pandémie grippale** est une épidémie qui sévit au niveau d’une zone géographique très étendue à l’occasion de l’apparition d’un nouveau sous-type de virus résultant d’une modification génétique majeure.

La menace d’une pandémie grippale est liée à l’apparition d’un virus de la grippe hautement pathogène contre lequel la population mondiale ne présenterait pas d’immunité.

Les symptômes d’une grippe pandémique ressembleraient probablement à ceux de la grippe saisonnière (fièvre supérieure à 39°C, maux de tête, courbatures, fatigue, toux et gêne respiratoire) avec une intensité qui peut varier et d’autres signes qui peuvent apparaître, dont des complications (dus au virus lui-même, à une surinfection par des bactéries ou généralisées).

De plus, les lieux confinés et très fréquentés (métro, bus, collectivités scolaires...) sont propices à la transmission de ces virus.

Ainsi, les pandémies de grippe peuvent rapidement infecter la quasi-totalité des pays, le virus se propageant très rapidement par la toux ou les éternuements (en outre, les sujets infectés peuvent excréter des virus avant l’apparition de symptômes et ainsi aggraver le risque de propagation internationale en utilisant les transports aériens).

L’extension d’une pandémie se fait classiquement par vagues successives pouvant s’installer en deux ou quatre semaines et durer chacune 8 à 12 semaines, séparées de quelques mois, voire davantage. Cependant, en raison de la mondialisation des échanges, une extension de la pandémie sans vagues successives mais avec des pics associés à un fond permanent de cas est possible.

2 - RECENSEMENT DES ENJEUX

Les enjeux sont représentés par l’ensemble de la population, les gripes compliquées touchant principalement les personnes âgées ou fragilisées.

3 - STRATEGIES D'ACTIONS DU MAIRE

Rappel : les stratégies d'actions du Maire doivent prendre en compte les stratégies prévues par les plans préfectoraux éventuellement activés et en particulier :

- le Plan Départemental de prévention et de lutte contre une pandémie grippale.

Elles sont détaillées dans le **Guide d'intervention et de coordination des services en cas de pandémie grippale (Plan Pandémie grippale)**, réalisé à partir de la version février 2009 du Plan national.

AVERTISSEMENT

Il est nécessaire d'adapter, modifier et compléter les dispositions en fonctions de la réalité de la situation et des consignes gouvernementales (directives ministérielles et préfectorales). Le plan national, dans sa version d'octobre 2011, précise par ailleurs que l'évolution de la stratégie sanitaire doit être anticipée pour organiser la mise en œuvre des mesures et limiter l'impact de la pandémie. Certaines décisions sont donc prises dans l'incertitude, au risque de paraître inadaptées au regard de l'évolution de la situation. Le guide communal devra être adapté pour tenir compte de cette nouvelle version et des dispositions spécifiques ORSEC qui seront définies.

PENDANT L'EVENEMENT	
➤ Alerter	<ul style="list-style-type: none"> - Déclencher le Plan Communal de Sauvegarde et alerter les services - Alerter et informer la population exposée - Alerter et informer la population sensible
➤ Mettre à l'abri :	<ul style="list-style-type: none"> - Limiter les contacts dans les lieux privilégiés de contagion et de forte concentration humaine. - Protéger le personnel
➤ Mettre en œuvre du plan de continuité d'activité	
➤ Assister :	<ul style="list-style-type: none"> - Participer à l'organisation générale du dispositif de soins - Maintenir le lien social et sanitaire avec la population - Contribuer à l'organisation de la vaccination dès le vaccin disponible

Les principes fondamentaux qui président à l'action du Maire sont les suivants :

- **la limitation des risques de contagion,**
- **le maintien de la capacité des services communaux à faire face à la crise,**
- **la protection des acteurs communaux de la crise.**

Le Plan d'intervention et de coordination des services en cas de pandémie grippale est ainsi organisé autour de 3 grands axes (en dehors du retour à la normale) :

3.1 - LA REPOSE SANITAIRE

- **la limitation des contacts dans les lieux privilégiés de contagion et de forte concentration humaine** (police administrative) :

- limitation ou arrêt des transports collectifs,
- fermeture des écoles publiques et des établissements de petite enfance,
- suspension des activités collectives : spectacles, rencontres sportives, foires et salons, grands rassemblements,...

- **la protection du personnel :**

- contrôle des accès (auto-contrôle du personnel par un comportement responsable conduisant à s'interdire de venir travailler en cas de symptômes, contrôle du public, contrôle des accès au Poste de Commandement Communal),

- gestion et distribution des Equipements de Protection Individuels et matériels d'hygiène (un stock de matériel constitué de masques chirurgicaux, masques FFP2, lunettes de protection, solutions hydroalcoolique, lingettes désinfectantes a en particulier été constitué préventivement),



Masque chirurgical



Masque FFP2



- application de mesures d'hygiène et de protection individuelle,



- nettoyage et désinfection des locaux et postes de travail,



- ventilation et aération des locaux,
- mesures de « distanciation sociale » et de réorganisation du travail,
- mesures vis-vis de cas présentant des symptômes grippaux (parmi le personnel),

- **la gestion des déchets :**
 - collecte et gestion des ordures ménagères
- **la participation à l'organisation générale du dispositif de soins prévu par l'Etat** avec éventuellement (en cas de situation exceptionnelle et à revoir en fonction des dispositions spécifiques ORSEC qui pourront être définies) :
 - ouverture et gestion de sites de distribution en masques de protection pour les médecins et autres professionnels de santé libéraux,
 - participation à la mise en place et au fonctionnement de Centres de Coordination Sanitaire et Sociale,
 - participation à la mise en place et au fonctionnement de centres de consultation,
 - participation à la mise en place et au fonctionnement de structures intermédiaires d'accueil,
- **la gestion des corps, l'adaptation des opérations funéraires,**
- **la contribution à l'organisation de la vaccination pandémique** dès le vaccin disponible.

3.2 - LA CONTINUITE DE LA VIE SOCIALE ET ECONOMIQUE

- **la mise en œuvre du plan de continuité communal** (tout en protégeant les personnels) **afin d'assurer le maintien des missions essentielles à la vie collective** (y compris missions relevant des compétences métropolitaines) : ramassage des ordures ménagères, production d'eau d'alimentation, traitement des eaux usées, état-civil, maintien du chauffage collectif, services funéraires..., et **une interruption temporaire des activités non essentielles de manière à limiter les contacts qui aggraverait l'épidémie.**

Afin d'assurer la continuité des missions essentielles, chaque Direction a distingué et hiérarchisé ses missions essentielles de ses missions non essentielles afin de prévoir un basculement éventuel de personnel des unes aux autres en cas d'absentéisme conséquent dû à l'épidémie, voire d'une direction à une autre (voir à ce sujet les principes du Plan de Continuité d'Activité présentés dans la partie D du Plan Communal de Sauvegarde).

Pour chacune des missions sont précisés les métiers et effectifs nécessaires, de même que les effectifs disponibles et les métiers à risque majeur d'exposition au virus. La même démarche a été faite pour les missions spécifiques, à la charge des services, et induites par la mise en œuvre du plan.

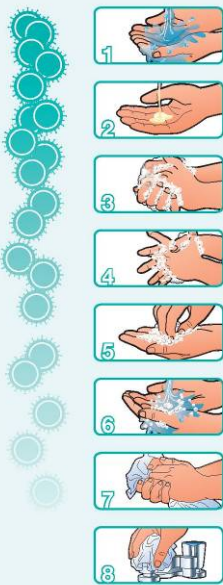
- **le maintien du lien social et sanitaire avec la population :**
 - recensement des besoins de la population,
 - coordination du bénévolat, soutien de la population,
 - incitation à la solidarité de voisinage

Il est à noter que l'organisation de la solidarité au niveau local constitue un domaine essentiel de l'action de la Mairie de TOULOUSE, en s'appuyant sur une future réserve de sécurité civile, les associations, les bénévoles de toutes origines dont il convient d'organiser l'action.

3.3 - L'INFORMATION, LA FORMATION, LA COMMUNICATION

- **l'information et la formation du personnel** au travers de différents moyens (mis en place en particulier lors de l'épisode de grippe A/H1N1 en 2009) :
 - réunions à l'attention des Directeurs de service et des encadrants,
 - rubrique Grippe sur le site Intranet,
 - affichage des consignes dans les établissements municipaux recevant ou non du public (mouchage, nettoyage des mains...)
 - désignation de référents grippe au sein de chaque Direction, formés sur les dispositions à prendre pour assurer la protection du personnel (y compris les consignes pour assurer l'entretien des locaux) et assurant un relais d'information dans sa Direction,

HYGIÈNE DES MAINS SIMPLE ET EFFICACE



1 Mouillez-vous les mains avec de l'eau

2 Versez du **savon** dans le creux de votre main

3 **Frottez-vous les mains de 15 à 20 secondes :** les doigts, les paumes, le dessus des mains et les poignets

4 **Entrelacez** vos mains pour nettoyer la zone **entre les doigts**

5 **Nettoyez** également les **ongles**




6 **Rincez-vous** les mains **sous l'eau**

7 **Séchez-vous** les mains si possible avec un **essuie-main** à usage unique

8 **Fermez le robinet** avec l'**essuie-main** puis jetez-le dans une poubelle

Si vous n'avez pas d'eau ni de savon, utilisez une solution hydroalcoolique pour adopter les mêmes gestes (étapes 2, 3, 4 et 5). Veillez à vous frotter les mains jusqu'à ce qu'elles soient bien sèches.

Les gestes de chacun font la santé de tous



- **l'information de la population** sur les événements et l'organisation en place, avec tous les moyens à disposition.

4 - CONSIGNES COMPORTEMENTALES

Afin de ralentir la propagation du virus, différentes mesures doivent être respectées :

- le maintien à domicile des personnes atteintes en l'absence de complications,
- la quarantaine à domicile pendant 6 jours des personnes ayant eu des contacts sans protection avec des malades (stratégie envisageable mais non systématique),
- le port de masque (de type *chirurgical* pour limiter la contamination ; ou de *protection respiratoire* (type FFP2) pour protéger d'une contamination),
- le respect strict des mesures classiques d'hygiène : se laver fréquemment les mains, se couvrir la bouche et le nez chaque fois qu'on tousse ou qu'on éternue, toujours cracher dans un mouchoir, utiliser des mouchoirs en papier à usage unique, aérer les pièces,
- les mesures de « distanciation sociale » (développement du travail à distance...).

GRIPPE

DES GESTES SIMPLES POUR LIMITER LES RISQUES DE TRANSMISSION



LAVEZ-VOUS LES MAINS PLUSIEURS FOIS PAR JOUR
AVEC DU SAVON OU UTILISEZ UNE SOLUTION HYDROALCOOLIQUE



LORSQUE VOUS ÉTERNUEZ OU TOUSSEZ, COUVREZ-VOUS LA BOUCHE ET LE NEZ AVEC VOTRE MANCHE
OU UN MOUCHOIR À USAGE UNIQUE



EN CAS DE SYMPTÔMES GRIPPAUX, APPELÉZ VOTRE MÉDECIN TRAITANT
CONTACTEZ LE 15 UNIQUEMENT EN CAS D'URGENCE

POUR TOUTE INFORMATION
0 825 302 302
(0,15 euro/min depuis un poste fixe)
www.pandemie-grippale.gouv.fr

Les gestes de chacun font la santé de tous

VIRUS RESPIRATOIRES : GRIPPES, BRONCHITE, RHUME...

DES GESTES SIMPLES POUR LIMITER LES RISQUES D'INFECTION



LAVEZ-VOUS LES MAINS LE PLUS SOUVENT POSSIBLE
AVEC DU SAVON PENDANT 30 SECONDES



JETEZ VOS MOUCHOIRS DANS UNE POUBELLE
PUIS LAVEZ-VOUS LES MAINS



SI VOUS ÊTES MALADE, PORTEZ UN MASQUE*
EN PRÉSENCE D'UNE AUTRE PERSONNE

***MASQUE "CHIRURGICAL" (EN VENTE NOTAMMENT EN PHARMACIE)**



ADOPTONS LES GESTES QUI NOUS PROTÈGENT

www.inpes.sante.fr
www.sante.gouv.fr

DIAGNOSTIC DES RISQUES – STRATEGIES D’ACTIONS	
RISQUES SANITAIRES	VARIOLE (ATTENTAT)

1 - DIAGNOSTIC DES ALEAS

Tous les spécialistes du bioterrorisme, en contact étroit avec l'OMS et la Commission Européenne s'accordent à **maintenir la variole au rang des menaces les plus graves**, compte tenu des risques de mortalité élevée d'une épidémie et des intentions éventuelles des groupes terroristes. Si la dangerosité propre de ce virus en rend la manipulation et le conditionnement difficile, on ne peut écarter l'hypothèse d'une réintroduction délibérée, à des fins terroristes.

Cette maladie est par ailleurs très contagieuse.

2 - RECENSEMENT DES ENJEUX

Les enjeux sont représentés par l'ensemble de la population.

3 - STRATEGIES D’ACTIONS DU MAIRE

Rappel : les stratégies d’actions du Maire doivent prendre en compte les stratégies prévues par les plans préfectoraux éventuellement activés et en particulier :

- le Plan Départemental de vaccination contre la variole (confidentiel).

En effet, s'agissant d'intervention²², la France dispose désormais d'un stock de vaccins suffisant pour l'ensemble de la population résidant en France. Le principe retenu est que la vaccination de la population ne serait mise en oeuvre qu'en dernier recours.

L'organisation générale, dans le cas où la mesure de vaccination systématique de la population serait prescrite, consiste à mettre en place des unités de vaccination de base (UVB) organisées autour de sites de vaccination. Chaque unité de vaccination doit pouvoir vacciner 1000 personnes par jour et l'ensemble du contingent alloué en 14 jours maximum.

Dans le cadre de la loi de modernisation de la sécurité civile, l'organisation technique et administrative des sites (et donc des UVB) est confiée, sous la tutelle des services de l'État compétents (ARS et Préfecture), aux communes retenues pour les accueillir.

80 UVB (dont 1 mobile) sont prévues sur le département, dont 31 UVB sur TOULOUSE, réparties sur 9 sites de vaccination. Les locaux qui accueillent les unités de vaccination sont de préférence des établissements scolaires (la «vie scolaire» serait alors interrompue).

²² Voir site internet de la Préfecture : www.haute-garonne.gouv.fr

L'organisation de la vaccination doit prévoir en particulier :

- **l'organisation générale des opérations de transport vers les sites de vaccination avec des points de rassemblement et des itinéraires d'accès prédéfinis** (l'usage des moyens de transport individuel serait prohibé de manière à limiter la circulation),
- **les modalités de surveillance des zones temporairement inoccupées**, au titre des pouvoirs de police du Maire. Le renfort d'unités militaires pourra être sollicité avec l'appui du délégué militaire départemental,
- **un schéma de circulation** (avec mobilisation des moyens de transport public par la Préfecture), à l'échelle du département, pour préserver les axes de circulation nécessaires aux transports des populations vers les UVB, à l'acheminement des moyens de secours, de sécurité et de logistique et à la livraison des matériels nécessaires pour la vaccination (vaccins, compresses, seringues, etc.).

Les stratégies d'actions de la Ville de TOULOUSE seront détaillées dans **le Guide d'intervention et de coordination des services en cas de variole : vaccination en masse (Plan Variole)**. Elles reposent sur le même principe que celles prévues en cas de pandémie : réponse sanitaire (dont protection du personnel et participation au dispositif de vaccination), continuité de la vie sociale et économique, information et communication.

PENDANT L'EVENEMENT	
➤ Alerter	<ul style="list-style-type: none">- Déclencher le Plan Communal de Sauvegarde et alerter les services- Alerter et informer la population exposée- Alerter et informer la population sensible
➤ Mettre à l'abri :	<ul style="list-style-type: none">- Limiter les risques de contagion- Protéger le personnel et les acteurs communaux
➤ Sécuriser :	<ul style="list-style-type: none">- Surveiller les zones inoccupées- Collaborer à la Gestion des flux de circulation
➤ Mise en œuvre du Plan de Continuité d'Activité	
➤ Assister :	<ul style="list-style-type: none">- Maintenir le lien social et sanitaire avec la population- Contribuer à l'organisation de la vaccination
➤ Mise en œuvre du Plan de Continuité d'Activité	

DIAGNOSTIC DES RISQUES – STRATEGIES D'ACTIONS	
RISQUES SANITAIRES	EPIZOOTIES

1 - DIAGNOSTIC DES ALEAS

Une **épizootie** est une maladie frappant, dans une région plus ou moins vaste, une espèce animale ou un groupe d'espèces dans son ensemble.

Une infection épizootique est susceptible d'être transmissible à l'homme (cas de la tuberculose, de la peste, de la grippe aviaire, de la rage, etc.), voire éventuellement évoluer en épidémie.



Mairie de Toulouse

2 - RECENSEMENT DES ENJEUX

Les enjeux peuvent être directs : impacts sur les élevages en particulier (en cas d'abattage des animaux), voire indirects : impacts sur les filières (agro-alimentaire et autres).

En outre, le risque de transmission à l'homme et d'évolution en épidémie, susceptible de concerner toute la population, nécessite de considérer les épizooties comme un risque sérieux.

3 - STRATEGIES D'ACTIONS DU MAIRE

Rappel : les stratégies d'actions du Maire doivent prendre en compte les stratégies prévues par les plans préfectoraux éventuellement activés et en particulier :

- le Plan Départemental d'urgence contre les épizooties majeures.

Ainsi, dans le cas d'un foyer confirmé, les actions²³, définies au niveau national, sont :

Sur l'exploitation infectée :

- Abattage d'urgence et destruction du troupeau atteint [animaux des espèces sensibles].
- Destruction des produits présents sur l'exploitation et ne pouvant faire l'objet d'une désinfection.
- Nettoyage et première désinfection de l'exploitation.
- Enquête épidémiologique.
- Deuxième désinfection de l'exploitation [15 jours après la première].

²³ Voir site internet de la Préfecture : www.haute-garonne.gouv.fr

PCS - PARTIE E – LE DIAGNOSTIC DES RISQUES ET LES STRATEGIES D'ACTIONS

Dans la zone de protection [3 km] :

- Mêmes mesures que dans la zone de surveillance.
- Interdiction de transport [par véhicule] de tous les animaux, quelle que soit l'espèce.
- Décontamination de toute personne entrant ou sortant d'une exploitation située dans cette zone ou d'un pâturage.
- Désinfection de tous les véhicules quittant ou traversant la zone.

Dans la zone de surveillance [10 km] :

- Tous les troupeaux sont recensés, séquestrés et isolés.
- Les rassemblements et la circulation [à pied] d'animaux quelle que soit l'espèce sont interdits. Le transport [par véhicule] d'animaux des espèces sensibles est également interdit.
- Désinfection de tous les véhicules à risque [véhicules concernés par le transport d'animaux vivants ou morts, de produits animaux, d'aliments].
- Interdiction des opérations d'insémination artificielle.
- Surveillance des accès par la gendarmerie.

Circulation routière

Dans le cas où la zone d'interdiction, ou la zone de surveillance, engloberait une section autoroutière, le Préfet peut demander à l'exploitant de l'infrastructure la fermeture de la section concernée ou la fermeture des accès y menant.

Dans ce cas, le plan de secours autoroutier sera utilisé en référence pour ce qui concerne les mesures d'interdiction et de déviation à appliquer sur cette section, comme s'il s'agissait d'un accident grave survenu dans ce secteur. Il pourra s'agir soit de fermeture totale des accès à l'autoroute soit de limitation de l'accès accompagnée de mesures de surveillance et de désinfection.

Les stratégies du Maire seront détaillées dans **le Guide d'intervention et de coordination des services en cas d'épizootie (Plan Epizootie)**.

PENDANT L'EVENEMENT	
➤ Alerter	<ul style="list-style-type: none">- Déclencher le Plan Communal de Sauvegarde et alerter les services- Alerter et informer la population exposée- Alerter et informer la population sensible
➤ Informer :	<ul style="list-style-type: none">- Sur l'évènement en cours et sur l'organisation mise en place- Afficher l'arrêté préfectoral de déclaration de l'infection (avec périmètres concernés)
➤ Sécuriser :	<ul style="list-style-type: none">- Désinfecter les lieux publics municipaux

DIAGNOSTIC DES RISQUES – STRATEGIES D’ACTIONS	
RISQUES LIES AUX RESSOURCES	COUPURE OU DEFAILLANCE DE L’ALIMENTATION EN EAU, ELECTRICITE OU HYDROCARBURES

1 - DIAGNOSTIC DES ALEAS

Une rupture importante de l’alimentation en hydrocarbures pourrait être occasionnée par une crise pétrolière internationale, une grève de la navigation ou d’un autre type, un boycott politique, voire une imprévoyance dans la gestion des importations dans certains pays.

Une panne de courant est la suspension de la distribution du courant électrique dans une région donnée. Ceci peut provenir d’un défaut dans une centrale électrique, de l’équipement de distribution endommagé (en cas de tempête par exemple), un court-circuit ou une surcharge du système.

Une rupture d’alimentation en eau potable peut quant à elle être induite par des anomalies sur la production ou la distribution elle-même. Ces anomalies peuvent faire suite à une défaillance d’équipements, de dommages ou de pollution par des tiers ou résultant de phénomènes ou de catastrophes naturels.

2 - RECENSEMENT DES ENJEUX

Les enjeux sont fonction de l’évènement et de ses caractéristiques. Une rupture d’alimentation électrique ou d’hydrocarbures pourrait par exemple, pour certaines installations ou certains équipements, mettre en danger des vies humaines ou remettre en cause la ou leur sécurité ou la défense nationale.

L’arrêt de l’alimentation en eau potable aurait tout particulièrement des incidences pour les personnes isolées et vulnérables.

3 - STRATEGIES D’ACTIONS DU MAIRE

Rappel : les stratégies d’actions du Maire doivent prendre en compte les stratégies prévues par les plans préfectoraux éventuellement activés et en particulier :

- **le Plan de Secours Spécialisé ElectroSecours :** plan destiné à mettre en œuvre des mesures de dépannage urgent (groupes électrogènes mobiles) et prévoir le retour à des conditions normales dans les plus brefs délais en cas d’évènements entraînant de graves perturbations dans la distribution électrique.
- **le Plan de Secours Eau Potable :** approvisionnement d’urgence en eau potable d’une ou plusieurs communes,

PCS - PARTIE E – LE DIAGNOSTIC DES RISQUES ET LES STRATEGIES D'ACTIONS

- **le Plan ressources hydrocarbures départemental** : plan destiné à garantir ou à rétablir, au moins à un niveau minimum, l'approvisionnement en hydrocarbures, dégradé ou interrompu, indispensable à la vie du pays, soit à répondre à une demande exceptionnelle exigée ou rendue prioritaire par les circonstances. Ce plan s'appuie en particulier sur la mobilisation des **stocks stratégiques constitués par les opérateurs** et entretenus au titre de l'indépendance énergétique de la France, mais également dans le cadre de l'Union européenne ou de l'Agence internationale de l'énergie. La décision de leur utilisation doit être centralisée pour tenir compte des obligations et des contraintes internationales. Les préfets ne peuvent donc pas réquisitionner les stocks stratégiques. Pour en disposer, ils doivent exprimer leurs besoins auprès de la DIREM (Ministre chargé des Hydrocarbures) qui seule a autorité pour autoriser la libération et la re-localisation de ces stocks.

D'une façon générale, les stratégies d'action du Maire sont les suivantes :

PENDANT L'EVENEMENT	
➤ Alerter	<ul style="list-style-type: none">- Déclencher le Plan Communal de Sauvegarde et alerter les services- Alerter et informer la population exposée (en relation avec l'opérateur et/ou le Préfet)- Alerter et informer la population sensible (en relation avec l'opérateur et/ou le Préfet)
➤ Sécuriser	
➤ Mettre à l'abri (évacuer si nécessaire)	
➤ Accueillir et héberger les populations (si nécessaire)	
➤ Ravitailler (en eau potable ou autre si nécessaire)	

Pour ce faire, le Maire tient à jour un certain nombre de listes :

- **une liste des établissements et installations prioritaires** (relevant de sa compétence ou de celles de Toulouse Métropole dans le cadre des compétences déléguées) **en cas de coupure électrique** avec une répartition entre établissements et installations prioritaires, supplémentaires ou concernés prioritairement en cas d'opérations de délestages et relestages.²⁴ Pour chacun de ces équipements sont précisés le nom et l'adresse, le gestionnaire, la puissance électrique, la présence ou non d'un groupe électrogène et des observations éventuelles quant au caractère prioritaire du fonctionnement de l'équipement. Seule une partie d'entre eux a pu être retenue par le Préfet dans son plan départemental,
- **une liste des centres d'hébergement dont le réseau d'alimentation électrique est enterré** (sécurisation de l'alimentation électrique en cas de tempête),

²⁴ Très souvent, les pannes majeures sur un réseau électrique font intervenir un déséquilibre entre la production et la consommation. Le principal moyen de se prémunir contre ce phénomène est de mettre en place des plans de délestage.

- **une liste des usagers prioritaires** (ville et Métropole pour ce qui concerne les besoins propres à la Ville) **en cas d'arrêt de l'approvisionnement en hydrocarbures**. Cette liste précise pour chaque usage la Direction concernée, la mission exercée, le caractère essentiel ou non de l'usage, la fréquence et le type de véhicules concernés le cas échéant. L'ensemble de cette liste a été transmise aux services préfectoraux dans le cadre du Plan Ressources Hydrocarbures. Elle est à remettre à jour et à préciser en cas d'activation du plan départemental (liste des véhicules prioritaires susceptibles d'être alimentés au niveau de stations-service réservées).

Le Maire dispose également d'un stock permanent de bouteilles d'eau potable et s'assure par ailleurs que le gestionnaire du Service des Eaux de TOULOUSE a mis en place une organisation en cas de situation de crise. Cette organisation comprend en particulier la présence de stocks permanents de bouteilles d'eau de source, susceptibles d'être mobilisés à tout moment en cas de rupture de canalisation.

En cas de rupture d'alimentation en eau potable, le Maire s'assure également que des moyens sont mis en œuvre par le gestionnaire du Service des Eaux pour assurer la remise en service du système d'alimentation en eau.

Le guide d'organisation des services en cas d'évènement météorologique prévoit une organisation spécifique vis-à-vis des différents gestionnaires des réseaux susceptibles d'être affectés, en cas de tempête notamment. Cette organisation est précisée dans les Risques naturels - Evénements météorologiques.

Pour ce qui concerne les réseaux électriques, ERDF (Electricité Réseau Distribution France) a mis en œuvre des « correspondants tempête » dans chaque commune.

Le correspondant :

- dispose d'une carte des réseaux électriques de la commune,
- fait le lien entre la Ville de Toulouse et ERDF (seul autorisé à joindre directement la cellule de crise d'ERDF),
- participe à l'élaboration rapide des premiers diagnostics des réseaux sur la commune, grâce aux informations qu'il reçoit des administrés, en s'appuyant sur les fiches de diagnostic fournies par ERDF (utilisation des fiches pour organiser le recueil et la remontée des incidents),
- fait remonter les situations à risque pour arbitrage par la cellule de crise d'ERDF,
- informe la population, diffuse les recommandations d'ERDF (en particulier sur la sécurité).

Pour TOULOUSE, les « correspondants tempêtes » sont assurés par la Direction de la Sécurité Civile et des Risques Majeurs et l'astreinte ou la cellule de crise des services techniques de la Métropole (DGST).

PLAN COMMUNAL DE SAUVEGARDE



PARTIE F :

DISPOSITIF OPERATIONNEL : RECAPITULATIF ET ETAT D'AVANCEMENT

MAIRIE DE



TOULOUSE
www.toulouse.fr

**PARTIE A : CONTEXTE REGLEMENTAIRE ET ORGANISATION
NATIONALE POUR LA GESTION D'EVENEMENT**

PARTIE B : LA COMMUNE DE TOULOUSE : PRESENTATION

**PARTIE C : L'INFORMATION PREVENTIVE SUR LES
RISQUES MAJEURS**

**PARTIE D : L'ORGANISATION COMMUNALE EN CAS
D'EVENEMENT MAJEUR**

**PARTIE E : LE DIAGNOSTIC DES RISQUES ET LES STRATEGIES
D'ACTIONS**

**PARTIE F : DISPOSITIF OPERATIONNEL - RECAPITULATIF
ET ETAT D'AVANCEMENT**

1 - LES GUIDES DE COORDINATION DES ACTIONS DES SERVICES FACE AUX RISQUES MAJEURS IDENTIFIES

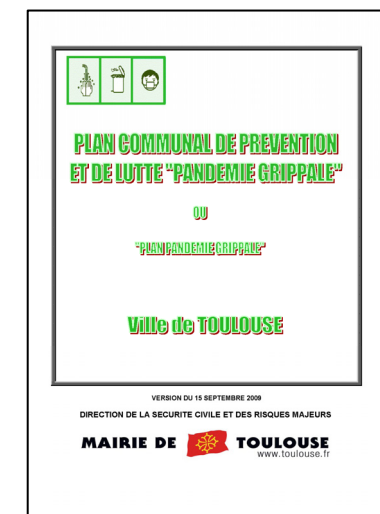
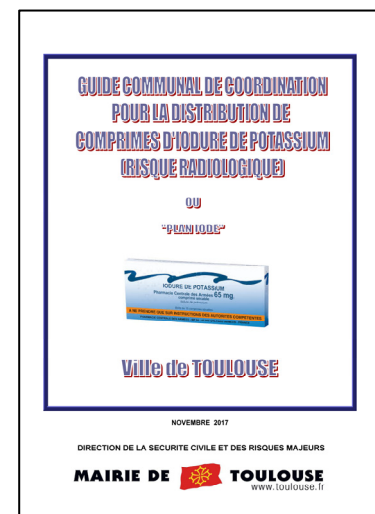
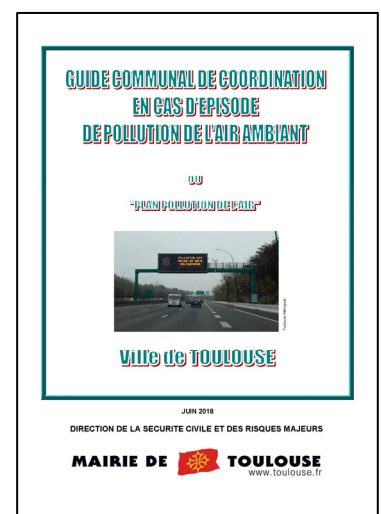
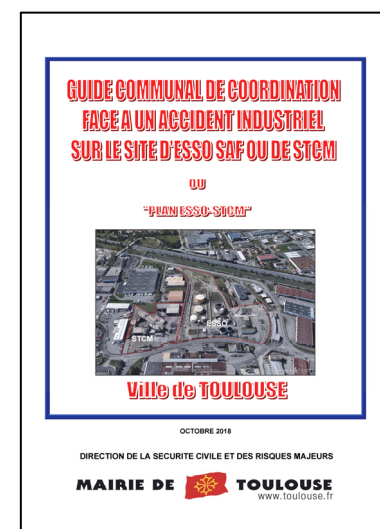
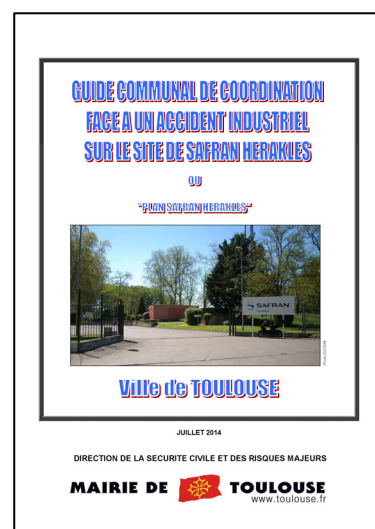
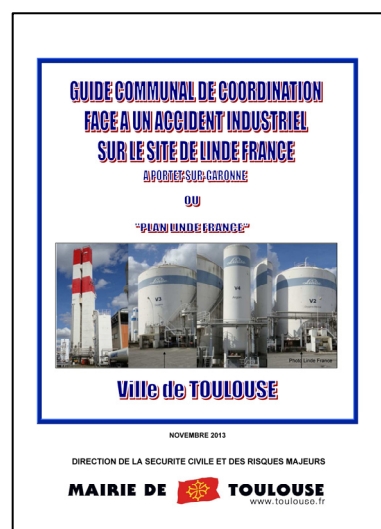
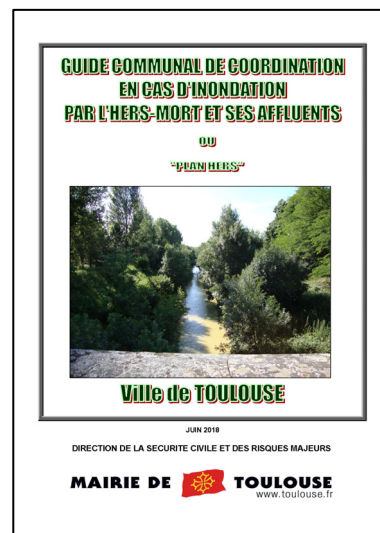
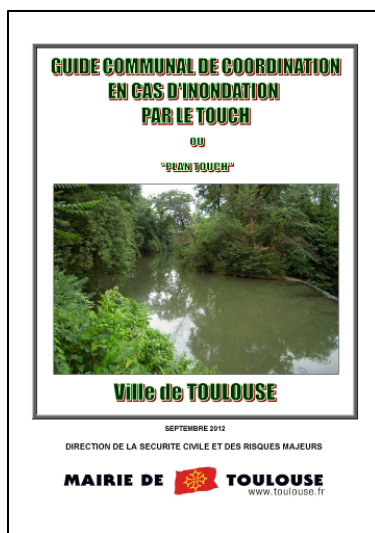
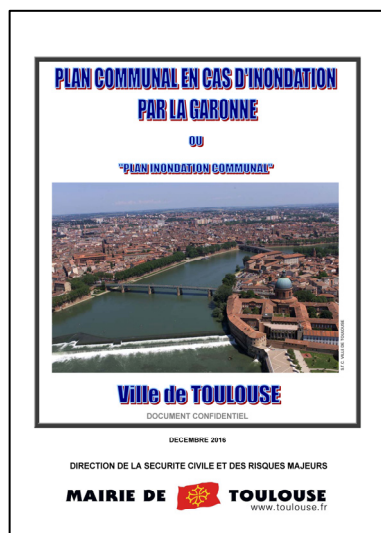
Les tableaux suivants présentent un récapitulatif des guides opérationnels communaux face aux différents risques majeurs identifiés et leur état d'avancement. Ces plans sont en constante évolution suite aux évolutions internes à la collectivité d'une part (organisation des services et des missions de la Ville mais également de Toulouse Métropole), des connaissances d'autre part (nouvelles informations sur les risques,...) et enfin suite aux mises à jour à réaliser (liste des enjeux et coordonnées, retours d'expérience suite aux événements ou aux exercices...).

RISQUE CONCERNE		GUIDE OPERATIONNEL COMMUNAL ASSOCIE	ETAT D'AVANCEMENT			
			Avant-Projet Sommaire	Avant-Projet	Plan définitif	Observations éventuelles
NATURELS	Inondation par la Garonne	PIC (Plan Inondation Communal)			X	Nouvelle version de décembre 2016. Développe les stratégies de sauvegarde derrière les digues de protection et intègre les connaissances acquises sur les risques avec les dernières études menées pour l'élaboration du PPRI. Travail à faire sur les établissements sensibles (études de vulnérabilité, plan de sauvegarde)
	Inondation par le Touch	Plan Touch			X	Version septembre 2012
	Inondation par l'Hers et ses affluents	Plan Hers			X	Version juin 2018
	Mouvements de terrain	PCS en général	Sans objet : pris en compte dans le cadre de la mise en œuvre des dispositions générales du PCS			
	Tempêtes, Canicule, Grand froid, Neige...	Plan Météo	X			Dispositions opérationnelles mais à formaliser dans un document.
TECHNOLOGIQUES	Accident sur le site industriel d'ESSO SAF ou de STCM	Plan ESSO-STCM			X	Nouvelle version d'octobre 2018
	Accident sur le site industriel de ARIANEGROUP	Plan ARIANEGROUP			x	Version de juillet 2014 pour l'ancienne dénomination SAFRAN HERAKLES. A mettre à jour avec la version révisée du PPI de 2017.
	Accident sur le site industriel de LINDE FRANCE	Plan LINDE FRANCE			X	Version de novembre 2013 avec pages modifiées de décembre 2016 (suite approbation du PPI 2015).
	Rupture du barrage de Cap de Long	Plan Cap de Long	x			A réaliser (mais sur la base du PIC). Les campagnes d'alerte sont déjà programmées.
	Rupture du barrage de la Ganguise	Plan Ganguise	x			A réaliser. Les campagnes d'alerte sont déjà programmées et certaines dispositions déjà définies.
	Transport des matières dangereuses	PCS en général	Sans objet : la variété des situations et stratégies possibles sont prises en compte dans le cadre de la mise en œuvre des dispositions générales du PCS.			
	Accident nucléaire	Plan Iode			X	Version de novembre 2017

PCS - PARTIE F – DISPOSITIF OPERATIONNEL : RECAPITULATIF ET ETAT D'AVANCEMENT

RISQUE CONCERNE		GUIDE OPERATIONNEL COMMUNAL ASSOCIE	ETAT D'AVANCEMENT			
			Avant- Projet Sommaire	Avant- Projet	Plan définitif	Observations éventuelles
TERRO- RISME	Attentats (hors variole)	Fiches réflexes DSCRM			X	Prévoir un volet spécifique partagé avec les Services dans le Plan Nombreuses Victimes
SECOURS A PERSONNE	Tout évènement confondu	Plan Nombreuses victimes (avec dispositions spécifiques en lien avec les différents plans ORSEC Spécialisés)		X		Version juin 2009
	Accident en Gare Matabiau					
	Accident de rame sur les lignes du Métro					
	Accident d'aéronef (aéroports Toulouse-Blagnac, Franczal, Lasbordes)					
SANITAIRES	Canicule	cf Plan Météo	cf Plan Météo (le CCAS et la Direction des Solidarités et de la Cohésion Sociale disposent d'un Plan Opérationnel abouti)			
	Grand Froid	cf Plan Météo	cf Plan Météo (le CCAS et la Direction des Solidarités et de la Cohésion Sociale disposent d'un Plan Opérationnel abouti)			
	Pollution de l'air	Plan Pollution de l'air			X	Version juin 2018
	Pandémie grippale	Plan Pandémie grippale			X	Version septembre 2009, à reprendre suite au retour d'expérience de la grippe 2009 et à l'édition du plan national 2011 (dispositions spécialisées ORSEC 31 non encore définies)
	Attentat à la variole	Plan Variole	X			Travail sur l'organisation des différents sites de vaccination en 2004. A réaliser.
	Epizootie					A réaliser
RESSOURCES	Coupure d'alimentation en eau	Plan Ressources				Différentes listes des sites ou usagers prioritaires réalisées (à mettre à jour), mais plan à formaliser.
	Coupure d'alimentation en hydrocarbures					
	Coupure d'alimentation en électricité					
	Rupture de chauffage urbain issu du fonctionnement de l'usine d'incinération					

PCS - PARTIE F – DISPOSITIF OPERATIONNEL : RECAPITULATIF ET ETAT D'AVANCEMENT



2 - LA LISTE DES MOYENS COMMUNAUX ET DES ENJEUX

2.1 - LES MOYENS COMMUNAUX

Un recensement des moyens de la Commune de TOULOUSE (internes et externes) a été réalisé en 2007 et classé selon les catégories suivantes :

- Moyens humains
- Moyens de communication interne
- Moyens d'alerte et d'information de la population
- Moyens de transport
- Moyens d'accueil et d'hébergement
- Moyens de restauration
- Moyens de santé, d'hygiène et moyens sanitaires
- Moyens de chantiers
- Moyens funéraires
- Moyens divers

Le classement des moyens a également été réalisé selon un index alphabétique afin de faciliter les recherches. Pour chaque moyen sont précisés la ou les Direction(s) gestionnaire(s) et dans la mesure du possible, les quantités, la ou les localisation(s), les coordonnées du ou des responsable(s) et les modalités de mise en oeuvre :

Moyen	Catégorie correspondante
A	
• Associations caritatives	• Moyens divers
B	
<ul style="list-style-type: none"> • Bacs de récupération des déchets à risques infectieux • Bactéricides • Balais • Barrières • Bassines • Blocs à rats • Blouses • Bombes de désinsectisation One Shot • Bottes et veste de pluie 	<ul style="list-style-type: none"> • Moyens de santé, d'hygiène et moyens sanitaires • Moyens de santé, d'hygiène et moyens sanitaires • Moyens de santé, d'hygiène et moyens sanitaires • Moyens de chantiers • Moyens de santé, d'hygiène et moyens sanitaires • Moyens de santé, d'hygiène et moyens sanitaires • Moyens de santé, d'hygiène et moyens sanitaires • Moyens de santé, d'hygiène et moyens sanitaires • Moyens de santé, d'hygiène et moyens sanitaires
C	
<ul style="list-style-type: none"> • Camion de traitement phytosanitaire • Camions de transport de corps • Carburants dans Cuves • Centres d'accueil et de Loisirs • Centres de soins médicaux en Haute-Garonne • Cercueils 	<ul style="list-style-type: none"> • Moyens de santé, d'hygiène et moyens sanitaires • Moyens funéraires • Moyens de transport • Moyens d'accueil et d'hébergement • Moyens de santé, d'hygiène et moyens sanitaires • Moyens funéraires

PCS - PARTIE F – DISPOSITIF OPERATIONNEL : RECAPITULATIF ET ETAT D'AVANCEMENT

<ul style="list-style-type: none"> • Cercueils hermétiques • Chapelle Ardente • Cimetières • Cimetière tampon pour épidémies • Cuves de rinçage 	<ul style="list-style-type: none"> • Moyens funéraires • Moyens funéraires • Moyens funéraires • Moyens funéraires • Moyens de santé, d'hygiène et moyens sanitaires
D	
<ul style="list-style-type: none"> • Denrées • Désamiantage • Distributeurs de Fontaines à eau 	<ul style="list-style-type: none"> • Moyens de restauration • Moyens divers • Moyens de restauration
E	
<ul style="list-style-type: none"> • Eclairage de la voie publique • Entreprises de BTP • Entreprises de Toitures • Equipements de Protection Individuelle (Gants, bottes, combinaisons, masques...) 	<ul style="list-style-type: none"> • Moyens divers • Moyens de chantiers • Moyens de chantiers • Moyens de santé, d'hygiène et moyens sanitaires
F	
<ul style="list-style-type: none"> • Fongicides • Fournisseurs de la Cuisine Centrale • Fourrière animale • Fours • Fours crématoires • Frigos • Fûts métalliques 	<ul style="list-style-type: none"> • Moyens de santé, d'hygiène et moyens sanitaires • Moyens de restauration • Moyens divers • Moyens de restauration • Moyens funéraires • Moyens de restauration • Moyens de santé, d'hygiène et moyens sanitaires
G	
<ul style="list-style-type: none"> • Gants de nettoyage • Gants de toilette • Gardiennage des bâtiments communaux • Groupes électrogènes des Bâtiments communaux • Groupes électrogènes mobiles • Gymnases • Gymnases à moins de 200m d'une école 	<ul style="list-style-type: none"> • Moyens de santé, d'hygiène et moyens sanitaires • Moyens de santé, d'hygiène et moyens sanitaires • Moyens divers • Moyens divers • Moyens de chantiers • Moyens d'accueil et d'hébergement • Moyens d'accueil et d'hébergement
H	
<ul style="list-style-type: none"> • Habillement • Hôpitaux principaux • Hôtels • Housses hermétiques (linceuls) 	<ul style="list-style-type: none"> • Moyens divers • Moyens de santé, d'hygiène et moyens sanitaires • Moyens d'accueil et d'hébergement • Moyens funéraires
I	
<ul style="list-style-type: none"> • Imprimerie Reprographie • Informatiques (Moyens) • Insecticides 	<ul style="list-style-type: none"> • Moyens d'alerte et d'information de la population • Moyens divers • Moyens de santé, d'hygiène et moyens sanitaires
J	
<ul style="list-style-type: none"> • Journaux Municipaux 	<ul style="list-style-type: none"> • Moyens d'alerte et d'information de la population
K	
L	
<ul style="list-style-type: none"> • Laboratoire d'analyses de qualité de l'air et de l'eau 	<ul style="list-style-type: none"> • Moyens de santé, d'hygiène et moyens sanitaires

PCS - PARTIE F – DISPOSITIF OPERATIONNEL : RECAPITULATIF ET ETAT D'AVANCEMENT

<ul style="list-style-type: none"> Laverie pour linge souillé à risques infectieux Lingettes nettoyantes Locaux d'accueil des corps 	<ul style="list-style-type: none"> Moyens de santé, d'hygiène et moyens sanitaires Moyens de santé, d'hygiène et moyens sanitaires Moyens funéraires
M	
<ul style="list-style-type: none"> Matériel de câblage, postes tél. fixes, fax, minitel, annuaires... Matériel de travaux électriques dans les bâtiments Matériel divers de restauration Mobile homes Mobilier Murs d'eau 	<ul style="list-style-type: none"> Moyens de communication interne Moyens divers Moyens de restauration Moyens d'accueil et d'hébergement Moyens d'accueil et d'hébergement Moyens de chantiers
N	
<ul style="list-style-type: none"> Nécessaire de premier urgence pour l'hébergement : produits d'hygiène, trousses pharmacie... 	<ul style="list-style-type: none"> Moyens de santé, d'hygiène et moyens sanitaires
O	
<ul style="list-style-type: none"> Opérateurs de contenus Outillage électro portatif (perceuses, perforateurs, visseuses...) 	<ul style="list-style-type: none"> Moyens d'alerte et d'information de la population Moyens divers
P	
<ul style="list-style-type: none"> Palettes creuses (rétention) Panneaux à Messages Variables Panneaux d'affichage pour campagnes d'information Panneaux de dangers (machine de création) Papier toilette Pièges à rats Pièges à sangliers Plateforme d'appel de la population (solution d'appel en masse) Plateforme d'envoi de messages via la Messagerie Outlook Pompes à dos Postes téléphoniques fixes à 10 chiffres du réseau France Télécom au P.C. C. Postes téléphoniques fixes PABX à 4 chiffres du réseau interne de la mairie au P.C. Capitole Poubelles Produits d'entretien Produits pharmaceutiques Produits anti-puces 	<ul style="list-style-type: none"> Moyens de santé, d'hygiène et moyens sanitaires Moyens d'alerte et d'information de la population Moyens d'alerte et d'information de la population Moyens divers Moyens de santé, d'hygiène et moyens sanitaires Moyens de santé, d'hygiène et moyens sanitaires Moyens de santé, d'hygiène et moyens sanitaires Moyens d'alerte et d'information de la population Moyens de communication interne Moyens de santé, d'hygiène et moyens sanitaires Moyens de communication interne Moyens de communication interne Moyens de santé, d'hygiène et moyens sanitaires Moyens de santé, d'hygiène et moyens sanitaires Moyens de santé, d'hygiène et moyens sanitaires Moyens de santé, d'hygiène et moyens sanitaires

PCS - PARTIE F – DISPOSITIF OPERATIONNEL : RECAPITULATIF ET ETAT D'AVANCEMENT

<ul style="list-style-type: none"> Pulvérisateurs à dos 	<ul style="list-style-type: none"> Moyens de santé, d'hygiène et moyens sanitaires
Q	
R	
<ul style="list-style-type: none"> Radios Radiotéléphones Raticides Reconnaissance des agents communaux (K-way, T-shirts, casquettes « Mairie de Toulouse ») Réseau interne téléphones PABX (postes à 4 chiffres) Réseau téléphonique France Télécom (postes à 10 chiffres) 	<ul style="list-style-type: none"> Moyens d'alerte et d'information de la population Moyens de communication interne Moyens de santé, d'hygiène et moyens sanitaires Moyens divers Moyens de communication interne Moyens de communication interne
S	
<ul style="list-style-type: none"> Sacs poubelles Salles Municipales Salle pré câblée avec postes téléphoniques (P.C. Capitole) Savons à mains Seaux Serviettes Signalisation Spécifique Sirènes du Réseau National d'Alerte (R.N.A.) Sites Internet Site Intranet (Sésame) Supermarchés Rive droite Garonne Supermarchés Rive gauche Garonne 	<ul style="list-style-type: none"> Moyens de santé, d'hygiène et moyens sanitaires Moyens d'accueil et d'hébergement Moyens de communication interne Moyens de santé, d'hygiène et moyens sanitaires Moyens de santé, d'hygiène et moyens sanitaires Moyens de santé, d'hygiène et moyens sanitaires Moyens de chantiers Moyens d'alerte et d'information de la population Moyens d'alerte et d'information de la population Moyens de communication interne Moyens de restauration Moyens de restauration
T	
<ul style="list-style-type: none"> Téléphones portables GSM TLT (Télévision Toulouse) Traitement des pollutions Traiteurs Traiteurs Rive droite Garonne Traiteurs Rive gauche Garonne 	<ul style="list-style-type: none"> Moyens de communication interne Moyens d'alerte et d'information de la population Moyens divers Moyens de restauration Moyens de restauration Moyens de restauration
U	
<ul style="list-style-type: none"> Unités de pompage mobiles 	<ul style="list-style-type: none"> Moyens de chantiers (données non informatisées)
V	
<ul style="list-style-type: none"> Véhicules Véhicules et engins de chantiers Virucide (grippe aviaire) Voitures avec dispositif haut-parleur 	<ul style="list-style-type: none"> Moyens de transport (données non informatisées) Moyens de chantiers (données non informatisées) Moyens de santé, d'hygiène et moyens sanitaires Moyens d'alerte et d'information de la population
W, X, Y, Z	

Ce recensement, non exhaustif, permet d'ores et déjà de disposer d'un certain nombre d'informations essentielles à la gestion des événements. Néanmoins, cette base se doit d'être réactualisée, complétée et tenue à jour en lien avec les différents services gestionnaires (c'est déjà le cas pour un certain nombre de moyens tels que l'hébergement), d'autant que la mise en place de la Communauté Urbaine puis de la Métropole aura conduit à une notable réorganisation des moyens et des missions depuis ce premier travail de recensement.

Certains moyens sont géolocalisés (gymnases, hôtels, sirènes, panneaux à messages variables...).

2.2 - LES ENJEUX

Les enjeux sont les vies humaines, les biens matériels susceptibles d'être endommagés par un aléa. On peut y adjoindre des éléments non-marchands tels que l'environnement, le patrimoine, etc. **Etablir une base de données des enjeux consiste donc à choisir, à identifier et à hiérarchiser** ces « éléments à protéger ». Il faut donc définir des critères d'élection : par exemple la vulnérabilité, l'importance patrimoniale...

Une base de données des enjeux sur le territoire communal n'est pas seulement un répertoire bien ordonné, c'est un outil de tri et d'analyse. **De plus, le géocodage en fait un puissant outil d'analyse des territoires.** Associée à la cartographie des aléas, une base de données des enjeux s'impose dans l'aide décisionnelle.

En revanche, une base de données est un outil vivant qui nécessite d'être « nourri » pour être utile. Dans le cas contraire, il perd petit à petit de son intérêt, en devenant avec le temps obsolète. Il est vrai que les données collectées sont disparates ; leur actualisation chronophage nécessite donc le soutien de services référents.

Trois types d'enjeux ont été retenus pour la constitution de la base de données des enjeux à TOULOUSE : **les établissements sensibles, stratégiques et le patrimoine** avec les définitions suivantes :

- **Etablissements sensibles :** toutes constructions accueillant de façon permanente ou provisoire un public vulnérable ou difficilement déplaçable : enseignement scolaire, soins, santé, prisons, personnes âgées ou handicapées (*définition DDEA 31, DDT 31 et Préfecture pour le PPRi*) ;
- **Etablissements stratégiques :** toutes constructions nécessaires au bon fonctionnement des secours tels que pompiers, gendarmerie, PC de coordination de crise,... (*Etablissements dits sensibles pour la DDEA 31, DDT 31 et Préfecture pour le PPRi*) ;
- **Etablissements « Patrimoine » :** tout établissement abritant des collections « patrimoniales » où un plan de mise en sûreté peut être envisagé. Il ne s'agit pas de protéger le bâtiment lui-même, mais de prévoir la mise à l'abri de ses collections.

Pour les enjeux « patrimoine » et « stratégiques », les catégories et types pourront être enrichis ultérieurement. Pour les enjeux « patrimoine », deux catégories existent actuellement : MUSEE et ARCHIVES. On pourrait imaginer une catégorie supplémentaire : ETABLISSEMENTS RELIGIEUX. En effet, certains possèdent des tableaux ou même des objets religieux qui « font patrimoine ». La table d'autel de Saint Sernin et la Vierge Noire de la Daurade, respectivement du XI^e siècle et du XIX^e siècle, pourraient tout à fait figurer dans les collections d'un musée.

Une base de données (non encore exhaustive) a donc été constituée : elle contient différents types d'établissements classés par catégorie. La qualité du gestionnaire est précisée (commune, CCAS...), de même que les coordonnées et informations éventuelles complémentaires, ce qui permet de faire aisément des tris ou des sélections en fonction de certains critères. Elle est géolocalisée (pour partie). Les catégories et types retenus sont présentés sur les tableaux suivants.

PCS - PARTIE F – DISPOSITIF OPERATIONNEL : RECAPITULATIF ET ETAT D'AVANCEMENT

ENJEU	CATEGORIE	TYPE
SENSIBLE	PETITE ENFANCE	MULTI-ACCUEIL (CRECHE ET HALTE-GARDERIE)
		HALTE GARDERIE
		CRECHE
		AUTRE (RAM, LAEP)
	ENFANCE, LOISIRS, CULTURE	ACCUEIL DE LOISIRS (3 A 12 ANS)
		ACCUEIL DE LOISIRS (3 A 6 ANS)
		ACCUEIL DE LOISIRS (6 A 12 ANS)
		LUDOTHEQUE
		CENTRE CULTUREL
		CENTRE D'ANIMATION
		MJC
	ENSEIGNEMENT	ECOLE MATERNELLE
		ECOLE ELEMENTAIRE
		COLLEGE
		LYCEE
		SPECIALISE
		SUPERIEUR (1 ^{ère} à 4 ^{ème} catégorie) ¹⁸
	SANTE	DIALYSE
		CLINIQUE
		HOPITAL
		HOPITAL DE JOUR
	PERSONNES AGEES	AUTONOME
		DEPENDANT
	SOMMEIL VULNERABLE	HEBERGEMENT SOCIAL POUR ENFANTS
		CAMPING
		AIRE D'ACCUEIL ROMS – GENS DU VOYAGE
	HANDICAP	EDUCATION/SOINS
		HEBERGEMENT
		SERVICE / HANDICAP
		TRAVAIL EN MILIEU SPECIALISE

¹⁸ Les catégories d'ERP (Etablissements Recevant du Public) sont fonction de l'effectif reçu et sont variables suivant les types. La première catégorie correspond aux plus gros établissements, la 5^{ème} catégorie aux établissements les plus petits.

ENJEU	CATEGORIE	TYPE
PATRIMOINE	MUSEE	OBJETS
		PAPIER
	ARCHIVES	PAPIER
		FILM
STRATEGIQUE	RESSOURCES	DEPOT D'HYDROCARBURES
		PRODUCTION D'EAU POTABLE
	EAUX USEES, DECHETS	EPURATION DES EAUX USEES
		INCINERATION DES DECHETS
	SECOURS, SECURITE	POLICE
		POMPIERS (CENTRE SECOURS)
	POSTE DE COMMANDEMENT	POSTE DE COMMANDEMENT FIXE
RISQUE	ICPE	ICPE A
		ICPE AS

3 - LES ANNUAIRES ET PROCEDURES

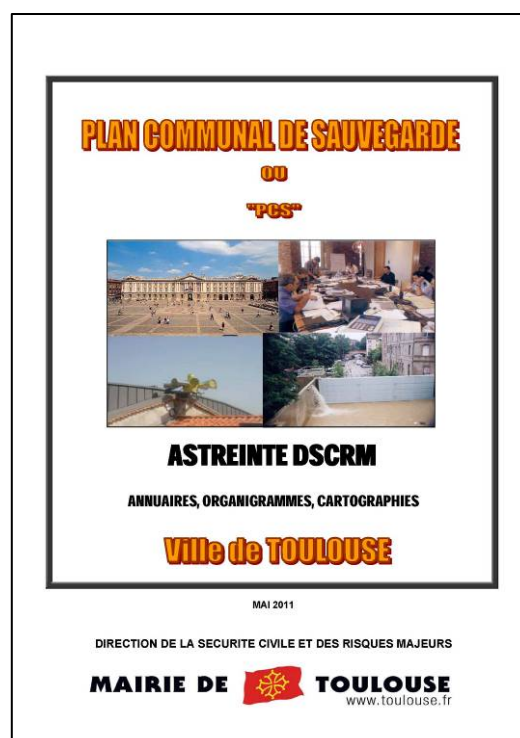
La Direction de la Sécurité Civile et des Risques Majeurs, dans le cadre de la gestion d'évènements courants tout comme dans le cadre de la mise en œuvre du Plan Communal de Sauvegarde, voire de guides communaux de coordination des actions des services associés à des risques particuliers, se doit de pouvoir disposer de documents de références à jour.

Deux classeurs en lien avec l'astreinte de sécurité civile ont été mis en place :

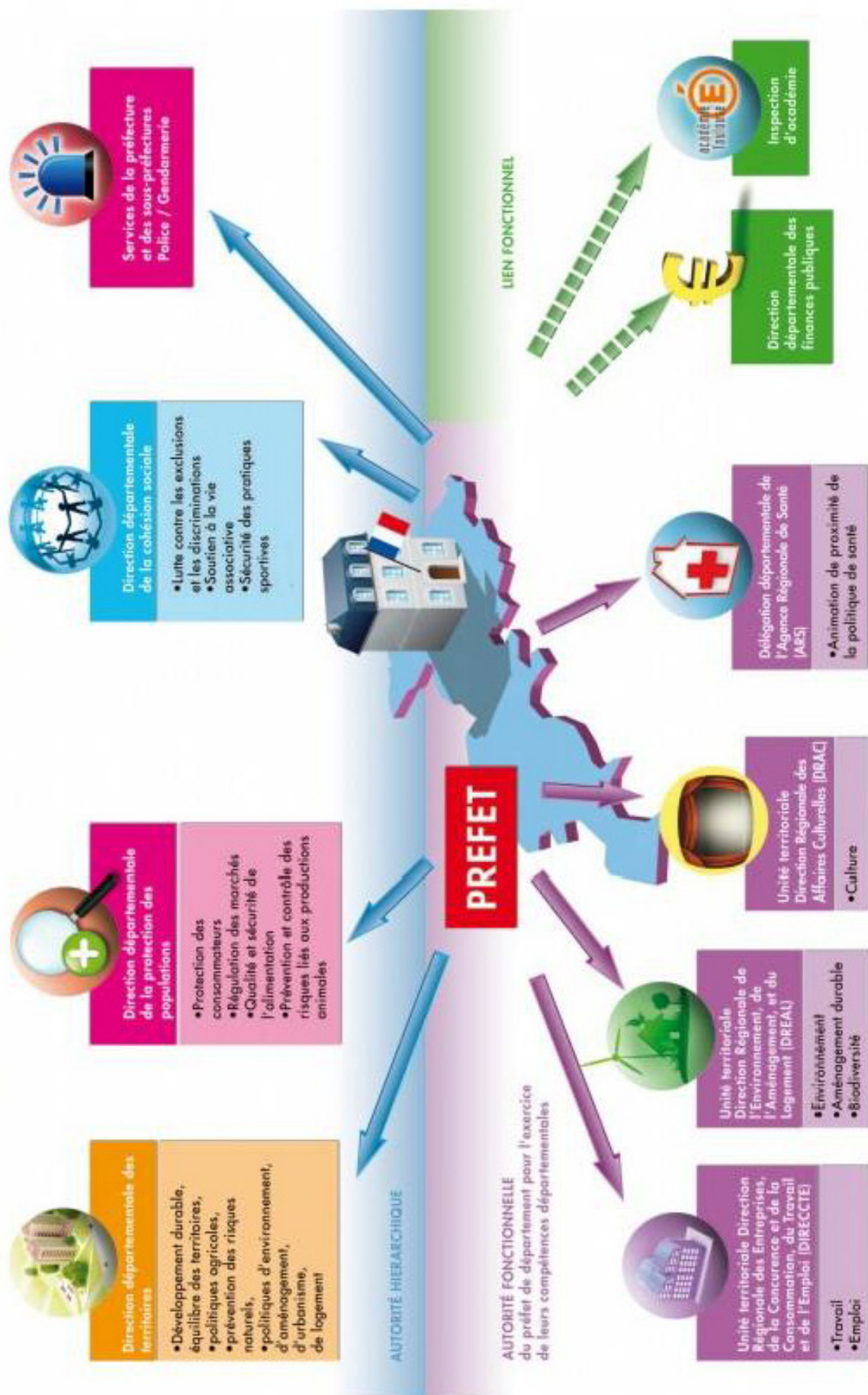
3.1 - LES ANNUAIRES, ORGANIGRAMMES ET CARTOGRAPHIES

Un classeur « Annuaire, organigrammes, cartographies » comprenant notamment :

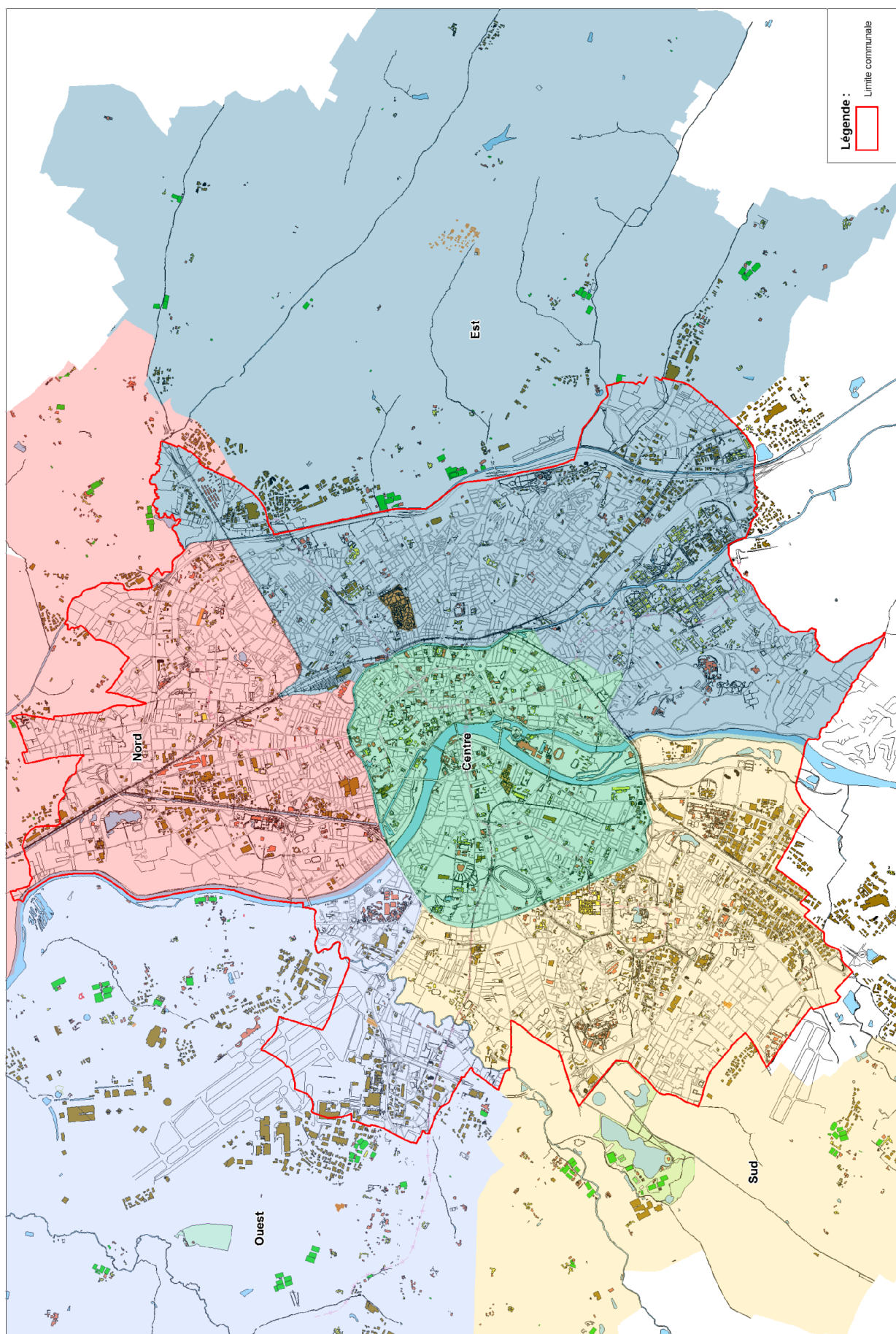
- un annuaire des principaux interlocuteurs des services (avec en particulier les téléphones des astreintes des services et les numéros de téléphones portables professionnels), classés par thématique,
- un annuaire des élus et de leurs délégations,
- l'ensemble des organigrammes de la Ville de Toulouse et de Toulouse Métropole,
- un annuaire des principaux organismes et services intervenants externes (dont la Préfecture et les services déconcentrés de l'Etat, les gestionnaires de réseaux,...),
- des cartographies : découpage des secteurs et quartiers de Toulouse et Maires de quartier, quartiers INSEE, découpage des Pôles territoriaux, territoire de la Métropole...



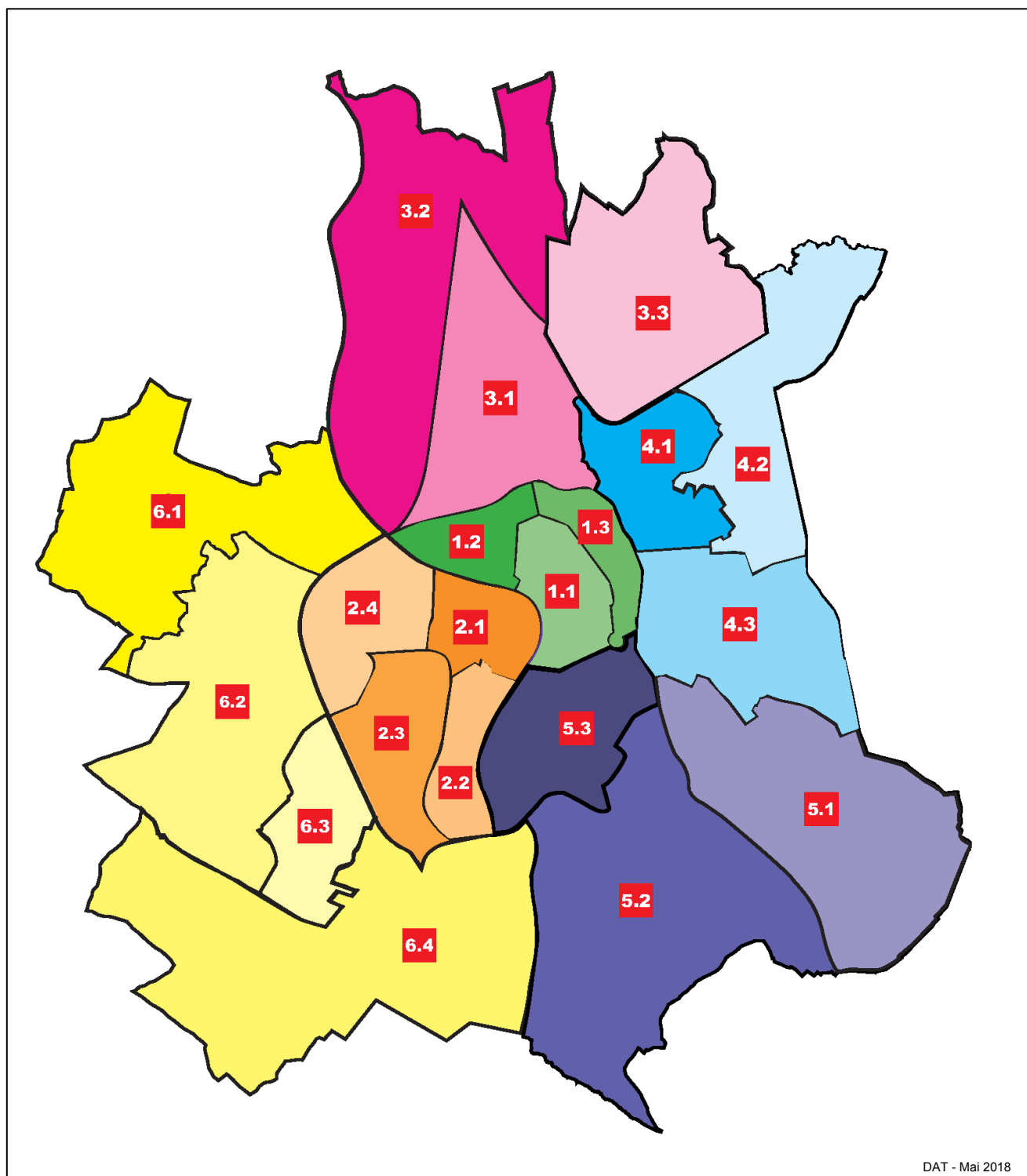
L'ORGANISATION DÉPARTEMENTALE EN HAUTE-GARONNE À COMPTER DU 1^{ER} JANVIER 2010



LIMITES DES POLES TERRITORIAUX SUR TOULOUSE



SECTEURS ET QUARTIERS A TOULOUSE



PCS - PARTIE F – DISPOSITIF OPERATIONNEL : RECAPITULATIF ET ETAT D'AVANCEMENT

Secteur	Nom du Secteur	Quartier	Nom du Quartier
1	Toulouse Centre	1.1	Capitole - Arnaud Bernard - Carmes
		1.2	Amidonniers - Compans-Caffarelli
		1.3	Les Chalets - Bayard - Belfort - Saint-Aubin - Dupuy
2	Toulouse Rive Gauche	2.1	Saint-Cyprien
		2.2	Croix-de-Pierre - Route d'Espagne
		2.3	Fontaine-Lestang - Arènes - Bagatelle - Papis - Tabar - Bordelongue - Mermoz - La Faourette
		2.4	Casselardit - Fontaine-Bayonne - Cartoucherie
3	Toulouse Nord	3.1	Minimes - Barrière de Paris - Ponts-Jumeaux
		3.2	Sept-Deniers - Ginestous - Lalande
		3.3	Trois Cocus - Borderouge - Croix-Daurade - Paleficat - Grand Selve
4	Toulouse Est	4.1	Lapujade - Bonnefoy - Périole - Marengo - La Colonne
		4.2	Jolimont - Soupetard - Roseraie - Gloire - Gramont - Amouroux
		4.3	Bonhoure - Guilheméry - Château de l'Hers - Limayrac - Côte-Pavée
5	Toulouse Sud Est	5.1	Pont des Demoiselles - Ormeau - Montaudran - La Terrasse - Malepère
		5.2	Rangueil - Sauzelong - Pech-David - Pouvoirville
		5.3	Saint-Michel - Le Busca - Empalot - Saint-Agne
6	Toulouse Ouest	6.1	Arènes Romaines - Saint-Martin du Touch - Purpan
		6.2	Lardenne - Pradettes - Basso-Cambo
		6.3	Mirail-Université - Reynerie - Bellefontaine
		6.4	Saint-Simon - Lafourguette - Oncopole

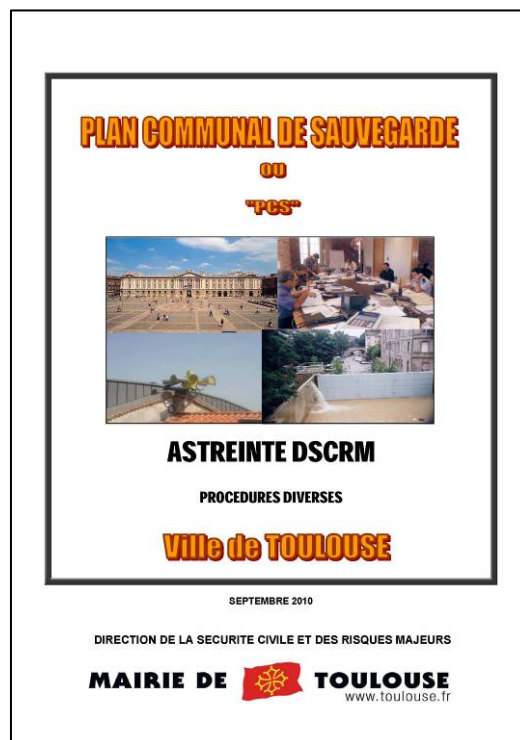
- des fiches opérationnelles :

- main courante,
- diffusion de l'alerte,
- moyens radio (suivi de la mise en charge des batteries, procédures d'utilisation...),...

3.2 - LES PROCEDURES

Un classeur « procédures » comprenant notamment :

- **diverses procédures à suivre en cas d'évènements courants ou majeurs** (notamment les procédures Canicule et Tempêtes en attendant que soit formalisé le Plan Météo ou guide communal de coordination des services en cas d'évènements météorologiques),
- **des arrêtés-types** (réquisition, fermeture de voirie, évacuation....)



Ces documents sont complétés, mis à jour et améliorés régulièrement pour garantir le caractère opérationnel de la mise en œuvre du Plan Communal de Sauvegarde.

Ville de TOULOUSE

**Direction de la Sécurité Civile et des Risques Majeurs
1, rue des Pénitents Blancs
31000 TOULOUSE**